

Samar
Yazbek

19 femmes

LES SYRIENNES RACONTENT

la cosmopolite Stock

Samar Yazbek

19 femmes

Les Syriennes racontent

Traduit de l'arabe (Syrie)
par Emma Aubin-Boltanski et Nibras Chehayed

Postface de Catherine Coquio

Stock
la cosmopolite

TITRE ORIGINAL :
19 imra'a : Souriyat yarwayn

Les traducteurs remercient Véronique Ginouvès pour ses relectures attentives et précieuses, ainsi que l'équipe de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) pour son soutien.

Carte © Loïc Rivault

ISBN 978-2-234-08557-2

© 2017, Samar Yazbek.

Ce livre a été publié avec l'accord de The Italian Literary
Agency et RAYA The Agency for Arabic Literature.

© 2019, Éditions Stock pour la traduction française et la postface.

DU MEME AUTEUR

Feux croisés, journal de la révolution syrienne, *Buchet-Chastel*, 2012

Un parfum de cannelle, *Buchet-Chastel*, 2013

Les portes du néant, *Stock*, 2016 ; *Le Livre de Poche*, 2017

La marcheuse, *Stock*, 2018

*À nos petits enfants,
nous rêvions à l'impossible : la justice.
Nous avons ouvert une porte.
Nous ne la laisserons pas battre
à tous les vents.*

Table

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Copyright](#)

[Du même auteur](#)

[Dédicace](#)

[Carte](#)

[Introduction](#)

[Sara : 21 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Mouadhamiya](#)

[Mariam Hayed : 21 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Damas](#)

[Dima : 37 ans au moment du témoignage. Vivait à Harasta](#)

[Zayn : 20 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Alep](#)

[Douha Achour : 50 ans au moment du témoignage. Vivait à Damas](#)

[Souad : 25 ans au moment du témoignage. Vivait à Deir ez-Zor](#)

[Leila : 27 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Homs](#)

[Amal : 40 ans au moment du témoignage. Vivait à Damas](#)

[Amina Kholani : 35 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Daraya](#)

[Rana : 25 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Damas](#)

[Lina Mohammad : 29 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Damas](#)

[Mouna Freij : 42 ans au moment du témoignage. Vivait à Raqqa](#)

[Roula : 29 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Lattaquié](#)

[Rim : 50 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Barzé](#)

[Alia : 33 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Maarat al-Nouman](#)

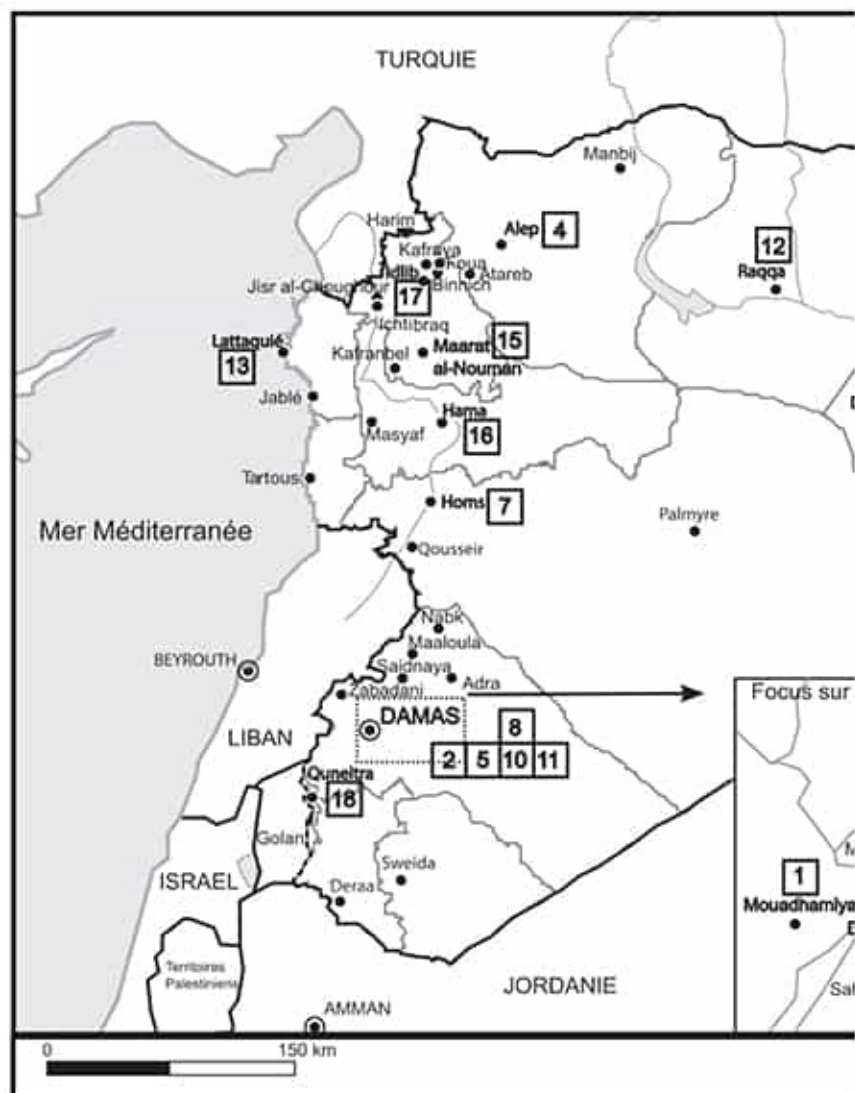
[Hazâmi Adi : 77 ans au moment du témoignage. Vivait entre Homs et Hama](#)

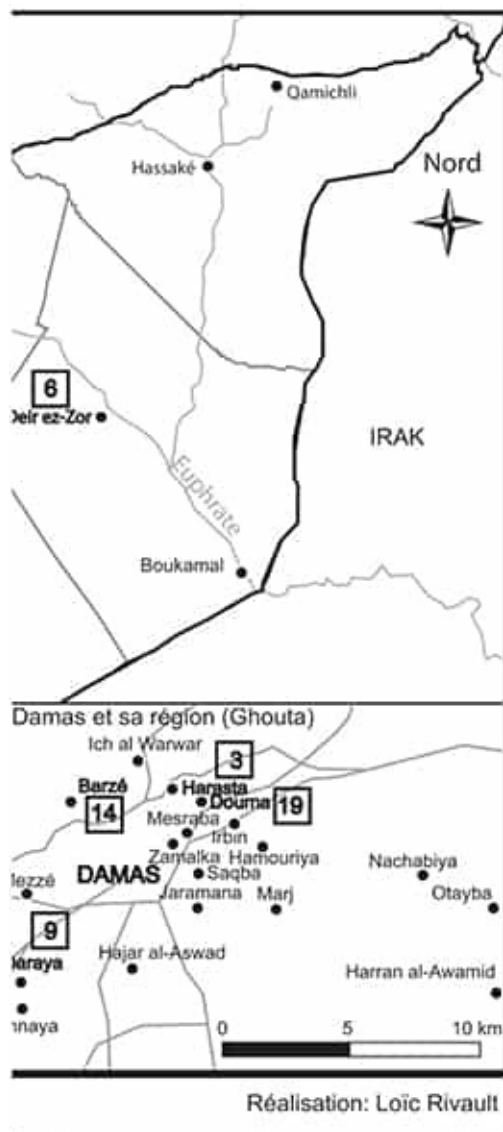
[Zaina Erhaim : 32 ans au moment du témoignage. Vivait à Idlib](#)

[Fatima : 27 ans au moment du témoignage. Vivait à Quneitra](#)

[Faten : 24 ans lorsque la révolution commence. Vivait à Douma](#)

[Postface](#)





Introduction

L'idée de rassembler ces témoignages est née courant 2015. Cela faisait trois ans que j'avais fui la Syrie. Installée à Paris, je voyageais à travers l'Europe pour présenter mes livres. Tout a commencé dans un train, un peu par hasard. Je venais de rencontrer une famille syrienne. Ils m'ont raconté leur histoire et je me suis surprise à noter ce qu'ils disaient. J'ai alors pris conscience qu'à travers de tels récits je pouvais renouer avec un pays qui, bien que mien, m'était devenu inaccessible. Mon premier souhait était de partir à la découverte d'une Syrie que, à l'instar de beaucoup de mes compatriotes, je ne reconnaissais plus.

Partout où j'allais en Europe, je croisais des Syriens qui traversaient des villes et des villages en quête d'une terre d'asile. Dans les yeux des adultes, hommes et femmes, je percevais la peur ; dans ceux des enfants, un vide glaçant. J'ai décidé d'avoir toujours avec moi des petits carnets durant mes voyages pour recueillir leurs récits. J'ai réalisé bien plus tard que ce faisant je m'étais engagée dans un travail de mémoire.

D'autres raisons ont motivé ce projet que j'ai entrepris avec passion. La première est personnelle : un jour, alors que je marchais dans Paris, je me suis perdue. Pourtant j'étais à deux pas de chez moi. Je ne savais plus qui j'étais, vers où j'allais, ni même où j'habitais. J'avais perdu la mémoire. Je n'avais plus ni passé, ni présent, ni avenir, quelque chose s'était comme volatilisé dans ma tête. Je me retournais, j'allais à gauche, puis à droite, mais ne retrouvais pas mon chemin. La peur de l'oubli est devenue depuis lors une obsession. La perte de mémoire, cette maladie individuelle, a-t-elle un lien avec l'amnésie collective ? Avec l'exil ?

Ces questions me hantent. Elles me déchirent lorsque je contemple l'image que les Syriens ont d'eux-mêmes et renvoient au monde. Nous nous considérons comme les combattants d'un régime dictatorial et de son allié naturel, l'obscurantisme religieux, mais la guerre et ses conséquences

néfastes sur nos relations humaines nous ont emprisonnés dans un dilemme tranchant : être le prolongement de notre bourreau et de ses ramifications que sont Daech et les groupes djihadistes ou être réduits à l'état de corps déchiquetés, des groupes d'êtres humains brisés, rescapés des massacres, piégés dans l'amertume d'avoir survécu et de devoir continuer à vivre. Cette dernière image nous colle à la peau, elle est devenue une sorte de tatouage, une composante de notre identité. Dans l'exil, elle se transforme en humiliation.

À ceci s'ajoute une interrogation douloureuse, provoquée par la guerre et la révolution, sur notre mémoire et notre identité collectives. Qu'en est-il dorénavant de notre capacité à vivre ensemble, en tant que groupes différenciés, dans ce pays nommé Syrie, un pays que nous pensions connaître mais qui nous était, en réalité, largement inconnu ? Je suis hantée par le devoir de constituer une mémoire des événements qui contrerait le récit qui s'emploie à justifier les crimes commis, une mémoire qui, s'appuyant sur des faits incontestables, apporterait la preuve de la justesse de notre cause. J'ai réalisé que pour commencer il fallait explorer, interroger et déconstruire l'image que nous nous faisons de nous-mêmes. Une soif de mémoire en somme, une quête effrénée dont les récits de ces femmes font partie et qui m'a conduite à repenser notre identité.

Ce livre est ma façon de résister. J'estime que les écrivains et les intellectuels ont un devoir moral vis-à-vis des victimes, celui de lutter contre l'oubli.

* * *

Cet ouvrage est le fruit d'une série d'entretiens que j'ai menés avec cinquante-cinq Syriennes dans leurs pays d'asile – en Turquie, en France, en Allemagne, au Canada, au Liban, en Angleterre et aux Pays-Bas –, ainsi que sur le territoire syrien. Je leur ai demandé de me raconter « leur » révolution et « leur » guerre. Toutes m'ont décrit le terrible calvaire qu'elles ont vécu. Parce que leurs expériences se ressemblaient et se répétaient, je n'ai retenu que dix-neuf de ces récits. Dans ma sélection, j'ai privilégié la variété géographique dans l'objectif de constituer un panorama mémoriel aussi large que possible.

Pour rédiger ce livre, j'ai adopté plusieurs méthodes, la principale ayant consisté à recueillir un maximum d'informations sur les femmes qui s'étaient engagées dans le mouvement de révolte. À celles que je rencontrais, je posais systématiquement les questions suivantes : que faisiez-vous quand la révolution a commencé ? Qu'est-ce qui vous a poussées à y participer ? Puis je leur demandais de me raconter leurs expériences personnelles en mettant au centre la question de la résistance et de leur rôle en tant que femmes. Tel était le fil conducteur de mes entretiens, mais j'ai également laissé la liberté à chacune de me raconter sa propre histoire.

J'ai voyagé dans différents pays pour y mener des entretiens individuels. Au préalable, j'avais préparé le terrain en prenant contact via les réseaux sociaux ou par téléphone. Quatre femmes ont été uniquement interviewées sur Skype. Pour respecter le désir d'anonymat de certaines d'entre elles, j'ai choisi de les désigner par des pseudonymes, de simples prénoms. En revanche, les noms complets – prénoms accompagnés de patronymes – mentionnés dans le livre sont bien réels.

Mon idée de départ était de tout réécrire à ma façon, avec mes mots de romancière, comme je l'avais fait pour mes ouvrages précédents, *Feux croisés* et *Les Portes du néant*. Mais, une fois les transcriptions achevées, il m'a semblé plus juste de conserver le style et le langage particuliers de chaque femme. Ce choix était plus fidèle, plus authentique également : il permettait de faire entendre pleinement les voix de ces personnes.

Le récit de chacune de ces femmes aurait nécessité un livre entier. J'ai dû faire des choix, opter pour un fil conducteur et, de ce fait, mettre de côté des détails pourtant importants. Quand j'ai terminé la rédaction, j'ai renvoyé à chacune son témoignage pour relecture et approbation. Certaines y ont apporté des modifications partielles, d'autres ont protesté. Le plus dur était de faire correspondre l'image qu'elles s'étaient construite d'elles-mêmes et de leurs expériences, et celle qu'elles découvriraient en lisant leurs récits.

Cet ensemble de récits ne prétend pas couvrir tout le territoire syrien. Sans s'ériger en victimes ou en héroïnes, sans se prévaloir de détenir la vérité, des femmes y racontent *leurs* histoires particulières et celles des

lieux, à chaque fois différents, où elles ont vécu la révolution et la guerre : Damas et la Ghouta (Harasta, Zamalka, Saqba, Douma, Daraya, Mouadhamiya), Idlib et sa campagne, Alep, la région côtière, Homs, Hama, Quneitra, Raqqa, Deir ez-Zor. De générations différentes – elles ont entre 20 et 77 ans –, elles ont en commun d’être issues de la classe moyenne, d’être éduquées et donc d’être en mesure de mettre des mots sur ce qu’elles ont vécu. En revanche la voix des déplacées et réfugiées dans les camps – démunies au point de ne pouvoir ni traverser les frontières, ni nourrir leurs enfants – est totalement absente. Un autre livre serait nécessaire pour rassembler leurs témoignages. J’espère être en mesure de l’écrire un jour.

Au fil des pages, ces femmes se racontent à la première personne. Ce faisant elles expriment leurs interrogations et leurs doutes sur la place que leur assigne la société. Pourtant, elles reviennent sur leurs expériences sans s’ériger en victimes. Résister : pour elles, cet acte entre en contradiction avec la conception de soi comme victime, une conception qui inévitablement conduirait à se replier sur soi-même et à accepter les blessures subies. Il ne s’agit pas non plus de s’ériger en héroïnes. Elles refusent à leur façon l’alternative entre victimisation et héroïsation. Au Moyen-Orient comme en Occident, les médias ont trop tendance à réduire les femmes arabes à ce dualisme, préférant souvent leur attribuer le statut de victime, comme s’il s’agissait là d’une évidence.

Ces femmes se tiennent à distance de la pensée dominante. Elles racontent leurs souffrances et leurs douleurs, l’engagement courageux et créatif qui a été le leur dans la quête d’un monde nouveau, dans la recherche d’une lueur de vie malgré l’omniprésence de la mort. Leurs persécuteurs les ont réduites à n’être que des corps, ou plutôt des amas d’os et de chair. Contre leur volonté, ils ont également fait en sorte de les confiner dans leurs communautés religieuses respectives, dans une opposition manichéenne entre, d’une part, les « minorités » (alaouite, druze, chrétienne, etc.) et, d’autre part, la « majorité » (sunnite). « Alaouites » et « sunnites », les personnes que j’ai rencontrées utilisent ces catégories sectaires – qu’on leur impose et dans lesquelles on tente de les enfermer – afin de mieux les dénoncer. Le premier défi affronté par ces femmes souvent issues de la « majorité sunnite » a été de convaincre les hommes qui les opprimaient que leur « appartenance » allait avant tout à la nation syrienne unifiée.

Ces femmes se sont soulevées contre le régime syrien pour réclamer un changement et des droits. Elles ont fini par entrer également en lutte contre leur propre camp, celui de la révolution qui se délitait. Une terrible déchirure pour elles. Elles partagent un sentiment commun d'aliénation. Cette souffrance qu'elles endurent au plus profond d'elles-mêmes n'est que l'ébauche d'une fracture plus étendue qui concerne la société syrienne tout entière, une fracture qui, après avoir été longtemps passée sous silence par un régime sécuritaire et militaire, éclate aujourd'hui au grand jour.

Ces récits racontent également comment la lutte contre le régime dictatorial syrien a été détournée. Le soulèvement a peu à peu perdu son caractère national, révolutionnaire et démocratique pour devenir un conflit politico-économique, international et régional instrumentalisant le religieux. Le pouvoir en place a transformé ses victimes en machines de guerre, en extrémistes islamistes dans le camp de la révolution et en *chabbiha*¹ sectaires dans son propre camp. Il a exploité le sentiment ancestral de persécution de la communauté alaouite pour justifier ses massacres, un procédé repris plus tard par les groupes islamistes radicaux qui eux-mêmes ont profité du sentiment d'oppression et de colère de la majorité sunnite. Les femmes que j'ai rencontrées ont été prises en étau entre ces différents dangers. Ceci apparaît clairement dans les témoignages des ex-détenues qui ont été utilisées comme otages tantôt par le régime, tantôt par les groupes armés de l'opposition. À plusieurs reprises, des échanges de prisonnières ont eu lieu entre, d'une part, Jabhat al-Nusra et l'Armée libre et, d'autre part, le régime, le plus célèbre étant celui des religieuses de Maaloula contre des femmes détenues par le régime. Ces récits permettent de comprendre l'ampleur du phénomène, ainsi que le rôle joué par ces enlèvements dans l'embrasement sectaire et dans la militarisation de la révolution.

Je considère ces témoignages comme des documents précieux pour comprendre la situation syrienne et initier pour l'avenir une critique des fondements de l'autorité et des valeurs dominantes dans notre société concernant les femmes en particulier. Celles-ci ont dû faire face à deux défis : le premier, révolutionnaire, visait à établir les valeurs de la démocratie, de la justice, de la citoyenneté et des droits de l'homme ; conséquence de l'échec de la révolution et de son usurpation, le second n'est autre que cette régression brutale que connaissent aujourd'hui les

Syriennes qui se retrouvent à devoir lutter non plus uniquement pour des idéaux, mais pour leurs droits les plus fondamentaux.

Ces récits invitent à réfléchir sur les deux figures irrémédiablement liées du bourreau et de la victime, ils permettent aussi de penser ce qui doit fonder la mémoire collective. Selon moi, ils constituent des repères pour comprendre la complexité de la tragédie syrienne. Les espoirs suscités par le soulèvement et la beauté de la lutte contre l'oppression sont bien peu de chose face à l'ampleur des destructions subies par les Syriens. Néanmoins, ces récits célèbrent à leur façon la résistance de beaucoup d'entre eux, ainsi que leurs désirs de justice.

Seule la vérité envisagée dans toute sa complexité permettra que justice soit rendue. Ces témoignages contribueront-ils à l'établir ? Si tel n'est pas le cas, au moins auront-ils le mérite de nous amener à interroger les raisons tout à la fois locales, régionales et internationales de la terrible défaite de la cause, pourtant si juste, qui en mars 2011 a poussé une large partie de la population syrienne à se révolter. Pour l'heure, je souhaite avant tout redonner leur voix aux Syriennes, la voix de la résistance, la voix de l'espoir.

SAMAR YAZBEK

[1.](#) Sur la signification de ce terme, cf. page 26 note 2.

Sara

Je m'appelle Sara et je suis de Mouadhamiya¹. Lorsque la révolution a commencé, j'avais 21 ans. J'étudiais à l'université tout en travaillant à côté. J'ai décidé de gagner ma vie à l'âge de 17 ans. J'étais employée dans une agence de traduction. Mes parents sont issus d'un milieu aisé. Ils étaient contrariés de me voir travailler si jeune.

Le 21 mars 2011, le jour de la première manifestation à Mouadhamiya, nous célébrions la fête des Mères. De chez nous, nous entendions les slogans : « Ô Deraa², nous sommes avec toi jusqu'à la mort » et « Le peuple veut la chute du régime ». De la fenêtre, j'ai observé les forces de maintien de l'ordre, les militaires et les hommes de la Sûreté avec leurs matraques électriques et leurs pistolets. Ils procédaient à des arrestations et frappaient les gens. Je les ai vus tabasser mon cousin de 16 ans et l'arrêter. J'étais en colère parce que mes parents m'avaient interdit de sortir mais avaient laissé un si jeune homme se faire arrêter. Les mères étaient folles d'inquiétude pour leurs enfants emprisonnés. Mais la Sûreté les a libérés au bout de deux jours.

Le 25 mars 2011, une grande manifestation a été organisée pour réclamer la chute du régime. Comme les autres femmes de Mouadhamiya, je n'y ai pas participé. C'est en avril que j'ai commencé à manifester. Je suis sortie dans la rue et j'ai filmé les défilés. J'ai raconté par écrit ce qui se passait et j'ai envoyé le tout à un ami pour qu'il transmette les informations aux médias. J'ai fait tout cela en cachette de ma famille qui avait peur que je sois emprisonnée. Chez nous on pense que chaque prisonnière est susceptible d'être violée, d'être mise au ban de la société et de jeter le déshonneur sur sa famille.

J'ai travaillé secrètement en lien avec la page Facebook « Coordination

de Mouadhamiya³ ». J'envoyais des comptes rendus sur les prisonniers et les destructions perpétrées par les hommes de la Sûreté. Le premier martyr de Mouadhamiya s'appelle Muhyi al-Din al-Dumrani. Des hommes armés l'ont tué. Certains disent qu'ils venaient du quartier des pro-régime. Deux mille personnes environ ont assisté aux funérailles qui se sont transformées en manifestation. Des gens ont été arrêtés. J'ai envoyé leurs noms aux médias. Puis, le 22 avril 2011, dix mille personnes sont descendues dans la rue. Des femmes également. Des hommes de la Sûreté ont tiré à balles réelles sur la foule. Un enfant et deux jeunes ont été tués. Il y a eu entre trente et quarante blessés. Encore une fois, j'ai filmé ce qui s'est passé devant chez moi. Je n'arrivais pas à croire la violence de ce que je voyais. Des habitants de Mouadhamiya ont ouvert une clinique dans la mosquée et ont fait un appel aux dons de sang pour les blessés. J'y suis allée et j'ai vu une foule de gens faire la queue pour donner leur sang. Dans les rues, des hommes réclamaient du matériel médical. Ça m'a fait mal de voir des gens refuser d'aider en clamant haut et fort : « Cela ne nous concerne pas. »

À la fac, certains étudiants taxaient de traître quiconque ne soutenait pas Bachar al-Assad et déclaraient que ceux qui manifestaient contre lui étaient à la solde de l'étranger. J'ai vu de mes propres yeux que tout ceci était faux. J'ai perdu des amis à l'université, j'en ai gagné d'autres dans la révolution. J'ai continué à travailler en secret pour les médias.

L'armée du régime a pris d'assaut Mouadhamiya le 9 mai 2011 après avoir coupé le réseau téléphonique et Internet. Les chars se sont déployés dans les rues et autour de la ville. On nous a interdit d'ouvrir les fenêtres de nos maisons. Les hommes de la Sûreté ont pris position aux quatre coins de la ville. Des informateurs les guidaient vers les domiciles des manifestants. Je les ai vus ouvrir les maisons, j'ai entendu les femmes hurler. Ils ont arrêté environ mille cinq cents personnes et les ont passées à tabac. Chaque fois qu'ils surgissaient quelque part, chez nous comme chez d'autres, ils frappaient tous ceux qu'ils trouvaient sur leur passage. On nous a interdit de bouger pendant cinq jours. Ils battaient tous ceux qui essayaient de mettre le nez dehors. J'ai ouvert une fenêtre et un homme de la Sûreté a crié : « Rentre chez toi ou je te tire dessus. » Le cinquième jour, les gens avaient faim. Les femmes ont été autorisées à sortir pour chercher du pain. Au bout de notre rue, un char était stationné. Des barils et des sacs de sable étaient

disposés comme au front pendant la guerre. Ça m'a choquée. Grâce à la 3G j'ai pu continuer à travailler. J'ai filmé par ma fenêtre ce que les hommes de la Sûreté et de l'armée faisaient.

Quinze jours plus tard, la vie a retrouvé un semblant de normalité. Nous avons commencé à manifester tous les vendredis. Les assassinats et les actes de cruauté n'ont pas mis un terme à la mobilisation contre Assad.

Avec un groupe de jeunes filles, nous écrivions sur des bannières des slogans réclamant la chute du régime. Les habitants de Daraya se sont joints à nous. On travaillait à la lumière des bougies. On imprimait des tracts dans un bureau situé près d'un barrage. C'était très dangereux, mais on n'avait pas peur. On filmait également, et on lisait des livres sur les révolutions qui avaient eu lieu ailleurs dans le monde. On distribuait, à l'entrée des maisons, des tracts expliquant le sens de notre soulèvement.

Nous avons formé des groupes de femmes actifs dans différents secteurs. Ces groupes étaient indépendants les uns des autres pour plus de sécurité et de discrétion. Les réunions avaient lieu chez moi à l'insu de mes parents. Mon principal objectif était de ne pas me faire arrêter.

Quand le nombre de manifestants blessés a augmenté, je me suis inscrite à un stage d'infirmière urgentiste. Nous ne pouvions pas les transporter à l'hôpital public, les hommes de la Sûreté les arrêtaient, ainsi que les médecins qui les soignaient.

Le 29 juillet 2011, il y a eu une grande manifestation. C'était le vendredi baptisé « Votre silence nous tue⁴ ». Les gens défilaient derrière un immense drapeau de la révolution. D'une seule voix, ils criaient : « Le peuple veut la chute du régime. »

En 2012, les forces de sécurité et les *chabbiha*⁵ ont perpétré deux massacres.

Pendant le premier massacre, j'ai observé ce qui se passait à travers la fenêtre d'un sous-sol. Au début, j'ai entendu des bruits de portes qu'on défonce, un coup de feu et les cris de gens qu'on tabasse. Puis les voix de gens qu'on arrête et qu'on égorge. Ce massacre a été appelé le « massacre des couteaux ». Il a eu lieu à la fin du mois de juillet 2012. Nous nous étions cachés avec plusieurs autres familles dans le sous-sol de notre maison. Nous avons été alertés de l'imminence d'un assaut de l'armée parce qu'il n'y avait plus ni téléphone ni Internet. Nous étions un peu plus de cinquante. La nourriture était insuffisante et nous n'osions pas sortir. Plusieurs jours ont passé. Les soldats et les forces de sécurité quadrillaient la ville. Avec une de mes cousines, nous nous sommes glissées à l'extérieur. Il faisait très sombre. Nous avons franchi le barrage en rampant. Nous avons rapporté un peu à manger. J'avais peur pour les enfants. Dans l'obscurité, je les ai rassemblés près de moi. Une fillette m'a dit : « S'ils nous tuent, je préfère qu'ils me tirent dessus. Dis-leur de ne pas m'égorger ! » Ça me rendait folle d'entendre des enfants parler comme ça. Il y avait vingt enfants avec nous, dans un lieu exigu où nous étions les uns sur les autres. On dormait mal, on ne mangeait pas, on avait peur d'être égorgés. Des hommes de la Sûreté et les *chabbiha* étaient postés en face de notre maison. On les entendait et on les voyait. Le dernier jour, on a frappé à la porte de notre maison, puis à celle du sous-sol. Avec ma belle-sœur, nous avons ouvert la porte. C'était un homme en uniforme militaire. Il nous a insultées en vociférant. J'ai dit que nous n'étions que des femmes et des enfants et que nous avions peur. Il a demandé où étaient les hommes. J'ai répondu : « Il n'y en a pas ! » Il nous a ordonné de laisser la porte du sous-sol ouverte et il est parti. Le lendemain matin, nous avons compris qu'ils ne nous tueraient pas. Toute la nuit, nous nous étions attendus au pire. J'étais persuadée qu'ils allaient nous égorger s'ils trouvaient des hommes, mais on s'en est sorti.

Plus tard, nous avons découvert que cent personnes avaient été tuées pendant l'assaut. Ils ont égorgé la famille Idris, puis ils ont tué quatre jeunes devant leur mère qui a été surnommée « la Khansa'⁶ de Mouadhamiya ». Je suis allée la voir. Elle m'a raconté tous les détails de son histoire : comment ils ont tué ses enfants et brûlé sa maison. J'ai envoyé le récit aux médias.

Le second massacre a eu lieu en novembre. Quand nous avons entendu la

nouvelle, nous avons fui chez mon oncle maternel qui habite près de Harat Charqiya un quartier réputé pro-régime. Nous y étions plus en sécurité. Mais la maison était trop petite. De nombreuses familles y étaient déjà entassées. Mon père a décidé de retourner chez nous. C'était une erreur de sortir à ce moment-là. Un hélicoptère nous a repérés et nous a tiré dessus à la mitrailleuse lourde « Douchka ». J'ai découvert que les soldats pouvaient se divertir en nous terrorisant. Ils tiraient autour de nous alors qu'ils auraient pu nous tuer facilement. J'étais convaincue que j'allais mourir parce que l'hélicoptère était juste au-dessus de nous. On essayait de sauver notre peau en courant à droite et à gauche. Ça a duré dix minutes, mais pour moi c'était comme si ça avait duré dix ans. Je ne comprends pas pourquoi ils jouent ainsi avec nos vies. Nous avons fini serrés les uns contre les autres dans une camionnette. Pendant ces quelques minutes nous n'étions rien, rien.

Nous sommes arrivés près de chez nous. Un char était posté dans notre rue. Nous avons couru pour que le soldat posté sur le blindé ne nous voie pas et sommes descendus dans le sous-sol de notre maison. Au moment même où nous étions en train de fuir l'hélicoptère et le char, un massacre avait les faubourgs lieu dans les quartiers situés dans les faubourgs de Mouadhamiya. Cent cinquante personnes ont été tuées. J'ai recensé tous les noms, mais certaines n'ont pu être identifiées. Il s'agissait d'exécutions arbitraires : on les avait rassemblées, on leur avait tiré dessus et on avait brûlé leurs maisons.

Après les deux massacres, j'ai acheté deux caméras et des batteries. Je me suis mise à filmer et à écrire. J'étais devenue la correspondante de plusieurs médias internationaux. Mon obsession était de faire savoir au monde toute la vérité sur ce que nous vivions. J'écrivais sous le pseudonyme de Sarah Samman. Je faisais jusqu'à douze interventions par jour dans les médias. Des chaînes étrangères me contactaient. Je travaillais sans arrêt.

Pendant le siège très dur qui a commencé début 2011 et s'est achevé par un blocus total au début de 2013, le régime a déployé des francs-tireurs sur les toits de tous les bâtiments. Des chasseurs MiG nous bombardaient. Nous étions isolés, coupés du monde. Ils nous ont bombardés avec des missiles

thermobariques. Un seul a suffi pour tuer quarante personnes. Nous ne pouvions pas croire à ce qui nous arrivait. Mais j'y étais. J'ai vu une femme et ses huit enfants tués par un de ces missiles. Seule une enfant de six ans a survécu. Les jeunes filles tuées avaient mon âge. Je les connaissais. Nous étions amies. Je les ai vues là-bas... allongées... mortes.

Je travaillais dans la clinique jour et nuit. Lorsque les gens tentaient de récupérer les corps sous les décombres après un bombardement, les avions revenaient pour les mitrailler. Du coup, le nombre de victimes était encore plus élevé. Certaines personnes de ma famille et de mon voisinage sont mortes étouffées sous les décombres. Puis, ce même jour, ils nous ont bombardés pour la troisième fois consécutive. C'était début 2013. Cet épisode a été baptisé « Massacre de la famille Jumaa ». Dans cette famille, seule une petite fille, entièrement brûlée, a survécu. Je suis restée avec elle dans la clinique. Je pensais qu'elle allait mourir. Lorsqu'on l'a amenée, elle semblait déjà morte, mais elle s'en est sortie. Je suis restée près d'elle, sans m'éloigner ne serait-ce qu'une minute, pendant trois jours. Nous étions assiéges. J'ai voulu lui trouver un morceau de biscuit ou de chocolat ; c'était comme chercher de l'or. Je ne lui ai pas dit que toute sa famille avait disparu. À chaque nouveau massacre, je perdais un morceau de moi-même. Je mourais, puis je ressuscitais.

Je restais à la clinique parce que le nombre des blessés et des morts augmentait. Mon travail consistait à faire des injections. Nous avons réussi à nous procurer du matériel médical. Notre clinique était dans un sous-sol.

Ma mission était de filmer les lieux où des massacres avaient été commis. Je regrette maintenant d'avoir filmé tous ces lambeaux de chair humaine. J'ai le sentiment que j'ai contribué à transformer notre image en produit de consommation, que j'ai attenté à l'intimité et à la vie privée des victimes. Je voulais que le monde sache la vérité sur ce qui se passait, car le régime et ses médias la déformaient. Mais ça n'a servi à rien. À l'étranger, partout dans le monde, on nous regardait mourir sans que quiconque réagisse. J'en suis encore bouleversée. Ce qui m'a le plus atteinte, ce sont les morts anonymes. Je les ai tous filmés.

On m'a également demandé d'envelopper dans des linceuls les corps des femmes mortes. C'était le plus dur. Un jour, on m'a laissée seule dans une chambre avec le cadavre d'une femme, une très jeune femme tuée dans un bombardement. Son nourrisson et son mari avaient survécu. Je me suis assise à côté d'elle et je l'ai observée. À l'extérieur de la pièce, son mari pleurait. J'avais l'impression d'entendre le son d'une radio, pas les pleurs d'une personne réelle ! Je n'arrivais pas à réaliser qu'il s'agissait d'un cadavre. Je m'attendais à ce qu'elle se lève et me parle. Soudain, je lui ai dit : « Lève-toi, je t'en prie, ton mari est triste, ton bébé pleure. » Les cris de son enfant étaient de plus en plus forts. Je l'ai touchée. Elle était froide. Je l'ai appelée par son nom : « Lève-toi, Madiha ! » À la fin je l'ai enveloppée dans un linceul en me demandant : « Tous ces morts sont-ils le prix à payer ? Cela en vaut-il la peine ? Nous nous sommes soulevés pour la vie et c'est la mort que nous récoltons. » Je pleurais. J'ai laissé son visage découvert. Je voulais qu'on le voie. Les femmes mortes étaient parfois entièrement dissimulées. Moi, ça m'oppressait de voir ces corps réduits à des sacs de couleur blanche.

On me demandait à l'occasion un coup de main pendant les opérations chirurgicales. Un jour, un ami est sorti du bloc opératoire et m'a donné un sac en plastique en me disant : « Mets-le de côté. Il faudra l'enterrer. » J'ai regardé dans le sac et j'ai vu le pied d'un homme. J'ai failli m'évanouir. Je faisais tout ce qu'on me demandait comme si j'étais sous hypnose. Parfois je me disais que j'étais en plein cauchemar. Cette image ne me quitte pas. Le pied d'un être humain dans un sac plastique. Je continue d'en faire des cauchemars. Une autre image revient souvent dans mes rêves, celle de tomates. Lors d'un siège, nous avons mis en culture dans notre jardin quelques plants de tomates. L'un d'eux avait donné deux petits fruits. Ma mère les avait lavés pour faire une salade. Tout en hachant des feuilles de vigne, elle avait dit que les deux tomates donneraient un meilleur goût au repas. Mon frère s'était emparé de l'une d'elles et avait déclaré qu'il avait envie de la manger. Ma mère lui avait répondu : « Ne fais pas ça. C'est pour la salade. On en a tous besoin. Nous n'en avons que deux. » Mon frère m'avait alors demandé de prendre une photo de lui en train de faire le clown avec les fruits. Ce que j'avais fait en riant. Quelques jours plus tard, il a été tué par un missile avec sa femme et ses enfants. Depuis, ma mère répète sans cesse : « Si seulement je l'avais laissé manger cette tomate. » Et moi, je rêve tout le temps de tomates qui se déversent du ciel comme une

pluie de sang.

Au bout d'un moment, je n'ai plus supporté de rester tout le temps à la clinique. Neuf enfants de Mouadhamiya sont morts de faim. Parmi eux, se trouvait mon cousin de trois ans. J'ai décidé de ne plus voir ces atrocités.

À côté de notre maison, dans un entrepôt appartenant à une librairie de Damas, on a trouvé du matériel scolaire. J'avais rencontré des veuves dont les enfants n'allaient plus à l'école. Avec un groupe de femmes, nous avons décidé de fonder le centre « Ru'ya⁷ » pour le soutien psychologique et l'éducation des enfants. Nous avons commencé par ouvrir un centre d'aide psychologique au sous-sol de la maison d'un de nos voisins. J'avais un ordinateur que je branchais à une enceinte pour montrer des dessins animés et des chansons aux enfants. Comme il n'y avait pas d'électricité, j'utilisais mes batteries. Les enfants étaient ébahis. Notre projet a eu beaucoup plus de succès qu'on ne l'imaginait. De nombreuses bénévoles nous ont rejointes pour enseigner aux enfants. Nous avons ouvert de nouvelles salles d'étude et grâce à Internet nous avons pris contact avec des organisations internationales qui nous ont soutenues financièrement. Nous avons commencé à avoir beaucoup d'élèves, d'âges différents. Nos priorités étaient les activités pour enfants et le soutien psychologique. Le fait d'être à la fois bombardés et assiégés provoquait une intense détresse psychologique chez beaucoup d'entre eux. Nous avons ouvert trois autres centres, car leur nombre doublait après chaque tuerie. Nos activités se sont étendues. Mais un conflit a éclaté entre notre équipe et le Conseil local⁸. Les membres du Conseil, qui étaient tous des hommes, ne pouvaient concevoir que des femmes soient en position de pouvoir, ils n'acceptaient pas que nous ayons nos propres projets et que nous soyons indépendantes. Ils nous ont ouvertement attaquées. De notre côté, nous avons réagi en continuant... et en redoublant d'ardeur au travail.

L'attaque chimique contre Mouadhamiya a eu lieu le 21 août 2013.

Cette nuit-là je cherchais des vidéos pour mes cours. En fait je dormais peu. J'étais infatigable et en bonne santé avant l'attaque chimique. Il était 5 h 30 du matin. Six ou sept missiles se sont abattus sur nous. L'un d'eux

est tombé près de notre maison. L'impact a été faible à cause de la direction du vent. Nous sommes montés sur le toit parce que le gaz se répandait par le bas. Nous étions choqués et terrifiés. Les avions ont fait demi-tour pour bombarder les gens qui étaient montés sur les terrasses. Ma belle-sœur a posé des morceaux de tissu humides sur la bouche de ses enfants. Cette attaque était étrange. Elle ne ressemblait en rien aux bombardements habituels. Les gens criaient et couraient dans tous les sens. Nous n'avions pas d'essence pour fuir en voiture, pour nous éloigner du gaz chimique. Et puis, de toutes les façons, Mouadhamiya était complètement encerclée, assiégée.

Le son des bombes chimiques ressemble au tremblement d'un train qui s'arrête brusquement. C'est ce dont je me souviens. Puis on a senti qu'on respirait difficilement. Je suis aussitôt allée à la clinique près de notre maison. J'ai vu des gens allongés dans la rue en face de l'hôpital. On versait de l'eau sur eux. Il y avait des morts. Sur le trottoir opposé, il y avait ceux dont la vie ne tenait plus qu'à un fil, la poitrine soulevée, les yeux retournés, de l'écume sortant de leur bouche. J'ai crié : « Que doit-on faire ? » Nous ne savions pas comment affronter une telle situation. Je suis rentrée dans la clinique avec quelqu'un. À l'intérieur il y avait une odeur d'œuf pourri. Nous avons mis nos masques médicaux, mais ça ne servait à rien.

D'un côté il y avait des femmes en proie à des convulsions qui hurlaient comme des démentes et de l'autre des hommes qui faisaient la même chose comme s'ils leur répondaient. Nous les aspergions d'eau. Des gens ont apporté du vinaigre et des citrons cueillis dans les arbres. Mais les blessés étaient de plus en plus nombreux. D'autres nous ont rejoints pour nous aider. J'ai été intoxiquée lors de l'attaque, mais je n'ai pas tout de suite ressenti les effets. Ça prend un certain temps. J'ai perdu la vue pendant une semaine et j'ai souffert de suffocation, mais plus tard.

À ce moment-là, je pouvais encore bouger.

Un médecin debout près de moi m'a tendu un nourrisson. J'ai pensé qu'il voulait que je lui porte secours. Je lui ai fait du bouche-à-bouche. Mais j'ai

réalisé qu'il était déjà mort. Ça m'a terrifiée. Les gens hurlaient de façon hystérique. J'ai demandé où étaient les parents du nourrisson. On m'a répondu qu'ils étaient morts. J'ai éprouvé une sorte de soulagement à l'idée qu'il repose en paix après avoir perdu sa famille, qu'il ne soit pas seul dans ce monde barbare. Puis une femme a surgi. Elle m'a serré la main. Elle était en état de choc. J'ai pensé qu'elle était devenue folle. Tout en s'agrippant à moi, elle m'a dit : « Regarde, c'est ma fille, là c'est mon frère, ici c'est ma fille Myriam et là c'est mon mari. » Elle me montrait des corps sans vie. Elle ne pleurait pas, elle voulait juste que je les regarde. Puis elle a continué : « Elle là, c'est ma mère, regarde comme elle est belle ! Regarde-les... Ils dorment. »

Les blessés ont été répartis dans les maisons voisines de la clinique. J'ai vu les cadavres. Je les connaissais pour la plupart : c'étaient des amis, des voisins, des proches. Certains avaient le corps gonflé. Je suis entrée dans une maison où il y avait d'autres blessés et j'ai vu mon meilleur ami agoniser, dans un état désespéré. Il avait inhalé du gaz alors qu'il portait secours à des victimes.

Les avions ont largué du gaz sarin sur nous. Dans ce massacre à l'arme chimique, environ quatre-vingts personnes ont été tuées. L'équipe médicale nous a demandé de nous laver le visage le plus souvent possible et de boire du citron. Mais j'ai commencé à perdre la vue. Je ne sais plus trop combien de temps nous sommes restés à la clinique pour secourir les gens. Pendant toute cette période, je suis restée en contact avec les chaînes internationales, je suis passée aux informations et j'ai parlé de ce qui se passait à Mouadhamiya. J'ai montré les photos des victimes. Les avions avaient bombardé une maison qui ne contenait que des cadavres, où il n'y avait même pas de blessés. Le but était de tuer ces gens deux fois ! Pour éviter d'être contaminée je m'étais aspergée d'eau, j'étais trempée, mais malgré tout j'ai commencé à perdre le contrôle de moi-même. Le médecin nous a ordonné de rentrer chez nous pour nous changer et nous laver ; pour que le poison ne pénètre pas dans nos corps. Je suis rentrée à la maison et j'ai appris qu'une partie de notre famille avait été tuée, que la maison de mon frère avait été touchée. Je suis restée une semaine sans pouvoir bouger. J'avais complètement perdu la vue et je suffoquais, je respirais à peine.

Le 26 août, des enquêteurs des Nations unies sont entrés dans Mouadhamiya pour recueillir des échantillons et des preuves concernant l'attaque chimique contre des civils. J'étais furieuse. J'avais à peine recouvré la vue. Je ne me suis pas intéressée à ce qu'ils voulaient. Ils sont venus chez nous comme si de rien n'était alors qu'on crevait de faim et qu'on était bombardé à l'arme chimique. Ils sont venus nous examiner comme si nous étions des souris de laboratoire. J'étais furieuse contre tous ces gens qui nous regardaient mourir comme si nous n'étions rien. Je ne leur ai pas parlé. Leur intervention avait quelque chose d'encore plus immoral que le massacre lui-même. Ils avaient accepté l'idée que nous étions juste des individus bons à abattre.

Après le massacre, je me suis remise à travailler de plus belle pour les médias ; à rédiger des comptes rendus et à filmer. Nous étions sous le choc, anéantis, mais il fallait continuer.

Deux semaines plus tard, nous avons repris nos activités dans les centres d'enseignement. Nous étions tous en proie à un terrible désespoir. Les femmes de notre groupe se sont réunies afin de mettre en place un nouveau projet d'enseignement pour les enfants. Nous avons décidé d'organiser une petite soirée pour une de nos amies dont la fête de mariage avait été reportée de plusieurs mois à cause des bombardements, des nombreux décès et du siège. Nous avons survécu à l'attaque chimique, il fallait continuer à vivre.

Ce jour-là on m'a demandé de filmer la fête. C'était pour moi étrange : j'allais pour la première fois filmer des êtres vivants. Grâce aux batteries, nous avons mis de la musique. Nous avons fait la fête, plaisanté et chanté pour la mariée qui venait de perdre sa famille. Nous avons fait notre possible pour la faire rire un peu. Soudain, au milieu de la fête, nous avons entendu le bruit des bombes. Nous nous éclairions à la bougie, car l'électricité était tout le temps coupée. Seule la clinique avait de l'électricité. Nous y allions tous pour recharger nos ordinateurs et nos téléphones portables. Une bombe est tombée, mais nous ne savions pas où. Nous nous sommes précipités à l'extérieur. J'ai entendu quelqu'un dire qu'elle était tombée sur la maison de mon frère. J'ai couru vers la clinique, où les blessés étaient directement transportés. La distance n'était que de

trois cents mètres, mais j'ai eu le sentiment que jamais je ne l'atteindrais. Quand enfin j'y suis arrivée, j'ai trouvé ma famille et des voisins en pleurs. Mon frère, sa femme et un de leurs fils avaient été tués. Deux de leurs enfants avaient survécu.

Après cet événement, je suis restée inconsolable pendant une semaine. Puis j'ai décidé de me ressaisir pour mes deux neveux survivants. Je les ai pris avec moi et les ai amenés au centre. J'avais trois frères : l'un venait de mourir dans un bombardement. Plus tard, un second a été emprisonné à cause de moi et un troisième est resté seul dans Mouadhamiya assiégé après que nous étions partis avec sa femme. Une question, restée sans réponse, me taraude jour et nuit : tout ce sang répandu et ces morts accumulées en valaient-ils la peine, était-ce le prix à payer pour la liberté et la dignité que nous réclamions ? Et que sont cette « dignité » et cette « liberté » devant cette violence déchaînée ?

Je suis contre les armes. Quand les combattants de Jabhat al-Nusra⁹ sont entrés dans Mouadhamiya au début de 2012, l'Armée libre¹⁰ les a combattus. Ils ont essayé de m'interdire de filmer. Je n'aime pas avoir affaire à des hommes armés. Même si je suis souvent allée à Daraya, qui se trouve sur la ligne de front, je n'ai filmé une zone de combat qu'une seule fois. Le choix des armes n'était pas le nôtre. Nous voulions simplement être en sécurité. Les gens se sont tus et ont accepté la présence des armes parce qu'ils avaient peur. Les massacres et les exécutions arbitraires expliquaient leur silence. C'était une folie, car dans les deux cas, avec ou sans armes, nous allions à la mort.

Nous avons développé les activités du centre. Je voulais résister à la mort et continuer à travailler tout en prenant soin des deux fils de mon frère tué. Pour eux et pour les filles qui m'entouraient, j'ai rassemblé mes forces. Je sentais que si je me laissais aller les choses empireraient. Des étudiantes, des volontaires et des enseignantes étaient là ; les unes s'instruisaient, les autres enseignaient. Il fallait tenir bon. Notre force avait quelque chose d'étrange. Comme une colonie de fourmis, nous poursuivions notre tâche ; nous continuions à vivre. Nous avons transformé le centre en paradis. Les filles ont peint les murs et la façade. Les étudiants étaient accueillis jour et nuit. Ils venaient malgré les bombardements et la faim. On nettoyait la

façade du centre régulièrement pour qu'elle étincelle au milieu de toutes ces destructions. Pendant cette période j'ai continué mon travail avec les médias. J'envoyais aux journaux des comptes rendus pour lesquels j'étais payée et je faisais don de cet argent au centre.

Les petites choses de la vie exigeaient un effort immense. Dès le début, les hommes autour de nous ont estimé que nous devions nous limiter à prendre soin des enfants. Mais notre travail outrepassait ce cadre et ça ne leur a pas plu. Nous faisons tout de façon collective et concertée ; nous n'avions ni directeur, ni président, ni subalterne. Des activistes qui se prétendaient révolutionnaires et pacifistes nous ont combattues et ont mené une campagne contre nous sur Internet. Je n'arrivais pas à croire qu'on nous humiliait simplement parce que nous étions des femmes. Je ne me faisais pas à l'idée que nos compagnons de la révolution se comportent ainsi. Nous avons continué nos activités malgré les pressions. Nos souffrances en étaient redoublées. J'ai été profondément choquée qu'on s'en prenne à nous simplement parce que nous étions des femmes. Un jour j'ai été convoquée pour une enquête au bureau de la Sûreté du Conseil local protégé par l'Armée libre. Je suis d'une famille connue et respectée. Si ça n'avait pas été le cas, il est probable qu'ils se seraient comportés différemment avec moi. Mon frère m'a accompagnée. On m'accusait de vol. J'ai laissé ma colère éclater. Je ne me suis pas tue. Je n'avais jusque-là rien dit sur ce qu'ils nous faisaient subir. Mais cette fois-ci j'ai hurlé, je leur ai dit que je travaillais jour et nuit comme bénévole et que je faisais don de ce que je gagnais grâce à mes articles et que je ne leur donnerais pas un sou pour acheter des armes, car je savais que c'était la raison de leur fureur à mon égard.

De l'argent, donné par des organisations pour acheter de la farine, circulait à Mouadhamiya et ils avaient appris que nous leur en avions caché l'existence. Ils voulaient s'en emparer pour acheter des armes. Avec deux autres membres de l'équipe, nous leur avons dit qu'il était fondamental que les gens aient du pain. Nous leur avons tenu tête avec détermination.

En 2013 nous avons accompli un travail tout à fait inédit. Nous avons dessiné une carte de Mouadhamiya et nous l'avons divisée en onze zones. Quelques hommes s'étaient joints à nous. Sur des feuilles volantes et à la

main, nous avons recensé les habitants, et pris note de leurs demandes et revendications. Nous avons enregistré les points à traiter au centre et repéré des groupes de femmes avec lesquels nous devions entrer en contact. Nous sommes allés de maison en maison et avons réuni un nombre considérable de données. Le Conseil local nous a demandé ces informations, nous les lui avons fournies pour montrer notre désir de collaborer avec lui, malgré son attitude hostile. Nous avons travaillé jour et nuit pour finir le recensement et répartir les habitants dans le centre « Ru'ya ». Tout ceci n'a pas plu aux membres du Conseil local. C'est la raison pour laquelle ils ont voulu que je cesse mes activités.

Cependant, ils nous ont autorisées, moi et d'autres jeunes filles, à assister à quelques-unes de leurs séances. Tous les membres du Conseil étaient des hommes. Notre présence n'avait aucun poids, nous n'étions pas autorisées à donner notre avis. Plus encore, ils se moquaient de nous. Pour la première fois, j'ai compris ce que signifiait être une femme aux yeux des hommes. C'était désespérant ! Un jour, en 2012, alors que j'étais en train de filmer à Mouadhamiya les lieux d'une explosion à la voiture piégée, un activiste travaillant également pour les médias est venu vers moi. Et m'a hurlé dessus : « Rentre chez toi, je continuerai à filmer. Que fais-tu ici ? » Un autre a renchéri : « Rentre chez toi. Ce n'est pas un endroit pour les femmes. » C'étaient des membres du Conseil local, par ailleurs toujours prompts à affirmer qu'ils n'avaient rien à voir avec les islamistes. Ils se justifiaient en disant – c'était complètement faux – que nous étions des êtres faibles, incapables de nous défendre et de nous protéger en cas de problème. Le fait d'être une femme a été souvent un obstacle dans mon travail. D'autant que des membres du Conseil sont allés voir mon père pour lui rapporter que je traînais constamment avec des hommes. C'était injuste. J'en ai pleuré. Mais j'étais combative et j'ai décidé de dire haut et fort ce que je pensais de cette injustice. Et j'ai continué à travailler en redoublant d'efforts.

En octobre, au moment même où une trêve était décidée entre les combattants et le régime, celui-ci a fait circuler la rumeur d'une seconde attaque à l'arme chimique¹¹. Sept cents habitants, sur une population estimée à quinze mille, ont quitté Mouadhamiya. C'était la première trêve entre les deux bords. Elle devait durer soixante-douze heures. Le régime a

autorisé les femmes, les enfants et les hommes de plus de soixante ans à sortir de la ville. Mes parents voulaient que je parte avec eux. J'ai refusé. Ma mère m'a dit que mes deux neveux étaient dorénavant sous notre responsabilité et que nous devions sortir tous ensemble pour qu'ils survivent. J'ai cédé tout en espérant revenir bientôt.

Nous avons marché cinq kilomètres pour atteindre un barrage de l'armée officielle. Les chaînes de télévision du régime filmaient les gens qui sortaient de Mouadhamiya. J'ai couvert mon visage. J'ai vu des soldats du Hezbollah. Ils nous ont arrêtés pendant des heures et nous ont fouillés minutieusement. Il faisait très chaud. Un des fils de mon frère décédé était malade et nous n'avions rien à manger. Les soldats du Hezbollah avaient apporté des sacs de pain qu'ils nous ont jetés. C'était humiliant, ils nous disaient : « Voilà du pain... Bouffez ! Bandes d'affamés ! N'êtes-vous pas sortis parce que vous aviez faim ?! » Là j'ai craqué : j'ai hurlé et suis tombée à genoux. Ce repas de la soumission, c'en était trop. Je criais aux gens : « Ne mangez pas... Ne nous laissons pas humilier ! Restons dignes ! »

Les bénévoles du Croissant-Rouge étaient gentils. Comme la foule était immense et la file d'attente très longue, les soldats n'ont prêté aucune attention à mes cris. Ils ne m'entendaient même pas. En observant tous ces gens, ces visages fatigués et hagards, j'ai eu l'impression d'être dans un film. Dans un cauchemar. Mais non ! Nous étions bien dans le monde réel, là, à attendre qu'on nous autorise à quitter notre ville !

Il fallait qu'on traverse un barrage de sacs de sable et de terre au milieu duquel se trouvait une porte métallique ouverte. C'est par là que les habitants de Mouadhamiya, femmes et enfants, devaient sortir. Nous avons perdu mes parents... Un soldat du Hezbollah a découvert la caméra que j'avais cachée. C'était ma faute. J'avais réussi à faire passer un petit ordinateur. Mais il a vu la caméra que j'avais dissimulée dans le sac de ma belle-sœur. Il l'a violemment frappée alors qu'elle était sur le point d'accoucher. Devant nous, juste après le barrage, étaient stationnés les bus verts qui devaient nous transporter loin de Mouadhamiya. Les gens sortaient de la ville par centaines, je ne sais pas exactement combien ils étaient. Tout le monde hurlait : les enfants, leurs parents et les soldats du

Hezbollah et du régime. Je n'entendais que des cris et des pleurs. Mes neveux se tenaient près de moi, ils pleuraient très fort. C'est à ce moment-là que mon père et ma mère ont disparu. Les portes du barrage se sont fermées et les soldats ont interdit aux gens restés en arrière de sortir. Je cherchais mes parents en criant, ma belle-sœur qui avait reçu des coups était sur le point de craquer, mes neveux continuaient de pleurer en s'agrippant à mes jambes. J'avais perdu mes parents au milieu de la foule, je ne savais plus où donner de la tête. Et ce bus vert qui nous attendait. J'ai pris les petits dans mes bras et j'ai crié : « Dirigeons-nous vers le bus ! » Je ne pensais plus qu'à une chose : les sauver.

Nous sommes arrivés à Damas.

Mouadhamiya assiégée était dorénavant derrière nous. Damas était devenue une ville étrangère à mes yeux. On nous a conduits dans la banlieue, à Qudsaya où un centre d'accueil pour les déplacés venait d'être ouvert. Nous nous sommes enfuis pour aller dans une maison située dans la région de Tall que des amis m'avaient prêtée. Grâce à mon téléphone portable, j'étais restée en contact avec des activistes. Nous sommes partis avec les enfants, sans rien, excepté les habits que nous portions sur nous. J'avais mon téléphone, un sac à main et une somme d'argent que j'avais cachée dans mes habits. Je pensais à mes parents et aux enfants qui étaient sous ma responsabilité, à ma belle-sœur également qui avait besoin de soins. Je ne pensais qu'à une chose : les mettre en sécurité.

Je ne voulais pas quitter la Syrie, mais une semaine plus tard, les amis avec lesquels je travaillais à Damas ont été arrêtés. Ma page Facebook et mon compte Skype ont été piratés par la section 215¹² de la Sûreté militaire. Un de mes frères a été arrêté et j'étais moi-même activement recherchée par les services de renseignement. Je me suis débarrassée de ma ligne de téléphone, car la Sûreté militaire connaissait mon numéro et je recevais des menaces adressées à mon pseudonyme. Pendant cette période, j'ai continué à travailler pour les médias. J'ai inscrit les enfants dans des écoles privées car elles ne demandaient aucun document et j'ai donné de l'argent à ma belle-sœur dont le mari était resté à Mouadhamiya.

Mon père a été emprisonné alors qu'il tentait de sortir de Mouadhamiya. Ma mère a finalement réussi à nous rejoindre lors d'une trêve. Cela a été difficile, les détails sont douloureux et demanderaient l'écriture de plusieurs livres.

Mon père est finalement sorti de prison. Lorsqu'il est arrivé chez nous, je lui ai demandé l'autorisation de quitter la Syrie. Il a refusé. Alors, une nuit, je me suis enfuie avec une amie qui était en danger à cause du piratage de mon compte Facebook. Nous avons pris la fuite et je n'avais avec moi que mon ordinateur et les deux bagues de mariage de mon frère et de sa femme décédés.

Notre périple pour traverser la frontière a été terrifiant, épouvantable. Il a duré un mois complet : nous allions de village en village. Nous étions accueillies par des activistes qui nous confiaient à des chauffeurs pour contourner les barrages. On nous a demandé de rester une semaine entière dans un village du Wadi Barada. J'ai appris plus tard que nous étions dans une région de contrebande, et que même avant la révolution il y avait beaucoup d'armes dans ce coin. Il y a un épisode que je n'oublierai jamais : avec mon amie, on nous avait confiées à un conducteur. Nous avions dû partir au milieu de la nuit. L'homme nous a dit de rester silencieuses, de retenir jusqu'à notre souffle ou c'était la mort. Il faisait très sombre, il n'y avait aucune lumière devant nous. Lui avait des lunettes de vision nocturne. Et soudain une lumière est apparue près de nous. Notre guide a murmuré que c'était un barrage du régime. J'ai tendu le cou et j'ai réalisé que nous roulions au bord d'un précipice profond. J'ai eu peur. La voiture roulait très doucement. On aurait dit qu'elle volait dans les airs. Nous étions suspendus au bord d'un précipice dans la nuit noire.

Nous sommes arrivées à Ersal au Liban. Tout était terminé.

Maintenant je pense que la révolution s'est achevée en 2013. Je n'avais pas encore perdu espoir avant le siège, malgré tous les massacres que nous avons vécus. Après le siège, la situation a changé. Les groupes armés islamistes ont joué un rôle négatif. Jabhat al-Nusra ne m'aurait pas permis de travailler, je serais restée à la maison. C'est la principale raison qui m'a

poussée à quitter la Syrie. De nouvelles règles, leur interdisant de travailler, ont été imposées aux femmes. Ces lois ont été décrétées par la violence. Les groupes extrémistes les ont établies par les armes au détriment de la population. En général, on fait taire les femmes, surtout à l'intérieur du pays. L'exil et le déplacement n'ont fait qu'accentuer la chose. Je n'oublierai pas qu'on m'a constamment ordonné de me taire parce que j'étais une jeune fille. Je ne regrette rien de ce que j'ai fait... mais je regrette de ne pas avoir fait plus à cause des pressions sociales.

Malgré tout, la révolution a fait de moi une personne nouvelle, elle m'a donné une âme, une expérience, une force. Elle m'a permis de sortir des carcans imposés par notre société. Nous ne sommes pas coupables de la guerre qui a éclaté ensuite. La responsabilité en incombe au régime d'Assad, à ses alliés, aux interventions régionales et internationales.

Maintenant j'essaie de commencer une nouvelle vie sans oublier les raisons qui m'ont poussée à quitter mon pays. Avec mon mari, je suis réfugiée dans un pays européen. Je continue mes études universitaires tout en travaillant pour vivre.

1. Ville située à l'ouest de Damas, administrativement rattachée au gouvernorat de Rif Dimachq. Elle constituait l'une des plus importantes localités de la Ghouta occidentale et l'une des plus étendues avant que le gouvernement ne confisque 75 % de ses terres sans compensation pour ses habitants. Mouadhamiya est l'une des premières villes à s'être soulevées contre le régime d'Assad en 2011.

2. Ville du sud-ouest de la Syrie où le soulèvement syrien a commencé en février 2011 suite à l'enlèvement et la torture, par les services de sécurité du régime, de quinze enfants qui avaient écrit sur les murs de leur école des slogans annonçant la chute de Bachar al-Assad.

3. Les comités locaux de coordination (« *tansiqiyat* » en arabe) ont été créés dans des villes et des villages par des activistes dès les premières semaines de la révolution dans l'objectif d'organiser des manifestations, de déterminer des mots d'ordre et de diffuser des informations à la population.

4. Dès mars 2011, les activistes ont décidé de « baptiser » chaque vendredi de manifestations.

5. Pluriel du mot *chabbih*, de la racine *chabaha* (fantôme, spectre). Le terme désignait d'abord des groupes d'hommes armés, utilisés pour la contrebande d'armes et de biens de consommation. Puis il en est venu à désigner les groupes de mercenaires au service des forces de sécurité, instrumentalisés pour terroriser les gens, opérant en dehors de tout cadre légal et institutionnel.

6. Al-Khansa' est le surnom de Tumaddir bint Amr, poétesse arabe semi-légendaire qui serait née à la période antéislamique et serait morte sous le califat d'Umar ibn al-Khattab, entre 634 et 644. Elle doit sa célébrité à ses élégies funèbres à la mémoire de ses deux frères Sakhr et Mu'awiya tués dans des combats.

7. « Vision » en arabe.

8. Conseil local (*majlis mahalli*) : vient suppléer l'État dans les régions d'où le régime Assad s'est retiré. Dirigé par les habitants des localités, il fournit des services en matière d'information, de santé et d'aide humanitaire.

9. Jabhat al-Nusra (Front du Soutien). Groupe de combattants djihadistes fondé le 17 mars 2012.

10. Armée libre syrienne ou ALS : rassemblement de groupes rebelles formé le 29 juillet 2011. Elle était la principale force armée opposée au régime de Bachar al-Assad et à l'armée régulière.

11. L'objectif de cette rumeur était d'inciter la population civile à quitter la ville.

12. La section 215 de la Sûreté militaire est particulièrement active dans la répression des activistes de la révolution.

Mariam Hayed

Je m'appelle Mariam Hayed. J'avais 21 ans quand la révolution a éclaté. Étudiante en psychologie à l'université de Damas, j'ai travaillé au Croissant-Rouge avec les déplacés qui, ayant fui les bombardements, étaient logés dans des écoles spécialement transformées pour les accueillir.

Ces écoles étaient composées de grandes pièces divisées par des rideaux : chaque famille occupait un espace exigü derrière l'un de ces morceaux de tissu. Le fait d'associer les femmes à nos activités suscitait des réserves de la part des hommes. J'ai fait ce constat alors que j'essayais d'expliquer nos objectifs aux familles. Nous nous concentrons sur les enfants en leur proposant des activités interactives comme le dessin, l'écriture, des jeux de logique et de mémoire. Nous leur demandions, par exemple, de décrire les personnes proches qu'ils avaient perdues pendant la guerre, de parler des régions d'où ils venaient, d'envoyer des lettres à leurs amis ou de danser. Notre objectif était également de briser la barrière des préjugés chez les adolescents et les hommes adultes qui, tout en étant obligés de partager un même espace avec les femmes, rejetaient la mixité. Nous n'avons pas proposé d'activités associant les femmes et les hommes, car ceux-ci étaient défavorables à ce libéralisme.

J'étais responsable de la rédaction d'un guide destiné à aider les mères à s'adapter aux brusques changements qu'elles vivaient. À ce stade, les hommes n'étaient pas actifs : sur les vingt et un présents, seuls cinq ont accepté de collaborer avec nous. Sans travail ni abris, ils étaient frustrés ! Nos activités étaient concentrées à Damas, dans les quartiers de Zahira, Machrou' Doummar et Mezzé.

J'ai travaillé trois ans avec les femmes déplacées. C'était avant mon arrestation.

En 2012, j'ai participé à un rassemblement silencieux de femmes à Damas, sur la place Arnous. Pour nous protéger, des hommes ont formé un cercle autour de nous. Chacune d'entre nous portait une banderole. Sur la mienne, on pouvait lire « Nous réclamons la liberté ». Nous n'étions pas nombreuses, mais les hommes de la Sûreté nous ont violemment chargés. Des manifestants ont été frappés et arrêtés.

En 2013, à l'université, avec d'autres étudiantes nous nous sommes coordonnées pour organiser des rassemblements anti-Assad. Au même moment, on nous obligeait à prendre part à des défilés pro-régime : les portes de la cité universitaire étaient alors verrouillées et on nous rassemblait. La présidente de notre résidence venait avec des filles armées de bâtons. Elles frappaient aux portes de nos chambres. Si nous refusions d'obtempérer, elles menaçaient de nous renvoyer de l'université et de sanctionner celles qui se cacheraient. J'ai refusé de sortir. Puis j'ai quitté la cité universitaire. Avec un groupe d'amis, j'ai ensuite organisé une manifestation contre la dictature.

Des étudiants de la faculté d'informatique venaient d'être passés à tabac et arrêtés dans un rassemblement. Nous voulions les soutenir, leur dire qu'ils n'étaient pas seuls, que nous étions avec eux. Mais les hommes de la Sûreté sont arrivés avant nous sur le lieu du rendez-vous. Plus tard, nous avons appris que l'un des nôtres avait divulgué l'information.

Au Croissant-Rouge nous étions censés rester neutres. Ce n'était qu'une apparence, car en réalité nous étions divisés entre pro-régime et opposants. Des amis qui travaillaient avec nous ont été dénoncés et arrêtés à des barrages. Entre-temps, le ministère de l'Enseignement supérieur a décidé de renvoyer de l'université les étudiants qui avaient participé à une manifestation contre le régime.

La même année, je me suis rendue à Alep dans le quartier de Hamdanyé. Une cousine m'a appelée. Elle préparait son mémoire de master d'archéologie en Égypte, mais elle avait tout laissé tomber pour rentrer en Syrie et participer à la révolution. Elle s'est installée à Atareb¹ pour contribuer à la rédaction d'un rapport contre Daech. Elle refusait de porter le voile. Des hommes de Daech l'ont arrêtée avec un ami. Nous sommes jusqu'à aujourd'hui sans nouvelles d'elle. Quelques jours auparavant, elle

m'avait demandé de diffuser un communiqué féministe contre le régime Assad listant les revendications et les priorités qui seraient les nôtres après la chute de la dictature qui lui semblait imminente. Je suis passée à la télévision pour en parler, le visage dissimulé pour ne pas être reconnue par les hommes de la Sûreté. Je suis contre le voile, les traditions et les coutumes religieuses, j'ai toujours voulu vivre libre et indépendante. Comme d'autres femmes syriennes, je prenais part à la révolution au nom de ces idéaux.

Quelles raisons me poussaient à participer à la révolution ? Je me posais cette question, tout en connaissant la réponse. Lorsque Hafez al-Assad est mort, ma mère a pleuré de peur, car à cette époque nous pensions qu'il était éternel ! Nous n'avions jamais eu d'autre président. J'ai alors décidé d'en savoir plus, je me suis mise à lire des livres sur notre histoire et sur les droits de l'homme. J'ai appris ce qui s'était passé lors du massacre de Hama en 1982. Et puis, j'étais contre le fait que Bachar hérite du pouvoir. Mon frère était un activiste des droits de l'homme. Il risquait d'être arrêté à tout moment, ma mère avait toujours peur pour lui. Je trouvais notre situation humiliante. J'ai décidé de m'affranchir de tout cela. Je voulais devenir une femme libre sur le plan personnel : pour atteindre cet objectif, je devais, entre autres, ne plus avoir peur des hommes de la Sûreté. Lors des manifestations, je restais dans la rue. Je n'entrais pas dans les mosquées. J'étais très prudente. J'ai participé à la révolution en raison des injustices dont j'ai été témoin et que j'ai parfois subies : je voulais une Syrie libre et démocratique.

Une de mes cousines a été emprisonnée dans la prison de Kafar Soussé² ; il était de notoriété publique qu'avec un pot-de-vin nous pouvions faire passer de l'argent aux prisonniers. Il ne s'agissait que d'une facette de l'immense corruption qui régnait en Syrie, à tous les niveaux de la société, même dans les services de renseignement. Je suis allée à la direction de la Sûreté de Kafar Soussé, pour voir ma cousine et lui remettre des vêtements et de la nourriture, pour elle et d'autres prisonnières. Je me suis mise à faire le lien entre les détenues et leurs familles. Tout en continuant mon travail au Croissant-Rouge, malgré les fouilles et la pression je rendais visite à mes amis emprisonnés dans d'autres établissements pénitentiaires. J'étais terrifiée par ce que je voyais : des visages pâles et éteints, des catacombes immondes et sombres.

J'ai été arrêtée en mai 2013. Un de nos camarades incarcérés avait livré nos noms. Notre groupe était composé de onze personnes. Des *mukhabarat* ont surgi dans la maison que je partageais avec deux autres amis. Ils ont pointé leur revolver sur ma tempe en menaçant de me tuer. Ils nous ont bandé les yeux, se sont emparés de mon téléphone et des ordinateurs, et ont détruit tout ce qu'il y avait dans la maison.

Les types qui m'ont emmenée m'ont assaillie en mettant leurs mains partout sur moi. Ils ont joué avec mon corps puis ils m'ont menottée. Je suis restée calme, immobile, silencieuse. Comme une pierre, je ne ressentais rien ! Nous ne savions pas où on nous conduisait. Nous avons atteint un bâtiment où on nous a fait descendre des escaliers. Je ne voyais rien. On nous a alignés, la tête tournée contre un mur. Ils m'ont dit qu'ils savaient tout de moi, ils m'ont frappée avec une matraque électrique. Ils m'ont rouée de coups de pied. Après nous avoir violemment battus, ils nous ont pris nos papiers d'identité et notre argent.

Ils m'ont bandé les yeux et m'ont conduite au sous-sol en me couvrant d'injures obscènes et en mettant leurs mains partout sur mon corps. Ils m'ont jetée dans une pièce où s'entassaient entre 25 et 30 prisonnières en ordonnant à celles-ci de ne pas m'adresser la parole et en continuant à m'insulter. Dans la cellule, nous avions à peine la place de nous asseoir. Le spectacle était terrible, l'odeur insoutenable. Je savais que nous étions dans les locaux de la direction de la Sûreté criminelle à Bab Moussala, et non pas dans une section réservée aux détenus politiques. Cela me faisait peur, car je ne suis ni une tueuse ni une voleuse. Je suis petite de taille, mais je faisais tout de même en sorte de prendre le moins de place possible en me recroquevillant. Les autres prisonnières m'observaient. Dans leurs yeux, je percevais l'envie : je venais d'en haut où la vie continue, elles appartenaient au monde d'en bas, celui de la mort. Leurs visages cadavériques, pâles et jaunes me terrifiaient : je me suis mise à penser que je deviendrais comme elles. Du regard, sans ciller, on se fixait les unes les autres. Je n'ai pas pu fermer l'œil.

Le lendemain matin, les gardiens sont entrés brusquement dans la cellule et m'ont appelée pour m'emmener. L'inspecteur m'a tirée par le cou comme un chiffon pour m'enfermer dans une pièce aussi étroite qu'un cercueil avec

une douche au plafond. Puis ils ont ouvert le robinet. Ils m'ont maintenue sous l'eau glacée jusqu'à ce que je devienne bleue. Après un long moment, l'inspecteur m'a fait sortir et isolée cinq minutes dans une pièce, avant de me ramener entièrement trempée dans la cellule où il a interdit aux autres de s'approcher de moi. Une heure après, il est revenu me chercher pour répéter les mêmes gestes. Cela a duré des jours. Je tremblais tout le temps. Je ne dormais pas, je ne pensais à rien. J'étais réduite à une paire d'yeux.

Le quatrième jour, ils ont commencé à me torturer à l'électricité : sur les pieds, sur le dos et sur le cou. J'entendais les cris des autres détenus suppliciés. Mes yeux étaient bandés en permanence ; entre chaque séance de torture ils jetaient des glaçons sur moi en m'insultant. Je ne dormais plus. Ils surgissaient toutes les heures ou toutes les deux heures pour reprendre la torture. L'enquêteur était un jeune homme de Damas. Je ne savais pas de quoi j'étais accusée. Leur objectif était juste de nous faire souffrir, pas de nous faire parler !

Lorsque l'interrogatoire a vraiment commencé, j'ai compris qu'ils savaient déjà tout sur moi. Dans une pièce de deux mètres sur un, ils ont placé devant moi tous mes ordinateurs. L'enquêteur a retiré mon bandeau en me frappant et en me giflant. Je savais qu'un de mes proches avait parlé. Mon tortionnaire m'a dit : « Pourquoi restes-tu ici ? Tu dois quitter la Syrie. » Il me frappait en permanence, même quand il me montrait les films et les photos que j'avais faits. Les coups étaient très violents ; il m'a écrasée comme un cafard sous ses chaussures en me couvrant d'injures. Puis les gardiens m'ont jetée sous l'eau froide. Ils ne m'ont jamais autorisée à prononcer un mot.

Un jour, l'inspecteur est entré dans notre cellule en appelant Amira. Personne n'a répondu. Il a circulé entre nous. Nous reculions effrayées. Son regard s'est posé sur moi, il m'a demandé : « Comment t'appelles-tu ? » J'ai répondu : « Mariam. » Il m'a giflée : « Ton prénom est désormais Amira ! » Il m'a alors redemandé : « Comment t'appelles-tu ? » J'ai répondu : « Mariam ! » Il m'a frappée plus fort encore en hurlant : « Tu t'appelles Amira Khleif ! »

Je me suis tue. Il a réitéré sa question : « Comment t'appelles-tu ? » J'ai

dit : « Amira. » Il a poursuivi : « Ton nom ? » Je suis restée silencieuse. Il m'a violemment giflée, mais je n'ai pas répondu. Il m'a rouée de coups de pied et de poing. Les prisonnières reculaient effrayées. Je lui ai demandé : « Dites-moi qui je suis. » Il a dit : « Tu es Amira Khleif ! » Je lui ai répondu : « Amira Khleif. » Il s'est alors exclamé : « Bravo ! Tu es désormais Amira Khleif. Mariam est morte. »

À partir de ce moment-là, il m'a toujours appelée Amira. Chaque fois qu'il prononçait ce nom je me disais : « N'oublie pas, tu es Mariam, tu es Mariam, tu es Mariam ! »

Après les séances de torture, nous nous entraidions et nous nous consolions les unes les autres. Mes compagnes de cellule prenaient soin de moi. J'étais la seule détenue politique parmi elles. J'ai essayé de régler les tensions qui survenaient entre elles. L'inspecteur avait désigné la plus ancienne prisonnière comme chef de cellule. Lorsqu'on nous apportait à manger, celle-ci se servait en premier et nous distribuait le reste. Si nous ne mangions pas nous étions punies. Ils m'ont beaucoup frappée parce que je n'arrivais pas à avaler quoi que ce soit. Nous manquions d'air pour respirer et de place pour dormir. Nous étions si nombreuses que nous pouvions à peine nous asseoir. L'odeur était de plus en plus insupportable. Nous avons organisé un système d'alternance pour dormir la nuit. L'inspecteur et les gardiens faisaient parfois sortir les prostituées. Celles-ci s'absentaient plusieurs heures. Nous les entendions rire. Une fois, l'enquêteur a dit : « Vous allez toutes sortir d'ici, vous n'êtes pas dangereuses pour la société sauf cette pute. » Il parlait de moi. Il a poursuivi : « Elle va rester et mourir ici. »

Nous avons entendu les cris d'une autre jeune fille torturée. Ils étaient effrayants. Elle ne dormait pas, elle criait en permanence. Les autres détenues disaient qu'elle avait transféré de l'argent pour l'Armée libre. Nous l'entendions crier : « J'envoyais de la nourriture à mes parents. » Aujourd'hui encore ses cris résonnent dans mes oreilles. Nous n'avons jamais su ce qu'ils ont fait d'elle.

Nous nous organisions pour éliminer la vermine en nous épouillant les unes les autres. Un trou faisait office de latrines. Nous nous lavions à l'eau

froide juste à côté. Les gardiens étaient très durs. Dans la cellule des hommes qui se trouvait près de la nôtre, il y avait la gale. J'ai fini par être contaminée. Impossible de m'en débarrasser même quand, plus tard, ils m'ont transférée dans une autre prison, car je ne me lavais qu'à l'eau froide. Dans le dortoir des hommes, il n'y avait pas de toilettes, ils en sortaient deux fois par jour pour faire leurs besoins : sur le chemin à l'aller comme au retour ils étaient roués de coups. Il leur arrivait de se pisser dessus ou de déféquer dans leurs vêtements. Le couloir entre notre cellule et la leur était lavé uniquement à l'eau ! Il y avait beaucoup de sang et de saleté, l'odeur était terrible et suffocante.

L'interrogatoire durait des heures. Je subissais des attouchements et un harcèlement sexuel permanent. On me frappait, on me donnait des coups de pied. Ils m'ont obligée à ouvrir mon compte Facebook ; ils ont consulté tous mes e-mails. Ils connaissaient le moindre détail de mes activités qui étaient toutes non-violentes et d'ordre humanitaire. Le mouvement pacifique³ m'intéressait particulièrement : j'ai filmé ses manifestations. J'ai tout avoué. Je n'avais aucun autre choix. Ils savaient déjà tout.

Ils ont continué à me torturer pour que je divulgue les noms de mes amis. L'inspecteur prenait plaisir à m'écraser entre ses bras : il plaquait son corps contre le mien jusqu'à ce que je sente mes os craquer. Je me répétais en moi-même : « Je ne suis pas Amira Khleif, je suis Mariam Hayed qui veut une Syrie libre et démocratique ! » Ces paroles, je me les redisais en silence tout en essayant d'oublier ce qu'on faisait de moi.

En prison, nous les filles souffrions tout particulièrement pendant nos règles. Pour ma part, elles se sont complètement arrêtées. L'administration de la prison nous envoyait des serviettes hygiéniques, mais pas en quantité suffisante. Les détenues découpaient leurs habits pour en fabriquer. Les couvertures étaient maculées de sang. Il n'y avait pas de médicaments. Si on en demandait, on nous frappait.

Une des méthodes de torture utilisée était appelée le « pendu » (*chabeh*). Ils nouaient mes deux mains avec une corde et serraient très fort. Puis, ils me hissaient sur un tonneau, les yeux bandés. L'un des tortionnaires montait sur une échelle pour passer la corde dans un anneau fixé au plafond.

Ensuite, il retirait le tonneau sous mes pieds pour que je reste suspendue en l'air. Et là, il commençait à me frapper avec un fouet en métal et en plastique. Je croyais mourir, la douleur était intense, comme une lame de feu qui te pénètre le corps ! Il criait : « Tu veux la liberté ? Tu veux participer à des manifestations ?! » On me faisait descendre avant que je m'évanouisse. Je pleurais tout le temps. Quand je perdais conscience on m'arrosait d'eau froide et on me jetait dans une pièce où des hommes suppliciés hurlaient de douleur. J'implorais : « Écrivez ce que vous voulez ! Je suis prête à signer. » Je voulais que tout cela s'arrête. Les cris terrifiants des hommes torturés résonnent encore dans ma tête. Je les entendais alors que je subissais moi-même les coups.

Un matin, après une séance de « *chabeh* », l'inspecteur a appelé Amira. Je suis sortie de la cellule, il m'a broyée entre ses bras et m'a traînée dans le couloir. En passant, j'ai entrevu un ami. On le torturait. Et on lui coupait ses longs cheveux. Il était évanoui, il n'a donc pas su que je l'avais vu alors qu'il subissait une forme de torture qu'on appelait, je l'ai su plus tard, « tapis volant » (*bissat al-rih*). Ils m'ont soumise au même supplice : ils ont apporté deux planches auxquelles des barres en bois trouées étaient fixées, reliées entre elles de façon à former une seule pièce articulée au milieu. Ils m'ont étendue dessus, sur le dos. Ils ont noué ma taille avec une corde reliée aux deux pièces de bois, ont tiré mes bras au-dessus de ma tête pour attacher mes poignets à la corde, ont ligoté mes jambes en les serrant très fort. Puis ils ont rabattu le bord sur lequel mes pieds étaient fixés pour que mon corps forme un angle aigu. Dans cette position, la planche en bois exerce une énorme pression sur la colonne vertébrale. Ils ont commencé à taper. Et là, la douleur a dépassé toute limite. Les premiers coups ont suffi pour me briser le dos et m'infliger une douleur atroce. L'inspecteur me frappait en vociférant : « Alors salope ! Tu veux la liberté ? Alors comme ça tu participais à des manifestations ? » Il voulait que je lui répète ce que je disais pendant les manifestations. J'ai fait ce qu'il voulait, j'étais sur le point de défaillir, je pleurais, je criais. Ensuite, ils m'ont forcée à me lever et ont mis mes pieds dans de l'eau salée pour qu'ils ne gonflent pas. J'avais l'impression que mon corps avait été transpercé par un couteau.

Un jour, l'inspecteur m'a fait venir. Il a commencé par me dire que je devais accepter son offre si je voulais sortir de prison. Il a poursuivi en m'informant que mes amis étaient d'accord pour passer à la télévision et

que nous serions filmés pour servir de leçon aux gens. Il a ajouté que je n'avais pas vraiment le choix, car je n'existais plus : mon nom était Amira Khleif, il pouvait me tuer et me faire disparaître à tout moment. J'avais été arrêtée pour terrorisme, alors que je suis une militante pacifiste. J'étais prête à tout accepter pour sortir de prison, échapper à cet enfer et à la torture. J'étais incapable de penser aux conséquences de mon geste.

Le tournage s'est déroulé dans une grande pièce des locaux de la Sûreté, à Bab Moussala. J'ai retrouvé mes amis. Le cameraman était très gentil, il y avait beaucoup de monde. Ils m'ont demandé de leur raconter l'histoire de ma coopération avec l'Armée libre. J'ai répondu que j'étais une militante pacifiste et que je n'avais aucune relation avec les groupes armés. L'inspecteur était furieux, mais le chef de la Sûreté, qui avait déjà accepté quelques revendications des prisonnières, était présent. Il n'a rien osé dire devant lui. Je leur ai proposé un compromis : je confirmerais face à la caméra que les manifestations étaient truquées comme les médias du régime l'affirmaient. Je voulais à tout prix sortir de prison. Ils ont accepté ma proposition. L'inspecteur a exigé que j'exprime des regrets à la fin de mes aveux, et que je dise que jamais je ne recommencerais. Mes amis et moi avons été terriblement éprouvés par ce tournage. Nous avons été torturés... et à l'article de la mort, ils nous obligeaient à faire des aveux à la télévision. Quelques jours plus tard, nous avons appris que le chef de la Sûreté et l'inspecteur avaient été promus et que les autres avaient reçu des primes. Pour les médias du régime, nous étions un groupe de dangereux terroristes.

Après soixante-sept jours passés dans les locaux de la Sûreté de Bab Moussala, on m'a transférée dans la prison d'Adra⁴. Sans dossier. L'inspecteur m'a dit que j'étais condamnée à mort et qu'en conséquence aucun document n'était plus nécessaire. Lors du trajet, j'étais la seule femme parmi les prisonniers. Ils m'ont fait passer dans le département des hommes et ont ordonné à ceux-ci de se déshabiller devant moi. J'ai détourné les yeux. Puis, ils nous ont attachés avec une chaîne en fer et traînés comme des esclaves : la scène était terrible. Ils nous ont frappés en nous traînant par terre.

La prison d'Adra était située dans une zone d'affrontements entre les forces du régime et Jaych al-Islam. Nous entendions les bombardements. Durant cette période, en raison des affrontements, les visites étaient

interdites. Un jour, une déflagration a fait tomber une vitre sur nous. La progression de Jaych al-Islam inquiétait certaines de mes codétenues qui craignaient d'être prises en otage. Mais pour moi le régime ou Jaych al-Islam c'était égal. Et puis je me disais que si Jaych al-Islam prenait la prison, j'aurais peut-être une chance de m'enfuir.

Dans cette prison, nous étions dans la 5^e section, notre nombre fluctuait entre 20 et 42 femmes. J'ai appris plus tard que j'étais accusée de promouvoir une organisation terroriste et que mon dossier avait été transféré au tribunal. Durant mon séjour à Adra, j'ai été témoin de choses terribles que je ne pourrai jamais oublier. En juin 2014, le jour des élections présidentielles⁵, on nous a obligées à voter avec notre propre sang. Nous avons toutes obéi à l'exception d'une détenue politique originaire d'Alep qui, en plus, a insulté Assad. Les geôliers l'ont punie en la jetant dans la cellule réservée aux toxicomanes. Celles-ci l'ont prise par les cheveux et lui ont frappé la tête contre un mur jusqu'à ce qu'elle soit recouverte de sang. Elle a fini par sombrer dans le coma. Les geôliers l'ont alors jetée dans la cour de la prison.

J'ai pu sortir de prison grâce à un pot-de-vin. J'ai payé beaucoup d'argent par le biais d'un intermédiaire. Ce type de trafic entre avocats et juges s'est énormément développé pendant la guerre. Beaucoup de gens ont été arrêtés injustement dans l'unique objectif de soutirer de l'argent à leurs familles. J'ai obtenu une libération conditionnelle, l'argent peut vous sauver des pires situations. À peine sortie de prison, j'ai décidé de fuir et j'ai choisi le chemin de l'exil ; je suis maintenant réfugiée en France et je voudrais reprendre mes études supérieures.

-
1. Ville située à 25 kilomètre à l'est d'Alep.
 2. Quartier du sud-ouest de Damas.
 3. Créé en 2011, le mouvement non-violent syrien a organisé différentes actions pacifiques, notamment la grève de la Dignité en décembre 2011 qui a été largement suivie par la population.
 4. Petite ville située au nord de Damas où se trouve l'une des plus grandes prisons de civils.
 5. Des élections présidentielles ont été organisées le 3 juin 2014 ; Bachar al-Assad a recueilli 88,7 % des voix.

Dima

Dima est mon nom de code. J'ai 37 ans. Je suis originaire du quartier de Sarouja à Damas, mais j'habitais à Harasta¹ quand la révolution a commencé. Ma famille vivait dans cette région industrielle depuis 1990. J'ai fait des études de graphisme et j'ai complété ma formation dans le domaine du journalisme et de l'information à l'université. En parallèle, je travaillais dans mon atelier où je concevais des motifs pour des textiles.

L'idée qu'une révolution éclate en Syrie nous paraissait vraiment improbable. Aussi, lorsque le rassemblement de Hariqa² a eu lieu, le courage des gens nous a étonnés. Après l'histoire des enfants de Deraa³, une manifestation a été organisée à Douma. La semaine suivante, c'était le tour des habitants de Harasta de descendre dans la rue. Les choses sont allées très vite. Les hommes sont sortis de la mosquée après la prière du vendredi et ont manifesté. La Sûreté ne tirait pas sur la foule au début. Elle l'a fait plus tard. J'étais à la fois en colère et effrayée, je ne comprenais pas bien ce qui se passait autour de moi. Je voulais y prendre part, mais je ne savais pas qui organisait les manifestations et qui y participait. Je n'étais pas sûre d'être d'accord avec les revendications. Lorsque Ahmad Darwich, le premier martyr de Harasta, a été tué⁴, j'ai eu peur de me rendre à ses funérailles. Je craignais pour ma sécurité. Je ne voulais surtout pas être arrêtée. La population de Harasta est très mélangée : des chrétiens, des druzes et des alaouites y vivent dans des quartiers séparés. Je connais les moindres recoins et secrets de ma ville et de ses habitants. Au début tout le monde était solidaire. Tous se sont soulevés.

Je me suis renseignée sur les lieux de manifestation à Damas et j'y suis allée seule, car personne ne me connaissait là-bas. Je me suis rendue à la cérémonie de condoléances de Hala Munajjid, une petite fille qui a été tuée en novembre 2011 par un sniper alors qu'elle sortait de l'école. Nous avons

manifesté dans le quartier de Midan, au centre de Damas. En liesse, nous chantions, dansions et scandions des slogans. Ce jour-là, cinq jeunes gens ont été tués par les hommes du régime. Le lendemain, leurs funérailles ont donné lieu à une nouvelle manifestation, immense. La Sûreté et l'armée nous faisaient face ; les canons des chars étaient pointés sur nous. C'était terrifiant. Nous avons pris la fuite. Nous étions dans la rue Abou Habal, dans le quartier de Midan. Des jeunes ont crié « *Allahu akbar*⁵ ». Lorsqu'ils ont entendu ces mots, qu'ils prenaient pour une menace, les hommes de la Sûreté sont devenus fous. Ils nous ont chargés. Nous nous sommes mis à courir. Ils ne battaient pas encore les femmes à ce moment-là. Un homme de la Sûreté m'a attrapée par la ceinture. En essayant de m'aider, un manifestant s'est fait prendre : lui s'est fait tabasser et arrêter.

Mes amies ont organisé un sit-in. Elles étaient seulement quinze et elles étaient de toutes les confessions : ismaéliennes, druzes, alaouites, chrétiennes... Elles demandaient la libération des prisonniers, mais le régime ne relâchait que les femmes. Lors de ce rassemblement, j'ai acquis la certitude que le soulèvement était inéluctable. Moi aussi je désirais la liberté, la dignité et un État de droit. Je brûlais de faire quelque chose pour la révolution.

J'ai vu des armes pour la première fois le 1^{er} juin 2012 lors des manifestations du vendredi « Si vous aidez Dieu, il vous secourra⁶ ». Ce jour-là, on enterrait des martyrs morts sous les balles des hommes de la Sûreté : Muhammad Khaled Zeitun, Samir Munir al-Mahdi, Maher Dabbas et Hussam Challa. Les hommes armés disaient qu'ils étaient là pour protéger les manifestants. Les chars se sont dirigés vers la ville de Sabqa.

J'ai travaillé dans l'aide alimentaire. J'étais également en relation directe avec les unités de l'Armée libre. Puis, j'ai été en charge de la coordination entre les factions armées et le conseil militaire de Damas dirigé par Khalid Habbous. L'objectif était d'unir les factions sous l'autorité du Conseil. J'assurais la coordination entre ces unités combattantes et une femme qui leur fournissait de l'argent et des armes. L'histoire de cette femme devrait être écrite car son apparition et sa disparition, l'une et l'autre tout aussi soudaines, l'argent et les armes qu'elle fournissait restent un mystère. À l'époque, je ne m'arrêtais pas à ces détails : nous étions au cœur de la

bataille et de la violence. Mon unique souci était de faire mon possible pour soutenir la révolution.

J'ai poursuivi mon activité dans l'aide humanitaire. Ce qui m'a permis de me constituer un réseau de relations avec des médecins kurdes⁷ qui aidaient les blessés. En 2012, une personne avec laquelle je travaillais à Harasta a été arrêtée. À partir de ce moment-là, j'ai décidé de ne plus cacher mon engagement dans ma ville. Je n'avais plus rien à craindre, d'autant que l'homme qui venait d'être emprisonné allait très certainement livrer mon vrai nom à l'appareil sécuritaire.

J'ai conçu un calendrier de la liberté sur lequel des enfants de martyrs dessinaient leurs pères. L'amie avec laquelle j'ai fait ce travail a été arrêtée. On m'a alertée : les *mukhabarat* enquêtaient sur moi et ils étaient sur le point d'investir mon bureau. J'étais en danger, je devais prendre la fuite. J'ai tout de même continué à travailler avec l'Armée libre. Celle-ci protégeait nos manifestations et devait coordonner la distribution des salaires des combattants, ce qui me semblait important. Je remettais l'argent qui venait du conseil militaire aux différentes factions. Parmi elles, il y avait l'unité « des assassinats », dont deux membres ont été tués dans une cache prise pour cible par le régime, dans le quartier Zahira à Damas. Elle comptait dans ses rangs des médecins et des avocats. Leur objectif était d'exécuter des hauts responsables de la Sûreté. Ils ont effectué quelques opérations.

Le 17 octobre 2012, la bataille de Harasta a eu lieu, à l'initiative de l'Armée libre qui craignait que de nouveaux massacres ne soient commis par le régime. C'est l'unité « Dar' al-Asima⁸ » qui a mené la bataille. Ses hommes sont de Harasta. Leur chef, Abou Mahmoud Affouf, avait combattu en Irak lorsque le régime avait « ouvert les portes du djihad⁹ » contre l'invasion américaine. À cette époque, de nombreux jeunes Syriens sont partis combattre là-bas. À leur retour, le régime les a emprisonnés, puis les a libérés lorsque la révolution a commencé. La bataille a duré huit jours. Les hommes de l'Armée libre ont détruit le centre de renseignement aérien à partir duquel Douma et Harasta étaient bombardées. J'étais la seule femme parmi eux, mais d'autres filles ont combattu ailleurs. J'ai assisté à l'assaut des chars lancé à partir de l'hôpital de la police. Les mortiers

pleuvaient. Nous étions dans des bâtiments visés par les tanks. Un jeune m'a demandé de partir, car il avait peur pour ma sécurité. Les combattants refusaient de livrer Harasta, la bataille allait durer. Je me suis réfugiée à Masraba, à un kilomètre de Harasta, chez une famille que je connaissais. Une unité médicale était installée dans leur maison. Les gens erraient dans les rues. Égarées, hagardes, des familles entières fuyaient. C'était terrible de voir cette masse humaine arrachée à sa ville.

Je devais continuer non seulement à vivre, mais à résister.

À cause de l'intensification des bombardements, le nombre de blessés et de victimes a augmenté. Je travaillais jour et nuit pour répondre aux besoins de la zone où je me trouvais. Les blessés étaient allongés dans les rues. On ne trouvait pas de médicaments. J'ai appris à pratiquer des actes médicaux sous la direction d'un médecin. J'ai vu des choses horribles : des gens qui avaient perdu leurs jambes ou leurs mains. Des corps décapités.

Le champ de bataille s'étendait, l'Armée libre ne battait pas en retraite. Harasta a été complètement détruite, il n'en reste plus rien. Les avions du régime ont commencé à larguer des bombes thermobariques qui peuvent détruire un bâtiment d'un seul coup. Toutes les localités de la Ghouta s'étaient embrasées : Saqba, Hamouriya, Nachabiya, Marj, Harran al-Awamid. Les civils prenaient la fuite par la route de Mleha. Je suis restée avec mes amis : ensemble nous travaillions jour et nuit. Je passais mes nuits à Saqba et mes journées à Masraba. J'étais à la fois ambulancière, infirmière et chargée de l'aide alimentaire. En plus de cela, je poursuivais mes activités de liaison militaire et d'information. C'était de la folie. Nous dormions très peu.

Les femmes étaient associées à toutes les activités, mais pour des raisons de sécurité elles devaient dissimuler leurs visages et leurs noms. De fait, elles n'étaient pas visibles, mais en réalité elles faisaient un travail de terrain très important. En ce qui me concerne, mon activité se répartissait entre le civil et le militaire. Pour ce motif, j'étais en danger. Mon nom figurait sur les listes de la Sûreté, j'étais soupçonnée de détenir une arme. En septembre 2012, je suis partie en Égypte quarante-cinq jours. Je ne

devais pas revenir, mais je n'ai pas pu me faire à l'idée d'abandonner mon pays et mon peuple face à l'oppression et l'injustice. Je suis rentrée illégalement en Syrie au moment où la Sûreté commettait deux massacres à Harasta, l'un dans le quartier de Taaliya et le second à l'ouest de l'autoroute. Elle avait placé tous ses barrages aux entrées de Harasta. De leur côté, l'ensemble des factions armées étaient mobilisées, car elles pensaient que l'armée du régime allait occuper toute la ville.

Au début, j'ai porté le voile uniquement pour me dissimuler, mais je n'ai pu le retirer qu'une fois définitivement partie de Syrie. J'ai vu le tissu social se transformer brusquement, alors que Harasta était presque vidée de sa population, que seuls quelques civils y vivaient encore.

Un jour, l'Armée libre m'a arrêtée avec une amie à 2 heures du matin, puis elle nous a relâchées. Plus tard, c'est une autre faction qui nous a arrêtées. Les groupes armés se multipliaient et le chaos s'intensifiait avec l'augmentation des financements et des armes. L'Armée libre voyait d'un mauvais œil que je travaille avec un groupe d'hommes. J'ai décidé de quitter Saqba après ma seconde arrestation. Je me suis installée à Masraba.

Une amie m'a accompagnée. Nous avons rejoint un groupe de jeunes gens. J'avais avec moi un talkie-walkie en raison de mes liens avec le département des opérations. Dans chaque région il y avait une cellule opérationnelle. Je dépendais de celle de Masraba. À ce moment-là, les factions quittaient Damas pour rejoindre la Ghouta et s'y installer.

J'utilisais mon imprimante personnelle et les outils de mon atelier pour éditer des cartes à partir de Google. Les factions qui me faisaient confiance s'en servaient dans les combats et les opérations militaires. Elles venaient me voir, car j'étais capable d'établir des cartes à partir d'informations diverses. J'étais aussi chargée de créer les slogans, les enseignes et les logos de tous les groupes armés. Ce travail est devenu compliqué car ils se multipliaient et changeaient de noms en fonction de leurs financeurs. Je travaillais gratuitement. J'ai fini par vendre tout ce que j'avais pour survivre.

C'était avant le siège de la Ghouta qui a commencé en octobre 2013.

J'ai aidé les factions armées à développer des outils de communication. Leurs membres, issus de milieux défavorisés et sans éducation, ne connaissaient rien en dehors de leurs villages ou de leurs régions. En réalité, leur unique objectif était d'accéder au pouvoir. Mais cela, je ne l'avais pas encore compris. Beaucoup ont tué simplement pour acquérir une place centrale dans la société et non pas dans le but de faire tomber Assad. Parmi eux, il y avait des voleurs qui ont fait bien pire que l'armée du régime. Ils ont pillé, frappé et tué des gens. Je ne pouvais accepter ces agissements et je l'ai fait savoir. Ils ont arrêté mon associé parce que nous les avions désignés comme des voleurs. Tout ceci me choquait. Car nous étions descendus dans la rue contre Assad et pour plus de justice. Ce qui se passait était bien pire que ce que j'aurais jamais pu imaginer. J'étais rattachée au bureau de l'information de la brigade Fath al-Cham¹⁰. Je travaillais au département de la documentation et de l'information. J'ai accompagné les combattants dans la bataille pour la libération des barrages de l'autoroute internationale Damas-Alep. Les renforts venaient des Maghawir souriyya¹¹ dirigées par Abou al-Hasan al-Souri.

On m'a demandé de filmer la bataille dans laquelle l'unité Fath al-Cham était engagée et de diffuser des extraits sur YouTube. J'avais avec moi en permanence un talkie-walkie. Je me trouvais au cœur des combats. Je possédais un pistolet 5,7 mm, mais je ne l'avais pas emporté. Je l'avais laissé à mon associé. Je suis allée sur le champ de bataille avec mon ordinateur et la 3G. On nous avait dit qu'il y aurait de l'électricité dans le bâtiment où nous serions, juste derrière les combattants de l'unité, sur la ligne de front. Les mortiers pleuvaient sur nous. Le chef de Fath al-Cham était resté à l'arrière, il n'était pas avec les combattants qui tentaient de prendre le contrôle de l'autoroute internationale. Parmi ceux-ci, quelques-uns ont eu l'idée de dresser des barrages pour rançonner les gens. Le lendemain matin, le régime a bombardé la région avec du gaz moutarde. Les factions se sont alors retirées. Le chef de Fath al-Cham a pris le contrôle du tunnel et l'a transformé en lieu de maraudage et de pillage. Il avait fait un deal avec le régime : se retirer de la bataille en échange de cette position. C'était un type de Harasta. Là-bas, les gens ne l'aimaient pas, mais il avait réussi à s'imposer grâce à sa position militaire. Ce n'était

qu'un voleur et un tueur.

Une de mes amies a créé un groupe armé appelé « Mères de martyrs » dans la Ghouta orientale. Alma Chahud¹² a fondé une faction à Ayn Tarma et une autre à Irbine et encore une troisième à Masraba. Quand mon amie a fondé son groupe, ses membres ont appris à se battre, à manier les armes et à réaliser les gestes des premiers secours. Mais une faction de l'Armée libre les a attaquées pour leur voler leurs armes. Depuis 2014, il n'y a plus aucune faction féminine dans la Ghouta.

Les groupes armés auxquels nous pouvions faire confiance étaient de moins en moins nombreux. C'est au cours de l'année 2013 que j'ai appris qu'ils avaient des liens avec l'étranger.

Un jour, j'ai rendu visite à une faction qui avait remplacé le drapeau de la révolution par la bannière noire¹³. J'ai exprimé mon désaccord. Un ami m'a expliqué que les groupes armés faisaient cela pour obtenir un financement de Jabhat al-Nusra ou de l'Arabie Saoudite. J'avais accès à toutes ces informations parce que je concevais leurs slogans et leurs logos et j'ai donc pu suivre leur évolution vers plus de radicalité.

C'est le bureau politique du conseil militaire en Turquie qui a négocié les armes venant de Libye. Lors de la création de l'Armée libre, les noms des factions n'étaient pas islamistes et d'ailleurs certains de leurs membres étaient druzes, chrétiens ou alaouites. Tout ceci s'est terminé entre fin 2014 et début 2015 lorsque Jabhat al-Nusra et les factions islamistes n'ont plus autorisé la présence des activistes alaouites et chrétiens dans leurs rangs. Ces derniers sont tous partis. L'argent de l'extérieur a joué un rôle dans cette dérive. Il finançait des gens à la fois incultes et connus pour être sans foi ni loi avant même le soulèvement. De nombreux chefs de faction attachés aux principes de la révolution ont été assassinés. J'ai été témoin de choses affreuses. J'ai décidé de prendre des distances avec les groupes armés. J'en étais au point de refuser de les rencontrer et de les voir, et même d'interdire la présence d'armes chez moi. J'étais choquée par les vols qui avaient été commis.

J'étais dorénavant plus disponible pour m'impliquer dans des activités civiles. J'ai poursuivi un temps mes travaux d'impression, mais j'ai dû arrêter en raison du siège et de la pénurie d'encre. À Harasta, à l'exception d'une école dirigée par une « *qubaysiya*¹⁴ » qui enseignait la religion, il n'y avait aucune activité pour les femmes. Je leur ai ouvert un centre dans un sous-sol car nous étions sur la ligne de front. C'était au début de l'année 2013. Juste à côté, se trouvait le poste de garde d'un groupe armé. Ce groupe dépendait de l'Armée libre au début, puis il est devenu salafiste. Ses membres ont essayé d'exercer un contrôle sur nous, mais je m'y suis fermement opposée. Je leur ai interdit de nous approcher.

Le sous-sol consistait en une grande salle. Nous avons transporté la citerne d'eau d'un immeuble voisin bombardé et l'avons raccordée à des tuyaux. Il n'y avait plus de transports en commun. Je marchais de longues heures pour subvenir à nos besoins. L'immeuble où nous nous trouvions avait été pilonné et réduit à un monceau de gravats. Seul le sous-sol était intact. Les bombardements étaient constants. Nous avons ouvert notre centre sous les décombres alors que l'hiver approchait et que le siège s'intensifiait. L'approvisionnement se réduisait et les prix augmentaient. Le plus difficile était de trouver du mazout pour faire fonctionner les générateurs électriques. Puis les moyens de communication ont été complètement coupés. On n'avait plus rien à manger.

Le passage d'Otayba¹⁵ est tombé aux mains du régime, puis de Daech. C'est par là que passait la farine qui est ensuite devenue introuvable. Nous étions environ 800 000 personnes assiégées dans la Ghouta. Nous avons essayé de trouver des substituts pour survivre. Nous préparions des galettes avec le fourrage destiné aux vaches. Après les combats, les gens ramenaient du pain rassis, ils l'humidifiaient et le refaisaient cuire. Celui qui se procurait du pain était le plus chanceux des hommes. Puis nous sommes passés à la pitance des poules que nous avons cuisinée et mangée. Le propriétaire d'une fromagerie a mis à profit ses relations pour envoyer ses produits laitiers dans les régions contrôlées par le régime et en contrepartie obtenir de l'orge. Pour nous c'était un don du ciel. Un kilo d'orge valait 750 livres syriennes¹⁶. On l'émondait, le broyait, le pétrissait et le cuisait. L'opération pain se déroulait sur un tank avec deux ouvertures : une en haut et l'autre en bas. Nous brûlions le bois à l'intérieur. On ne trouvait plus

rien : ni riz, ni sucre, ni sel, ni café ou thé. Je faisais bouillir les mêmes feuilles de thé plusieurs fois. Le kilo de cornichons se vendait à 250 livres syriennes¹⁷, car les factions armées avaient pris le contrôle d'une usine qui en fabriquait et les revendaient aux gens. Nous avions tout le temps faim. Nous devons même acheter l'eau. Pour 1000 livres syriennes¹⁸, je remplissais une citerne qui me permettait de tenir une semaine. Mais la famille qui logeait dans l'appartement en dessous du mien épuisait ses réserves en une seule journée. Il restait l'eau des puits. Il fallait parcourir à pied de très longues distances pour en chercher. Le plus souvent, les enfants s'en chargeaient, sous les bombardements et dans le froid.

Lorsque le massacre à l'arme chimique a eu lieu le 21 août 2013, j'ai été réveillée à 3 heures du matin par la lumière du bombardement. Dès le début, nous avons su qu'ils larguaient des substances chimiques parce qu'ils l'avaient déjà fait à Harasta le 26 mai 2013, avec du gaz moutarde. Cette fois-ci c'était Zamalka¹⁹ qu'ils bombardaient. Malgré la distance, j'ai ressenti les effets du gaz. J'ai souffert de vomissements, de chutes brutales d'énergie et de pertes de conscience. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas travaillé tout de suite comme secouriste dans les centres médicaux. Lors de ce massacre, les cadavres des femmes ont été entassés dans un camion. Les corps jetés les uns sur les autres formaient une masse indistincte. Après le bombardement, dans le centre de soins, seules deux jeunes filles étaient autorisées à retirer leurs habits aux femmes contaminées. C'était terrible. Les hommes ne s'approchaient pas sous prétexte que c'était *haram*, interdit. Elles sont plusieurs à être mortes à cause de ça.

Des bijoux ont été volés. Nous avons retrouvé dans les poches d'un blessé des boucles d'oreilles, des bracelets et des chaînes en or dérobés sur des cadavres de femmes.

Lors de l'hiver très dur de 2014, les produits d'hygiène ont complètement disparu : plus de dentifrice, de savon, de shampoing. Il n'y avait pas d'habits chauds non plus. Et pourtant, les groupes armés de l'opposition avaient pris le contrôle des usines de textile dans la Ghouta. Des amis m'ont envoyé des chaussons de laine, je n'avais rien d'autre. Le matin, j'allais à l'école à Douma pour enseigner aux enfants et l'après-midi au centre de femmes de Harasta. Je me déplaçais à pied. Mon appartement était situé à

un étage élevé, exposé aux bombardements. C'est la raison pour laquelle je le louais pour une somme modique. Le chauffage était au bois. Mon ami apportait des branches d'olivier et moi je coupais du bois à la hache.

Les produits d'hygiène féminine ont complètement disparu aussi. Le plus dur, c'était lorsque nous avions nos règles parce que nous n'avions ni serviettes hygiéniques, ni eau, ni savon pour nous laver. J'utilisais du tissu comme les autres femmes. Au bout d'un moment, j'ai commencé à avoir des vertiges, je suis tombée malade et j'ai perdu beaucoup de poids. Lorsque l'Armée libre a pris le contrôle d'une usine de chocolat, des amis m'en ont fait parvenir des morceaux : ils tenaient dans la paume d'une main et tous avaient des traces de dents de rats. Après avoir gratté et éliminé la couche superficielle nous les mangions. J'ai repris un peu de force grâce à ces morceaux de chocolat.

Au début du mois de mai 2014, un accord a été passé entre le régime et des groupes armés de l'opposition, de façon indirecte, par le biais d'un comité de réconciliation. Des marchandises sont arrivées par Barzé²⁰, mais à des prix très élevés. Par exemple, des hommes proches du régime vendaient le sac de pain à 25 LS²¹ et, dans la zone assiégée, les commerçants ou les émirs de la guerre le revendaient à 1500 LS²². C'était la même chose avec les médicaments, le haschich et tout le reste.

Les groupes armés imposaient des taxes pour l'entrée et la sortie des gens et des marchandises aux barrages. Grâce à ce trafic, elles se sont enrichies de façon honteuse. Elles taxaient même les dons de seringues et de médicaments qui entraient dans la Ghouta. Les plus pauvres n'avaient même pas les moyens d'acheter de la farine d'orge. Encore maintenant, résonnent dans mes oreilles les cris des enfants de mes voisins que leurs parents battaient la nuit parce qu'ils n'arrivaient pas à dormir à cause de la faim. Ils leur tapaient dessus en pleurant. Parce qu'ils manquaient de nourriture, les enfants étaient dans un état semi-comateux. Mon appartement était devenu un centre de distribution de médicaments et de matériel d'urgence. Les gens n'avaient pas même de quoi manger, ils étaient affamés et constamment malades. Il n'y avait plus ni médecin ni infirmière. Je faisais des piqûres gratuitement.

Nous dormions rarement, car les pilonnages étaient incessants, jour et nuit. Mes horaires de travail étaient discontinus comme pour la plupart des gens autour de moi. Nous avons mis des sacs en plastique aux fenêtres parce que les vitres ne tenaient pas. Les maisons en étaient encore plus froides. Mon appartement a été touché par deux missiles. Un des murs est resté transpercé.

Des voitures piégées pouvaient exploser à tout moment quand nous marchions dans la rue.

Les femmes accouchaient par césarienne, car nous ne pouvions pas attendre la fin du travail. Comme nous n'avions pas de matériel médical, nous opérons avec les moyens du bord. L'objectif était qu'elles n'accouchent pas seules pendant les pilonnages de la Ghouta, qui variaient en intensité d'une région à l'autre. Il y avait de quoi devenir fou. Nous restions enfermés chez nous des jours entiers, à attendre la mort. Au bout d'un moment, nous nous sommes habitués à dormir sous les bombardements. Beaucoup de gens sont morts parce qu'ils ne s'étaient pas réveillés.

Ils ont testé sur nous toutes sortes d'armes. Une fois, ils ont largué un missile Éléphant²³. Le sol a tremblé sous nos pieds et j'ai vu en face de moi un immeuble disparaître en un clignement d'œil. Nous savions que c'en était un à cause du bruit strident qui le précédait : le son est plus rapide que le missile lui-même. Ce jour-là, j'étais chez moi, et j'observais par ma fenêtre le mouvement des hommes de Jabhat al-Nusra rassemblés dans la mosquée. Les avions du régime ont largué plusieurs bombes sur la salle de prière. Le bâtiment s'est soudainement désintégré. Mes oreilles ont failli exploser. On a ressenti une terrible pression dans l'air. Les enfants se sont mis à hurler.

Je n'avais pas peur de mourir, mais d'être amputée et de devenir handicapée comme beaucoup dans la Ghouta. Les blessures des femmes étaient terribles, et surtout elles n'étaient pas soignées, car le personnel médical féminin était peu nombreux et les hommes, mêmes médecins,

refusaient d'intervenir. C'était devenu une règle.

Malgré tout, j'ai continué à travailler pour le centre des femmes. Nous avons commencé par mettre en place des activités d'alphabétisation, d'apprentissage de l'anglais, de formation professionnelle. Pour organiser des classes, nous avons divisé le sous-sol en plusieurs espaces avec des cloisons de tissu. Tous les jours, cent cinquante femmes venaient malgré la situation. Au début, nous n'avions pas Internet. J'ai fait une exposition sur les métiers. En dépit du froid, des bombardements et de la pluie, deux cent cinquante femmes ont assisté à l'inauguration. J'y ai vu un bon augure. Nous étions en lien avec d'autres centres, à Idlib et dans des camps au Liban, avec lesquels nous avons développé des activités par la suite. Nous avons fini par installer Internet dans nos locaux.

Nous avons rencontré des difficultés en interne en raison d'une absence de confiance, de transparence et de professionnalisme. Inutile de préciser qu'à plusieurs reprises j'ai été témoin de malversations dans la gestion de l'argent envoyé pour aider les gens et organiser des activités sociales.

À partir de là, la pression qu'exerçaient sur moi les groupes armés de l'opposition s'est intensifiée. Ils étaient contre nos activités sociales. Une bataille importante a eu lieu entre Jaysh al-Islam²⁴ et Daech. En juillet 2014, Jaysh al-Islam a fini par prendre le contrôle de la Ghouta. Ils ont tué des femmes et des enfants en prétendant qu'il s'agissait des familles des hommes de Daech.

C'est à ce moment-là que j'ai décidé de quitter la Syrie. J'étais complètement écœurée surtout après que des membres de Jaysh al-Islam et de Jabhat al-Nusra avaient menacé de me tuer. On m'a dit que des cellules secrètes de Daech organisaient des assassinats ciblés d'activistes. Des amis sont partis avant moi. Ma tête a été mise à prix par Daech et divers groupes militaires. J'avais peur de tout. Je m'attendais à ce qu'on attaque ma maison et qu'on me tue à chaque instant. Lorsque Razan Zaitouneh et Samira al-Khalil²⁵ ont été enlevées, nous avons compris qu'un message nous était adressé et qu'il s'agissait du dernier avertissement. Je pense que c'est Jaysh al-Islam qui les a enlevées ou que l'opération s'est faite par son entremise.

De fait, il contrôlait toute la ville de Douma et possédait un service de renseignement qui, en matière de violence, n'avait rien à envier au régime ou était pire encore. J'ai un ami alaouite qui cachait son identité pour pouvoir rester là-bas. Lui aussi était recherché. Il est devenu clair que les activistes et les non-sunnites n'étaient plus tolérés et qu'ils risquaient d'être assassinés.

J'avais fait des concessions et accepté toutes sortes de privations pour rester, entre autres mettre le voile et souffrir de la faim. J'avais mis ma vie en péril. Mon souhait était d'être parmi ceux qui avaient été privés de tout pour les aider à changer. Ils avaient leurs traditions, ils étaient religieux. Je m'étais pliée à leurs règles. J'avais fait en sorte d'être l'une d'entre eux et ils m'avaient fait confiance. Ils étaient gentils. Une de nos voisines me donnait un peu à manger dans une tasse à café lorsqu'elle cuisinait. Son plat ne remplissait même pas une assiette, mais elle m'en réservait une part, pas grand-chose parce qu'elle ne pouvait pas m'en donner plus. Avec les groupes armés radicalisés, c'était une autre affaire. Leurs hommes voulaient nous éliminer, nous chasser ou nous mettre à leur service. Ils étaient les maîtres du jeu.

Le plus terrible c'est que les gens de la classe moyenne ont quitté la Ghouta. Ils ont fui quand les combats se sont intensifiés. Ceux qui sont restés étaient les plus pauvres, les plus simples, les plus religieux. Les plus ignorants également. La classe moyenne porte la responsabilité d'avoir abandonné ces gens à eux-mêmes. En réalité, déjà avant la révolution elle avait commencé à désertir la région. Avec d'autres, j'ai fait partie d'une minorité qui a accepté de vivre au contact de ce milieu. Je l'ai fait volontairement, car je savais que le départ de la classe moyenne affaiblirait notre efficacité. Des activistes de milieux plus ou moins aisés venaient un jour ou deux et repartaient. C'était encore pire.

Ma tête était mise à prix par les groupes armés, ces nouveaux monstres. Cela m'a profondément affectée, car nous faisions d'immenses efforts pour que les femmes et les enfants profitent de nos enseignements, surtout les gamins qui avaient des problèmes d'incontinence à cause de la peur et des coups qu'ils recevaient chez eux. Des parents ont commencé à s'immiscer dans nos cours et à vouloir imposer ce qu'ils considéraient le plus approprié

pour leurs enfants. Et pourtant nous enseignions la religion. Mais à leurs yeux, ce n'était pas suffisant. Leur conception de la foi avait changé. Les factions armées ont imposé des règles religieuses dont personne n'avait jamais entendu parler auparavant.

Non seulement j'étais une femme célibataire, mais je n'étais pas de la région. Mes activités ont diminué. L'ignorance et le radicalisme des groupes armés dans tous les domaines de la vie me consternaient. Les combattants islamistes ne valaient guère mieux que les hommes du régime. Ils employaient les mêmes moyens pour nous terroriser, nous les activistes et les journalistes-citoyens.

Maintenant je vis en Turquie avec mon mari et mon fils. J'ai quitté la Ghouta contrainte et forcée après avoir vu le rêve de la révolution se briser. J'ai reçu des menaces de mort et d'enlèvement de la part de toutes les parties engagées dans le conflit. Je reste cependant très attachée à la cause que je défends : je travaille pour les femmes syriennes à l'intérieur du pays et dans les camps de réfugiés.

1. Localité à 14 kilomètres de Damas, dans la Ghouta orientale, qui comptait 35 000 habitants avant 2011.

2. Quartier du centre de Damas où un millier de personnes se sont rassemblées le 17 février 2011 au cri de « Le peuple syrien ne se laissera pas humilier ». Cet événement filmé et diffusé sur YouTube a d'autant plus frappé les esprits que le ministre de l'Intérieur de l'époque est allé à la rencontre des manifestants pour rétablir l'ordre. « C'est une honte ! Ceci est une manifestation ! » a-t-il crié à la foule depuis la fenêtre de sa voiture.

3. Voir page 22 note 1.

4. Ahmad Darwich est décédé le 22 avril 2011.

5. Dès les premiers jours du soulèvement syrien, le *takbir* (« *Allahu akbar* ») devient un enjeu dans le rapport de force qui s'instaure entre le régime et les insurgés. Il est repris par des manifestants de différentes confessions et parfois même laïcs (par exemple, le 18 décembre 2011, Fadwa Souleiman, une actrice alaouite et laïque, scande ensemble les mots « liberté » (*huriyya*) et « *Allahu akbar* » à Homs devant une foule d'hommes réunie lors de funérailles). Invoquer Dieu, en appeler à la transcendance divine devient une forme de désobéissance, une façon d'exprimer son refus de se soumettre alors qu'au même moment des hommes de la Sûreté forcent des manifestants arrêtés à se prosterner devant des portraits du président syrien et à répéter « Il n'y a de dieu que Bachar ».

6. Sur le rituel de baptiser les vendredis de manifestation, voir page 26 note 1. Ici le nom choisi reprend une partie du verset 7 de la sourate Muhammad.

7. Au début de la révolution, les médecins kurdes étaient nombreux à soigner les blessés, même en dehors de leurs lieux d'habitation. Du fait de leur appartenance ethnique, ils n'étaient pas ciblés par la répression du régime. Ils pouvaient plus facilement circuler à Damas et dans la Ghouta sans risquer d'être arrêtés.

8. Littéralement, « Bouclier de la capitale ».

9. De 2003 à 2010, le régime syrien a permis à de nombreux djihadistes de se rendre en Irak pour combattre l'armée américaine. Ses services secrets ont également manipulé des prêcheurs pour inciter des jeunes Syriens à se battre en Irak. À leur retour, ces hommes étaient emprisonnés. À l'été 2011, dans l'objectif de discréditer le soulèvement et de justifier sa répression, le régime a opportunément décrété une amnistie politique et libéré des centaines de détenus de la prison militaire de Saidnaya, majoritairement peuplée d'islamistes et de djihadistes. Certains deviendront des figures importantes de Jabhat al-Nusra et d'autres groupes.

10. Unité locale de l'ASL créée par un officier déserteur dans la Ghouta orientale en octobre 2012.

11. Les Maghawir souriyya (« Sections d'assaut syriennes ») sont actives à partir d'octobre 2012 dans tout le sud de la Syrie (Homs/Damas/Hawran/Badiya) et regroupent diverses unités locales sous un label commun.

12. Alma Chahud, surnommée « al-Hurra » (la Libre) est une activiste de la

révolution syrienne. Née en 1986, elle s'est tout d'abord engagée dans le mouvement pacifiste et dans l'aide alimentaire, puis dans des actions militaires. Elle a été emprisonnée, torturée et violée dans les prisons du régime d'Assad. Gravement blessée lors d'un combat, elle est décédée en Jordanie en 2014.

[13.](#) En 2012, la plupart des unités armées nouvellement créées par les rebelles ont adopté le drapeau de l'ère prébaasiste, couramment appelé « drapeau de l'indépendance » ou « drapeau de la révolution ». Ce drapeau porte des bandes noire, blanche et verte (plutôt que noire, blanche et rouge), et trois étoiles rouges au lieu de deux vertes. L'année suivante, cependant, elles sont de plus en plus nombreuses à imiter les formations djihadistes qui, depuis le début, brandissent un simple drap noir ou blanc arborant la profession de foi musulmane.

[14.](#) Mouvement de femmes sunnites rigoristes apparu au milieu des années 1960 dans la semi-clandestinité. Il tient son nom de sa fondatrice Munira al-Qubaysi (n. 1932), une prédicatrice de Damas. Tout en se réclamant de l'islam soufi naqchanbandi, il se caractérise par son rigorisme et sa culture du secret. Avec le pouvoir syrien, les *qubaysiyat* ont su nouer de bonnes relations en recrutant des adeptes au sein des classes supérieures. Elles se sont particulièrement investies dans le secteur scolaire en créant un important réseau d'écoles.

[15.](#) Village situé dans la Ghouta orientale dans le district de Douma.

[16.](#) En août 2013, cette somme équivalait à 3 euros environ.

[17.](#) Soit 1 euro.

[18.](#) Soit 4 euros.

[19.](#) Située dans la Ghouta orientale, non loin de Harasta, Zamalka est à seulement 10 kilomètres de Damas.

[20.](#) Faubourg situé au nord de Damas, sous contrôle des rebelles à partir de 2014, il est repris par le régime en mai 2017.

[21.](#) En mai 2014, cette somme équivalait à 12 centimes.

[22.](#) Soit 7, 30 euros.

[23.](#) Arme de fabrication syrienne largement utilisée lors des combats dans la Ghouta orientale.

[24.](#) Créé en 2011, ce groupe armé s'est d'abord appelé Liwa al-islam (« Brigade de l'islam »), puis a adopté son nom actuel Jaysh al-islam (« Armée de l'Islam ») en 2013 après sa fusion avec plusieurs autres groupes armés. Financé par l'Arabie Saoudite et le Qatar, il est le groupe rebelle le plus puissant de la Ghouta jusqu'à la reprise de la région par l'armée du régime en février 2018. Ce groupe s'est distingué par de nombreuses exactions et exécutions sommaires. Il est notamment suspecté d'être responsable de l'enlèvement et de la disparition de l'opposante syrienne Razan Zaitouneh.

[25.](#) Avocate, militante des droits de l'homme, figure de la dissidence syrienne, Razan Zaitouneh documentait les crimes commis par le régime et les groupes armés de l'opposition. Samira al-Khalil, ancienne prisonnière politique et activiste, travaillait avec elle.

Zayn

Zayn est mon nom de code. Lorsque la révolution a éclaté, j'avais 20 ans et je préparais un diplôme de sciences de l'éducation. J'ai participé aux manifestations avec les étudiants de la cité universitaire d'Alep, des facultés de médecine, d'ingénierie et de sciences. Avec eux, j'ai scandé les slogans de la révolution. L'enlèvement des enfants de Deraa et l'assassinat de Hamza al-Khatib¹ m'avaient mise dans une grande colère.

Avec les autres, j'ai crié : « La Syrie veut la liberté ! » Les premiers jours de la révolution ont été les plus magnifiques de ma vie.

Avec des amis, nous avons brandi une banderole portant le slogan « Liberté Azâdeh² ». C'était en mars 2012, lors d'un rassemblement dans le quartier de Furqan. Nous réclamions la libération des prisonniers. Des hommes de la Sûreté ainsi que les forces de maintien de l'ordre ont surgi, lourdement armés. Ils nous ont tapés dessus avec des matraques électriques. Nous nous sommes enfuis et cachés dans un bâtiment à proximité d'où nous avons crié : « Le peuple et l'armée sont frères. » Ils nous ont tiré dessus. Anas Sammo³ est tombé sous les balles. C'était la première fois que je voyais quelqu'un se faire tuer sous mes yeux. Après cet événement, j'ai enchaîné les manifestations : à peine en avais-je quitté une que j'en rejoignais une autre, dans les quartiers de Bustan al-Qasr, de Salah al-Din et de Sayf al-Dawla. Je suis de Tariq al-Bab, mais je n'ai jamais pris part aux défilés dans ce secteur de peur que quelqu'un me reconnaisse et inquiète ma famille. Nous étions toujours accompagnés par des étudiants de l'école de médecine parce qu'ils pouvaient porter secours aux blessés. La Sûreté a fini par les arrêter. Cinquante jours plus tard, leurs cadavres ont été retrouvés brûlés, jetés près d'une benne à ordures dans une rue du quartier de Zahra. ils s'appelaient Bassem Aslan, Hazem Battikh et Masaad Bard. Faire preuve d'humanité à l'égard des manifestants blessés, même cela était

interdit !

Nous avons organisé des activités pacifiques. Par exemple, nous avons distribué des prospectus aux étudiants leur expliquant le sens de la révolution. Après le massacre de la rivière Quweiq⁴ et la découverte des cadavres jetés dans l'eau, nous avons répandu du colorant rouge dans l'affluent, une façon d'exprimer l'inquiétude des parents pour leurs enfants emprisonnés.

J'ai suivi une formation d'infirmière et de secouriste pour venir en aide aux blessés lors des manifestations. L'Armée libre est rentrée dans notre région en juillet 2012, avec les brigades de la campagne d'Alep dont Liwa' al-Tawhid dirigée par Abd al-Qadir Salih⁵. Les avions du régime ont commencé à bombarder la ville. De nombreuses familles, dont la mienne, ont fui. Moi j'ai refusé de partir. J'ai intégré une équipe médicale. En faisant cela, j'allais à l'encontre des traditions : une jeune fille doit rester chez ses parents. Je suis d'un milieu conservateur et religieux. Mais j'ai insisté pour rester à l'hôpital Dar al-Chifa', dans le quartier de Chaar⁶.

L'hôpital était sur la ligne de front, des combats se déroulaient aux alentours. Les balles perdues sifflaient jusque dans la salle des urgences où je me trouvais en permanence. Le régime tentait de reprendre le contrôle de la zone. Malgré les affrontements, de nombreux bénévoles, femmes et hommes, nous ont rejoints. Il n'était plus possible de se déplacer ; je dormais à Dar al-Chifa'. Après chaque bombardement, des corps déchiquetés y étaient transportés. À cause du nombre de cadavres et de blessés, il était devenu difficile de circuler dans les couloirs du bâtiment. Il fallait enjamber des corps pour se frayer un chemin. Je retournais chez mes parents une fois par semaine. Je me lavais et revenais immédiatement à l'hôpital.

Puis les pilonnages se sont intensifiés. Les massacres sont devenus quotidiens. On a dû disposer les corps sur le trottoir en face de l'hôpital. J'ai pris des photos des cadavres non identifiés. Je les ai conservées. Nous les enterrions et prenions soin de consigner le nom du lieu en marge de chaque photo pour que les familles puissent retrouver les tombes de leurs

enfants au cas où elles viendraient les chercher. Nous faisions des prouesses, en particulier avec les cadavres déchiétés. Nous essayions de leur redonner une apparence digne avant de les rendre à leurs proches. Nous recousions les membres sectionnés pour redonner forme humaine aux corps. La première fois que j'ai recousu de la chair humaine, c'était un homme de quatre-vingts ans. Ses intestins étaient à l'extérieur de son abdomen. Le médecin a décidé de ne pas le remettre à sa famille dans cet état. Encore aujourd'hui je suis incapable de décrire ce que j'ai ressenti. Aucun mot ne peut exprimer ce qui s'est passé. Des images de la scène me reviennent sans cesse. À ce moment-là, je n'avais qu'une idée en tête : aider les gens et leur porter secours. Lorsqu'on nous apportait des corps d'enfants décapités, j'étais prise de tremblements. J'arrivais à tenir la journée, mais le soir je me mettais à pleurer, cela durait toute la nuit. Je ne dormais plus.

Nous étions constamment sur le qui-vive à cause des bombardements continuels et des massacres. Nous avons organisé des rotations pour dormir un peu à l'hôpital.

L'hôpital comptait de sept étages. Il a été complètement détruit par les bombardements. Il ne nous restait plus que le premier niveau. Fin 2012, un pilonnage sans précédent a détruit ce qui restait du bâtiment. Mon amie Bouchra Chaykho a été tuée, avec beaucoup d'autres membres du personnel. Elle était volontaire comme moi. Le hasard a voulu que je survive. J'étais sur la ligne de front. J'ai vu l'avion qui a largué les bombes thermobariques. Trente-quatre personnes ont été tuées ce jour-là. Pendant quatre jours, nous avons extrait les cadavres des décombres et j'ai retiré de mes propres mains ceux de mes amis.

L'hôpital était devenu pour nous une nouvelle maison. L'équipe formait une famille. Tous ses membres ont été tués. J'étais en état de choc. Je pleurais tout le temps. Je ne savais plus quoi faire. Lorsque j'avais pris la décision de participer aux manifestations, je n'avais pas imaginé un instant que nous finirions par vivre des tueries quotidiennes.

Malgré tout, j'ai continué à travailler. De nouveaux volontaires nous ont rejoints. Nous étions à pied d'œuvre vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Vraiment, on ne faisait que ramasser des cadavres déchiquetés, enterrer des morts, soigner des blessés. « Liberté » et « dignité », les mots d'ordre que nous avions scandés lors des manifestations pacifiques, sont devenus bien faibles face aux bombardements. J'étais épuisée par le travail. Un jour, on nous a amené un blessé, un homme du régime. Il était originaire de Nabk⁷. J'ai pris soin de lui. J'ai fait en sorte qu'il contacte sa famille. Je ne ressentais aucune haine, mais des combattants l'ont emporté. Je m'occupais de tous les blessés sans distinction. Des gens se sont mis à exprimer leur ressentiment non seulement à l'égard du régime, mais également à l'égard de l'Armée libre parce que leurs enfants étaient tués, leurs maisons détruites. L'Armée libre est rentrée dans leurs quartiers et les a chassés. J'ai fait mon possible pour leur venir en aide. Ils étaient misérables, ils avaient tout perdu.

J'ai été transférée dans un autre hôpital dans le quartier de Hollok⁸ sur la ligne de front. Les combats entre les deux parties y étaient très violents. Ils ont fini par s'étendre. Je suis restée là jusqu'en mai 2013. J'étais obligée de me déplacer d'un hôpital à l'autre en fonction des besoins. J'ai continué comme cela jusqu'à ce que j'apprenne que j'étais acceptée à l'université d'Alep en master de sciences de l'éducation et de psychologie. J'ai pris la décision de me rendre dans la région contrôlée par le régime⁹. J'y suis allée par Mucharqa, le seul point de passage entre les zones contrôlées par le régime et les groupes armés de l'opposition. C'était dangereux, mais je voulais absolument m'inscrire à l'université pour poursuivre mes études. Je me suis donc rendue dans la zone contrôlée par le régime. Arrivée là-bas, j'ai rempli les papiers exigés et j'ai entrepris de retourner travailler à l'hôpital. La guerre faisait rage, mais d'une certaine façon la vie continuait à Alep.

Sur le chemin de retour vers l'hôpital, je n'avais plus qu'une rue à prendre pour atteindre le dernier barrage du régime et passer dans la zone contrôlée par l'opposition.

Je suis voilée, mais normalement je ne porte qu'un foulard. Ce jour-là, j'ai revêtu le niqab pour qu'on ne me reconnaisse pas. J'avais peur que la Sûreté ait eu vent de mes activités. Le barrage était tenu par des femmes et des hommes. Mon accoutrement a attiré leur attention. Ils m'ont arrêtée. Ils

croyaient que je cachais une ceinture d'explosifs. C'était le 30 octobre 2013. Les femmes qui se trouvaient là collaboraient avec eux. Je pensais qu'elles feraient preuve de compassion à mon égard. Bien au contraire, elles m'ont battue sauvagement. Les hommes les ont rejointes et ont écrasé leurs mégots sur mon corps en disant que j'étais une terroriste. Un bâtiment composé d'une grande pièce se trouvait à côté du barrage. Ils m'ont fait rentrer dedans. Ils m'ont annoncé qu'ils allaient me violer les uns après les autres. L'un m'a frappée, l'autre m'a donné des coups de pied, un troisième a déchiré mes habits. Et un quatrième m'a violée. J'étais nue, il me pinçait violemment toutes les parties du corps, surtout entre les cuisses. C'était un sadique que mes cris faisaient jouir, il m'a presque étranglée. Ça a duré toute la nuit. Ils ne m'ont jamais autorisée à parler. Puis ils m'ont transférée dans une branche de la Sûreté. Pendant toute la durée du trajet, leurs mains étaient sur moi. Ils manipulaient violemment et cruellement mon corps. Ils étaient particulièrement concentrés sur ce qu'il y a entre mes jambes. Je me mordais la lèvre et je me contractais, contractais. J'essayais de me replier sur moi-même. J'aurais voulu disparaître ! Ils n'ont cessé qu'une fois arrivés à la porte des locaux de la Sûreté. Je ne peux pas décrire mes sentiments encore aujourd'hui. Ils m'ont violée de la pire manière qui soit. Ce n'étaient pas des hommes de la Sûreté, mais des *chabbiha*, des femmes et des hommes ensemble. Devant moi ils ont reçu de l'argent des agents de la Sûreté militaire de Halab Jdida¹⁰. C'était leur récompense pour m'avoir attrapée.

Là-bas, on m'a bandé les yeux et fait descendre plusieurs étages sous terre pour me conduire dans une petite pièce où se trouvaient dix femmes qui avaient la gale et des poux. On ne nous autorisait à aller aux toilettes qu'une seule fois par jour. Le plus dur c'était l'odeur du tissu avec lequel ils m'avaient couvert les yeux. Une odeur de sang, putride et suffocante.

Ils voulaient savoir les noms des personnes qui travaillaient à l'hôpital, ceux des médecins et des infirmières. Ils voulaient que je collabore avec eux. Je refusais. Ils ont continué à me torturer.

Ils suspendaient des hommes devant nous comme des bêtes à l'abattoir, des hommes mourants le corps couvert de plaies béantes, en sang, méconnaissables. L'un d'eux était cagoulé. En revenant d'une séance de

torture, je suis passée devant lui et il a sans doute senti la présence d'une jeune femme. Il a murmuré : « Souhaite-moi bonne chance ! » Le geôlier l'a entendu. Nous avons été punis ensemble. Ils m'ont fait entrer dans une roue, j'avais la tête entre les genoux, ils m'ont violemment battue avec des câbles en plastique et en cuivre. J'aurais voulu mourir. Ils m'ont dit que la mort serait douce en comparaison, un « vrai rêve ».

Un jour, ils ont amené un jeune homme. L'enquêteur m'a mise devant lui et lui a dit : « Cette fille fait partie de votre camp. Si tu n'avoues pas, on la viole devant toi. » Il a tout avoué. Ils ont procédé de la même manière avec d'autres. Ils savaient que je travaillais à l'hôpital. Une femme d'Alep m'avait dénoncée. Ils m'ont utilisée pour soutirer des aveux aux prisonniers en les menaçant de me violer. À chaque fois, terrifiée, je me mettais à trembler.

Un jour, j'ai refusé de coopérer. Ils ont fait venir un jeune homme de l'Armée libre. Ils tenaient ma tête pour m'obliger à le regarder. J'aurais voulu ne pas voir. Il était nu. Le bourreau m'a frappée avec un fouet en disant : « Si tu ne regardes pas, je te viole. » Et j'ai donc regardé le jeune homme se faire violer. Ils m'obligeaient à fixer son visage. J'ai vu des prisonniers sombrer dans la folie. L'un d'eux était médecin. Ils l'ont torturé à l'électricité au point de le rendre fou. Un autre a perdu le contrôle de son corps, il s'est mis à déféquer et à uriner sur lui.

Une prisonnière a essayé de se suicider en s'étranglant avec son voile. Elle serrait le tissu autour de son cou comme une folle. Elle avait été arrêtée avec sa mère. Ils lui avaient promis de la libérer, mais pas sa mère, car ses enfants étaient soupçonnés d'avoir rejoint l'Armée libre. En échange de sa libération, ils exigeaient que ses fils se rendent.

Je suis restée dans la prison d'Alep un mois. Puis ils m'ont transférée dans de nombreuses branches : dans celle de la Sûreté de Hama où j'ai subi la torture et les pires sévices, puis dans les locaux de la police militaire de Homs où ils m'ont mise dans une cellule avec des prisonnières de droit commun : des femmes accusées de meurtre, des voleuses, des prostituées.

Ils m'ont conduite à Chaayrat¹¹ et de là ils m'ont transférée à l'aéroport de Mezzé à Damas. Avec moi, il n'y avait qu'une seule femme et des prisonniers entièrement nus enchaînés les uns aux autres, battus continuellement.

Ils m'ont transférée dans un bâtiment de la Sûreté de Damas et m'ont fait descendre plusieurs étages en sous-sol. Quand j'ai su que j'étais à la branche Palestine¹², je me suis dit que j'allais mourir. Je savais ce qui se passait là. On ne pouvait s'en sortir que par miracle.

La cellule où j'étais ne faisait que deux mètres sur un. Nous étions entassées les unes sur les autres. On s'asseyait, se tenait debout et s'allongeait à tour de rôle. Notre nourriture était pleine de rognures d'ongles et de touffes de cheveux. Nous n'avions ni lumière ni air pour respirer. Je suis tombée malade et j'ai perdu connaissance pendant plusieurs jours. Les filles ont frappé à la porte pour demander que quelqu'un vienne me secourir. Le geôlier est venu pour dire : « Quand elle meurt, dites-le-nous pour qu'on la jette à la poubelle. » Ils nous laissaient faire nos besoins dans nos habits. Ils ne nous autorisaient pas à sortir. Nous avions la diarrhée continuellement. Mais le pire c'était le moment des règles. Nous n'avions pas de serviettes hygiéniques. À la place, nous découpons des morceaux de nos habits. Ils nous faisaient boire un mélange d'eau et de camphre qui provoquait des hémorragies.

Un jour, ils ont amené une prisonnière de Deraa. Nous ne savions pas qu'elle avait été violée et qu'elle était enceinte. Elle nous le cachait. Nous pensions qu'elle était malade. Elle n'arrêtait pas de vomir. Elle a fini par nous dire qu'elle avait été violée dans les locaux de la branche 215 de la Sûreté. Elle était enceinte de trois mois. Elle se frappait violemment le ventre pour avorter. Elle a fini par avoir une hémorragie. Elle est tombée par terre, elle ne bougeait plus. Le geôlier a fait venir une prisonnière d'une autre cellule, une sage-femme. Une caméra nous filmait en permanence. C'était terrible, tellement avilissant qu'elle soit observée dans cet état, nue. Nous avons mis une couverture sur elle et nous nous sommes mises debout devant la caméra pour qu'on ne la voie pas. Nous étions vingt. Elle a fait une fausse couche devant nous en hurlant et en pleurant. Ils ne lui ont rien

donné, ni aspirine, ni quoi que ce soit pour se nettoyer ensuite.

Les interrogatoires accompagnés de sévices étaient permanents. J'ai failli perdre l'esprit à force de voir des hommes se faire torturer devant nous. Nous avons cessé de nous alimenter. Ils ont appris que j'étais à l'origine de cette grève de la faim. Ils m'ont alors isolée dans une cellule individuelle. Pour la première fois, j'ai vu des poux marcher sur le sol. Ils se nourrissaient de mon sang. À l'isolement, l'odeur d'excrément était absolument insoutenable. Juste en face il y avait des hommes dont les corps dégageaient une odeur suffocante à cause de leurs plaies gangrenées. Les geôliers portaient des masques. Un jour, j'ai compris qu'un prisonnier venait de mourir sous la torture parce que j'ai entendu un craquement lorsque son crâne s'est fracturé, puis son dernier râle. L'enquêteur avait fracassé sa tête contre la porte en fer de ma cellule. Son sang a coulé sous la porte. Ils frappaient le crâne des prisonniers contre les cloisons des couloirs, contre les portes en métal. Les murs étaient couverts de sang.

Je faisais des crises d'épilepsie. De ma cellule je distinguais le souffle des gardiens et des enquêteurs, fatigués à force de torturer à mort des prisonniers. Le soir, leur devoir accompli, l'un d'eux disait : « Virez-les, ceux-là sont finis. » À chaque fois j'étais alors prise de tremblements.

Le jour de l'anniversaire de la révolution¹³, les geôliers ont organisé une cérémonie particulièrement cruelle. Ils ont déshabillé les détenus et les ont alignés le long des couloirs. Puis ils se sont jetés sur eux et les ont tabassés en leur disant : « Prenez ça, en souvenir de votre révolution ! »

Cinq mois plus tard, ils m'ont transférée à la prison d'Adra. J'y suis restée cinq mois. C'était moins dur qu'à l'unité Palestine. Le jour des élections présidentielles, on nous a ordonné de voter pour Bachar al-Assad¹⁴. J'ai refusé. Ils m'ont mise à l'isolement pour me punir.

Je suis sortie de prison grâce à un pot-de-vin versé par un avocat engagé par mes parents. Avec l'argent tout devient possible. J'étais détruite psychologiquement et physiquement. En prison, j'étais privée de

médicaments. J'ai souffert d'un goitre et d'un gonflement du sein droit. J'ai eu des problèmes pour uriner, une infection gynécologique. Pendant toute la durée de mon emprisonnement, je n'ai plus eu mes règles. Après ma libération, je me suis soignée. Mes règles sont revenues, mais je suis restée anémiée et amaigrie.

Je suis retournée à Alep et j'ai habité dans le quartier de Chaar. Malgré la pression de mes parents qui voulaient que je quitte la ville, j'ai refusé. En 2015, j'ai commencé à travailler comme coordinatrice sur le terrain pour une association. Je distribuais de la nourriture et des médicaments aux femmes et aux enfants. Les bombardements s'intensifiaient de jour en jour. J'allais aider à l'hôpital en cas d'urgence et j'enseignais également aux enfants dans une école alternative. Les bombardements faisaient partie de notre quotidien. L'armée du régime gagnait chaque jour du terrain dans notre direction. Nous savions que nous allions être encerclés. Mes parents étaient assiégés par l'État islamique dans un village situé près de la ville de Bab¹⁵. Ils ont pris la fuite et sont revenus à Alep, mais pas dans notre maison qui avait été détruite. Tout notre quartier était en ruine et vidé de sa population.

Une de mes amies a rejoint l'État islamique. Elle a essayé d'entrer en contact avec moi pour me convaincre de m'enrôler. Ce geste m'a choquée. J'ai préféré ne rien dire. Elle croyait que Daech nous vengerait du régime. Je n'étais pas d'accord. Pour moi l'un et l'autre étaient tout autant nos ennemis.

Je me suis installée dans une maison avec une autre amie. Nous avons dû faire face à une forte pression sociale, car nous étions deux jeunes femmes vivant seules. Nous étions souvent pointées du doigt en tant que femmes. À l'hôpital, un médecin, qui arborait une longue barbe, a ouvertement critiqué notre présence comme volontaires, disant que notre place était à la maison, qu'il était inacceptable que des femmes et des hommes travaillent ensemble dans un même lieu. Les autres médecins ont pris notre défense et nous ont soutenues. Nous faisions tout comme les hommes, mais ne portions pas d'armes. Nous avons pris l'initiative de rejoindre en voiture la ligne de front pour venir en aide aux blessés et leur donner des premiers soins. Les combattants ont refusé que nous restions. Nous étions sept volontaires

féminines à pied d'œuvre jour et nuit. Mais au bout d'un moment je me suis retrouvée toute seule.

Avec mon amie, nous subissions souvent des brimades. Les hommes de Jabhat al-Nusra nous arrêtaient aux barrages parce que je portais des jeans. Et pourtant j'étais voilée. Ils auraient voulu que je m'habille tout en noir, que je sois en niqab, ce que je refusais. Ils nous harcelaient parce que nous conduisions des voitures, sous prétexte que c'était *haram*. C'était la première fois que nous entendions une chose pareille en Syrie. Ils ont essayé de déchirer le drapeau¹⁶ de la révolution en disant que c'était un symbole de mécréant. Ils voulaient à la place hisser le drapeau noir avec l'inscription « Il n'y a de dieu que Dieu ». On a refusé. Une fois j'ai lancé à l'un d'eux : « Ce drapeau est le drapeau de mon pays et j'ai payé de mon sang pour le hisser. Et d'ailleurs, où étiez-vous lorsque nous l'avons brandi ? »

Au début de la révolution, les femmes se sont massivement engagées dans le mouvement. Nous étions plusieurs jeunes filles à avoir gagné notre indépendance. J'ai vécu seule tout en travaillant. Ma vie a pris un nouveau cours. J'étais contre les armes, mais je connais beaucoup de femmes qui les ont portées. Plus tard, les choses ont changé lorsque les groupes armés ont pris le contrôle.

Le siège d'Alep a commencé à la fin du mois de mai 2016 et dans la même période les bombardements se sont intensifiés. Ce sont les pires moments de ma vie pendant la guerre. Les gens avaient faim et je ne pouvais rien faire pour eux. Je n'oublierai jamais le visage d'une femme âgée de soixante-dix ans qui m'a arrêtée pour me supplier de lui donner à manger. Avec ses quatre filles, elle n'avait rien avalé depuis deux jours. J'en suis venue à espérer que nous mourions tous pour que ces souffrances cessent. Les enfants cherchaient de la nourriture dans les conteneurs de poubelles vides.

J'ai transformé un abri en unité de soins. Dans la seconde moitié de 2016, de nombreuses personnes sont mortes et les amputations ont augmenté parce que nous n'avions plus le matériel médical de base. En

l'absence d'électricité, nous opérons à la lumière des téléphones portables. Comme nous n'avions plus d'eau, nous ne pouvions pas laver le sang incrusté dans le sol. L'odeur était insoutenable. Nous stérilisons les instruments chirurgicaux à la flamme.

Pendant le siège, les bombardements ont changé de nature. Les bombes provoquaient des ondes de choc comme un tremblement de terre. Le sol vibrait autour de nous, même lorsque nous étions éloignés du point d'impact. Dans les bombes-barils qu'ils larguaient sur nous, ils ont ajouté du chlore. Le nombre des blessés a augmenté. Lorsque je respirais les émanations de chlore, mes yeux se mettaient à pleurer et à rougir, ma peau également. Après chaque bombardement, je me grattais pendant plusieurs jours. Au début, la prise d'oxygène permettait de se rétablir, mais nous n'en avons plus eu ensuite. Quant à la nourriture, elle a disparu. Il restait un peu de boulgour et de lentilles, mais nous n'avions plus de gaz ni de mazout pour le cuisiner. Les gens brûlaient leurs habits pour cuire du boulgour. Un homme appelé Abou Abdou a entrepris d'extraire du mazout à partir de matières plastiques, en très petites quantités. Il est finalement mort lors de l'une de ces tentatives. On me donnait du persil que je mangeais avec du sel, sans huile, car nous n'en avions plus. Aux alentours d'octobre, novembre, les gens étaient à bout. Je les voyais dans la rue, visage pâle et traits tirés, errant comme des fantômes. Les enfants souffraient d'anémie et de malnutrition, les jeunes mères n'avaient plus de lait pour nourrir leurs bébés parce qu'elles ne mangeaient pas. Un jour, ils ont transporté un homme à l'hôpital, les côtes apparentes, un vrai squelette. Il est mort de faim.

L'appartement que je partageais avec une amie se trouvait dans le quartier de Chaar. Le régime avait pris le contrôle de Sakhour et de Masakin Hanano¹⁷. J'étais si terrifiée que je n'en dormais plus. J'avais peur d'être une nouvelle fois emprisonnée. Je préférais encore mourir sous les bombes. Les immeubles autour de nous étaient détruits. Celui dans lequel nous vivions l'était à moitié. J'avais avec moi un talkie-walkie jour et nuit pour rester en liaison avec la Défense civile¹⁸ et les secours. Je suivais le mouvement des avions et des bombardements. J'étais à bout, à cause de la faim, des décès, des obus qui pleuvaient. Et de cette mort que j'espérais et qui ne venait pas. Des fragments d'obus passaient par les fenêtres, mais je

ne bougeais plus de mon lit. J'écoutais de la musique en mettant le volume au maximum pour m'abstraire de ce qui se passait. J'aurais voulu une mort rapide, je détestais devoir l'attendre. C'est pour cela que je mettais la musique à fond lorsque je rentrais chez moi. C'était devenu une habitude.

Chaque fois qu'un quartier était repris par le régime, ses habitants le quittaient : des masses humaines se déplaçaient d'un faubourg à l'autre, transportant avec elles de la nourriture uniquement. En une seule semaine, j'ai successivement logé dans trois lieux différents. Au fur et à mesure de la progression de l'armée, je reculai en suivant le mouvement massif de la population d'Alep. Nous fuyions sous les bombes l'avancée des forces du régime.

Le dernier jour, avant mon départ définitif d'Alep, j'ai voulu faire parvenir à un groupe de familles affamées de l'aide alimentaire. J'ai dû courir pour traverser une zone où un sniper était embusqué. En passant j'ai vu une voiture en flammes atteinte par un tir d'obus. À l'intérieur, des corps brûlaient. Je ne me suis pas arrêtée pour leur porter secours. Ils étaient morts de toutes les façons. Et je savais que des enfants affamés m'attendaient. Au moment d'arriver à l'endroit où les familles se trouvaient, juste avant que je ne leur donne la nourriture, une bombe a explosé. Pendant dix minutes je n'ai rien pu voir si ce n'est de la poussière noire. Puis, peu à peu j'ai distingué des choses autour de moi ; des cadavres et des morceaux de chair. Encore une fois j'avais survécu. Et je me suis dit : « Je m'en suis sortie ! Quel malheur ! » Je n'oublierai pas cette journée. Il m'a fallu trois quarts d'heure pour trouver une voiture avant de transporter les nombreux blessés. Certains sont morts devant moi et je ne pouvais rien faire pour les secourir. Ils faisaient partie des familles que je venais voir. En un court instant, ils se sont transformés en morceaux de chair éparpillés. Cela s'est passé dans le quartier d'Aghiour¹⁹ en novembre 2016.

Généralement un violent bombardement précédait l'arrivée des soldats du régime. Ils brûlaient et détruisaient tout et ensuite ils entraient. Je savais qu'ils allaient reprendre le contrôle d'Aghiour. Nous sommes partis vers Zabdiya²⁰. Les gens se sont tous rassemblés là-bas, c'était la dernière étape avant la sortie d'Alep et la reprise complète de la ville par l'armée.

Nous sommes restés un mois dans des abris. Nous n'avions pas d'Internet, ni d'eau non plus. J'étais si sale que j'en pleurais. Je ne me suis pas lavée pendant tout un mois. Il y avait un puits. Chaque famille avait droit à un seau d'eau et un plat de boulgour bouilli par jour dans le meilleur des cas. Certaines restaient sans manger deux, parfois trois jours. Et pourtant les gens faisaient leur possible pour s'entraider. Les bombardements redoublaient de violence et nous attendions la mort. Encore aujourd'hui je me demande comment je suis restée en vie. Des dizaines de fois je suis sortie saine et sauve des décombres et j'ai dû en extraire les cadavres de mes amis. J'étais perdue.

Au tout début de la révolution, avec un groupe de jeunes gens, nous avons créé le « Rassemblement des révolutionnaires d'Alep ». Nous nous sommes réunis pour prendre nos responsabilités vis-à-vis des civils qui étaient restés neutres, qui n'avaient rien à voir avec ce qui se passait. Nous avons décidé d'aller voir les brigades armées pour leur dire que les gens voulaient sortir et vivre, qu'il fallait sauver les survivants. Deux personnes de notre groupe ont rencontré les Brigades al-Zanki²¹ et les Ahrar al-Cham²². Par la suite, un arrangement international a été mis en place pour nous évacuer. Il fallait faire sortir les civils, car la situation était bien pire que dans les autres régions assiégées. Nous n'avions plus aucun point de passage et dans la zone où nous nous trouvions il n'y a pas de terres agricoles. Les gens étaient réellement sur le point de mourir de faim, en plus des bombardements. La ville était vide, nous étions tous regroupés dans un espace rétréci, prêts à passer à l'abattoir. Un accord international a été signé pour évacuer les civils. Nous attendions que les bus verts viennent nous chercher, mais les ambulances les ont précédés pour évacuer les blessés. Des bulldozers sont arrivés pour détruire les remblais de terre et permettre aux secours de passer. Avec eux il y avait des miliciens iraniens qui ont tiré sur les véhicules de la Défense civile. Des amis à moi ont été blessés. Les tractations ont été suspendues pendant deux jours. Et finalement des convois se sont formés pour sortir. Ce jour-là a été appelé le « jour de la chute d'Alep. »²³

Les gens n'arrivaient pas à croire qu'ils allaient vivre finalement. Ça les rendait fous. Beaucoup ont brûlé leur maison avant de partir. J'étais à

l'hôpital. Je ne suis pas sortie avec les premiers convois. Je suis restée pour aider les blessés. Je prenais soin d'un ami de la Défense civile qui avait été atteint par une balle. Je suis partie avec lui en ambulance. Je ne suis pas montée dans un bus vert avec les autres. À un barrage contrôlé par des soldats russes, j'ai eu peur d'être arrêtée. Ils ont confisqué l'ambulance, mais nous ont laissés passer. La moitié des gens évacués dans les bus étaient blessés.

Arrivée à l'hôpital, j'ai laissé mon ami avec sa femme et je suis partie en direction de la frontière turque. Je savais que j'avais définitivement quitté Alep et que je n'y retournerais pas. J'ai pleuré comme je n'ai jamais pleuré depuis 2011.

Maintenant j'habite au Canada. Je n'avais jamais imaginé que je serais un jour réfugiée dans un pays étranger. Je continue de penser à Alep. Je suis arrivée à la conviction qu'il n'existe pas de justice humaine. Nous ne demandions pas grand-chose, un peu de dignité, de liberté et de justice. En retour, nous avons été exterminés et notre ville a été détruite.

[1.](#) Originaire de Deraa, Hamza al-Khatib est âgé de 13 ans lorsqu'il est arrêté le 29 avril 2011 à un barrage de la Sûreté militaire. Son corps affreusement torturé, la nuque brisée et les organes génitaux mutilés, est rendu un mois plus tard à sa famille. Il devient alors un des symboles de la révolution.

[2.](#) *Azâdeh* signifie « liberté » en kurde. Son emploi avec le terme *huriyya* (« liberté » en arabe) par les manifestants constitue une forme de reconnaissance de la légitimité des revendications des Kurdes à plus de liberté et dans le même temps le refus des divisions ethniques, la volonté de préserver l'unité nationale.

[3.](#) Étudiant de l'institut d'ingénieurs de l'université d'Alep, il est tué par les forces de sécurité près de la mosquée Saad. Filmée, sa mort suscite une grande émotion parmi les étudiants de la ville.

[4.](#) Le 29 janvier 2013, 147 cadavres ont été trouvés dans la rivière Quweiq qui traverse le quartier Bustan al-Qasr d'Alep.

[5.](#) Né en 1979, Abd al-Qadir Sali a participé à la formation de Liwa' al-Tawhid, une des unités de l'Armée libre. Il a été tué lors d'un raid aérien de l'armée du régime le 14 novembre 2013.

[6.](#) Quartier situé dans la zone est de la ville d'Alep contrôlée par les groupes armés de l'opposition à partir de fin 2012.

[7.](#) Petite ville au nord de Damas.

[8.](#) Quartier dans le nord d'Alep.

[9.](#) En mai 2013, la zone rebelle comprend les quartiers est et sud de la ville. L'université d'Alep se trouve, elle, dans la zone contrôlée par l'armée du régime.

[10.](#) Quartier au sud-ouest d'Alep.

[11.](#) Base aérienne située à Homs.

[12.](#) Branche des services de renseignement, également appelée unité 235, connue pour être un centre de torture particulièrement violent.

[13.](#) Le 15 mars 2011.

[14.](#) Sur ces élections, cf. page 68 note 1.

[15.](#) Ville située à environ 30 kilomètres au nord-est d'Alep.

[16.](#) Sur la « guerre des drapeaux » entre groupes djihadistes et activistes civils, cf. page 83 note 1.

[17.](#) Quartiers situés au nord-est d'Alep repris par l'armée du régime en novembre 2016.

[18.](#) La Défense civile (*al-difa' al-madani*) est une organisation humanitaire de protection civile créée en 2013. Ses membres sont couramment désignés sous le nom de casques blancs. Elle est surtout présente dans les zones tenues par les rebelles.

[19.](#) Quartier du centre d'Alep à proximité de la citadelle.

[20.](#) Quartier situé au sud-est d'Alep.

[21.](#) Les Brigades de Nour al-Din al-Zanki sont créées à la fin de 2011. Elles

constituent l'une des factions armées les plus influentes dans les quartiers d'Alep contrôlés par les rebelles.

[22](#). Groupe rebelle salafiste apparu dès 2011 et actif dans différents gouvernorats jusqu'en 2018.

[23](#). Le 22 décembre 2016.

Douha Achour

Je m'appelle Douha Achour, j'ai 52 ans. Quand la révolution a commencé, j'étais journaliste. J'ai écrit sur des sujets variés : les femmes et la révolution, les événements et les transformations de la vie en Syrie, le service militaire obligatoire, les Kurdes, la guerre en Syrie et la question confessionnelle.

J'ai été membre du Parti de l'action communiste¹. J'occupais un poste de direction au sein du comité consultatif de ce parti qui prônait la chute du régime. En 1981, lors de notre premier congrès, nous avons renoncé momentanément au slogan qui réclamait la chute du régime pour le remplacer par un appel à la fin de la dictature. J'avais des divergences avec les camarades du parti : eux voulaient une révolution politique, alors que notre objectif était social au sens « marxiste » du terme, à savoir un changement dans les rapports économiques, dans le mode de production et dans la répartition des richesses, pour mettre un terme à l'exploitation entre les classes sociales. Au début des années 1980, nous faisons paraître plusieurs périodiques : *Le Prolétaire*, un bulletin interne rédigé entièrement par les membres du parti, *Le Drapeau rouge*, un mensuel politique, et *Le Communiste*, une revue d'analyse.

En 1982, une campagne contre notre parti a débuté. À partir de 1987, j'ai été contrainte de me cacher. Des camarades, des amis et des sympathisants avaient été arrêtés. Le simple fait de lire nos publications et nos journaux pouvait vous envoyer en prison.

J'ai changé de nom et me suis fait fabriquer une fausse carte d'identité. Pour gagner ma vie, j'ai travaillé dans un atelier de couture et donné des cours particuliers à domicile. L'expérience de la clandestinité et mon séjour dans les quartiers populaires et les bidonvilles m'ont permis de découvrir la réalité syrienne. Avec une amie, également clandestine, j'ai habité dans des

petites chambres insalubres sous les toits. Quand les arrestations de nos camarades ont commencé, nous avons coupé les liens avec le parti. Le groupe auquel j'appartenais avec d'autres femmes s'est dispersé et nous sommes toutes entrées en clandestinité. Mais nous continuions à nous réunir pour lire, poursuivre nos activités et débattre. Nos réunions secrètes se tenaient à chaque fois dans un endroit différent. Dans l'atelier de couture, je travaillais treize heures par jour pour un salaire de misère. Personne ne nous rendait visite dans la chambre que nous habitions et dont nous ne révélions jamais l'adresse.

J'ai fait mon possible pour respecter les traditions des quartiers populaires et leurs normes vestimentaires. Nous ne recevions jamais d'hommes chez nous. Cependant, même si toutes les femmes du quartier étaient voilées, nous ne mettions pas le *hijab*. Un soir, mon amie a oublié de bien fermer la porte. Un bruit m'a réveillée en pleine nuit. Un intrus tentait de la violer. Elle restait muette. J'ai hurlé et les gens ont accouru. Cette tentative de viol démontre combien il est difficile pour les femmes de vivre seules dans les quartiers populaires et pauvres. D'autres incidents similaires se sont produits. La situation est différente dans les quartiers plus riches, où le niveau d'éducation est plus élevé. Pour être en sécurité, nous devons dissimuler nos corps et jusqu'à notre existence. Ces incidents m'ont révoltée et ma tristesse a redoublé : comme femme politisée et militante dans un parti clandestin, j'étais traquée... ma situation matérielle et sociale était désastreuse... ma liberté personnelle nulle... J'étais coupée de ma famille et de mes proches, car ils étaient eux aussi surveillés. Mes trois frères étaient incarcérés par la Sûreté parce que, comme moi, ils adhéraient au Parti de l'action communiste.

J'ai commencé à travailler à dix-huit ans, après le bac, pour aider ma famille dans le besoin. Avant d'être obligée de me cacher, je prenais soin de mes frères, ceux qui étaient en prison mais aussi les plus jeunes. Une fois dans la clandestinité, je n'ai plus été en mesure de m'occuper d'eux et de ma mère. En dépit de tout cela, j'étais satisfaite et épanouie, car je luttais pour la défense des valeurs démocratiques en Syrie. Cela dit, quelques années plus tard, alors que j'étais en prison, j'ai écrit une lettre à ma fille où je lui avouais mon désarroi et ma colère d'avoir œuvré et milité pour changer la société, en sacrifiant ma vie personnelle ainsi que ma liberté.

Quand j'étais jeune, j'ai souffert – en tant que fille – de la surveillance de

ma famille. Même si j'étais financièrement indépendante, mon oncle maternel me suivait tout le temps quand j'allais à l'université. Il voulait savoir si je rencontrais des hommes. Et pourtant mon existence était tout entière centrée sur le travail. J'étais sérieuse au point de ne pas trouver le temps de m'occuper de moi ni, à plus forte raison, d'avoir une relation avec un garçon.

Ma vie au sein des classes populaires et mes contacts avec l'élite et les intellectuels m'ont permis de mieux comprendre notre société. J'ai pris conscience des écarts entre les discours et leur mise en pratique. Nos camarades du parti menaient une vie familiale traditionnelle : chez eux ils se conduisaient en véritables phalocrates. Dans les cercles du parti, ils prênaient le contraire de ce qu'ils faisaient, et plus particulièrement pour tout ce qui touchait aux femmes et à leur liberté. Cet écart me révoltait, mais je n'ai pas quitté le parti, considérant que la vie était tissée de contradictions et que le changement se ferait graduellement.

Dans la clandestinité, les camarades nouaient entre eux des liens de solidarité et d'entraide extraordinaires. Quand nous étions sans domicile, nous prenions le bus du matin au soir. En pleine nuit, nous allions dormir chez l'une de nos connaissances. Et à l'aube nous quitions les lieux avant que les gens ne se réveillent. Parfois, nous étions si pauvres et traqués que nous n'avions pas même de quoi payer un ticket de bus. Malgré tout, nous gardions le moral et un esprit de camaraderie.

J'ai continué à lire et à me cultiver. Un jour, mon amie et moi avons dû quitter notre chambre parce que les services de renseignement l'avaient repérée. Nous avons rapidement loué une pièce ailleurs pour nous cacher. Cette chambre était meublée d'un petit canapé et rien d'autre, pas même des couvertures ou des draps. Il n'y avait rien pour se chauffer. Pour oublier le froid, on se recroquevillait sur le canapé, et on lisait à haute voix *Le Rouge et le Noir* de Stendhal.

J'ai vécu six ans dans la clandestinité. En 1993, j'ai fini par être arrêtée. Un ami m'avait dénoncée. J'ai paniqué, car je venais de me marier avec un camarade du parti, en secret pour ne pas le mettre en danger. J'étais enceinte de deux mois lorsque les hommes des Services ont débarqué. J'ai

résisté. Ils étaient en civil, j'ai crié dans la rue et appelé au secours, mais les gens qui se sont rassemblés autour de nous pour m'aider ont reculé, effrayés. J'ai deviné qu'ils allaient me conduire à la section de la Sûreté politique qui se trouve à Mayssat au centre de Damas. J'avais dérobé la carte qu'un des types brandissait pour faire reculer les gens. Je voulais comprendre ce qui m'arrivait. La trahison de mon ami me bouleversait. Au sein du parti, je m'étais occupée de lui et d'un groupe de militants qui avaient été récemment libérés. J'avais même demandé aux hommes de la Sûreté de le relâcher. Tel était mon devoir vis-à-vis de mon parti.

Mon arrestation était une victoire pour la Sûreté : j'étais la dernière personne recherchée du Parti de l'action communiste. Ils étaient tout sourires : après six ans de traque, ils étaient heureux d'avoir enfin accompli leur mission. Une fois arrivée dans les locaux de la section Mayssat, j'ai éprouvé une forme de soulagement à entendre l'enquêteur m'appeler par mon vrai nom, dont j'avais été privée durant six années. Même mon mari m'appelait Qamar parce que nous avions caché mon identité à ses parents. J'avais la clé de ma chambre et mon alliance dans ma poche. J'ai jeté la clé dans les toilettes et j'ai prétexté une crise d'asthme pour qu'on me permette de sortir sur le balcon : de là, je me suis débarrassée de mon alliance. J'avais peur qu'ils arrêtent mon mari qui avait déjà fait un séjour en prison. Je m'attendais à ce qu'ils me tabassent, mais ils ne l'ont pas fait, ils étaient juste satisfaits de leur exploit.

Il m'arrivait de vomir. J'étais inquiète de ce qui se passerait si ma grossesse devenait trop visible. Je ne voulais pas compromettre mon mari. Puis, je me suis reprise et j'ai décidé que rien au monde ne pourrait me faire flancher, même si on me torturait comme mes camarades. Cela dit, ils ne m'ont pas torturée. De mon côté, je n'ai pas cherché à les provoquer. Pourtant, mes camarades, eux, ont subi un supplice. L'un d'eux en est mort. Il s'appelait Moudar al-Joundi². J'échafaudais des plans pour m'épargner le pire. J'étais préoccupée par ma grossesse : devais-je me faire avorter ? Ou attendre, en cachant mon ventre, de savoir ce qu'ils feraient de moi ? Le chef de section de la Sûreté politique m'a dit qu'aucune force ne serait capable de faire tomber le régime éternel à ses yeux ! Puis ses hommes m'ont jetée dans une cellule minuscule et sale. Quand ils ont verrouillé la porte, j'ai cru mourir. Je me souviens d'avoir crié et tapé à la porte. Je suffoquais. J'avais le sentiment de me désintégrer, de n'être plus rien. C'est

à cet instant précis que j'ai réalisé ce qu'est la prison. Depuis, je ne peux plus dormir ou simplement rester dans une pièce fermée. À force de crier, le gardien est venu et m'a demandé pourquoi je hurlais. Sans réfléchir, je lui ai répondu : « La cellule est sale, je veux la laver ! » Il m'a apporté le nécessaire. Je l'ai nettoyée.

J'ai décidé de porter en permanence une longue veste pour cacher mon ventre. Lors de l'interrogatoire, j'ai compris qu'ils avaient entre les mains tous les documents du parti que j'avais rédigés. J'ai nié avoir adhéré à l'Action communiste en prétendant que j'étais simplement la secrétaire d'Abdelaziz al-Khayyer³, l'un de ses dirigeants les plus éminents. J'ai argumenté en disant qu'il s'agissait uniquement de textes littéraires et théoriques. J'ai eu affaire à deux enquêteurs : un premier qui m'a bien traitée et un second très vulgaire et violent. L'interrogatoire a duré toute une semaine. Ils m'ont privée de sommeil. Parfois je somnolais sur mon siège et me réveillais en sursaut. Trois mois plus tard, on m'a transférée à la prison civile de Douma.

Chaque branche des services de renseignement a ses méthodes. La section de la Sûreté politique procède comme la police. Une fois mon dossier clôturé, mon procès a débuté. Je ne mangeais pas, j'ai beaucoup maigri. Pendant trois mois, je ne me suis pas changée. Je souffrais d'abrasion cutanée, surtout entre les jambes et au ventre. Mon corps était comme usé. Tout en examinant ma peau infectée, je parlais à mon bébé. Je lui demandais de résister. Je tapotais mon ventre en disant : « Nous allons survivre, il faut tenir bon ! » Mais parfois, à cause de l'insalubrité de la cellule, je suffoquais au point de perdre conscience. Ils m'apportaient des serviettes hygiéniques dont je n'avais pas besoin. Je les déchirais et les jetais avec les restes de nourriture, pour que mes geôliers ne comprennent pas que j'étais enceinte. J'ai demandé à l'enquêteur qu'on m'apporte des vêtements, ce qui a été fait, mais mon corps dépérissait.

On m'a transférée au tribunal. Mon mari est venu me rendre visite. Lorsqu'ils ont découvert que j'étais mariée, les hommes de la Sûreté se sont mis en colère. Je leur ai répondu qu'ils ne m'avaient pas demandé ma situation maritale. J'ai gardé mon sang-froid, c'était ma façon de leur tenir tête. Dix minutes à peine après notre entrevue, ils ont commencé à torturer mon mari aux électrodes. Son supplice a duré trois jours. Puis, ils l'ont

libéré.

Pendant trois années consécutives, j'ai été interdite de visite. Mon mari et mes parents avaient uniquement l'autorisation de m'envoyer les affaires dont j'avais besoin.

À cause du froid, j'avais des contractions. J'ignorais beaucoup de choses concernant la grossesse. Avec stupeur et panique, j'ai entamé mon quatrième mois. Un jour, j'ai senti un frémissement dans mon ventre, comme un chatouillement. Le mouvement s'est répété. Je sentais un être dans mes entrailles, ainsi qu'une chaleur étrange. C'est à ce moment-là que je suis devenue une mère, que j'ai commencé à vouloir garder cet enfant à tout prix. J'ai décidé de le protéger, de changer mon mode de vie en veillant à ma santé et à ma nourriture. Je sentais une grande force en moi.

À la prison de Douma, il y avait une infirmerie. L'infirmier m'a examinée et m'a dit : « Vous êtes chétive et très pâle. » En effet, j'étais anémiée et j'avais une infection urinaire. Mais là, je pouvais respirer et voir le soleil. J'ai été autorisée à prendre un bain et à laver mes habits. Je me suis remise à manger. Nous avons le droit de rester dans la cour de la prison de 8 heures à 18 heures. J'allais mettre au monde un enfant entre les murs de la prison. J'étais effrayée et je culpabilisais de l'exposer à cette cruauté.

J'attendais le jugement, sachant d'avance qu'il serait purement formel, que les services de renseignement avaient déjà préparé leur verdict. Le tribunal exceptionnel formé spécialement pour les membres de notre parti dépendait des lois d'urgence en vigueur en Syrie depuis 1963. Dans les années 1980, des tribunaux similaires ont condamné les Frères musulmans à la peine capitale. Nos camarades ont, quant à eux, pris quinze ans de prison ferme. Chaque jour, une patrouille de la Sûreté politique me conduisait au tribunal, et avant de me ramener à la prison, elle me faisait passer au siège des services de renseignement. C'est là que tout se décidait, y compris les condamnations.

En prison, je me suis portée volontaire pour ranger la bibliothèque. Les prisonnières politiques n'avaient pas le droit de lire. Une détenue a

convaincu une femme juge de me laisser lire les *Lettres d'amour* de Rosa Luxemburg, ainsi qu'un livre sur la grossesse. À mon entrée en prison, un prunier en fleur a attiré mon attention. Il était planté devant la fenêtre de ma cellule. Il me ressemblait : comme lui, j'étais enracinée en captivité ; mes fruits et mes branches aspiraient à percer l'espace. Je lui disais : « Nous sommes tous deux prisonniers ! »

J'étais en révolte contre la situation qui m'était imposée, je voulais la changer. C'était la raison pour laquelle j'avais adhéré à un parti de l'opposition de gauche. En prison, j'ai réfléchi à ce que je devais faire. J'ai travaillé comme volontaire à la cuisine et à la bibliothèque, j'ai donné des leçons aux enfants des prisonnières et me suis occupée d'eux. Ils étaient une trentaine, surtout en été : ils restaient plusieurs mois avec leurs mères puis ressortaient. Un jour, je me suis évanouie dans la cour et j'ai perdu du sang, le bébé a arrêté de bouger, j'ai cru qu'il était mort. Mais il a survécu ! Le médecin qui m'a examinée a dit qu'il se recroquevillait étrangement, qu'il semblait effrayé. La date du terme était le 3 septembre 1993, mais l'accouchement a eu lieu plus tôt. Je travaillais à la cuisine quand j'ai commencé à perdre les eaux. Il fallait me transporter à l'hôpital, mais c'était un vendredi et le télégramme envoyé à la Sûreté est resté sans réponse. Parce que j'étais une prisonnière politique, les gardiens ont eu peur de me transférer sans autorisation. Ils risquaient des sanctions.

La prison de Douma est située à côté d'un dispensaire. On a fait venir une femme médecin qui a dit qu'il fallait me conduire à l'hôpital. De nombreux télégrammes ont été envoyés, mais personne ne répondait. Plusieurs femmes médecins m'ont examinée : toutes disaient qu'elles ne pouvaient pas me faire accoucher à l'intérieur de la prison et que je risquais de mourir. Malgré mon état comateux, je distinguais leurs paroles : « Elle va mourir », disaient-elles. Rien n'y faisait. Les prisonnières ont protesté en tapant sur les portes et en criant : « Elle est en train de mourir... Malheur à vous au jour du Jugement dernier... Elle est en train de mourir... » Elles frappaient également sur des casseroles. J'entendais leurs voix au loin.

Après six heures d'attente, un télégramme de la Sûreté a fini par arriver, autorisant mon transfert. À l'hôpital, j'ai accouché difficilement. J'ai vraiment cru mourir. Ma fille est née toute gonflée et très maigre parce que j'avais perdu une partie du liquide amniotique et qu'elle avait manqué de

nourriture. Quant à moi, j'ai été atteinte d'une infirmité chronique : l'opération que j'ai subie a affecté ma colonne vertébrale.

À l'hôpital, on m'a réveillée en me giflant. Quelqu'un criait : « Ne meurs pas... ne meurs pas. » J'avais perdu beaucoup de sang du fait d'une hémorragie. J'étais trop faible pour ouvrir les yeux. Les pleurs de ma fille ont fini par me faire revenir à moi. La police a ordonné que je retourne dans ma cellule dans les deux heures. J'ai mis au monde ma fille en prison. Je culpabilisais. Ses yeux étaient fermés, son visage étrange et terriblement maigre. Son corps gonflé était difforme. Quand les infirmières ont su que j'étais une détenue politique, elles ont eu peur de moi.

Je suis retournée en prison avec des vêtements ensanglantés. Mes codétenues avaient préparé une fête avec beaucoup de nourriture pour célébrer l'arrivée de ma fille Diana. Après l'accouchement, je n'ai pas pu bouger pendant longtemps. Je restais couchée sur le dos. J'étais dans un état d'effondrement psychique et physique avancé. Mes camarades du parti emprisonnées avec moi m'ont sauvé la vie.

Lorsque ma fille a atteint l'âge de quatorze mois, j'ai demandé à mon mari de la prendre avec lui. Toutes les deux semaines, elle passait une nuit avec moi puis retournait chez son père. Je suis sortie de prison en 1999, six ans après mon arrestation.

J'ai alors découvert que la Syrie était devenue une société de consommation. Hafez al-Assad avait promulgué la loi de l'investissement qui autorisait les opérations des sociétés privées. Le téléphone portable et Internet ont fait une apparition timide au début, avant de se répandre rapidement. La Syrie s'ouvrait au monde, mais cette ouverture était avant tout économique, l'objectif était de pousser les gens à consommer. Cela a provisoirement permis à la classe moyenne de rehausser son niveau de vie. Je me suis sentie étrangère dans ce monde qui ne respectait ni la science ni la culture. J'avais été coupée de la société syrienne pendant douze ans de vie clandestine et d'emprisonnement. Privée de mes droits civiques, je ne pouvais ni travailler ni aller à l'université. J'ai réalisé que les gens cherchaient à oublier le passé dont nous – les détenus – faisons partie. La société, en quelque sorte, nous tournait le dos. Elle était indifférente à la

lutte qui nous avait conduits en prison et, après notre libération, elle nous abandonnait à notre sort.

L'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad a été perçue comme un augure favorable. Moi, cette passation du père au fils ne me rendait pas optimiste, car je connaissais la vraie nature de ce régime militaire et sécuritaire. Pourtant Assad fils a déclaré qu'il autoriserait une marge de liberté, qu'il procéderait à des réformes par étapes en commençant par la réforme administrative, puis économique et enfin démocratique. 2000 a vu la création de nombreux forums de discussion⁴ dont le forum Riad Seif⁵, le forum *al-Yasar* (la Gauche), le mouvement altermondialiste et le forum Atassi⁶.

Le régime a fini par arrêter plusieurs activistes et intellectuels dont Riad Seif, Michel Kilo⁷, Aref Dalila⁸ et Anwar al-Bounni⁹, des figures emblématiques du printemps de Damas et des forums politiques. Il a redonné tous ses pouvoirs et son prestige à l'appareil sécuritaire. Nous avons compris que ses promesses n'étaient que purs mensonges. La panique et la peur ont alors ressurgi.

Au cours du printemps de Damas, j'ai participé à des réunions de réflexion organisées entre autres par des mouvements de gauche. Je faisais partie du mouvement altermondialiste, car j'avais conscience que le nouveau système économique mondial constituait une partie de notre problème : en créant un univers de compétition sauvage, il engendrait des crises dont les résolutions ne pouvaient aller qu'à l'encontre des peuples. En Europe et ailleurs, de nombreux acquis sociaux, éducatifs et culturels dont bénéficiaient les citoyens ont été supprimés. L'Occidental n'est plus qu'un individu isolé réduit à une consommation effrénée.

Lorsque les campagnes d'arrestation et d'intimidation ont commencé, j'ai décidé de m'occuper de ma fille et de me consacrer à son éducation. Je voulais reconstruire ma vie personnelle. J'ai travaillé comme institutrice dans une école privée et me suis inscrite dans une université également privée, ce jusqu'au déclenchement de la révolution.

La révolution a tout fait voler en éclats et dévoilé les problèmes de la

société syrienne dont aucun – qu’il soit confessionnel ou régional, sans parler de la corruption généralisée dans l’appareil d’État – n’avait été résolu depuis de longues années. J’avais peur, parce que je connaissais la vraie nature du régime des Assad et parce que je savais la communauté internationale opposée aux révolutions : l’instauration de la démocratie ne pouvait que porter préjudice aux intérêts des États occidentaux, et d’ailleurs pendant des décennies le régime avait veillé aux intérêts de certains d’entre eux en assurant leur sécurité. Ces derniers n’allaient pas le lâcher.

La vitesse avec laquelle le slogan exigeant la chute du régime est apparu m’a effrayée. J’hésitais à m’impliquer dans un mouvement que je ne comprenais pas, surtout après une expérience d’un quart de siècle dans la politique. Je voyais la panique sur le visage des gens. De nombreux alaouites se sont repliés dans leurs villages, et deux mois seulement après le début de la révolution, mes connaissances chrétiennes et druzes étaient terrifiées. Mes amies druzes ont mis le voile par précaution. Pour elles, qui entendaient des manifestants crier « *Allahu akbar* », c’était une révolution islamiste. Ceci m’a rappelé le jour où Hafez al-Assad est mort en 2000 : de nombreux alaouites se sont réfugiés dans leurs villages. Certes le confessionnalisme a toujours été présent dans la société syrienne, mais dans des limites acceptables. Avant l’arrivée au pouvoir des Assad, les gens coexistaient. Hafez al-Assad a renforcé le confessionnalisme. Dans le même temps, le sujet était tabou, les services de renseignement réprimaient tous ceux qui l’évoquaient et les gens se repliaient sur eux-mêmes par peur. Les dissensions que connaît la société syrienne depuis 2011 étaient donc déjà là en germe.

Lorsque le mouvement populaire a commencé à Deraa, j’ai rencontré d’anciens camarades du parti pour discuter de notre participation. Je pressentais que Bachar al-Assad le réprimerait dans la violence. Selon moi, il fallait communiquer directement avec les gens impliqués pour leur expliquer que la situation en Syrie était plus complexe qu’en Égypte, en Tunisie ou d’autres pays arabes en révolte. Je suis entrée en contact avec des jeunes de Deraa qui devaient avoir une vingtaine d’années. Ils m’ont demandé des livres sur Marx, sur les guérillas et les mouvements de révolte dans le monde. Ils étaient assoiffés de connaissances et d’idées. Mais le calendrier et le rapport de force ne leur étaient pas favorables, et puis leurs relations avec nous, la vieille génération politique, n’étaient pas bonnes.

Pour eux, nous n'étions pas un exemple : l'opposition politique que nous formions depuis trente ans était divisée et manquait de liens solides avec les classes populaires. En raison du contrôle absolu qu'exerçaient les services de renseignement et parce que la population terrifiée manquait de conscience politique, ces jeunes ignoraient tout de notre expérience. Ils brandissaient des slogans disant que cette révolution était la leur et qu'ils ne voulaient pas que notre génération y participe. Un rapport tendu et un manque de confiance s'étaient instaurés. Les jeunes qui se révoltent sont parfois excessifs.

J'ai participé aux manifestations, mais très prudemment, car je ne voulais pas être de nouveau emprisonnée. Je me suis rendue dans plusieurs villes pour comprendre ce qui s'y passait. Je suis allée à Jisr al-Choughour dans la campagne d'Idlib pour avoir des informations sur le massacre des policiers qui a eu lieu dans cette ville en juin 2011. Les témoignages étaient contradictoires. Mais j'ai acquis la conviction qu'à Jisr al-Choughour la rancune contre le régime était immense, et cela depuis les années 1980, période au cours de laquelle les Frères musulmans ont été arrêtés et tués, ou contraints à l'exil. J'ai rencontré des femmes qui attendaient depuis trente ans le retour de leur mari et de leurs enfants disparus dans les geôles d'Assad père¹⁰.

Comme la plus grande partie de la campagne syrienne, Jisr al-Choughour est une agglomération laminée à tous les niveaux. Au début du soulèvement, des manifestants ont été arrêtés et beaucoup ont été tués. Les habitants armés ont alors encerclé le poste de la police militaire où se trouvaient soixante-dix hommes. On m'a rapporté la version suivante : les jeunes qui assiégeaient le bâtiment ont fabriqué un baril explosif. Ils ont exigé la libération des détenus et le départ, dans un délai de deux jours, des forces de police. Celles-ci ont appelé des renforts qui ne sont jamais arrivés. Ils étaient abandonnés à leur sort. Les rebelles ont alors fait sauter le poste de police et l'ont incendié, tuant les hommes à l'intérieur. Les femmes de la ville ont tenté d'empêcher cela, en criant que les assiégés étaient certes des militaires, mais qu'ils étaient aussi de jeunes êtres humains, qu'ils avaient des mères qui les pleureraient. Elles m'ont avoué qu'elles étaient contre ce recours prématuré aux armes, mais personne ne les a écoutées.

D'après mon enquête sur le terrain, c'est ce qui s'est passé à Jisr al-

Choughour. Nous étions deux mois et demi après le déclenchement de la révolution. C'était une déclaration de guerre contre le régime bien que celui-ci ne l'ait pas attendue pour utiliser la force. Étrangement on a nié l'existence des armes dans l'insurrection, alors que dans certaines régions elles étaient présentes dès le début des événements.

J'étais recherchée en raison de mes activités. Malgré le danger, j'avais besoin de m'impliquer dans les événements. J'ai fini par travailler à Sahnaya dans le secours humanitaire et l'enseignement. Je partageais mes repas quotidiens avec des déplacés, notamment originaires de Daraya. Ceux-ci refusaient d'envoyer leurs filles dans les écoles mixtes de Sahnaya. Je me suis proposée pour leur donner bénévolement des cours le soir. J'étais exténuée. Je travaillais dans la presse et dans l'enseignement pour gagner ma vie et je faisais du volontariat comme secouriste et enseignante. La vie était extrêmement chère. J'ai dû quitter ma maison et m'installer chez des amis parce que j'étais recherchée. Je ne voulais en aucun cas revivre l'expérience carcérale, d'autant qu'un de nos amis, Marwan al-Hasbani¹¹, venait de mourir sous la torture dans une prison du régime. Nous avons alors décidé de vendre notre appartement et d'aller vivre à Lattaquié. Mais toujours privée de mes droits civiques, j'étais sans passeport.

À Lattaquié, la ville de mon mari, nous avons essayé de louer un appartement. Parce que nous étions de deux confessions différentes, nous avons été obligés d'errer pendant trois mois à la recherche d'un logement. Ma fille vivait entre Alep et Damas, mon mari entre Lattaquié et Damas, quant à moi j'allais de maison en maison d'amis à Lattaquié. Quand les agents immobiliers voyaient ma carte d'identité et apprenaient que j'étais sunnite d'Alep, ils s'excusaient poliment et laissaient entendre à mon mari que nous allions vers de nombreuses difficultés. C'était la même chose dans les régions habitées par les sunnites parce que mon mari alaouite est originaire d'un village de la côte. Finalement j'ai prétendu être chiite, et nous avons réussi à louer un appartement.

Les gens comme moi n'avaient nulle part où aller. La révolution s'est islamisée, armée et, au contact de la classe politique de l'opposition, elle s'est corrompue.

Les soldats arrêtaient les gens aux barrages. Quand ils apprenaient que nous étions de deux confessions différentes, ils trouvaient la chose bizarre. J'acceptais de discuter seulement avec ceux qui se montraient polis, pas avec les brutes. Je les plaignais, surtout en été : pauvres et contraints d'accomplir leur service militaire, ils restaient debout toute la journée sous un soleil de plomb. Je n'étais pas de ceux qui les considéraient comme des traîtres. Eux aussi étaient des victimes, terrifiées par les deux camps, les services de renseignement et les révolutionnaires.

J'ai fini par perdre espoir. Et pourtant, à Lattaquié¹² j'ai été témoin de scènes extraordinaires. Mes amis, sunnites, chrétiens comme alaouites, ont aidé les déplacés venus d'Alep et de Jisr al-Choughour. Je me suis rendue dans les lieux où ceux-ci étaient rassemblés pour voir dans quelles conditions ils vivaient. Les femmes originaires des régions d'Alep et d'Idlib que j'ai rencontrées m'ont dit qu'elles ressentaient moins la pression sociale à Lattaquié. Des capitaux importants ont été acheminés d'Alep à Lattaquié, provoquant un boom immobilier et économique qui a été bien vécu par la population locale. Lors de mes enquêtes journalistiques à Lattaquié, j'ai fait la connaissance de plusieurs groupes de secouristes. J'ai souvent entendu dire que les alaouites détestaient les sunnites, mais je ne l'ai pas observé directement. Mes voisins ne savaient pas grand-chose de ce qui arrivait dans les autres régions. Quand je leur parlais des mères de martyrs tombés à Alep et dans la Ghouta, les femmes pleuraient. J'ai même rencontré des opposants au régime qui n'étaient pas non plus favorables à la révolution. Ceux-ci s'investissaient beaucoup en faveur des déplacés. Une amie alaouite prenait tous les jours sa voiture pour apporter de la nourriture et des vêtements dans les villages. Elle a ouvert une école gratuite pour les enfants le soir. Un ami médecin les soignait bénévolement. Une autre amie chrétienne s'est mobilisée jour et nuit pour les aider. Le fait que les médias de la révolution passent sous silence ces actions positives menées à Lattaquié me mettait en colère. S'ils en avaient parlé, ils auraient contribué à une meilleure concorde entre les Syriens.

L'opposition et le régime sont tout autant responsables des clichés qui considèrent les Syriens comme un peuple soumis et incapable de s'entendre. À Lattaquié, j'ai observé la mobilisation en faveur des déplacés : on aurait dit une ruche d'abeilles. Au risque de déplaire aux services de renseignement, les gens cherchaient à éteindre la rancune

confessionnelle qui flambait partout.

Je vivais sous une fausse identité, et m'attendais à ce qu'on m'arrête d'une minute à l'autre. Nos économies s'amenuisaient. J'ai alors décidé de quitter la Syrie. Je ne voulais pas revivre l'expérience des cachots. Pour ne pas oublier, j'ai commencé à écrire mes mémoires. J'ai contacté l'ambassade de France qui m'a répondu le lendemain même et m'a aidée à quitter mon pays. Je suis sortie sans passeport, donc illégalement. Je vis maintenant en France avec le statut de réfugiée. Ma fille Diana, que j'ai mise au monde en prison, continue ses études universitaires à Paris.

Si j'ai connu toutes sortes de privations matérielles et spirituelles, j'ai aussi fait l'expérience intense de l'amour, de la solidarité et de l'altruisme. La vie, à ma grande surprise, m'a souvent tendu une main clémentine, mais elle m'a aussi et surtout réservé des coups inattendus qui m'ont appris la nécessité de l'humilité intellectuelle. De fait, ma compréhension des événements ne peut être qu'imparfaite. Les jugements englobants, ainsi que les clichés qui enferment les gens dans des catégories, ne sont pas seulement scientifiquement et empiriquement nuls : ils sont susceptibles d'engendrer une haine meurtrière. On ne peut supprimer le mal par le mal, ni par le bien non plus d'ailleurs. Je trouve puérile l'affirmation selon laquelle le mal peut être éradiqué... Maintenant, je fais mon possible pour le déconstruire, en essayant de comprendre la nature des liens – privés ou collectifs – entre les êtres humains, et en évaluant la nature des causes et des besoins, sans les hiérarchiser. Je suis à la recherche de moyens pour vivre malgré le mal qui domine, en atténuant son impact et la violence qu'il génère dans le monde.

1. Fondé en 1976, sous le nom de « Ligue d'action communiste », ce parti est rebaptisé en 1981 « Parti de l'action communiste ». À l'instar d'autres partis de gauche, il est interdit par le régime.

2. Ingénieur originaire de Tartous, suspecté d'être membre actif du Parti de l'action communiste, il est arrêté le 20 septembre 1987. Probablement mort sous la torture, sa famille n'a cependant jamais été officiellement informée de son décès.

3. Figure importante du Parti de l'action communiste, il a été emprisonné de 1992 à 2005. En 2011 il a participé à la fondation du Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCNCD). Il serait à l'origine du slogan « Non à la violence. Non au confessionnalisme. Non à l'intervention étrangère ». Il a été arrêté par les services de renseignement syriens le 20 septembre 2012.

4. Ces forums (*muntadayat*) de discussions intellectuelles et politiques étaient organisés dans des appartements. Ils constituaient le cœur de ce qui fut ultérieurement appelé le « printemps de Damas », un mouvement qui, débuté en juin 2000 après la mort de Hafez al-Assad, a duré huit mois avant d'être interdit et réprimé.

5. Homme d'affaires et politicien, Riad Seif est l'un des chefs de l'opposition syrienne ; il a été élu au Parlement en 1994, et en 1998. Ses déclarations et prises de position lui ont valu d'être emprisonné plusieurs années.

6. Du nom de Jamal Atassi (1922-2000), célèbre opposant politique qui sa vie durant a lutté pour l'idéal panarabe. Créé en 2000 lors du printemps arabe, le forum Atassi est toléré par le régime jusqu'en mai 2005, date à laquelle quelques-unes des figures de ce « salon politique » sont arrêtées.

7. Écrivain et opposant de longue date, Michel Kilo a été arrêté en 2006 et condamné à trois ans de prison, accusé d'avoir « affaibli le sentiment national » et « porté atteinte à la crédibilité de l'État » pour avoir signé une pétition appelant à la normalisation des relations entre la Syrie et le Liban.

8. Économiste et ancien doyen de la faculté d'économie de l'université de Damas, Aref Dalila a été condamné en 2002 à dix ans d'emprisonnement pour sa participation politique au printemps de Damas. Il a été libéré en 2008.

9. Avocat défenseur des droits de l'homme, Anwar al-Bounni a consacré sa vie à la défense des dissidents politiques syriens, dont Riad Seif et Aref Dalila. Ses activités lui ont valu d'être condamné en 2007 à cinq ans de prison. Il a été libéré en 2011.

10. À l'instar de Hama et Alep, la ville de Jisr al-Choughour a été durement réprimée à la suite de l'insurrection de 1976-1982.

11. Marwan al-Hashani, originaire de Sweida, activiste modéré et pacifiste, a été arrêté par les services de renseignement le 17 février 2014. Sa dépouille a été rendue à sa famille le 12 mars 2014.

12. Ici Douha Achour déconstruit l'image de Lattaquié comme fief de la famille Assad et « territoire alaouite » hostile aux sunnites.

Souad

Je m'appelle Souad. J'ai 25 ans. Lorsque la révolution a éclaté, je vivais avec ma famille à Deir ez-Zor. J'étudiais la psychologie à l'université. Je suis croyante et je porte le voile. Fin 2011, j'ai participé au soulèvement après le décès d'un de mes frères : alors qu'il traversait le souk, les hommes de la Sûreté ont tiré à balles réelles sur des manifestants. Il a été atteint au ventre. Il est mort des suites de ses blessures en juillet de la même année. Il n'avait que 14 ans. Il ne faisait que passer par là. Les manifestations étaient pourtant pacifiques. C'est le régime qui l'a tué.

En juin 2012, une grève générale a été décrétée : les habitants de Deir ez-Zor réclamaient la libération des prisonniers. Une grande majorité d'entre eux, dont mes parents, sont partis se réfugier dans les villages environnants. Nous avons quitté nos maisons. Ne sont restés que des jeunes hommes qui ont attaqué, armes à la main, les postes de police pour libérer leurs proches emprisonnés et ont pris d'assaut les bâtiments publics.

Nous nous sommes installés à Busayra¹. Nous avons appris que le régime menait une opération contre l'université parce que l'Armée libre s'y cachait. Ils l'ont attaquée au mortier. Tous les documents qui s'y trouvaient ont été brûlés, les copies d'examen sont parties en fumée. Le régime nous bombardait, mais les gens poursuivaient la grève. Les plus pauvres sont restés avec femmes et enfants à Deir ez-Zor. Nos voisins, une famille entière, six enfants, le père et la mère, ont tous été tués lors d'une attaque aérienne.

À Busayra, nous avons loué une petite chambre en ruine. Nous n'avions pas d'argent. Dans cette région, le climat est très aride. Pensant revenir une heure plus tard, nous avons quitté nos maisons avec seulement nos habits sur le dos. Nous sommes six dans ma famille, plus mes parents. Le plus jeune à dix ans. La pièce où nous avons vécu était minuscule, elle ne faisait

que trois mètres de large et cinq de long. Mon père est fonctionnaire, mais les administrations publiques avaient cessé le travail. Nous n'avions pas de quoi manger, pas même de quoi acheter du pain. Nous le préparions nous-mêmes au tannour². Comme nous n'avions pas de mazout, nous faisions un feu avec des branches d'arbre et nous cuisions des galettes composées uniquement de farine et d'eau sur les braises. Pendant un mois nous n'avons mangé que cela, jusqu'à ce que des passages entre les zones gouvernementale et rebelle s'ouvrent. Les tribus apportaient de l'aide à leurs membres. Le fait d'appartenir à l'une d'elles nous a permis de survivre. Lorsqu'un couloir a été ouvert entre les régions sous contrôle du régime et celles tenues par l'opposition, j'ai appris que nous pouvions passer les examens à l'université.

Il y avait un chemin de contrebande vers le quartier de Jorah. Il était contrôlé par les trafiquants. Au début de 2013, la seule partie de Deir ez-Zor qui échappait encore à l'Armée libre était de Jorah. Les administrations publiques n'étaient ouvertes que dans les régions restées sous contrôle du régime. Notre maison était dans un quartier aux mains de l'Armée libre. La nourriture passait par ce chemin. Je devais l'emprunter pour me rendre dans la zone du régime où se trouvait mon université. Les hommes qui le contrôlaient fouillaient les femmes et nous ordonnaient de nous dévoiler. Ils craignaient qu'on fasse passer des armes sous nos habits. Devant le barrage, dans une longue file, nous attendions notre tour de fouille des journées entières. Je m'étais préparée au pire. Une seule chose m'importait : poursuivre mes études.

Mon frère était avec moi. Une fois arrivés dans la zone du régime, nous avons loué une pièce, pas plus de trente mètres carrés, dans laquelle trois familles déplacées étaient déjà installées. Je voulais reprendre mes études. J'étais en troisième année. Par une amie, j'avais appris que nous pouvions repasser les examens dont les copies avaient brûlé lors du bombardement. J'avais décidé de le faire pour avoir mon diplôme. J'étudiais jour et nuit. Nous étions pauvres et avions à peine de quoi manger. Le siège était total et les prix avaient augmenté. Nous vivions grâce aux dons de sucre et de farine des organisations caritatives. Quant à l'aide qui nous venait de la tribu, je l'économisais pour payer le trajet en taxi jusqu'à l'université. J'avais faim, mais je ne m'achetais pas de nourriture pour pouvoir me rendre là-bas.

Nous n'étions qu'une poignée d'étudiants. L'université se trouvait sur la frontière entre la zone contrôlée par le régime et celle que tenait l'Armée libre. Nous avons donc passé nos examens sur la ligne de front, sous une pluie de bombes. J'avais décidé que seule la mort m'empêcherait de poursuivre mes études. Je partais tôt le matin pour franchir les barrages du régime. Il y en avait un tous les deux cents mètres. C'était terrible. J'ai continué comme cela jusqu'à la fin des examens. Ensuite, j'ai rejoint ma famille là où elle s'était déplacée.

L'hiver y était terriblement froid et l'été étouffant. Nous n'avions pas les habits adéquats, pas de chauffage non plus. Quand il pleuvait à verse, l'eau pénétrait par la toiture et les murs. Je suis retournée à Jorah pour mes études. Je me suis réinstallée dans la même pièce avec les familles de déplacés. Nous ne mangions pas grand-chose lors des bombardements. J'avais constamment froid et faim, et un sentiment d'humiliation permanent.

C'est dans cette période que Daech est apparu. L'organisation n'avait pas encore pris le contrôle de Deir ez-Zor, mais tenait de nombreux barrages sur la route qui menait à la zone contrôlée par le régime où se trouvait mon université. L'Euphrate séparait les points de contrôle du régime et ceux de Daech. Les uns et les autres se valaient pour ce qui est de la brutalité. Ils m'empêchaient d'aller à l'université. Un jour, un type de Daech m'a dit que la zone du régime était contrôlée par des infidèles et des renégats et qu'en conséquence je n'avais pas le droit d'y aller. Puis Daech s'est mis à faire la loi, à édicter des règles. Au début ce n'était pas ainsi, mais quand ils ont pris le contrôle militaire de la région, les choses ont changé. Cela a commencé précisément en septembre 2013. Comme toutes les femmes, j'ai dû revêtir le niqab pour me déplacer entre les barrages de Daech. Alors qu'aucune partie de nos corps n'était visible, pas même nos yeux, au passage des bus, ils nous lançaient : « T'as pas honte... Couvre-toi ! » Ils répétaient tout le temps ça. Je me suis mise à porter l'abaya qu'ils imposaient aux femmes parce qu'ils persécutaient mon frère qui m'accompagnait et nous menaçaient.

Un jour, l'un d'eux m'a dit que j'étais indécente. Il appartenait à la Hisba (l'instance religieuse et chariatique qui a remplacé la justice civile)³. Et pourtant j'étais habillée comme ils l'exigeaient : l'abaya devait être ample et le niqab devait être de forme carrée et également large. Le niqab syrien consiste en un morceau de tissu qui couvre la moitié du visage. Pour Daech, il était blasphématoire. Selon eux, il fallait que la femme se transforme en cube des pieds à la tête. De son corps et de son visage, rien ne devait apparaître. Le niqab devait arriver aux genoux et ses extrémités rejoindre celles de l'abaya. Je suis musulmane et croyante, mais je trouvais tout cela étrange et sans fondement. Je ne voyais pas le lien avec la religion. Ils m'ont interdit de passer sous prétexte que mon habit n'était pas conforme à la charia. J'avais des baskets brodées de perles brillantes. Ils m'ont dit que les chaussures devaient être noires et que les miennes étaient une forme de maquillage et de décoration. Et pourtant, je portais une abaya qui recouvrait mes pieds et ceux-ci n'apparaissaient que rarement. Pour passer mes examens à l'université, je me suis habillée comme ils l'exigeaient. J'ai emprunté un niqab à une de mes amies. Malgré tout, j'avais peur qu'ils m'interdisent de passer, et de rater mes examens. J'ai donc pris un chemin de contrebande, à travers les jardins, loin d'eux. C'était un long calvaire surtout lorsque je me mettais à imaginer ce qui m'arriverait si un type de Daech m'attrapait : j'avais toujours en tête leurs horribles châtiments.

Lors d'un passage, après avoir couru une longue distance à travers les jardins, nous sommes arrivés avec mon frère au bord du fleuve que nous devons traverser. Les barques étaient pleines de gens. Comme il n'y avait plus de pont, c'était l'unique moyen de traverser⁴. Tout, la nourriture et les gens, passait par ces barques de pêcheurs, car le régime avait bombardé les ponts de Deir ez-Zor. Nous sommes restés une journée entière sur une barque. Lorsque nous avons atteint l'autre rive, nous nous sommes retrouvés face à un barrage du régime. Je n'avais pas fait attention aux habits que je portais pour pouvoir passer les barrages de Daech. J'avais oublié d'enlever le niqab. J'ai été arrêtée. Ils ont fait une enquête sur moi parce que je portais le voile intégral, qui est interdit par le régime. Pour chacun de nos déplacements, nous devons payer quelque chose. J'avais donné tout ce que j'avais au propriétaire de la barque, puis nous avons attendu dans une longue file une journée entière pour entrer dans la zone du régime. J'ai expliqué aux hommes du barrage que j'étais obligée de revêtir le niqab pour franchir les barrages de Daech et que je voulais seulement

aller à l'université avec mon frère et qu'ensuite nous reviendrions. J'étais choquée et abattue : j'avais réussi à échapper à Daech ; j'avais mis ma vie en danger et maintenant ils voulaient me renvoyer d'où je venais. Je me suis mise à pleurer. L'un des hommes a eu pitié de nous et m'a crue. Il nous a laissés passer contre l'avis des autres. Lorsque nous sommes enfin arrivés, nous n'avons pas retrouvé la famille chez qui nous logions. Nous avons erré toute la nuit d'un lieu à l'autre. Nous avons finalement trouvé une chambre chez une femme âgée. Elle nous a autorisés à rester chez elle. En échange, je devais nettoyer sa maison et l'aider.

Les combats entre Jabhat al-Nusra et Daech étaient devenus continus. Nous entendions les explosions des obus aux alentours. Daech gagnait du terrain dans Deir ez-Zor. En avril 2014, la période des examens terminée, j'ai décidé de revenir chez mes parents. Mais je suis restée bloquée deux mois dans la zone du régime parce que Daech avait pris le contrôle de Deir ez-Zor⁵. Des tribus de la région, comme celle des Bakâra, se sont ralliées à l'organisation. Les barrages sur les routes se sont multipliés et les rivalités tribales se sont transformées en combats féroces. La violence se propageait rapidement.

Lorsque j'ai appris qu'une trêve avait été décidée entre Jabhat al-Nusra et Daech, j'ai tenté de passer de l'autre côté pour retrouver mes parents. Je me suis présentée au barrage du régime. Les soldats autorisaient sans difficulté les gens à sortir. Par contre, il était difficile de revenir. On m'a laissée partir. Je suis de nouveau montée dans une barque. De l'autre côté, à Husayniya, un village de jardins sur les rives de l'Euphrate, des bus transportaient des gens, parfois des déplacés, qui souhaitaient passer entre Deir ez-Zor et Raqqa. Impossible de trouver une place dans l'un d'eux. Des gens m'ont expliqué qu'ils avaient cessé de circuler car les chauffeurs avaient peur de Daech. Mon frère et moi étions terrifiés parce que l'organisation décapitait les gens. Nous ne savions pas que des combats se déroulaient au même moment et nous avons entrepris de longer le fleuve par des petits chemins. Un bateau transportant du pétrole est passé devant nous. Le pilote nous a dit qu'il allait à Mayadin, qu'une grande bataille se déroulait entre Daech et Jabhat al-Nusra, que de nombreux Syriens mouraient et qu'il avait changé de chemin pour contourner les barrages de l'État islamique. Nous avons pris la route du désert pour les éviter également. Ces heures ont été

terribles. Les balles sifflaient autour de nous, les explosions des obus étaient continues. Je me couvrais les oreilles. J'étais persuadé que j'allais mourir, mais nous avons survécu et pu rejoindre mes parents.

Lorsque les résultats des examens ont été publiés, une de mes amies m'a appelée pour me dire que j'avais réussi. J'ai décidé de travailler dans un centre de déplacés. Nous étions fin 2014.

La situation était effrayante, car Daech avait pris le contrôle de la région où nous vivions. Ils avaient fermé les écoles et en avaient ouvert d'autres qui suivaient leurs programmes scolaires. J'ai refusé d'enseigner dans ces établissements. Les salaires étaient pourtant attrayants. Ils m'ont demandé de suivre un stage de charia pour ensuite former leurs enseignants de religion. J'ai une nouvelle fois rejeté l'offre. Cela ne leur a pas plu, mais ils n'ont rien dit. Les gens les haïssaient et leur tenaient tête de différentes façons. Je refusais de collaborer, c'était ma façon à moi de résister.

Les enseignants ont cessé de travailler. Les écoles ont fermé. J'ai rassemblé des élèves dans une petite pièce chez nous pour leur faire cours. Le Conseil de la charia⁶ n'était pas au courant de mes activités. Pour lui, nous étions de simples déplacés habitant dans un lieu isolé. J'ai pu me rendre compte du sentiment des gens, dissimulé au début : ils n'adhéraient pas au discours de Daech. Les familles m'ont aidée en me donnant de menues sommes d'argent. Nous avions faim, mais l'argent m'importait peu. J'ai fait classe dans ma maison pendant plusieurs mois. Jusqu'à ce que la Hisba l'apprenne et fasse une descente. Après avoir mené une enquête sur moi, ils sont arrivés à la conclusion que j'œuvrais contre l'islam. J'ai répondu que j'enseignais à des enfants la lecture, l'écriture et les mathématiques et que je ne faisais rien contre la religion. La Hisba a insisté pour que j'intègre son programme d'enseignement. On m'a proposé une importante somme d'argent. Les hommes de Daech tentaient de jeter les bases d'un État. J'ai refusé leur offre. Ils m'ont obligée à arrêter mon activité. Ils fouillaient les écoles et les maisons pour s'assurer que personne ne faisait cours aux enfants. Nous vivions un enfer. Je leur ai annoncé que je me retirais définitivement de l'enseignement. Et j'ai fermé l'école que j'avais créée chez moi parce que j'avais peur qu'ils me tuent.

Je ne savais pas quoi faire. J'étais fiancée à un homme qui résidait en Allemagne. J'ai décidé de partir. Je ne voulais pas vivre avec ces sauvages. Ils terrifiaient les gens dans les souks en procédant à des mises à mort et des amputations. J'ai refusé d'assister à ces exécutions, d'en être témoin. Pour avoir un passeport, je devais me rendre à Damas, dans le bastion du régime. Les types de Daech refusaient qu'une fille voyage seule sans un homme de sa famille. Les femmes avaient interdiction de circuler seules. Mon frère est donc venu avec moi. Vivre avec eux, c'était vivre dans une vaste prison. On ne voyait plus aucune femme dans les rues, elles avaient toutes peur. On ne sortait qu'en cas d'obligation et accompagnée d'un père, d'un frère ou d'un fils. C'était la loi. Celle qui y contrevenait s'exposait au fouet et à la prison. Les nouvelles de Raqqa ne faisaient qu'augmenter la terreur qu'ils nous inspiraient.

Lorsque je suis montée dans le bus vers Damas, j'ai soulevé mon niqab pour respirer. Le conducteur m'a dit que je devais le garder baissé, car les hommes de Daech postés aux barrages ne voulaient pas voir le visage des filles. J'étouffais et j'avais besoin de respirer. Le chauffeur a ajouté qu'ils nous obligeraient à revenir en arrière si un visage de femme apparaissait, qu'il nous prévenait pour notre bien, car c'était déjà arrivé. Les sièges de l'avant du bus étaient réservés aux hommes et ceux de l'arrière aux filles. Mon frère s'est assis à l'avant et moi à l'arrière entassée avec les autres femmes.

Aux barrages tenus par Daech, les vérifications étaient aussi pénibles qu'à ceux du régime, même pires. Je leur ai dit que j'étais malade. Ces types n'étaient pas syriens. Je pense qu'ils étaient tunisiens, libyens ou peut-être algériens. Ils parlaient l'arabe classique. Il n'y avait pas un seul Syrien avec eux. Une fois le barrage franchi, le chauffeur a arrêté son bus et nous a dit d'enlever nos niqabs, de montrer nos visages, que les soldats du régime ne nous laisseraient pas passer si nous restions entièrement voilées. Nous nous sommes exécutées et nous avons pu respirer. Je n'ai conservé que mon foulard habituel. On devait changer d'habit en fonction des barrages.

Sur la route du retour, le jour même, j'ai été arrêtée à un barrage de

Daech parce que mes habits sont apparus sous mon abaya quand je suis descendue du bus et ils n'étaient pas noirs. Les hommes de la Hisba m'ont emmenée. Il y avait des Syriens parmi eux. Ils m'ont interrogée pendant des heures pour s'assurer que l'homme qui m'accompagnait était bien mon frère. Puis ils m'ont conduite dans un bâtiment qui comptait un grand nombre de pièces. L'enquêteur était un cheikh religieux, il appartenait au comité de la charia. Il m'a dit que mes habits enfreignaient les lois. Il m'a fait un laïus sur la décence, la pudeur et la bonne moralité. J'étais entièrement habillée en noir comme ils l'exigeaient, mais il a insisté pour me vendre une de leurs abayas et un vêtement « réglementaire et respectueux de la charia », ce que je portais déjà comme les autres femmes. Il m'a fait payer le prix de ces habits. Puis les hommes de l'organisation m'ont retenue jusqu'à ce qu'un autre cheikh vienne pour me juger. Je n'ai pas protesté : je savais que si je le mettais en colère il pouvait tout à fait décider de me couper la tête. Je me suis tue, je hochais la tête à tout ce qu'il disait. Pour ce qui avait trait aux femmes, les hommes de Daech étaient radicaux et très rigides. Tout ce qui touchait à notre présence et à notre apparence les rendait dingues. Dans les locaux de la Hisba, il y avait une pièce remplie d'abayas et de chaussures noires « silencieuses ». Le cheikh m'a expliqué que la femme qui marche en faisant du bruit suscite le trouble chez l'homme et que c'est un péché ; elle doit être complètement silencieuse.

La pièce où j'étais retenue était très petite. Il y avait avec moi une femme âgée. J'étais terrifiée. J'avais peur qu'ils me fouettent publiquement et que ma famille en soit déshonorée. La dame, elle, était soupçonnée d'avoir un fils dans l'Armée libre dont les membres sont, selon Daech, des apostats. Ils en ont tué un grand nombre. Dans une autre pièce se trouvaient des femmes accusées d'avoir des habits et des niqabs non réglementaires. Elles attendaient d'être « redressées ». Les hommes emprisonnés étaient pour la plupart des membres de l'Armée libre. La majorité d'entre eux finissaient décapités.

Un cheikh haut placé est arrivé. Il parlait l'arabe classique. Je ne pense pas qu'il était syrien. Il m'a interrogée sur ma façon de m'habiller et de me voiler. Il m'a hurlé que j'étais indécente et maquillée comme une voiture volée pour attirer les regards des hommes. Il m'a donné quelques livres sur

l'importance des obligations religieuses. Je n'en revenais pas, car j'étais voilée en noir des pieds à la tête !

Je suis restée sans manger tout ce temps. Ils ne me donnaient que de l'eau. Puis ils ont emmené une femme qu'ils avaient arrêtée parce qu'elle voyageait seule. La peine dans un pareil cas était quarante coups de fouet dans le dos. Ils ont exécuté la sentence. Elle gémissait de douleur. J'ai pris la décision de faire exactement tout ce qu'ils exigeaient. À ce moment-là, plus personne n'osait discuter avec eux, car ils tuaient, décapitaient et amputaient les gens pour un rien. J'obtempérais à tout. Je voulais tout simplement vivre.

La prisonnière qui venait d'être châtiée m'a dit qu'à peine arrivés dans la région, les hommes de Daech avaient fouetté les villageoises des alentours de Deir ez-Zor parce qu'elles avaient refusé de porter le niqab. L'une d'elles leur avait dit : « Nous préparons le pain, nous vivons dans une région aride, nous cultivons la terre, nous ne pouvons pas mettre le niqab, comment le pourrions-nous ? » Ils les ont fouettées avec brutalité et les ont jetées sur les places des villages.

Les hommes de la Hisba faisaient la tournée des maisons, ils regardaient par les fenêtres. S'ils voyaient une femme qui ne portait pas l'habit exigé, ils l'emprisonnaient dans leur centre et la fouettaient publiquement. Comme ils ont décrété que les mains des femmes ne devaient pas non plus apparaître, le port des gants noirs a été imposé. Les yeux aussi devaient être cachés. Chaque femme fouettée publiquement jetait le déshonneur sur sa famille et sur sa tribu, même si, au fond d'eux-mêmes, la plupart des gens avaient conscience qu'il s'agissait d'une injustice. Ils fouettaient les femmes dans les souks, au vu et au su de tous. Ils rassemblaient les gens pour qu'ils assistent à l'exécution des sentences. Ils traquaient les femmes partout. Un jour, au marché, ils ont fouetté les pieds d'une fille accusée d'avoir porté des talons un peu trop hauts. Une autre fois, ils ont fouetté jusqu'au sang les doigts d'une dame parce qu'elle n'avait pas de gants. Puis ç'a été le tour d'une autre, accusée d'avoir mis des chaussures bruyantes. Et toujours devant le plus grand nombre. Personne n'osait s'interposer. Ensuite, ils ont interdit le sac à main, en prétendant qu'il attirait le regard des hommes, qu'il constituait un objet de séduction. Nous n'avions plus le

droit d'entrer dans des commerces où se trouvaient des hommes. Ils avaient une loi qui autorisait une femme à tenir un magasin à condition qu'elle porte le niqab et des gants toute la journée. Pour une fille, entrer dans une boutique non accompagnée par un *mahram*, un homme de sa famille, était considéré comme un crime de la pire espèce. Ils ont interdit les vitrines d'habits féminins. Nous préférons rester chez nous et ne plus aller au souk.

Et puis c'est là-bas que les décapitations avaient lieu. C'est pour cette raison que j'avais déjà arrêté de m'y rendre.

J'avais un proche originaire du village de Hajan qui avait quitté l'Armée libre pour rejoindre Daech. Il s'était rendu, mais le cheikh a refusé son « repentir » comme ils disaient. Ils l'ont fait prisonnier, l'ont emmené au marché, l'ont suspendu à un pylône. Ils disaient aux gens qui affluaient autour de lui : « C'est un apostat de l'Armée libre. » Il a répondu : « Je ne suis pas un apostat, j'étais dans l'Armée libre, mais je ne suis plus avec personne. Je ne veux pas me battre. » J'ai vu un type de Daech saisir une épée et lui trancher le cou. Des gens, des enfants pour la plupart, ont été témoins de la scène. Ils ont suspendu sa tête devant eux, ont crucifié son corps et l'ont laissé ainsi pendant deux jours en guise d'avertissement. Depuis ce jour-là, je ne suis plus allée au marché parce que je ne voulais pas assister à une nouvelle exécution. Sur la place du souk, des têtes étaient quotidiennement exposées. Comme beaucoup, nous faisions en sorte de ne plus nous y rendre et nous évitions les rassemblements.

Les types de Daech enrôlaient de force des jeunes gens pour combattre avec eux. Mes frères ont donc dû fuir en premier. Avec mes parents et ma petite sœur, nous sommes restés encore plusieurs mois. Nous sortions à peine de chez nous et uniquement pour chercher à manger. Nous étions comme des prisonniers jusqu'à ce qu'on réussisse à s'évader en Turquie. La route de notre fuite a été difficile et longue : il nous a fallu contourner les barrages de Daech et des autres brigades. Les bombardements étaient continuels.

Avec mes parents, nous avons décidé de partir car, à Deir ez-Zor, il était devenu plus difficile de survivre que de mourir. Nous sommes passés

clandestinement par la montagne. Nous avons traversé la mer, des forêts et des frontières. La mort nous traquait. Mais nous avons survécu.

Aujourd'hui, je suis réfugiée avec mon mari en Allemagne. J'apprends l'allemand. Mes parents ont survécu également. Je conserve un sentiment d'anéantissement et de tristesse indescriptible. Peut-être pourrais-je un jour en parler, mais plus tard.

-
1. Petite ville située à 43 kilomètres au sud-ouest de Deir ez-Zor.
 2. Four à pain traditionnel.
 3. Cette instance faisait office de police de l'État islamique et comprenait deux branches, l'une masculine et l'autre féminine.
 4. Deir ez-Zor est traversée par l'Euphrate. Les deux parties de la ville étaient reliées par sept ponts, tous détruits lors des combats entre 2013 et 2014. Parmi eux, le célèbre pont Suspendu construit par les Français en 1925, bombardé par l'aviation du régime le 2 mai 2013.
 5. Le 30 avril 2014, Daech lance une large contre-offensive dans la région. Les affrontements entre groupes armés de l'opposition et contre le régime pour le contrôle du gouvernorat durent plus de deux mois et font des centaines de morts. L'État islamique prend l'avantage et, à partir de juillet 2014, contrôle la quasi-totalité de la région ; seule la partie ouest de Deir ez-Zor reste tenue par l'armée du régime.
 6. Structure créée par l'État islamique, le Conseil de la charia était chargé de la réforme des programmes scolaires.

Leila

Je m'appelle Leila. J'ai grandi dans le quartier de Karm al-Zeitoun à Homs. Quand la révolution a éclaté, j'avais 27 ans et je vivais entre Damas et ma ville natale. Ma famille alaouite appartient à la classe moyenne. Originaire du Golan, elle a été déplacée et dispersée aux quatre coins de la Syrie lors de la guerre des Six Jours en 1967¹. Mes parents se sont d'abord réfugiés dans le village de Chabaa au Liban, puis à Damas, et finalement, en 1972, ils se sont installés à Karm al-Zeitoun. Mon père est un baassiste convaincu, connu pour sa droiture. Il a veillé à notre éducation et à ce que nous fassions des études supérieures.

Avant la révolution, la politique ne m'intéressait pas. Au début, lorsque j'ai appris qu'il y avait des manifestations contre le régime de Bachar al-Assad, je n'y ai pas cru, d'autant que je suis d'une famille pro-régime qui considère Hafez al-Assad comme le bienfaiteur de la nation et des pauvres, le bâtisseur de la Syrie moderne. J'ai été élevée dans l'idée qu'il était notre père à tous.

À Damas, on me parlait des manifestations. Secrètement, j'ai consulté Facebook pour en savoir plus. Avec un groupe d'amis, nous suivions les événements. Dès le début, et parce que nous venions de milieux différents et parfois opposés, nous avons compris que quelque chose se passait et que le régime et ses médias nous mentaient.

Ce que mes connaissances vivant dans la Ghouta me rapportaient était très différent du discours tenu par le régime. Quand je revenais chez mes parents le week-end, j'entendais encore une autre version. Dès le début, j'ai eu des doutes sur ce que disaient mes camarades, mes parents et le pouvoir. Je ne croyais ni les uns ni les autres. Pendant le sit-in de Homs d'avril 2011² j'ai eu des échanges tendus et difficiles avec ma famille. Je voulais

comprendre ce qui se passait. J'étais à Damas quand ma sœur m'a appelée à 4 heures du matin pour me faire entendre des voix qui criaient *Allahu akbar*. Elle était terrifiée. Elle m'a dit : « Des gens hurlent *Allahu akbar* dans les mosquées, ils appellent au djihad. Ils vont nous tuer. » Le *takbir* effraie les alaouites, parce qu'il est lié à la mémoire des pogroms du passé³. C'est à ce moment décisif qu'une peur existentielle s'est emparée de mes proches.

Lors du sit-in de la place de l'Horloge, des chrétiens et des alaouites se trouvaient parmi les manifestants. Ce rassemblement pacifique n'avait rien de confessionnel. Mais des bruits colportant le contraire se sont répandus dans les quartiers alaouites : prétendument pacifiques, les manifestants auraient été en réalité « des intégristes armés prêts à massacrer les alaouites » ; « les hommes du régime n'avaient pas eu d'autre choix que de tirer sur eux ». « Seuls des radicaux et des terroristes ont été tués », telle était la version la plus répandue dans nos quartiers. C'était un mensonge du régime. Les soldats ont tiré sur les manifestants qui refusaient de se disperser⁴. Dans les premiers rassemblements, il n'y avait pas d'intégristes. Lorsque ma sœur m'a appelée, elle était terrifiée, car dans notre quartier personne ne savait que des gens étaient morts sur la place de l'Horloge et qu'on criait le *takbir* en hommage aux victimes. C'est à ce moment-là que la rumeur selon laquelle les mosquées appelaient au djihad contre les membres de notre communauté s'est propagée.

Après les événements de la place de l'Horloge, les manifestations se sont multipliées dans toute la ville. À la fin du mois de mai 2011, j'étais à Homs chez mes parents au moment où l'une d'elles se déroulait à Karm al-Zeitoun. Nous habitons dans le secteur dit « des déplacés » qui comprend deux rues parallèles. C'est là qu'étaient installés les alaouites. Nous étions cernés par les manifestants. En face de chez nous, se trouvaient des constructions informelles habitées par des paysans, pauvres et très conservateurs, originaires des environs de Homs. Parmi eux vivaient des bédouins. C'est de là que les défilés sont partis. J'ai vu les manifestants : le visage dissimulé, traqués par les hommes de la Sûreté, ils couraient en appelant les habitants à les rejoindre. Ils sont passés par notre rue et là aussi ils ont incité les gens à manifester, en criant « Hafez al-Assad a vendu le Golan », parce qu'ils savaient que nous étions des déplacés du Golan.

C'étaient des jeunes. Parmi eux se trouvaient nos voisins. Ils cherchaient à nous enrôler. Nous les avons tous entendus : ils frappaient les rideaux métalliques des magasins et prenaient à partie ceux qui refusaient de les rejoindre. Les habitants de notre rue ont ignoré leur appel. C'était une façon pour eux de marquer publiquement leur allégeance à leur communauté. Une première, car avant les événements, ils n'avaient pas vraiment d'atomes crochus avec les alaouites du Nord⁵. Le désaccord n'était pas religieux, il portait sur la manière d'être au quotidien : ils réprouvaient la façon excessive qu'avaient leurs congénères du Nord d'insister sur leur identité confessionnelle, de l'instrumentaliser à des fins spécifiques. De plus ils avaient l'impression d'être considérés par eux comme des inférieurs. Au point que si l'un d'eux se mariait avec une alaouite du Nord, on entendait certains dire avec regret : « Quel malheur ! Il a épousé une femme du Nord », peu importait qu'elle appartienne à la communauté. Dans le passé, ils se considéraient comme différents. Sur tout ce qui avait trait à la vie quotidienne – les traditions, les habits, les chants et la nourriture –, ils avaient bien plus de points communs avec les habitants du sud de la Syrie, de Sweida et du Hauran, toutes religions confondues.

Les alaouites de notre quartier ont donc refusé de participer aux manifestations. Juste après, alors que nous étions chez nous, nous avons entendu des coups de feu. Nous en étions la cible. Nous nous sommes jetés à terre. C'était donc vrai ! Cela m'a rendue presque folle. Des manifestants étaient effectivement armés, contrairement à ce que prétendaient mes amis à Damas et à ce que moi-même j'affirmais à mes parents. En réalité, nous ne savions pas qui nous attaquait. Nous avons failli mourir. C'était la première fois que je ressentais une telle peur panique. Les tirs ont duré vingt-quatre heures, sans discontinuer, si violents que nous n'avons rien mangé ni bu pendant tout ce temps. Terrifiés, des habitants du quartier ont téléphoné à la police et au gouvernorat. Mon père a appelé des connaissances du parti et quelques responsables pour leur raconter ce qui se passait. Nous pensions que la police allait intervenir, mais personne n'est venu. Les gens attendaient qu'on vienne à leur secours. « L'État va réagir et envoyer la police », répétaient-ils. Mais rien, personne de la Sûreté ou de l'armée n'a été dépêché pour nous protéger. Le bruit a couru que les tireurs étaient des sunnites de Karm al-Zeitoun, c'est-à-dire nos voisins directs. Après la fusillade, j'ai vu la terreur sur les visages blancs comme la mort. De fait, le secteur des déplacés était situé dans une zone majoritairement sunnite. Les

alaouites n'étaient que 5 000 environ sur une population de 100 000 personnes. Les relations avec nos voisins sunnites n'étaient pas bonnes. Enfants, lorsque nous voulions traverser leurs quartiers, un homme de la famille devait nous accompagner. C'est qu'ils étaient très conservateurs. Les alaouites de Karm al-Zeitoun l'étaient également comme tout le monde dans cette région, mais bien sûr nous, les femmes, n'étions pas voilées. Lorsque les manifestations ont commencé à Homs, ma sœur, comme d'autres femmes alaouites, s'est mise à porter le hijab. Elle vivait à Zahra⁶, mais pour aller au travail, elle devait passer par des zones d'habitation sunnites. Je trouvais cela ridicule, car il me semblait facile de repérer les alaouites qui revêtaient le voile depuis peu. Celui-ci ne les protégeait donc pas. Les sunnites nous regardaient de façon inconvenante. De plus, leurs maisons paraissaient hermétiquement closes. C'est ce qui nous faisait le plus peur lorsque nous étions petits. Entre nous et nos voisins, les relations étaient quasi inexistantes et uniquement intéressées. Nos rapports avec les bédouins vivant dans le quartier étaient bien meilleurs, parce qu'ils étaient moins rigoristes. Notre voisine bédouine s'asseyait devant sa maison avec ses enfants et nous avions parfois des conversations. Les autres habitants sunnites de Karm al-Zeitoun n'avaient pas de telles habitudes, leurs femmes restaient claquemurées chez elles. Entre eux et nous, la barrière était à la fois symbolique et matérielle. Auparavant, cette question ne me préoccupait pas beaucoup, j'y voyais une simple inimitié confessionnelle sans importance, car au final nous étions tous syriens. C'était ainsi que je considérais les choses avant qu'ait lieu la catastrophe.

Après cet événement décisif au cours duquel nous avons été attaqués sans que l'État intervienne, les hommes du secteur des déplacés se sont réunis. Ils ont décidé d'acheter des armes pour se défendre. Il n'était question que de cela : se protéger des sunnites de Karm al-Zeitoun qui leur avaient tiré dessus pendant vingt-quatre heures. Ils étaient persuadés qu'il en allait de leur survie. J'étais parmi eux, j'ai assisté à ce qui s'est passé. Nous avons effectivement été attaqués. J'ai moi-même failli mourir. Je ne savais plus quoi penser, je n'y comprenais plus rien. Pour la première fois, également, les habitants de notre rue avaient des doutes sur le gouvernement. Ils étaient très en colère.

Peu de temps après, une nouvelle manifestation a eu lieu. Des tirs nourris

ont été échangés entre les deux secteurs du quartier, entre alaouites et sunnites. J'ai vu des jeunes de ma rue les armes à la main. Je persiste à penser que le rôle des armes – leur apparition et leur propagation – n'a pas été le même partout en Syrie. Dans certaines régions, les manifestations ont été pacifiques, mais dans des zones sensibles comme la nôtre, où la confrontation a été directe entre sunnites et alaouites, les armes ont été sorties et se sont répandues très tôt. La révolution n'avait commencé que depuis deux mois lorsque notre secteur a été violemment attaqué et que j'ai entendu les premiers échanges de tirs. J'ai vite acquis la conviction que nous allions droit à la catastrophe. Entre nos voisins sunnites et nous la distance était courte. Une rue seulement. Pour la première fois, j'ai entendu des gens dans ma rue crier : « Ici c'est la terre d'Assad, fichez le camp. » Leur façon de se prévaloir du régime m'a épouvantée. Nous n'étions qu'au début d'une terreur qui devait aller grandissant.

Les manifestants de Karm al-Zeitoun brûlaient des pneus pour se dissimuler derrière. Les coups de feu tirés dans notre direction étaient continus. J'ai essayé de comprendre comment les armes étaient parvenues aux rebelles dans un pays verrouillé par de puissants services de renseignement. Comment des coups de feu pouvaient-ils être tirés au vu et au su de tous sans que l'État intervienne ? Et puis, comment les hommes de notre quartier avaient-ils pu acquérir des armes ? D'où leur parvenaient-elles ? Je n'arrêtais pas de poser ces questions douloureuses pour ma famille. Avec mes proches, je me suis engagée dans une polémique longue et épuisante au cours de laquelle des insultes et des propos blessants à mon égard ont fusé. Pendant près de trois ans, mes parents ont utilisé tous leurs arguments pour me convaincre, sans y parvenir. La conversation a pris fin lorsque ma mère en larmes a dit : « Si tu continues à parler comme ces terroristes armés, tu n'es plus ma fille, je te renie. »

Quelques jours plus tard, les hommes de la Sûreté ont installé un barrage à l'entrée de notre rue. Je voyais, pour la première fois, un char et des soldats devant chez moi. Le blindé ripostait aux tirs. De l'autre côté, les gens ont dû quitter leurs maisons. Les affrontements se sont intensifiés. Des barrages des deux bords, tenus par des hommes du régime ou par l'opposition, se sont multipliés un peu partout. Dans notre quartier, beaucoup d'hommes sont morts. Mon cousin a été tué par un franc-tireur.

On nous a dit que le tir était parti d'un barrage de l'opposition. La balle l'a atteint en plein cœur. Les femmes et les enfants de notre rue ont dû fuir vers des zones éloignées des combats. Notre quartier était sur la ligne de front, les affrontements y étaient très violents.

Tout ceci m'a décidée à participer aux manifestations pour mieux comprendre ce qui se passait réellement.

À Damas, j'ai pris part à un rassemblement dans le quartier Midan, au début de 2012. L'ambiance y était très différente de celle qui régnait dans notre quartier à Homs : y participaient des jeunes, filles et garçons, brandissant le drapeau de la révolution. Lorsque le cortège s'est ébranlé, les femmes se sont toutes voilées pour se cacher le visage. Elles marchaient au centre, les hommes autour d'elles les protégeaient. Le slogan était « Syrie, nous voulons la liberté ». Je l'ai repris, je l'ai crié même, et j'ai entendu le son de ma propre voix. Il est sorti sans que je m'en rende compte. C'était plus fort que moi : moi aussi, je voulais une Syrie libre. J'ai alors compris que nous vivions une véritable révolution. Les hommes de la Sûreté ont surgi quelques minutes plus tard. Nous avons détalé en courant. Des coups de feu ont été tirés.

Des amis qui participaient aux manifestations me tenaient au courant des événements. Les choses devenaient plus claires pour moi. J'ai compris que la situation variait d'une région à l'autre, que les hommes de la Sûreté tuaient délibérément des manifestants, que les barrages qui se multipliaient étaient une réponse à l'effervescence populaire contre Assad. J'ai acquis la certitude que le régime était prêt à tout pour reprendre le contrôle, que les services de renseignement avaient manipulé les sunnites et les alaouites de mon quartier ; qu'ils nous avaient à dessein laissés essuyer des tirs pendant vingt-quatre heures.

Une large part du peuple syrien ne voulait plus de Bachar, j'en étais dorénavant convaincue. Les manifestations et les actions pacifiques, comme la grève de la Dignité⁷, étaient l'expression de ce refus. Même ces actions ont été considérées comme du sabotage par le régime. Quand je revenais à Homs, j'entendais les voisins dire que les manifestants détruisaient le pays,

que les lieux où ils se rassemblaient étaient dévastés. J'ai vu de mes yeux que rien n'était saccagé après les défilés. Le régime faisait courir le bruit que les opposants voulaient détruire les fondements de l'État. Chaque fois que je retournais dans ma ville natale, j'étais effectivement stupéfaite par l'ampleur des destructions dans les rues où des manifestations avaient eu lieu. Cela dit, à Homs je n'ai participé à aucun défilé, mais à Damas je n'ai jamais vu de casseurs, alors que j'étais parmi les manifestants.

Homs a changé après mars 2012. Sans que quiconque le décide vraiment, la gare routière de la ville est devenue la ligne de démarcation entre sunnites et alaouites. C'est arrivé sans qu'on y prenne garde. Je ne pouvais plus me rendre dans les quartiers rebelles. Mes parents, comme leurs voisins, avaient fui. Ils louaient une nouvelle maison, trois rues plus loin. Les jeunes alaouites de Nazha, Ikrima, Karm al-Louz ont participé à la défense de notre secteur. Mes frères sont restés pour protéger nos biens. Un jour, alors que nous n'avions pas encore quitté notre maison, un de mes frères est revenu précipitamment chez nous, terrifié, pour nous avertir qu'on disait que nos voisins sunnites de Karm al-Zeitoun voulaient s'emparer de nos habitations et enlever les femmes pour les abuser. J'ai voulu savoir d'où provenait cette rumeur qui s'est répandue comme une traînée de poudre parmi les alaouites de Homs. On m'a renvoyée d'une personne à l'autre, sans que je réussisse à identifier la source. Lorsque j'ai dit à mon frère que nous devons nous assurer de l'exactitude de ces propos, il s'est mis en colère et m'a raconté que, la veille, un adolescent s'était posté devant sa boutique, avait passé le tranchant de la main devant sa gorge en signe de menace et s'était enfui. Ces choses, je les ai vraiment vécues. J'étais désorientée comme dans un labyrinthe. C'est à la suite de cet événement que les hommes se sont mis à exiger des femmes qu'elles portent le voile pour traverser les quartiers sunnites sans risquer de se faire enlever. J'ai refusé en disant que je n'avais peur de personne.

« Les sunnites veulent notre peau ! » Un jour, des voisins ont surpris un *jaari*⁸, un de ces types qu'on surnommait ainsi parce que, comme des chiens, ils aboyaient ce genre de phrase dans les rues. Avec mon frère, ils lui ont couru après, l'ont attrapé et l'ont battu pour savoir qui il était et qui était derrière ses propos. L'homme, resté muet, a fini par être livré à un barrage tenu par le régime. Mon frère et ses compagnons auraient voulu

connaître le résultat de l'interrogatoire. Au final, quelques jours plus tard, ils l'ont revu dans une autre rue, qui courait en vociférant la même phrase ! Ce scénario s'est reproduit dans d'autres quartiers, à Arman, Zahra et Ikrima⁹. À chaque fois le *jaari* criait que les sunnites des rues avoisinantes étaient sur le point d'égorger des alaouites. Il s'agissait sans doute d'une manigance très efficace pour monter les gens les uns contre les autres.

Ma vision des événements a changé non pas uniquement en raison de ce dont j'ai été témoin, mais à cause de ce qui s'est déroulé dans l'administration où je travaillais, un lieu qui en dit long sur l'emprise du régime et sur l'image de celui-ci auprès des citoyens. Le portrait du président y est accroché à tous les murs. Les responsables de division étaient dans leur grande majorité des loyalistes pro-régime.

Mon supérieur direct était un homme agité. Il entretenait des liens forts avec des responsables haut placés. Il me tenait informée de ce qui se passait, ce qu'il n'était pas censé faire. Il n'appartenait pas à l'appareil de sécurité, mais au sein du parti il avait la responsabilité de quatre-vingt-dix hommes, qu'il déployait dans les mosquées en coordination avec les hommes de la Sûreté. C'était un fervent baassiste. Pourtant il avait peur. Il m'a fait une confidence, il m'a révélé que le Baass outrepassait sa position de parti, qu'il avait dorénavant un rôle sécuritaire. C'est littéralement ce qu'il m'a dit. À l'évidence, il n'approuvait pas. Il a ajouté que l'ordre était venu de très haut et qu'il était impossible de s'y opposer. Nous étions à la fin de 2011. Les agents qu'il supervisait avaient sur eux des armes dissimulées. Ils s'infiltraient aux alentours des lieux publics à surveiller : certains priaient à la mosquée parmi les fidèles, d'autres faisaient mine de vendre des choses à la sortie des salles de prière. Tous n'étaient pas alaouites. Un jour mon chef a surgi devant moi. Très nerveux il m'a dit : « Mes hommes sont heureux de tuer, ils sont heureux de porter des armes. » Il parlait sérieusement. Il exécutait les ordres tout en sachant que la situation ne ferait qu'empirer.

Avec mes collègues, nous avons été obligés de prendre part à des défilés pro-régime. Par cette manœuvre, les autorités reconnaissaient implicitement que la rue était opposée à Assad et qu'elles étaient en difficulté. C'était comique. Surtout que les médias officiels répétaient sans cesse que les

images des manifestations n'étaient que mensonges et affabulations. Nous étions obligés de quitter nos bureaux, car les directeurs de département veillaient à ce que leurs subordonnés y participent. Cela dit, la plupart des employés, dont moi-même, rebroussaient chemin et ne faisaient pas le parcours en entier.

Pour moi comme pour les autres employés, la crédibilité de Bachar – celle de l'homme et du chef de l'État – s'est peu à peu dégradée à chacun de ses discours. Au début des événements nous écoutions ses allocutions au travail. Le silence et l'attention étaient alors complets. Nous scrutions chacun de ses mouvements, nous buvions chacune de ses paroles. Nous espérions, nous attendions un geste de sa part qui inverserait la courbe des événements, un mot qui montrerait qu'il avait pris la mesure des choses et qu'il était capable de prendre ses responsabilités. Deux discours ont suffi. Après, plus personne dans mon service, parmi les employés et les visiteurs, n'a prêté attention à ce qu'il disait. C'est que les mots de Bachar n'étaient que du vent. De plus il ne se comportait pas comme un président. Selon moi, de deux choses l'une : ou il était totalement déconnecté de la réalité ou il ne voulait pas affronter la vérité pour pouvoir poursuivre son projet, s'y conforter. Nous étions la dernière de ses préoccupations ou de simples moyens pour réaliser ses objectifs. Les gens mouraient et lui ne trouvait rien de mieux à faire que plaisanter. Même s'il reste au pouvoir, au regard de l'Histoire, il n'est plus rien.

Mais c'est le cheikh salafiste Ar'our¹⁰ et ses prêches télévisés qui étaient le plus grand problème : il est devenu l'un des symboles de la révolution puis a brusquement disparu, ce qui me fait penser qu'il était manipulé. Certains rebelles suivaient attentivement ce qu'il disait. Son discours sectaire incitait à la haine des minorités. Cela n'a fait qu'augmenter la colère et la peur des alaouites de mon quartier. Des pamphlets et des vidéos diffusés sur Internet et les réseaux sociaux ont provoqué une nouvelle montée de l'anxiété. On prétendait que les manifestants aspiraient à la création d'un État islamique et égorgeraient les alaouites un à un. Au début, j'ai essayé de désamorcer ces rumeurs, mais j'ai parfois moi-même été prise de doutes, piégée dans un douloureux cercle vicieux.

Avant le grand massacre de Karm al-Zeitoun, le 11 mars 2012¹¹, des

tueries de moindre ampleur ont eu lieu dans le quartier, je n'en ai pas parlé au début de mon récit mais elles ont joué un rôle déterminant. C'était en novembre 2011. À ce moment-là, dans notre quartier, le bruit courait que des salafistes avaient réussi à ouvrir des brèches dans les murs des bâtiments et s'apprêtaient à envahir nos maisons. On disait que ces hommes n'étaient pas syriens. Un de mes frères les a entendus parler en arabe classique derrière une paroi, très près de chez nous. Je suis sûre qu'il disait la vérité. C'étaient des djihadistes. Ils s'étaient installés dans les maisons désertées par les habitants de Karm al-Zeitoun qui avaient fui les tirs des chars du régime. Ce n'était pas une fausse rumeur : ils avaient effectivement réussi à percer les murs. Quant à savoir comment ces djihadistes étaient arrivés là et qui ils étaient réellement, c'était impossible. Quoi qu'il en soit, dans l'esprit de mes proches, la révolution se résumait à ces hommes. Les femmes, les enfants et les vieillards ont pris la fuite. Seuls les jeunes hommes sont restés pour veiller sur les maisons. Deux jours plus tard, j'ai appris que les membres d'une famille entière, des sunnites, avaient été égorgés au couteau à Karm al-Zeitoun. Parce que nous étions terrifiés et en plein désarroi, le détail des événements nous échappait. Avant chaque tuerie, on entreprenait de terroriser les alaouites et de les faire fuir, puis on découvrait que les victimes des massacres étaient des familles de l'autre bord. Tout ceci augmentait l'effolement des habitants de notre rue et les poussait à s'armer chaque jour un peu plus.

À cause d'un sniper posté du côté des brigades de l'opposition, je ne voyais plus mes frères restés dans notre maison. La bataille faisait rage, en particulier à Bab al-Drib¹². Des membres de ma famille ont reçu des balles dans les jambes. Dans l'appartement où nous étions réfugiés, l'électricité était coupée. Un jour, en compagnie d'un cousin, j'ai tenté de revenir dans notre quartier. On nous a tiré dessus. Lui a été abattu et moi j'ai réussi à m'en sortir. Pour mes proches, le point de non-retour était atteint, car des hommes de la communauté avaient été tués. Il en allait dorénavant de leur survie. Ce que les médias des rebelles s'échinaient à démentir avait bien lieu... Que les responsables aient été le régime ou les brigades armées de l'opposition... tout ceci avait bien lieu.

J'ai rendu visite à ma famille après le grand massacre de Karm al-Zeitoun. J'ai ensuite décidé de ne plus revenir à Homs. Les bâtiments

étaient dévastés et brûlés, les destructions indescriptibles. J'étais née ici, j'y avais grandi. Nous étions revenus dans nos maisons à Karm al-Zeitoun. Mais la rue en face de chez nous n'existait plus. J'étais désespérée : 95 000 personnes avaient disparu en l'espace de quelques mois. L'armée y était entrée. C'est là que la tuerie a été perpétrée. Je ne pouvais pas rester silencieuse. Furieuse, je hurlais. Mes amis de Damas m'avaient raconté leur version des faits, le détail des événements, ce que l'armée et les *chabbiha*¹³ avaient fait. Maintenant que j'étais revenue chez moi, je voulais comprendre ce qui s'était passé. J'ai interrogé des gens autour de moi. Les femmes étaient restées à l'arrière, avec les enfants. L'armée n'avait pas commis ce crime. Les responsables étaient les *chabbiha*. Plus tard, j'ai appris par un proche qu'il existait une unité dont la mission était de nettoyer les lieux avant l'arrivée de l'armée. Les membres de cette unité sont des *chabbiha* spécialement entraînés à tuer. Les opérations d'épuration et de nettoyage (nettoyer dans le sens de tuer) étaient conduites en liaison avec l'appareil sécuritaire par cette unité. J'ai essayé d'avoir des noms et d'en savoir davantage. Un cousin a fini par m'avertir que je devais me taire et quitter le quartier, que je me mettais en danger en m'obstinant. Ce sont ces hommes rattachés cette unité et à l'appareil sécuritaire qui ont commis le massacre, pas l'armée. J'en suis persuadée. Des réunions étaient organisées entre des chefs de la Sûreté et des hommes du quartier terrifiés. De façon très intelligente, l'appareil sécuritaire a su tirer parti de la peur des gens.

J'étais anéantie, brisée. Jamais plus je ne serais comme avant. Je sentais comme une béance en moi. J'ai décidé de ne plus revenir à Homs. Un jour j'ai dit à mes parents : « Ce qui leur est arrivé vous arrivera un jour. » J'ai mis mon père face à la réalité : « Rien ne justifiait ce qu'ils ont fait, lui ai-je lancé, ils devront un jour ou l'autre payer pour leurs crimes. » Pour la première fois, il est resté muet. Certains de nos voisins n'exprimaient pas leur désarroi, d'autres le formulaient par des phrases telles que : « Quoi qu'il en soit, nous n'avions pas notre mot à dire. Nous n'avons rien fait. » Je leur répondais : « Vous n'avez rien fait lorsqu'ils ont brûlé les maisons, tué des femmes et des enfants. » Un jeune homme du quartier désorienté et inquiet m'a confié : « Un officier m'a donné l'ordre de brûler le supermarché, je me suis exécuté. Je sais que j'ai perdu une part de mon humanité en faisant cela. Mais je ne pouvais pas faire autrement. Je sais bien que les hommes du régime, de l'appareil sécuritaire sont ignobles,

mais je ne voulais pas que ma famille soit égorgée par les sunnites. » Un autre jeune a poursuivi : « Ce n'est pas tout. Lorsque les hommes de la Sûreté sont rentrés dans le quartier, un officier nous a dit qu'Assad ne tomberait jamais et que la communauté internationale le soutiendrait, il a ajouté que si nous étions de leur côté nous étions les bienvenus et que dans le cas contraire, il fallait que l'on s'attende à disparaître. »

Les hommes du quartier étaient dans un état d'extrême tension. J'oscillais entre l'envie de leur hurler dessus et un sentiment de pitié.

Le régime appliquait un plan bien clair et défini. Il savait ce qu'il faisait. Il misait sur les souffrances des habitants de Karm al-Zeitoun, parce qu'il s'agissait d'un lieu sensible, de confrontation directe entre alaouites et sunnites. De plus, les alaouites du quartier étaient des réfugiés depuis quarante ans. Les choisir pour les lancer au cœur de la bataille était bien pensé de la part de l'appareil sécuritaire. Celui-ci savait que les déplacés n'avaient que leurs maisons de Karm al-Zeitoun et nul autre lieu où se réfugier, contrairement aux alaouites du Nord qui pouvaient se retrancher dans leurs villages reculés et protégés.

Beaucoup de mes proches et voisins sont morts. Les tentes des condoléances¹⁴ étaient dressées en permanence. Je suis partie à Damas. J'ai réduit le contact au minimum avec mes parents. Je n'ai plus eu de véritable discussion avec eux. Ce n'était pas mon souhait, mais la rupture était plus confortable pour eux, elle leur permettait de se dire que les opposants étaient tous des traîtres vivant à l'étranger. L'idée d'avoir quelqu'un parmi eux qui les contredisait et venait troubler leur nouvelle vie leur était devenue insupportable. J'ai continué à travailler à Damas. J'étais partagée entre le désespoir et la colère.

À Damas également nous étions bombardés. Un missile s'est abattu sur mon immeuble. Un ami qui a fait son service militaire et s'y connaît a vu les débris avant que les hommes de la Sûreté ne surgissent précipitamment pour les ramasser. Il s'agissait d'un missile de l'armée. Les types de la Sûreté ne se sont pas intéressés aux habitants de la maison touchée ni aux victimes. Ils ont sauté du toit d'un bâtiment voisin, ont pris l'engin et sont

partis. Je ne sous-entends pas que les groupes armés de l'opposition ne nous bombardaient pas, ils le faisaient de temps à autre. Ça me mettait également en colère. Des civils, des innocents étaient pris pour cibles.

Depuis la mort de mon cousin j'étais terrifiée. Nous avions grandi ensemble et étions très proches. Il a été tué par un sniper des brigades de l'opposition, mais, dans le même temps, je suis convaincue qu'il a été la victime sacrificielle d'un plan que nous ignorons et qui ne peut être que désastreux pour les alaouites. Ce plan n'a fait que nous enfermer dans la dictature et le crime. Dans la tente des condoléances, je me souviens de mon désir irrépressible de hurler à la face de mes parents et des familles présentes qu'ils étaient la cause de la mort de leurs enfants, qu'ils payaient le prix amer de leur soutien à la tyrannie. Mais je ne l'ai pas fait parce que j'étais moi-même devenue une victime impuissante... Quelques jours auparavant, alors que j'étais à la faculté d'architecture, sur la route de l'aéroport, des missiles ont été tirés sur le bâtiment où je me trouvais, probablement par des factions armées de l'opposition. Des étudiants ont été tués. Notre vie était devenue un enfer.

J'ai pris la décision de venir en aide aux personnes directement touchées par le désastre. J'étais persuadée que cette guerre allait tous nous engloutir. Je voulais faire mon possible pour protéger les gens. J'étais submergée par un sentiment de culpabilité. J'ai entièrement pris une famille sunnite sous mon aile en me disant que la roue tournerait et qu'un jour viendrait où il faudrait être en mesure de venir en aide à mes parents.

J'ai proposé à des amis actifs dans la société civile de collaborer avec eux. Mais ils ne me faisaient pas confiance, en ma présence ils taisaient certaines choses. On se réunissait de temps à autre. Nous discussions de la Constitution, de la forme que l'État prendrait dans le futur. Un jour, je leur ai dit qu'ils étaient trop pressés et qu'ils minimisaient l'ampleur des événements. Ils devaient voir la vérité en face, réaliser les crimes commis par l'appareil sécuritaire. Dans ces moments, j'avais le sentiment que les opposants, de façon inconsciente, s'apprêtaient déjà à prendre la relève du pouvoir et à faire main basse sur la victoire à venir. La compétition au sein de l'élite et parmi les intellectuels était vive pour proposer la meilleure alternative. Tout ceci m'a poussée à dire franchement à l'un d'eux que leurs

agissements m'inquiétaient au plus haut point. Mon interlocuteur m'a répondu : « Tu as peur pour ta communauté. » Je lui ai rétorqué que c'était faux, que j'avais peur pour la Syrie, qu'ils sous-estimaient la situation. Je prenais le parti des gens qui n'étaient pour rien dans la crise que nous traversons. Ils étaient réservés à mon égard, mais je leur ai donné mon opinion franchement, je leur ai dit que je n'étais pas d'accord avec ce qu'ils proposaient aux gens. Certaines choses me paraissaient en décalage avec la réalité. Les membres de l'élite intellectuelle sunnite valaient bien leurs semblables alaouites liés au régime. Avec eux aussi c'était un jeu de dupe. Comme les alaouites des milieux défavorisés, les sunnites pauvres étaient envoyés à la mort et on leur mentait.

La situation économique empirait et j'ai dû arrêter de travailler à cause de la guerre. Pendant des mois je n'ai mangé que des pommes de terre, du pain et du fromage blanc. Je ne pouvais me résoudre à l'idée de retourner à Homs. J'ai voulu rejoindre la Ghouta assiégée. Mais cette idée ne plaisait pas à mes amis. Ils avaient peur pour moi, surtout après l'attaque chimique. Parmi eux, se trouvaient des personnes qui avaient des réserves à mon égard. Je voulais m'impliquer dans des activités civiles et donner des cours aux enfants des régions assiégées. J'ai tenté à plusieurs reprises de les convaincre, en vain. J'ai fini par perdre tout espoir. Je suis partie au Liban dans l'objectif d'améliorer un peu mes conditions de vie tout en restant à proximité de la Syrie et toujours en phase avec ce qui s'y passait.

Encore aujourd'hui, le visage du jeune homme qui a mis le feu au supermarché me hante. Quand il m'a déclaré qu'il n'était plus un être humain, ses yeux étaient injectés de sang et hagards. J'entends encore ma voix lui demander : « Pourquoi l'officier t'a-t-il ordonné de brûler un supermarché rempli de nourriture alors que nous avions... alors qu'ils avaient faim ? Pourquoi brûler de la nourriture ? »

1. Surnommée par les Syriens *Naksa huzayran* (« revers de juin »), la guerre des Six Jours a opposé Israël à la Syrie, l'Égypte et la Jordanie en 1967. Elle a provoqué le déplacement d'un grand nombre de personnes originaires de différentes régions occupées par les Israéliens en Égypte, en Palestine, au Liban et en Syrie, parmi lesquelles le Golan évoqué ici.

2. Le sit-in de la Place a eu lieu le 18 avril 2011 après les funérailles de sept civils tués la veille à Homs. Une foule immense s'est rassemblée sur la place de la Tour de l'horloge, composée d'habitants des différents quartiers de la ville ainsi que des villages environnants. La nouvelle du rassemblement s'est rapidement diffusée grâce aux chaînes satellitaires. Au milieu de la nuit, les forces de sécurité ont tiré sur la foule. Des cadavres ont été transportés en camion vers un lieu inconnu. Dans un rapport de 2011, Human Rights Watch parle d'« au moins 17 morts ».

3. Les alaouites conservent la mémoire de massacres, équivalant à un génocide, dont ils ont été les victimes parce qu'ils étaient considérés comme apostats et mécréants. Dans les récits qui se transmettent oralement de génération en génération, on rapporte que les pogroms étaient précédés par des appels au meurtre et des *takbir* lancés à partir des mosquées. Sur le *takbir*, cf. page 73 note 1.

4. À minuit dans la nuit du 18 avril 2011, l'armée a ordonné aux manifestants de se disperser. À 2 heures du matin, les forces de sécurité ont commencé à tirer à balles réelles sur la foule qui avait refusé de quitter la place.

5. Leila désigne les membres de la communauté alaouite habitant la région de Lattaquié d'où les Assad sont originaires.

6. Quartier situé à l'est de Homs.

7. Événement marquant du début de la révolte, la grève de la Dignité a été organisée en décembre 2011 par le mouvement non-violent syrien et les comités de coordination locaux.

8. Nom donné à une race de chien sauvage.

9. Situés en périphérie, à l'est de Homs, ces trois quartiers sont habités en majorité par des alaouites.

10. Prédicateur salafiste originaire de Hama, Adnan al-Ar'our est parti en exil en Arabie Saoudite suite aux événements de 1982. À partir de 2006, il s'est fait connaître pour ses prêches anti chiites diffusés par la chaîne saoudienne al-Safa. Au début de la révolte syrienne en 2011, il a pris fait et cause pour la rébellion et lancé sur la chaîne Wesal TV, une émission politico-religieuse appelée *Avec la Syrie jusqu'à la victoire*. Lors de l'une de ces émissions, il a divisé les alaouites en trois catégories : ceux qui ont soutenu l'opposition, ceux qui sont restés neutres, à qui rien ne sera fait, et ceux qui ont collaboré, « ceux-là, on les passera au hachoir et on donnera leur chair aux chiens », a-t-il lancé. Cet appel à la vengeance de la part d'un clerc populaire auprès des sunnites peu éduqués a particulièrement effrayé la communauté alaouite.

11. Ce jour-là trente tanks de l'armée syrienne sont entrés dans le quartier

de Karm al-Zeitoun. Au cours de cette offensive, 21 femmes et 26 enfants ont été assassinés, certains égorgés.

[12.](#) Quartier situé au sud-est de la vieille ville de Homs, à la limite de Karm al-Zeitoun.

[13.](#) Sur ce terme, cf. page 26, note 2.

[14.](#) Lors des funérailles, des tentes sont dressées pour présenter les condoléances aux familles des défunts.

Amal

Je m'appelle Amal et j'ai une petite quarantaine d'années. J'ai un fils de sept ans et une fille de quinze ans. Je travaillais dans différentes maisons d'édition tout en étant employée dans un service de l'administration publique.

J'ai grandi dans un milieu pauvre. Après le lycée, j'ai décidé de chercher du travail pour aider mes parents et aussi parce que j'ai très tôt compris que l'indépendance de la femme passe par son autonomie financière.

En fait, au début de la révolution je ne comprenais pas bien ce qui se déroulait, mais j'étais contre le régime dictatorial d'Assad. Dans l'administration où je travaillais, j'ai découvert les rouages de la corruption, du favoritisme, des transactions commerciales douteuses. J'ai vu comment les hommes de la Sûreté s'immisçaient dans chacune des décisions, jusqu'à la nomination du petit personnel ou des employés de direction. J'ai appris les noms des grands commerçants en cheville avec les membres de la famille au pouvoir et les officiers haut gradés.

Après la prise du pouvoir par Bachar al-Assad, j'ai suivi avec inquiétude l'ouverture du marché syrien aux marchandises en provenance de Turquie. J'ai pris la mesure de son impact sur l'industrie nationale, dans le secteur de l'ameublement ou du textile par exemple. Même la glace turque était importée. J'étais atterrée de constater que, pour le bien des affaires de certains, des industries florissantes étaient sacrifiées. Sous le règne de Bachar, la pauvreté a augmenté, les entreprises ont fermé, la corruption s'est développée à tous les niveaux de la société. Un ami a essayé d'ouvrir une fabrique d'huile d'olive. Il a obtenu l'autorisation, mais devait partager les bénéfices avec un officier de la Sûreté qui n'avait pas mis un sou dans l'affaire. C'est un exemple parmi d'autres de la corruption galopante dont

j'ai été directement témoin.

Lorsque ma sœur a été emprisonnée en 2011 pour avoir participé à une manifestation pacifique à la mémoire des enfants de Deraa, j'ai fait connaissance avec le monde des tribunaux et des prisons. J'ai découvert avec effarement le nombre important de prisonniers en rencontrant leurs familles et en consultant les listes immenses dans les registres des tribunaux. Au palais de justice, j'ai vu de mes yeux comment les prisonniers étaient traités, frappés et humiliés, comme des bêtes. C'est à ce moment-là que mon frère a rejoint les rebelles. Moi j'observais ce qui se passait. Mon mari était pour la révolution, mais le cachait de peur qu'on l'apprenne. Cependant, j'ai fini par participer aux manifestations, puis je me suis impliquée dans des actions de secours. J'ai cru en la révolution. J'ai vu ce que le régime faisait aux gens. Ses hommes ont exécuté un de mes amis dans le quartier de Tachrin, pour rien. Un autre a disparu après avoir été arrêté et emmené dans une voiture de la Sûreté. Tous les employés du service dans lequel je travaillais ont été obligés de participer à des défilés pro-régime.

Je voulais être du côté des opprimés et comprendre les raisons qui les avaient poussés à prendre les armes pour se défendre. Je suis entrée en contact avec l'Armée libre. Jusqu'à début 2013, dans les deux Ghouta, orientale et occidentale, ses membres étaient des déserteurs de l'armée du régime, des hommes du coin ou venus d'autres régions comme Idlib. Puis le régime a assiégé la région et on n'a plus communiqué que par Skype.

Après le massacre de la Ghouta en août 2013, la situation a empiré. Un de mes frères a été arrêté quelques jours avant. La campagne d'emprisonnement s'est poursuivie et a touché plusieurs de nos proches. Avec une amie, nous avons alors pris la décision de nous installer dans la Ghouta, mais une activiste nous l'a déconseillé. Selon elle, les brigades islamistes n'accepteraient pas la présence de femmes non voilées comme moi.

J'ai décidé de quitter la Syrie, car je ne pouvais rien faire. Les régions libérées par l'Armée libre étaient dorénavant contrôlées par les groupes

armés islamistes. Les voyous y pullulaient. On commençait à parler de vols de grande ampleur commis par les combattants de l'opposition. Dans les zones contrôlées par le régime, il n'était plus possible de travailler à cause du durcissement sécuritaire. Je me contentais d'aider les déplacés dont le nombre avait considérablement augmenté après l'attaque chimique. Un sentiment d'impuissance m'a submergée lorsque des gens se sont mis à m'interroger sur mes activités auprès des déplacés et sur mes relations avec eux. La nouvelle de l'arrestation de mon frère s'est répandue. Des jeunes avec lesquels j'avais travaillé ont aussi été emprisonnés. Ils n'allaient pas tarder à donner mon nom.

J'avais peur pour mes enfants, car deux explosions avaient eu lieu à proximité de leur école en plein cœur de Damas. Se sont ajoutés les enlèvements, l'insécurité, les tirs de missiles. Tout ceci m'a poussée à partir.

Pendant cette période, le seul risque que j'avais pris avait été d'aider un activiste recherché à rejoindre la campagne à l'ouest de Damas pour qu'il puisse ensuite fuir au Liban. Le type avait un accent à couper au couteau qui en disait long sur son identité et rendait suspecte sa présence dans cette zone. Il était visiblement terrifié. Je devais l'accompagner tout en le rassurant pour qu'il puisse traverser les barrages sans être interrogé. Pour ne pas attirer l'attention, j'ai même été obligée de porter un voile.

J'ai donc pris la décision de m'exiler en Europe.

En mai 2014, j'ai emprunté de l'argent à l'un de mes frères et je suis partie à Istanbul où j'ai été hébergée par une amie. J'étais seule, sans mes enfants restés avec leur père. C'était très dur.

En Turquie j'ai découvert le monde des passeurs. À l'origine, mon projet n'était pas de franchir clandestinement la Méditerranée, mais je n'avais pas le choix. On m'a conseillé de me faire accompagner par un homme pour éviter les agressions sexuelles. Je suis entrée en contact avec le frère d'une amie. Nous avons pris la décision de tenter l'aventure ensemble. Nous avons rencontré un premier passeur avec lequel nous avons convenu qu'il

nous conduirait jusqu'à la ville de Marmaris au sud-ouest de la Turquie, un des points de passage pour les clandestins. En fait ce n'était pas un passeur, mais un intermédiaire (personne ne connaît l'identité des vrais passeurs). L'intermédiaire guide les clandestins et encaisse leur argent. J'ai déposé mon argent dans un bureau à son nom. Notre accord était le suivant : je devais me procurer un code secret que je communiquerais une fois arrivée en Grèce à une autre agence du réseau afin qu'il puisse débloquent l'argent de sa commission. La première fois, j'ai payé 1800 dollars, et j'ai obtenu le code secret. À Marmaris, un second intermédiaire nous attendait. Il nous a conduits dans un hôtel où nous avons rencontré de nombreux Syriens dans la même situation que nous. La plupart étaient originaires d'Alep. Le statut social de certains m'a surprise : ils étaient manifestement aisés et s'apprêtaient à s'embarquer avec nous dans un périple bon marché. Plus tard, j'ai découvert qu'on nous avait bernés. Avant d'entreprendre le premier voyage, le passeur a exigé une somme supplémentaire. J'ai vendu ce qui me restait d'or, car je n'avais plus ni temps ni argent. J'avais laissé mes enfants derrière moi, je voulais les faire venir le plus rapidement possible. Ma priorité était de les sauver.

Nous étions une trentaine. Avec nous, il y avait deux vieillards et des enfants, dont des nourrissons. Nous sommes montés dans un autobus. Le trajet a duré deux heures. À notre arrivée dans une ville, le chauffeur a détalé, nous laissant seuls. Des passeurs turcs nous ont pris en charge. Nous avons marché une demi-heure en direction de la mer. Les deux vieillards étaient portés par des jeunes. Nous avons atteint une falaise. Il était minuit, nous étions fin juin. Il faisait nuit noire, on n'y voyait rien. Nous avons discuté pour passer le temps. Je n'y comprenais rien et ne savais pas quelle était la prochaine étape. Mes compagnons étaient comme moi. Soudain, un homme a hurlé, il s'était blessé à la jambe avec un morceau de verre. Des jeunes ont allumé leurs lampes de poche pour lui porter secours. Quelle n'a pas été notre surprise de découvrir que nous étions au sommet d'une décharge. On nous avait jetés au milieu des ordures.

Nous sommes restés là jusqu'à 4 heures du matin. L'aube poignait et nous pouvions distinguer les vagues qui frappaient les rochers lorsqu'une petite barque a fait son apparition. Deux hommes la manœuvraient difficilement à cause de la houle. De plus, nous étions trente et elle ne

pouvait contenir que dix personnes. Nous avons refusé d'embarquer. En discutant avec le groupe, j'ai découvert que l'intermédiaire avait exigé des sommes différentes selon les personnes. Une querelle a éclaté, car certains étaient prêts à monter dans l'embarcation et d'autres non. Les intermédiaires turcs ont tenté de nous convaincre en arguant que c'était la seule solution, qu'ils n'étaient qu'un maillon de la chaîne. J'ai dit que je refusais. Finalement nous avons pris la décision commune de ne pas monter dans la barque. Les Turcs ont alors pris la fuite et nous ont abandonnés sur la côte. Nous ne savions pas même où nous nous trouvions. Plus tard, nous avons appris que nous étions à Çeşme¹.

J'étais épuisée et en nage car, comme on nous avait interdit d'emporter des sacs, j'avais revêtu plusieurs couches d'habits. Il était environ 6 heures 30 du matin. Nous étions là, sur cette décharge. Les jeunes ont soulevé les deux vieillards et nous sommes repartis en direction de la ville. Nous faisons peine à voir, fatigués, assoiffés, affamés, sur le point de nous effondrer. Et nous avons peur que la police turque nous repère.

Après cette histoire, je me suis déplacée entre plusieurs villes, parmi lesquelles Marmaris, Bodrum et Izmir. Toutes mes tentatives pour traverser la mer ont échoué. À chaque fois c'était plus terrifiant, mais je ne perdais pas espoir : l'image de mes enfants était partout avec moi, m'obligeant à tenir bon.

J'ai fait une tentative à partir d'Izmir. C'était la pire. Nous étions un groupe de douze personnes, deux femmes et dix hommes. Les passeurs nous ont fait monter dans une limousine sans aucune ouverture, un véritable tombeau. Nous y sommes restés deux heures. Ils nous ont fait descendre dans une forêt et la voiture a filé. Nous avons marché une heure, guidés par l'un d'eux, jusqu'à ce que la mer apparaisse. D'autres Turcs nous attendaient là-bas. Le passeur qui nous accompagnait a déguerpi. Avec ses semblables il faisait partie d'une chaîne d'hommes qui réceptionnaient et livraient des êtres humains en des lieux où brusquement ils disparaissaient comme ils étaient apparus. Ils ont fait venir une embarcation en bois. Elle était manœuvrée par l'un d'entre nous, un jeune Libyen de 17 ans formé à la hâte à la conduite en mer. En échange il ne payait pas le prix du passage. C'était terrifiant, mais nous n'en étions plus à un danger près. Une demi-

heure plus tard on nous a ordonné de monter dans l'embarcation. Pour l'atteindre, il nous fallait parcourir dix mètres à la nage ou en marchant dans l'eau. J'ai eu beaucoup de mal à me hisser sur la barque à cause des couches d'habits trempés que je portais et du gilet de sauvetage. Le moteur ne fonctionnait pas. On nous a demandé de redescendre et de nous cacher une fois de plus dans le bois le temps de le réparer. Nous avons attendu deux heures au cours desquelles nous avons échangé des blagues et avons fait connaissance. Chacun a raconté ses tentatives malheureuses pour traverser la Méditerranée. Lorsque nous avons entendu le son du moteur, nous avons couru vers l'embarcation. La mer était calme, tout paraissait parfait. Il n'y avait aucun bruit, si ce n'est le ronronnement du moteur. La traversée a duré vingt-cinq minutes. Nous distinguions une île grecque, enfin !

La barque est arrivée à proximité d'un rivage rocheux. Le jeune Libyen qui la conduisait a sauté à l'eau pour s'enfuir, nous avons fait de même. Sur la plage, nous avons enlevé nos gilets de sauvetage et les avons jetés à terre. Nous étions censés débarquer sur Kos, mais en fait nous sommes arrivés sur une petite île située à proximité, où il n'y avait rien d'autre qu'une caserne militaire. Nous étions au pied d'une falaise qu'il fallait franchir. Les épineux égratignaient les jambes des hommes qui portaient des shorts. À mi-pente, des coups de feu ont été tirés depuis un bateau en mer, c'étaient les gardes-côtes grecs. Nous étions à découvert, trempés, blessés, épuisés. Nous les entendions, ils riaient en nous canardant. J'ai tenté de me mettre à l'abri, mais je me suis pétrifiée sur place lorsque j'ai entendu une balle siffler à mes oreilles.

Les tirs ont cessé et nous avons continué notre ascension jusqu'au sommet. Arrivés en haut, nous avons vu le jeune Libyen arrêté par des soldats grecs et nous avons découvert que nous étions cernés par des militaires. Ceux-ci nous ont livrés aux gardes-côtes qui ont violemment battu les hommes de notre groupe et ont exigé que nous leur remettions nos passeports et nos téléphones portables. Ils nous ont annoncé qu'ils nous ramèneraient en Turquie. Nous les avons suppliés de nous laisser partir, rien n'y a fait. Leurs fusils pointés sur nous, ils nous ont fait descendre au port où ils nous ont rendu nos passeports et nos portables. Puis ils nous ont forcés à remonter dans notre barque qu'ils avaient ramenée au quai. Comme

il n'y avait plus d'essence dans le moteur, ils nous ont remorqués jusqu'au large où ils nous ont abandonnés avant de partir en vitesse. Notre barque prenait l'eau, on ne savait pas quand et comment elle avait été fissurée. C'était terrifiant. Quelqu'un avait fait cela ! Comment était-ce possible ? Étaient-ce les gardes-côtes qui avaient endommagé la coque ? Ils nous avaient largués en pleine mer, sans gilets de sauvetage, sans eau potable, sans rien. Nous n'avions que nos passeports et nos téléphones portables protégés par des sacs plastique soigneusement scotchés. Un membre de notre groupe a réussi à contacter le passeur et essayé de joindre toutes les personnes qu'il connaissait pour qu'elles viennent à notre secours. Nous sommes restés ainsi vingt minutes. Les hommes écopaient l'eau. Tous se sont mis à prier, persuadés qu'ils allaient mourir. Nous étions sur le point de couler. Il était impossible d'empêcher l'eau de pénétrer dans l'embarcation.

Brusquement des gardes-côtes turcs sont apparus. Ils nous ont porté secours après nous avoir pris en photo. Puis ils nous ont extirpés de la barque en nous criant des mots que nous ne comprenions pas. Ils nous ont déposés sur les quais d'un port de Çeşme où, sous bonne surveillance, nous sommes restés de 2 heures à 7 heures du matin. On grelottait de froid. Ils se sont contentés de nous apporter du pain, du fromage et de l'eau. Ensuite, ils nous ont conduits dans un commissariat où ils nous ont interrogés pour connaître les noms des passeurs. Ils devaient nous conduire dans un centre de rétention réservé aux migrants, mais ils ne trouvaient pas de place vacante en raison du nombre considérable de Syriens arrêtés alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée². Ils nous ont donc relâchés.

Pas à un instant je n'ai pensé que j'allais mourir, même lorsque la barque s'est mise à couler et quand mon corps a commencé à disparaître sous l'eau. J'étais animée par un calme et une tranquillité étranges. Mes pensées étaient occupées par deux images : celle de mes deux enfants que j'avais laissés en Syrie et celle des visages de mes compagnons. Les voyant fermer les yeux, prier et invoquer Dieu, dans l'attente de la mort, je les imaginais se noyant devant moi, l'un après l'autre. J'étais persuadée que j'allais vivre alors même que je suis une piètre nageuse.

Cette tentative avait été précédée d'une dizaine d'autres. Juste après, j'ai fini par réussir. J'ai doublé la somme que j'avais payée la première fois

pour, cette fois-ci, faire la traversée sur un yacht de plaisance. Mon frère m'avait donné l'argent en insistant pour que je ne me lance pas de nouveau dans un périple dangereux. J'étais censée atteindre la ville de Chios en partant de Bodrum, mais le capitaine, à la suite de problèmes avec les gardes-côtes, a changé d'itinéraire et pris la direction de Symi. Nous étions deux femmes et une vingtaine d'hommes à effectuer ce voyage. Avec deux hommes et un vieillard, nous avons été choisis pour prendre place sur le toit du yacht. Quant aux clandestins restants, ils se sont cachés dans la cale. L'autre femme était voilée, mais elle a découvert ses cheveux et nous nous sommes habillés de façon à passer pour des touristes.

En Grèce, j'ai obtenu des papiers bulgares. L'argent fait tout. De là, je suis allée à Milan, puis à Bruxelles et enfin en Hollande où les procédures de regroupement familial sont plus rapides qu'ailleurs en Europe. Le voyage a été très dur. Après m'être livrée aux autorités hollandaises, j'ai été placée dans un camp de réfugiés et, huit mois plus tard, j'ai fait venir mes enfants et mon mari.

Désormais, je vis en Hollande avec mes deux enfants. J'ai récemment divorcé. J'apprends le néerlandais et je travaille comme bénévole pour une organisation humanitaire dans un camp de réfugiés. J'aurai bientôt un nouveau travail.

[1.](#) Ville turque située sur la côte de la mer Égée à 18 kilomètres des côtes de l'île grecque de Chios.

[2.](#) Entre octobre 2011 et fin mai 2018, la Turquie a enregistré 3,6 millions de réfugiés syriens. Ces personnes sont censées bénéficier d'une protection temporaire en raison de la guerre qui ravage leur pays. Mais, selon les termes d'un plan d'action signé avec l'UE, la Turquie doit empêcher les départs clandestins vers les pays européens.

Amina Kholani

Je m'appelle Amina Kholani. Je suis originaire de Daraya¹. Quand la révolution a éclaté, j'avais 35 ans, j'étais mariée et mère de trois enfants. J'ai étudié l'histoire à l'université de Damas. Puis j'ai obtenu un diplôme de sciences de l'éducation. Les filles de Daraya allaient rarement à l'université, mais ma famille a veillé à ce que j'achève mes études.

En 1991, je suis entrée à l'institut Anas Bin Malik, où l'on dispensait un enseignement coranique. Il était dirigé par cheikh Abdel Akram al-Saqqa². C'était notre *maître*³. Et nous, ses élèves, nous étions les *akramiyyin* en référence à son nom. Parallèlement à mes études d'histoire à l'université, je suivais ses cours de sciences coraniques et juridiques. Plus tard, j'ai moi-même enseigné les sciences islamiques à l'institut. Les gens autour de moi regardaient d'un mauvais œil les filles qui allaient à l'université. Nous, les *akramiyyin*, nous voulions casser ce stéréotype négatif. Nous nous tenions à distance des cercles des « cheikhs officiels⁴ ». Nos actions ont suscité un mouvement d'ouverture à Daraya. Les cheikhs nous ont accusés d'être des hétérodoxes. À leurs yeux nous représentions une menace pour les traditions et les coutumes parce que nous avons introduit l'ordinateur, la télévision et le téléphone dans la mosquée, et parce que nous projetions des films éducatifs, scientifiques et culturels.

Nous organisions des séances de discussion à la mosquée. Maître Jawdat Said⁵ nous rendait visite de temps à autre. Maître Abdel Akram al-Saqqa était un homme de religion. Un cheikh, donc. En 1990, il a fondé une école secondaire de charia⁶ et l'institut Anas Ben Malik. Défendant une vision ouverte de la religion, il rejetait l'anathème, le madhhabisme⁷ et le traditionalisme qui dominaient. Il considérait que la conscientisation de la population et sa moralisation, ainsi que la lutte contre la corruption de l'État, étaient prioritaires. Il invitait à une pensée qui rejette la

condamnation à mort de l'apostat, car pour lui l'islam ne forçait personne à croire. Les cheikhs de Daraya et de Damas étaient vent debout contre lui. Toutes les activités que nous organisions à l'institut étaient publiques. Notre maître exprimait ouvertement ses opinions.

De 1990 à 2000, nous avons animé des cercles d'enseignement dans la mosquée. Nous coupions la semaine en deux : pendant trois jours nous recevions l'enseignement du maître, puis les trois jours suivants, nous transmettions ses préceptes aux étudiants moins avancés. Nous voulions bâtir un projet intellectuel et culturel pour notre société. Pour l'accomplir, nous avions besoin de temps. Notre mosquée est devenue un lieu d'enseignement, de réflexion et d'interprétation des règles de la charia. Elle ne se limitait pas à l'enseignement du Coran.

Au fil des années, une école de pensée musulmane, réformée et éclairée a vu le jour, fondée sur les outils de la science et de la recherche qu'on nous avait enseignés. Nombre de cheikhs se sont dressés contre nous, ainsi qu'une grande partie de la population de Daraya. Mais notre mouvement rassemblait déjà trois générations : la première ne comptait que quelques personnes, la seconde des dizaines. Quant à la troisième, elle rassemblait cinq cents élèves. Pour ces derniers, nous avons créé nos propres programmes éducatifs et fondé une école privée financée par notre maître. Abdel Akram al-Saqqa insistait sur la nécessité de créer des institutions qui ne soient pas liées à une personne en particulier. Nous prenions toutes nos décisions en votant.

Le maître rejetait l'idée selon laquelle la femme serait impure pendant ses périodes menstruelles. Il a émis une fatwa l'autorisant à entrer dans la mosquée et à toucher le Coran en toutes circonstances. Il affirmait que le Coran devait guider notre vie, que rien ne devait nous en éloigner. Cela n'a fait qu'augmenter l'hostilité des cheikhs. Tous ont crié au scandale. Contre la pensée religieuse traditionnelle, le maître a conçu des idées audacieuses. La confrontation s'est exacerbée lorsqu'un de ses disciples, le docteur Haytham al-Hamwi⁸, a publié son ouvrage intitulé *Illa ayyaman ma'duda* (Que durant un temps limité)⁹. Ce livre mettait en pièces l'idée selon laquelle, au jour du Jugement dernier, le Prophète entendrait tous les musulmans et intercéderait en leur faveur, ce qui revenait à affirmer qu'il

suffisait d'être musulman et de dire : « Il n'y a de dieu que Dieu » pour sortir de la Géhenne et aller au Paradis. Pour le docteur al-Hamwi, cette idée allait à l'encontre de la justice divine et introduisait une forme d'opportunisme religieux.

Puis Abdel Akram al-Saqqa a publié une fatwa affirmant que la musique n'était pas interdite. Les jeunes filles fréquentaient assidûment ses cercles d'enseignement. Le nombre de femmes augmentait de façon remarquable. Nous poursuivions nos activités sans prêter attention à ceux qui disaient que tout ceci était interdit.

Après la mort de Hafez al-Assad, Abdel Akram al-Saqqa a reçu l'ordre de la Sûreté de faire réciter le Coran du minaret de sa mosquée pendant trois jours. Son sermon du vendredi devait également faire l'éloge du président décédé. Il a réuni tous ses disciples, femmes et hommes confondus, pour discuter de cette injonction. Il a proposé que nous votions pour ou contre, tout en précisant que, s'il ne s'exécutait pas, il serait emprisonné et que l'institut serait fermé. Nous savions que Hafez al-Assad était un tyran, nous avions appris à ne pas nous dérober, à dire ce que nous pensions. Nous étions des pacifistes : nos voix et nos opinions étaient nos seules armes. Nous venions de projeter un film sur Gandhi dans la mosquée. Une nouvelle fois, les cheikhs nous avaient violemment critiqués en prétendant que Gandhi n'était qu'un magicien et que le cinéma était interdit par l'islam. Lors du vote, nous avons tous pensé à la résistance pacifique de Gandhi. Nous avons voté contre. Abdel Akram al-Saqqa ne s'est donc pas plié à l'ordre qui lui avait été donné, contrairement à toutes les autres mosquées, qui non seulement se sont exécutées mais ont prononcé une prière en l'honneur de Bachar. Immédiatement après son sermon, il a été arrêté par la Sûreté et n'a été libéré que six mois plus tard.

À la mosquée, nous apprenions également à lire et à écrire aux femmes analphabètes. J'y ai enseigné pendant six ans. Durant l'incarcération d'Abdel Akram al-Saqqa, j'ai été responsable de l'administration du département des filles de l'institut. Après sa sortie, nous avons poursuivi nos activités. Dans la mosquée, nous avons une grande bibliothèque ouverte à tous. Nous avons organisé des concours et créé des prix du meilleur lecteur et connaisseur des sciences islamiques et séculières. Nous

avons installé des écrans dans la mosquée pour projeter des films après les prières. Nous dispensions avec attention les enseignements imposés par le gouvernement. Nos étudiants étaient d'un très bon niveau, car nous voulions qu'ils soient des modèles pour notre société. Nous travaillions bénévolement, sans salaire. Il nous importait en premier lieu de mettre un terme à l'ignorance, à l'imitation aveugle et à l'extrémisme. Mais après son séjour en prison, le maître a été interdit d'enseignement et sa maison d'édition a été fermée. Les *mukhabarat* ont ordonné notre mise à l'écart et nous ont remplacés par des *qubaysiyat*¹⁰. Notre mosquée a perdu son rôle d'avant-garde éclairée. Ils ont fait main basse sur l'institut et ses équipements.

J'étais en conflit avec les *qubaysiyat* : elles nous considéraient comme des apostats, et de notre côté, nous estimions qu'elles maintenaient la population dans l'ignorance et l'encourageaient à se soumettre à la dictature. Le régime d'Assad favorisait toutes les formes de culte de la personnalité. C'était pour lui une façon de faire comprendre aux gens que la religion n'était qu'un simple agrégat de rites et qu'on ne devait pas parler de conscience sociale et politique. Notre projet, partagé par d'autres cheiks, était de construire une société sans culte de la personnalité. Selon nous, le travail de la raison, de la réflexion et de la recherche de la vérité devait primer.

Malgré l'interdiction, nous avons poursuivi nos rencontres et continué de dispenser des cours dans nos maisons, mais uniquement pour nos étudiantes et nos étudiants les plus à même de comprendre notre position et notre vision. De nouveau, nous avons subi des pressions de la part de notre environnement social parce que nos réunions étaient mixtes et parce que nous étions dorénavant catalogués comme opposants politiques. Nous avons refusé de nous cacher et continué d'organiser au grand jour nos cercles de réflexion et de recherche. Nous avons fait connaissance avec des groupes hors de Daraya, ce qui nous a permis de nous étendre à l'extérieur de notre ville. Nous sommes entrés en contact avec des collectifs d'activistes kurdes, avec des intellectuels religieux et laïcs, ainsi qu'avec les acteurs du printemps de Damas. On se retrouvait pour discuter de la possibilité d'un changement dans la pensée islamique et dans la société. Nos activités ont pris une nouvelle tournure : elles s'orientaient vers un

projet de réforme et de modernisation de la pensée religieuse. Notre mouvement s'est développé et nous avons décidé d'ouvrir un centre culturel à Daraya. Ce projet collectif ne devait pas être associé au nom d'Abdel Akram al-Saqqa. Les femmes de notre groupe ont vendu quelques-uns de leurs bijoux pour ouvrir ce centre qui s'est appelé *Souboul al-salam* (Les chemins de la paix). Nous avons aménagé une salle informatique, une bibliothèque et un cinéma. Lors de l'inauguration, nous avons invité les gens à participer à des activités culturelles et scientifiques. Mais la Sûreté politique a fait mettre le centre sous scellés et réquisitionné tous ses biens. Abdel Akram al-Saqqa a été une nouvelle fois emprisonné et les hommes de notre groupe ont été battus.

Lors de l'occupation américaine de l'Irak, les cheikhs du pouvoir ont entrepris, en coordination avec les services de renseignement, de manipuler un groupe de jeunes gens de Daraya pour les inciter à participer à des attentats-suicides en Irak. Les appels au djihad se sont multipliés. Sans l'accord de la Sûreté, les cheikhs n'auraient jamais fait une chose pareille. Des jeunes sont effectivement partis combattre en Irak. Le régime était responsable de ce sale jeu politique. De notre côté, en avril 2003, nous les étudiants d'Abdel Akram al-Saqqa avons appelé à manifester contre la guerre en Irak et le fait d'y impliquer nos jeunes. La participation a été importante. Puis nous avons décidé de lancer une campagne pour le changement social dénommée « Tant qu'ils ne modifient pas ce qui est en eux-mêmes¹¹ ». Les deux leaders de la campagne étaient Yahya Churbaji¹² et Haytham al-Hamwi. Nous étions contre le fait de tuer, contre les opérations terroristes et contre l'idée de transformer les jeunes Syriens en suicidaires. Pour nous, la violence n'était pas une solution : nous voulions aboutir à un changement social grâce à des actions pacifiques et civiques, à travers des initiatives certes limitées, mais essentielles. Nous avons organisé une série d'actions pacifiques, par exemple la distribution au grand jour de tracts contre la corruption ou encore le balayage des rues de notre ville. Nous voulions ainsi dire aux jeunes de Daraya : « N'allez pas vous suicider en Irak. Occupez-vous plutôt de vous-mêmes et de vos vies en Syrie. La réforme de notre pays relève de notre responsabilité, nous devons l'entreprendre de l'intérieur. L'État est le bien du peuple et non la propriété de la famille Assad et des services de renseignement. »

Nos activités se déroulaient également en dehors de Daraya, dans d'autres villes de la banlieue de Damas. Des gens nous ont rejoints. Nous encourageons la population à respecter les lois. Notre slogan était le suivant : « Si la loi est injuste, nous appellerons à son changement pacifiquement. »

Quelques jours plus tard, la Sûreté a pris d'assaut nos maisons. Abd al-Akram al-Saqqa a été arrêté pour la troisième fois. Ils ont également emprisonné mon mari et vingt-cinq hommes de notre groupe. Parmi eux, se trouvait un de mes frères. Avec un certain nombre de mes amies, dont l'ingénieure Hanan al-Lakoud, j'ai été interrogée par la Sûreté. Puis les hommes de notre groupe ont été transférés au tribunal militaire et envoyés dans l'un des pires centres de détention, celui de Saidnaya. Mon mari y est resté un an.

À Daraya, les gens étaient furieux contre nous parce que leurs enfants avaient été arrêtés. La Sûreté a exigé que nous collaborions, mais nous avons refusé.

Nous avons continué ainsi jusqu'en 2011 et le déclenchement des révolutions dans le monde arabe. Puis il y a eu l'affaire des enfants de Deraa. J'avais conscience que la société syrienne n'était pas prête pour la révolution. Mais des proches ont été arrêtés et tués lors des manifestations. J'ai alors décidé d'y prendre part. Certaines de mes amies étaient terrifiées par les récits de viols dans les prisons. Je leur disais qu'en tant que femmes nous devons jouer un rôle actif dans le processus de changement. Nous avons participé aux manifestations du 25 mars 2011 à Daraya. Ce jour-là les hommes de la Sûreté ne sont pas intervenus. On criait « Pacifisme, pacifisme, musulmans et chrétiens nous voulons l'unité nationale ». 80 % des habitants de Daraya sont musulmans et 20 % sont chrétiens.

Le mouvement s'est étendu à Deraa et à Banyas. Les premiers martyrs sont tombés. J'ai participé à une seconde manifestation. Des hommes parmi les meilleurs, comme Ghiyath Matar, mon frère Majd Kholani, Yahya Churbaji et Islam Dabbas, organisaient les rassemblements. Ce jour-là on nous a chargés avec des matraques électriques. Des snipers se sont postés

sur les toits des immeubles. Beaucoup d'entre nous ont été emprisonnés. Les organisateurs ont demandé à ce que les femmes restent chez elles pour qu'elles ne soient pas arrêtées. Nous avons malgré tout continué de descendre dans la rue pour rejoindre des rassemblements et des sit-in exclusivement féminins. Nous avons créé le groupe des « femmes libres de Daraya ».

Le 22 avril 2011, jour du « vendredi saint » du calendrier catholique, 10 000 personnes ont défilé dans les rues de Daraya. Trois manifestants, des hommes respectables et éduqués, ont été tués. Ils avaient retiré leur chemise pour se présenter poitrine nue face aux balles des forces de sécurité.

Nous voulions empêcher la vandalisation des bâtiments publics. Pour les protéger de la colère des gens, des hommes formaient des boucliers humains. Les rebelles refusaient également de s'en prendre aux soldats disant qu'ils étaient des nôtres.

Le jour des funérailles des martyrs du vendredi saint, 40 000 personnes sont descendues dans la rue. Lors du passage du défilé devant les églises, les cloches ont carillonné, des femmes ont lancé du riz sur nous et de notre côté nous leur envoyions des roses. La clameur s'est transformée en grondement. D'une seule voix, nous criions : « Musulmans et chrétiens, nous voulons l'unité nationale. » Des personnes issues de toutes les confessions et de toutes les religions sont venues présenter leurs condoléances aux familles des martyrs. Comme le veut la tradition, de la nourriture était offerte pendant les funérailles. Les rebelles en charge de la distribution, nourrissaient également les soldats du régime sur les barrages. Il fallait que ceux-ci comprennent que notre combat n'était pas dirigé contre eux.

Les hommes de la Sûreté ont ordonné l'arrêt immédiat des manifestations par l'intermédiaire des cheikhs de Daraya. Nous avons refusé d'obtempérer. Certains cheikhs ont également ignoré l'ordre et participé aux rassemblements. Ils ont été arrêtés. L'un d'eux, cheikh Nabil al-Ahmar, est mort sous la torture.

Le régime a mandaté un officier pour négocier avec les insurgés de Daraya. Ceux-ci ont demandé l'annulation de la loi sur l'état d'urgence.

Lors des manifestations, les rebelles apportaient des roses et des bouteilles d'eau. Ghiyath Matar disait aux soldats et aux hommes qui faisaient face aux manifestants : « Nous sommes frères. Pourquoi nous tuez-vous ? » Puis il distribuait les fleurs et l'eau. Certains militaires acceptaient ce don, d'autres écrasaient roses et bouteilles sous les talons de leurs bottes.

En juillet 2011, mon frère Abd al-Satar a été arrêté. Un mois plus tard, le 8 août, mon petit frère Majd, un activiste non-violent, a été emprisonné à son tour. Les insurgés ont vécu cette dernière arrestation comme une provocation, car Majd était l'un des symboles du mouvement pacifique à Daraya. Malgré tout, nous avons continué nos activités non-violentes. Quelques mois après le début de la révolution, le journal *Enab Baladi* a été lancé à Daraya. Avec mon mari, nous le distribuions la nuit dans les quartiers de Damas avec des drapeaux de la révolution. Je voulais informer les gens sur la révolution en cours.

Quinze jeunes de Daraya ont été tués. Leurs corps ont été jetés à Sahnaya, une ville où druzes, chrétiens et alaouites sont nombreux. Nous savions que l'objectif du régime était d'allumer la flamme du confessionnalisme. Les rebelles en avaient également conscience. Dans un premier temps, ils ne se sont pas laissés piéger.

Avec des amies, nous prenions soin des familles de prisonniers et de martyrs. Nous nous occupions également des enfants des agents et des indics du régime qui avaient été tués en représailles par des habitants de Daraya. Leurs familles n'y étaient pour rien. Notre objectif était de pacifier les relations entre Syriens.

En raison de mon engagement, le ministère de l'Éducation m'a nommée dans une école moins importante. J'ai écrit des slogans contre Assad sur les murs de l'établissement et j'ai déchiré ses portraits. Des élèves m'ont

imitée. J'ai été définitivement bannie de l'enseignement. On prétendait que j'étais une terroriste et que je diffusais des idées séditeuses à l'école. En septembre 2011, Yahya Churbaji et Ghiyath Matar ont été arrêtés par la Sûreté. Ils étaient devenus des figures emblématiques du mouvement pacifique. Peu de temps après, la dépouille de Ghiyath Matar a été remise à sa famille. Il avait été torturé à mort. Son corps était méconnaissable. Après avoir vu l'ampleur des mutilations, les jeunes ont crié vengeance. Puis l'Armée libre a été créée et s'est mise à protéger les manifestations. Les gens se sont armés avant tout pour se défendre. Nous, les femmes, nous avons organisé un sit-in devant le tribunal de Daraya pour réclamer la libération des détenus. Les hommes de la Sûreté ont ouvert le feu sur nous. Nous avons continué ainsi jusqu'à ce que le régime quitte Daraya, en juillet 2011.

Après sa libération, notre ville est devenue encore plus active. Les rebelles ont lancé la campagne « Si la municipalité cesse son travail, aux jeunes d'assumer ses tâches ». Le but était de nettoyer les rues de Daraya et de prendre en main les affaires courantes après le retrait de l'État des zones contrôlées par l'opposition. Des familles déplacées affluaient de Homs, du quartier de Baba Amr et de Damas, du quartier de Qadam. Elles étaient de jour en jour plus nombreuses. Nous devions leur distribuer des repas et leur trouver des hébergements. Le comité de coordination¹³ de Daraya nous a fourni une liste de gens dans le besoin. C'était en 2012. Nous avons vécu deux mois sans subir l'étau du régime. Nous avions le sentiment de construire un nouveau mode d'administration locale.

Le 24 août 2012, le « grand massacre de Daraya », également appelé « massacre du raisin et du sang », a eu lieu. C'est à partir de ce moment que l'Armée libre a considérablement étendu son pouvoir. La voie des armes était dorénavant privilégiée au détriment de l'option pacifique, d'autant que les leaders du mouvement non-violent avaient été arrêtés, torturés et tués.

Nous avons d'abord reçu une pluie d'obus. Nous sommes descendus dans les abris pendant que l'Armée libre se déployait dans la ville devenue champ de bataille. Nous étions bombardés par des avions et des lance-roquettes. Une femme a accouché dans notre abri, sans aucun soin médical. La nourriture manquait. Nous avions faim.

Les hommes du régime ont repris le contrôle de l'est de Daraya, qui correspond à la région de Basatin. Ils ont fait rentrer les milices confessionnelles¹⁴. Dans certains quartiers, des gens ont été massacrés. La population terrorisée a été prise de panique. Dans les abris, l'affolement était à son comble. Dans celui où je me suis réfugiée avec ma famille, j'étais chargée de faire régner le calme et de distribuer les tâches. Nous avions une poignée d'hommes parmi nous : ils ont réussi à faire fonctionner un générateur.

Puis l'assaut de la ville a été lancé, à partir de l'ouest et de Basatin. La quatrième division, la garde républicaine et des milices iraniennes sont entrées dans la ville. Les vignes ont été arrachées, de nombreux soldats de l'Armée libre ont été tués, ainsi que des civils. Le sang s'est mélangé au raisin, d'où le nom qui a été donné à ce massacre. Nous avons été coupés du monde pendant quatre jours, sans électricité et sans essence.

Le médecin d'un hôpital de campagne nous a raconté ce qu'il a vu. Les milices iraniennes exécutaient des civils. Le médecin lui-même a survécu grâce à une femme qui a prétendu être son épouse. Des soldats syriens ont pris en pitié des gens et les ont aidés à fuir. Puis le défilé des blessés, des morts civils et des combattants a commencé. Cette nuit-là, nous n'avons pas fermé l'œil. J'étais avec mes enfants. Mon mari avait rejoint l'équipe qui secourait les survivants et transportait les morts et les blessés. Une amie et ses enfants sont morts sous les bombes. À l'aube, les colonnes de gens se sont formées pour fuir, car la nouvelle d'exécutions collectives était arrivée jusqu'à nous. Nous avons décidé de quitter Daraya.

Quand nous sommes partis, j'ai découvert l'ampleur des destructions. Il y avait des cadavres de civils et de combattants de l'Armée libre sur les bords de route. La vue de cette masse de déplacés faisait mal. Il fallait avancer en abandonnant les morts. Nous avons fui en ordre dispersé, en passant par des jardins : les arbres étaient arrachés et, là aussi, il y avait des morts et du sang partout. J'ai caché les yeux de mes enfants. À l'extérieur de Daraya, la vie était complètement différente. Cela m'a frappée. Damas était calme, les gens continuaient leur vie normalement, comme si de rien n'était, alors

qu'on se faisait massacrer à quelques centaines de mètres de là. J'ai découvert l'ampleur du massacre lorsque je suis arrivée chez une amie à Damas. Le jour même, des tueries se sont produites à différents endroits : vingt-cinq membres de la famille Saqqa ont été tués alors qu'ils se cachaient dans le sous-sol de leur maison. Seul un homme a survécu, sauvé par l'accumulation des corps au-dessus de lui. Il a raconté ce qui s'est passé ensuite.

Le chiffre exact des victimes du grand massacre de Daraya n'est pas connu. Le nombre de morts recensés est de 786. Mais il y avait des cadavres non identifiés, brûlés et jetés dans les jardins, auxquels il faut ajouter les nombreux disparus. Malgré la peur, les récits de carnages et les bombardements incessants, la population de Daraya est descendue en masse dans la rue le vendredi suivant. Nous voulions nous montrer inflexibles. Ce jour de manifestation a été baptisé « Daraya ville du raisin et du sang ». Plus de mille personnes avaient péri. Il fallait soutenir leurs familles.

Un mois plus tard, en septembre, le conseil local a été créé. Nous étions revenus à Daraya. Les gens faisaient porter la responsabilité du massacre à l'Armée libre. « S'ils étaient trop faibles, pourquoi se sont-ils lancés dans cette bataille contre l'armée du régime ? » demandaient-ils.

Des officiers de l'Armée libre ont pris la fuite. Les limites de la militarisation du soulèvement apparaissaient clairement. Les civils ont pu de nouveau faire entendre leur voix. Un appel à fonder une instance politique civile a été lancé. Les insurgés disaient que le régime était certes criminel, mais qu'ils devaient assumer une part de responsabilité dans ce qui s'était passé. Lorsque le conseil local a vu le jour, il a été décidé que les combattants constitueraient l'une de ses composantes, mais qu'ils devaient se conformer aux décisions d'un bureau exécutif de coordination composé de cinq personnes respectivement responsables de la communication, de la justice, de l'aide humanitaire, de la santé, de l'armée. Les décisions devaient être prises démocratiquement. Le conseil a été fondé par des hommes de valeur et des rebelles lucides. Un de mes frères et des amis étaient parmi eux.

Le conseil a décidé de dissoudre les trois factions armées de Daraya pour n'en créer qu'une, nommée Brigade des martyrs de Daraya. Mais seule une poignée de combattants ont vraiment accepté d'être placés sous l'autorité d'une administration civile. Et ne parlons pas de l'absence des femmes dans le conseil local. Le moment n'était pas adéquat pour discuter de ces questions. Nous voulions simplement que la tuerie cesse.

Le 8 novembre 2012, le régime a de nouveau pris d'assaut Daraya. Des snipers se sont positionnés aux entrées et aux sorties de la ville. Des barrages ont été créés. Des maisons ont été brûlées et des hommes exécutés. Les chars encerclaient la ville pour la couper de sa campagne. Les combats ont repris entre l'Armée libre et l'armée du régime. Les hommes de l'Armée libre avaient bombardé les barrages. Ils avaient tué et capturé vingt-trois officiers et soldats et s'étaient emparés de leurs armes lourdes. Nous savions que les représailles du régime seraient violentes. Et de fait, nous avons fui notre ville assiégée sous les bombes. Beaucoup ont été tués. La voie des armes a une nouvelle fois pris le dessus.

Je me suis installée à Damas avec ma famille. Jusqu'à mon arrestation, j'ai poursuivi mes activités dans le domaine de l'aide médicale et alimentaire, mais à distance. De temps en temps j'allais à Daraya clandestinement pour y apporter des médicaments et de la nourriture. Nous étions dans la première période du siège. Je figurais sur les listes des personnes recherchées par le régime. Je circulais donc dans les rues de Damas en me cachant. La Sûreté a pris d'assaut la maison de ma famille et arrêté deux de mes frères. J'avais dorénavant quatre frères en prison et un cinquième resté dans Daraya assiégée. Je ne savais plus où donner de la tête : je devais m'occuper de mes enfants encore petits, de mes frères emprisonnés, de la veuve de mon frère tout en poursuivant mes activités humanitaires et mon engagement en faveur des familles de prisonniers et de martyrs. Je ne voyais pas la fin de ce cauchemar.

J'ai été arrêtée en octobre 2013. Quand ma fille de quatre ans a vu les hommes de la Sûreté, elle a eu si peur qu'elle s'est fait pipi dessus. J'ai pensé qu'ils allaient m'emmener là où un de mes frères se trouvait, à la branche 215 des services secrets de la Sûreté politique de Mezzé, également appelée « branche de la mort ». C'est là que les photos de César¹⁵ ont été

prises pour leur grande majorité. Ils m'ont bandé les yeux et m'ont grossièrement insultée. Ils ont également arrêté mon mari. Lorsque nous sommes arrivés dans les locaux de la branche 215, ils ont frappé mon mari devant moi et nous ont mis face au mur. Nous les avons entendus charger leurs kalachnikovs. J'ai cru qu'ils allaient nous exécuter, mais c'était leur façon de nous torturer psychologiquement. Ils l'ont fait plusieurs fois. À chaque fois, comme j'avais les yeux bandés, je pensais que j'allais mourir. Ils m'ont mise à l'isolement dans un lieu près de l'aéroport de Mezzé. La pièce où je me trouvais n'était ni petite, ni en sous-sol. J'avais conscience qu'ils me réservaient un traitement de faveur, que j'avais de la chance. J'ai décidé de rester forte, de faire attention à mes habits. Le soldat responsable de moi était une brute originaire d'Alep.

L'interrogatoire a commencé.

L'enquêteur a écrasé ma tête contre un mur et m'a dit : « Alors c'est vous qui allez tuer les alaouites ? Tu fais partie du groupe des adeptes de Gandhi ? Ils vous ont farci la tête de mensonges et vous ont dit d'aller manifester ? » J'ai répondu que j'étais pacifiste et contre l'injustice, qu'en tant que Syrienne je ne faisais pas la différence entre les religions et les confessions. Il m'a frappée en disant qu'il savait tout sur moi et que certes je ne portais pas d'armes mais que j'étais coupable de tout le reste. Puis il m'a tordu les doigts.

Ils ont fait venir mon mari en caleçon. Il avait beaucoup maigri, son corps était couvert de bleus et de sang. Lorsque je l'ai vu, j'ai demandé à ce qu'on le fasse sortir et j'ai signé tous les documents qu'ils me demandaient.

Ils m'ont frappée pendant l'interrogatoire, puis ils ont fait venir une femme d'une soixantaine d'années qui travaillait comme domestique de maison. Ils l'avaient torturée et gardée en otage parce que ses frères étaient recherchés. Elle sentait mauvais et son corps était couvert de pustules purulentes. Ils l'ont rouée de coups.

Quelques jours plus tard, ils ont amené d'autres prisonnières. Nous étions treize femmes enfermées dans une sorte de boîte en métal exiguë. J'ai protesté, demandé à ce qu'on nous apporte du savon, j'ai crié pour qu'on

nous ouvre une fenêtre. Je pensais qu'ils allaient m'exécuter. Ils ont fini par ouvrir une fenêtre. Je crois que, comme nous, ils étaient terrifiés. Ils nous ont apporté des serviettes hygiéniques. Les filles avec moi étaient toutes des otages. L'une d'elles était très belle et avait un caractère bien trempé. Âgée d'une vingtaine d'années, elle était lieutenant dans l'armée du régime. Elle était sunnite, mais son fiancé était un officier alaouite. Très amoureux l'un de l'autre, tous deux avaient déserté et rejoint l'Armée libre. Elle avait combattu sur le front à Daraya. Sa situation était terrible : ils l'avaient violemment torturée. Elle ne pouvait plus marcher. Ils voulaient que son fiancé se rende. Parce que c'était un alaouite engagé dans l'Armée libre, ils le considéraient comme un traître.

Dans les locaux de l'Armée de l'air je n'ai pas été témoin de sévices sexuels. Je ne peux pas certifier qu'il n'y en avait pas, mais je n'ai rien vu de tel.

Parmi nous, il y avait une jeune fille de 18 ans qui pleurait tout le temps. Elle était très belle, ce qui laissait craindre le pire. J'ai fait en sorte de la protéger. Son visage d'ange séquestré me faisait de la peine. Elle aimait lire et aurait voulu être romancière. Elle était accusée de djihad sexuel¹⁶. Ils l'ont torturée pour qu'elle avoue. Comme je savais qu'elle était vierge, je lui ai conseillé de demander à ce qu'un médecin l'examine pour les confondre. Et effectivement un docteur a établi sa virginité. Du coup, ils l'ont accusée de cuisiner pour l'Armée libre. Cela dit, elle n'a subi aucun abus sexuel.

On nous a transférées à la prison de Kafar Soussé. Là-bas les prisonnières subissaient des sévices sexuels. Les geôliers étaient des brutes épaisses. À tout moment, ils ouvraient les portes de notre cellule. Il n'y avait pas de limite à leur cruauté. Un jour, ils ont fait entrer une jeune fille en robe de mariée blanche et annoncé que le marié venait d'être tué. Elle est devenue folle : elle s'est mise à arracher ses habits et à rire. Les gens la regardaient.

Là aussi il y avait deux filles accusées de djihad sexuel. Elles étaient très jeunes et ne comprenaient pas ce qu'on leur reprochait. Elles m'ont dit

qu'elles travaillaient dans une boîte de nuit.

Nous avons ensuite été transférées à la prison d'Adra. Nous sentions très mauvais. Le véhicule dans lequel nous avons été entassées les unes sur les autres était couvert de sang et empestait. À Adra nous sommes restées des mois. J'ai enseigné la lecture et l'écriture à mes codétenues. Notre situation était meilleure, car il s'agissait d'une prison civile. Il suffisait de payer pour améliorer son quotidien. C'est l'une des facettes du business qui s'est développé dans les lieux de détention, une dimension de la corruption qui s'était généralisée. Certaines filles vendaient même leur corps pour obtenir des avantages.

En plus des cours de lecture et d'écriture, j'ai créé un groupe d'activités sportives pour prendre soin de nos corps. Mes codétenues m'ont appris à tricoter, à broder et à faire du crochet.

La prison comprenait dix pièces pour trois cent cinquante prisonnières. Nous n'avions pas d'eau chaude ni de chauffage. Le taux d'analphabétisme était de 10 %. La plupart des filles qui ne savaient pas lire et écrire étaient de la jeune génération et venaient des alentours de Hassaké, Raqqa et Deir ez-Zor. J'achetais les objets que fabriquaient certaines prisonnières. Les plus pauvres se mettaient au service des plus riches. À l'intérieur de la prison, comme à l'extérieur, elles parvenaient à toucher un salaire. Avec d'autres détenues, nous partagions avec les plus démunies ce que nos parents nous envoyaient.

Ma sortie de prison a été épique. J'ai été libérée dans le cadre de l'opération d'échange des religieuses de Maaloula¹⁷ négociée entre le régime, Jabhat al-Nusra et l'Armée libre. Nous étions vingt-cinq femmes et deux hommes à être échangés contre dix-sept moniales. On nous a conduits à la frontière du Liban le 10 mars 2014. Le ministre syrien de la Réconciliation¹⁸ était présent. Nous avons vu les religieuses : des hommes portaient sur leur dos deux d'entre elles, très âgées. Au passage nous avons échangé des salutations. La scène était douloureuse. Plus tard, les religieuses ont dit que l'Armée libre les avait bien traitées. On le voyait bien à leurs visages, contrairement à nous qui étions anéanties.

Nous n'avons jamais regretté ce que nous avons fait pour lutter contre le régime. Cela ne sert à rien de le rappeler : comme nous, les religieuses étaient de simples prisonnières échangées par des militaires.

Le gouverneur de Rif Dimachq¹⁹ a annoncé dans les agences de presse que Bachar al-Assad nous autoriserait à rentrer chez nous et que nous conserverions tous nos droits si nous souhaitions rester en Syrie. Nous avons décidé de rester et de ne pas partir au Liban.

Prenant au mot le gouverneur, j'ai tenté de retrouver mon travail, mais en réalité c'était impossible, j'étais privée de mes droits civiques. Je savais que le régime mentait, mais j'ai essayé jusqu'au bout. Une de mes amies libérées dans le cadre de l'échange de prisonniers a été convoquée par la Sûreté et un avocat a pris contact avec moi pour m'annoncer que j'étais recherchée. L'accord passé n'était qu'une mascarade. Je devais quitter le pays en urgence car je risquais d'être de nouveau jetée en prison. J'ai pris la fuite. Il m'a fallu un mois pour sortir de Syrie. À dos de mule et à pied, nous sommes passés par des régions désertiques et montagneuses. Nous avançons sans prononcer un mot pour éviter les francs-tireurs. Nous avons des blessés graves avec nous. Je savais que je ne reviendrais pas avant longtemps. J'étais triste.

Aujourd'hui je vis avec mon mari et mes enfants au Liban. Je travaille dans une association de femmes où j'enseigne les droits de l'homme, les principes de la démocratie et l'anglais.

Sans le soutien de ma famille et de mon mari, je ne pourrais pas poursuivre mes activités... Je voudrais retourner en Syrie. Je lutte toujours pour ma cause, mais je suis amère. Nous ne réclamions pas grand-chose : un peu de justice et de dignité. En retour nous avons été humiliés de la pire des manières.

-
1. Ville à 8 kilomètres à l'ouest de Damas.
 2. Théologien appartenant au courant moderniste et éclairé, il est à l'origine de projets de développement, éducatifs et caritatifs à Daraya. Adepte de la non-violence et de la résistance pacifique, il a mené plusieurs campagnes contre la corruption et la guerre en Irak au début des années 2000. Il a été emprisonné à deux reprises en 2000 et 2003. Le 15 juillet 2011, des hommes de la Sûreté l'ont arrêté. Depuis, sa famille est sans nouvelles de lui.
 3. Dans son témoignage Amina Kholani n'emploiera qu'à une seule reprise le mot « cheikh » pour désigner Abdel Akram al-Saqqa. Elle préfère utiliser le terme *ustaz* (« maître ») pour le distinguer des cheikhs traditionnels et obscurantistes.
 4. Les cheikhs officiels également appelés « cheikhs du pouvoir » sont réputés proches du régime syrien.
 5. Né dans une famille tcherkesse du Golan, ce penseur musulman dispense une vision éclairée et non violente de l'islam. Il a été surnommé le Gandhi arabe. Il est l'inspirateur du Mouvement syrien pour la non-violence. Depuis 2013, il vit en exil en Turquie.
 6. Les écoles secondaires de charia proposent un mélange d'enseignements religieux et séculiers.
 7. Le madhhabisme ou « chauvinisme d'école de droit sunnite » désigne la tendance à rester arc-bouté sur l'une des quatre écoles de droit sunnite à l'exclusion des autres.
 8. En raison de sa participation le 9 avril 2003 à une manifestation contre l'intervention américaine en Irak, celui-ci a été emprisonné deux ans et demi. Il a quitté la Syrie en 2007 pour poursuivre ses études de médecine en Angleterre, à Manchester, où il vit toujours. Actuellement, il dirige Rethink Society, une ONG créée en 2011.
 9. Coran, 2, 80.
 10. Sur ce mouvement de prédication, cf. page 84 note 1.
 11. Coran, 13, 11.
 12. Yahya Churbaji est devenu l'un des symboles du soulèvement pacifique de 2011. Activiste chevronné de la non-violence, avec son compagnon Ghiyath Matar, il se fait connaître en distribuant des fleurs et des bouteilles d'eau à des soldats sur le point de charger une manifestation à Daraya. Le 6 septembre 2011, il est arrêté. En juillet 2018, sa famille a reçu la notification de son décès survenu en prison le 15 janvier 2013.
 13. Sur les comités locaux de coordination, cf. page 23, note 1.
 14. Par cette expression, Amina Kholani désigne les groupes d'hommes armés par le régime (également appelés *chabbiha*), généralement issus des communautés alaouite et chrétienne.
 15. Nom de code du photographe de la police militaire qui a exfiltré 53 000 photos et documents de détenus torturés à mort dans les prisons syriennes entre 2011 et 2013.
 16. Les médias du régime syrien et les chaînes loyalistes ont répandu la

rumeur selon laquelle un cheikh aurait appeler des jeunes filles à satisfaire les besoins sexuels des combattants. La réalité de cette rumeur n'est pas prouvée, mais il est avéré que la polygamie et le mariage des petites filles ont constitué l'une des problématiques de la guerre en Syrie.

[17.](#) Cette opération d'échange de prisonniers a eu lieu le 10 mars 2014. Des prisonnières du régime ont été échangées contre un groupe de moniales détenues par des brigades de l'opposition. Parmi ces dernières se trouvait Pélagia Sayyaf, la supérieure du couvent grec orthodoxe de Maaloula.

[18.](#) Le ministère syrien de la Réconciliation a été créé en 2012, dès le début du conflit. En 2014, il était dirigé par Ali Haïdar.

[19.](#) Un des quatorze gouvernorats de Syrie dont dépend la ville de Daraya.

Rana

Je m'appelle Rana et je suis originaire du quartier de Midane à Damas. J'avais 25 ans lorsque la révolution a commencé. J'ai fait des études de journalisme et de communication à l'université de Damas où j'ai obtenu un master en 2015. Je viens d'une famille sunnite plutôt aisée, de la classe moyenne, bien en vue. Enfant, je participais à ce qu'on appelle des « cercles religieux », des rencontres de prière et de formation religieuse. Plus tard, j'ai appris que ces cercles étaient organisés par les *qubaysiyat*¹. On ne prononçait pas ce mot devant moi, mais j'étais bien membre de ce mouvement. J'avais 7 ans lorsque la femme de mon oncle qui était elle-même une *qubaysiya* a imposé aux filles de la famille un encadrement et un programme d'enseignement religieux. Parallèlement, j'allais à l'école officielle et je poursuivais mes études.

Je pensais qu'une révolution en Syrie était impossible car, comme tout le monde, j'avais conscience de l'emprise des services de renseignement du régime sur la société. Je n'oublierai jamais ce jour du mois d'avril 2011 : les manifestants l'ont baptisé le « vendredi saint ». Ma mère et moi étions dans notre appartement dans le quartier de Midane quand nous avons entendu une grande clameur : « Le peuple veut renverser le régime ! » Je me suis précipitée sur le balcon, je n'en croyais pas mes yeux. Les manifestants sortaient de la mosquée Hasan à Midane après la prière du vendredi. J'ai alors réalisé que la révolution était en marche.

Je n'ai pas tout de suite pris part au soulèvement. J'avais très peur. En 2012, je me suis engagée dans des actions d'aide alimentaire dans la ville de Tall où des familles de Homs s'étaient réfugiées après avoir fui les massacres et les bombardements de leur ville. J'ai fait la connaissance d'un groupe de jeunes et nous avons travaillé ensemble. La présence d'une jeune fille était nécessaire pour entrer en contact avec les femmes déplacées, car leurs familles étaient conservatrices. J'ai joué ce rôle. Puis j'ai repris mon

activité de journaliste. J'ai travaillé pour un site Internet et une station radio, sous un pseudonyme. Je faisais des reportages dans les villes assiégées, je récoltais des récits de détenus, de femmes et d'enfants.

Malgré les barrages, je me suis rendue clandestinement à Daraya et Mouadhamiya pour y rencontrer des gens et des combattants. Ensuite, je suis allée dans le camp assiégé de Yarmouk, sur la ligne de front. Au moment du deuxième blocus de Mouadhamiya, j'ai voulu y retourner. Il fallait passer par une ruelle, d'environ cent cinquante mètres, où il y avait du sang partout. Un homme a crié que je devais rester collée au mur. Arrivée de l'autre côté, j'ai appris que je venais de traverser une zone remplie de snipers. Ça m'a fait terriblement peur.

Ma famille ne savait rien de mes activités.

J'avais le projet d'écrire l'histoire d'une femme de Mouadhamiya, mais je n'ai pas pu. J'ai fait plusieurs entretiens avec elle sans réussir à les transformer en récit ; ce qu'elle m'a raconté était si effrayant, si dur, qu'il m'a été impossible de rédiger une seule phrase. Je n'ai pas pu écrire non plus le récit d'un ancien détenu qui m'a montré les plaies sur son dos. Même chose pour cette femme qui, cinq jours après son accouchement, a été violée avec sa belle-mère âgée de soixante ans à un poste de contrôle. Ces atrocités étaient inimaginables, aucun mot ne pouvait les décrire. Au lieu de prendre des notes, j'ai pleuré avec elle et tenté de la consoler. D'une manière générale, les femmes ne parlent pas des viols qu'elles ont subis. Celle-ci racontait tout devant son mari. Cette histoire m'a profondément atteinte. De Mouadhamiya, pour retourner chez moi je devais passer par le check-point d'Irbine, l'endroit où le viol avait été commis. Lorsque nous sommes arrivés devant le barrage, je me suis figée d'angoisse, mais j'ai pu traverser sans problème et m'échapper.

J'ai poursuivi mon activité jusqu'au jour où un officier a menacé mes parents parce que leur fille se rendait dans les régions rebelles et assiégées. Il leur a dit que je fréquentais des zones terroristes, que si j'avais été d'une autre famille, les services de renseignement m'auraient arrêtée. Ces derniers préféraient ne pas entrer en conflit avec les familles bien établies de Damas. Mes parents m'ont alors obligée à quitter la ville.

J'ai décidé d'aller dans le Nord, dans les régions que le régime avait quittées en 2013. J'y suis retournée deux fois avec l'intention d'y rester, mais je n'ai pas pu. On m'a demandé de porter une abaya et un hijab, et on m'a empêchée de circuler. Je voulais rencontrer des femmes et des enfants pour recueillir leurs témoignages et écrire sur eux. Mais l'un de mes amis m'a avertie que je ne pourrais pas marcher seule dans les rues, car la région était dominée par Jabhat al-Nusra. J'étais choquée : nous nous étions révoltés pour plus de dignité et non pas pour que des extrémistes et des barbus viennent dans notre pays ! J'étais exaspérée également. Cela signifiait vivre dans une grande prison.

Je m'étais battue pour enlever le hijab. J'avais mené un combat acharné contre la société et les *qubaysiyat* pour obtenir ce droit. Je ne pouvais donc pas accepter qu'on m'impose de nouveau le voile.

Les *qubaysiyat* faisaient partie de ma famille. Surtout actives pendant l'été, elles organisaient des cercles religieux dans différents lieux, tout en étant rattachées à un centre qui coordonnait toutes leurs activités. Les jeunes filles auxquelles elles dispensaient leurs enseignements ne rencontraient jamais Mounira al-Qubaysi, la fondatrice du mouvement. Un mystère entourait celle-ci. Elle vivait dans un lieu retiré et inconnu, seules les femmes du premier cercle pouvaient la voir. Ses adeptes se retrouvaient pour diverses occasions comme la célébration de la naissance du Prophète et des cérémonies organisées en l'honneur des élèves qui avaient appris par cœur le Coran ou des filles qui décidaient de revêtir le voile. Lors de ces cérémonies, les *anizat*² nous rassemblaient. Nous chantions des hymnes religieuses et récitions le Coran. Je suis restée dans ces cercles jusqu'à l'âge de 12 ans. À mes 12 ans, il a été soudainement décidé de me voiler, car j'avais atteint l'âge de la puberté. J'ai d'abord refusé, mais ma famille élargie a insisté. Mon père et ma mère m'ont soutenue mais, chez nous, l'autorité de la famille est puissante. J'ai fini par accepter et l'événement a été l'occasion d'une célébration.

Au collège, mes camarades n'étaient pas pratiquants. J'étais sensible à la différence entre les autres filles non voilées et moi. Pendant cette période, j'ai commencé à m'éloigner des cercles de la Qubaysiya. Même si j'aimais bien participer aux prières de groupe qu'elles organisaient, j'ai peu à peu

espacé mes visites et inconsciemment pris mes distances.

J'ai enlevé le hijab à l'âge de 17 ans, après un long combat avec la famille de mon père. Le voile m'était imposé, et je déteste qu'on me dicte ce que je dois faire. Je vivais dans un monde fermé. Avec mes parents, nous avons subi des pressions importantes de la part de notre entourage pour que je remette le voile, mais j'ai tenu bon.

J'ai poursuivi mes études. J'avais un défi à relever vis-à-vis de ces gens qui me considéraient comme une moins que rien simplement parce que je ne portais plus le voile ; face à cette société qui me rejetait au nom des traditions. J'étais une excellente élève à l'école : j'ai obtenu la mention la plus élevée de ma classe, et je me suis inscrite à l'université. Pendant cette période, j'avais une amie très proche qui appartenait à la Qubaysiya. Elle a insisté pour que j'assiste de nouveau aux cours de religion. J'ai accepté à condition d'y aller sans hijab. Je suis restée trois ans dans ce cercle.

Il est faux de dire que les *qubaysiyat* ont une manière différente de pratiquer la religion musulmane. Par contre, c'est vrai qu'elles recrutaient principalement des filles issues de familles aisées. Nos réunions se déroulaient dans des appartements luxueux. Une *anisa* nous a expliqué qu'il ne fallait pas épouser un homme d'une classe sociale inférieure. Nous devions nous marier avec des hommes dont le statut était équivalent au nôtre. J'étais opposée à cette idée que je considérais comme du racisme de classe. J'ai polémique avec l'*anisa*, en lui rappelant que le Prophète était pauvre et que sa première épouse Khadija appartenait à la classe des dignitaires.

Un jour, j'ai invité une amie à participer à une excursion organisée par les *qubaysiyat*. Parce qu'elle ne venait pas d'une bonne famille, les *anisa*t n'ont pas apprécié sa présence. Une autre fois, je suis venue avec une amie dont les parents étaient fortunés : elles ont été aux petits soins avec elle. Je leur ai demandé pourquoi elles n'acceptaient pas les femmes issues de milieux défavorisés. Elles n'avaient pas de réponse à me donner.

Pour la célébration de la naissance du Prophète, les *qubaysiyat* perpétuaient les traditions religieuses damascènes comme celle de danser au

rythme des chants religieux et du tambourin. Les habitants de Damas n'ont pas désapprouvé ces rituels, parce qu'ils faisaient partie de leur patrimoine religieux. Les *qubaysiyat* de notre cercle étaient toutes originaires de Damas sauf une. L'argent et l'ostentation jouaient un rôle important dans leurs rencontres. Elles faisaient des dépenses somptuaires et organisaient des cérémonies de mariage luxueuses. J'ai proposé qu'on fasse des dons à des personnes nécessiteuses, mais ma proposition ne les a pas intéressées.

Les *qubaysiyat* ne recrutaient que des femmes et imposaient une stricte séparation des sexes, ce qui n'avait rien d'étonnant. Elles se conformaient aux mœurs conservatrices de la société damascène. Même les cérémonies de mariage n'étaient pas mixtes. De nombreuses familles damascènes préféreraient envoyer leurs filles dans des cercles de prière et d'enseignement religieux exclusivement féminins qui se réunissaient dans des appartements privés. C'était pour elles plus rassurant et conforme à la tradition.

Mounira al-Qubaysi était une disciple de cheikh Kaftaro, l'ancien mufti de la République. Dans la mosquée Abou al-Nour, Kaftaro adressait son enseignement et ses prêches aux hommes, et Mounira al-Qubaysi aux femmes. Les *qubaysiyat* n'avaient rien d'hérétique. Elles accordaient une très grande importance aux relations qu'elles nouaient avec les familles de leurs élèves. Elles faisaient tout pour gagner leur confiance. Cela leur permettait d'acquérir une certaine influence et de rehausser leur statut social. Les familles les consultaient sur des questions déterminantes, notamment sur le mariage de leurs enfants.

Les filles de notre cercle avaient des croyances étranges. Elles sacralisaient leur *anisa* au point de la croire capable de lire dans leurs pensées. L'ascendant de l'*anisa* sur ses élèves était terrible. À la fin de chaque semestre, elle faisait venir les étudiantes et les écolières et apposait sa main sur leurs livres en psalmodiant des versets. Cette pratique était censée leur révéler les questions d'examen. Tout cela n'était pas loin de la sorcellerie. Le but était de nous laver le cerveau. L'*anisa* nous interdisait d'apporter nos téléphones portables aux réunions. C'était la règle. Je pense que les *qubaysiyat* avaient peur d'être enregistrées ou filmées. Elles craignaient probablement les services de renseignement. Pourtant, elles entretenaient de bonnes relations avec le régime d'Assad. Au début des

années 1990, leurs activités étaient clandestines, mais à partir de 2005 elles ont obtenu la permission de les exercer légalement.

Parmi les *qubaysiyat*, les relations sociales entre les filles étaient basées sur le principe de la fraternité : elles se considéraient comme « sœurs en Dieu ». Le fait de se respecter mutuellement et de s'entraider était assimilé à un devoir religieux. Ce principe prévalait également dans les rapports entre les *anisat* et leurs étudiantes. La couleur du voile désignait un grade dans la hiérarchie du mouvement : le blanc pour la nouvelle venue, le bleu clair pour l'*anisa* et le bleu foncé pour la « grand-tante ».

Je suis restée avec elles jusqu'au moment où elles ont décrété que je devais à nouveau me voiler. C'était un jour du ramadan après la prière des *tarawih*³. Je n'étais pas voilée, mais je priais et je faisais le jeûne. Ma foi en Dieu était profonde. Nous étions chez l'*anisa*. Elle m'a appelée et m'a dit d'une voix ferme : « Je veux te mettre le voile. » Je portais un jean et un T-shirt. Elle a ajouté : « Si tu ne te voiles pas aujourd'hui, tu ne le feras jamais. » La parole de l'*anisa* était sacrée pour nous. Puis elle a crié : « Allez ! » pour inviter les filles à faire cercle autour de moi. Nous étions environ deux cents femmes rassemblées pour prier. Je lui ai dit que je ne voulais pas me voiler. Mais les femmes ont apporté une longue robe qu'elles ont enfilée au-dessus de mon pantalon, et elles m'ont voilée au rythme des chants religieux et des tambourins. Je pleurais et riaais à la fois, car j'étais prise entre deux désirs contradictoires : celui de céder et celui de désobéir publiquement à l'*anisa*. J'avais 22 ans et j'avais brillamment terminé mes études universitaires. Mes parents ont été surpris lorsque je suis rentrée voilée à la maison. Mon père m'a demandé si j'étais d'accord, et je lui ai répondu : « Non. » Il m'a alors dit : « Fais ce que tu veux. » Le lendemain, les filles de mon cercle religieux sont venues chez moi pour vérifier que je n'avais pas enlevé le hijab. Lorsqu'elles m'ont vue sans voile, elles me l'ont reproché, m'ont dit que je n'avais pas respecté la parole de la « tante » et que cela signifiait mon exclusion. J'ai rétorqué que je ne voulais plus être dans leur cercle et que je ne me voilerais pas. Cela a mis un terme à mes liens avec les *qubaysiyat*. Sans mon père et ma mère, je n'aurais pas pu affronter avec une telle audace la pression sociale et l'autorité des *anisat*.

Les filles entraient dans le mouvement par conviction religieuse, et non

pas par intérêt économique. Mais il est indéniable que l'objectif des *qubaysiyat* n'était pas exclusivement religieux : grâce à leurs associations caritatives et leurs écoles, elles développaient des activités lucratives. Je ne comprenais pas l'ostentation des hommes et des femmes de religion. Leur train de vie luxueux m'inquiétait : d'où venait leur argent ? Je savais qu'une partie provenait des dons des commerçants de Damas et de la *zakat*. Grâce à cette manne, des associations religieuses ont été créées.

Les *qubaysiyat* avaient constamment peur des hommes de la Sûreté. Les *anizat* nous interdisaient de parler ouvertement de nos réunions à l'extérieur. Nous en discussions de manière cryptée. La grande *anisa* qui nous donnait des cours était une ancienne détenue du régime. Il nous était également interdit de parler politique. À cet égard, elles ressemblaient aux commerçants de Damas. Cela n'était donc pas nouveau dans la société syrienne. Leur statut social était lié à leurs activités religieuses. De nombreuses familles damascènes bien en vue se précipitaient chez elles. Elles désiraient que leurs filles y apprennent les bonnes manières, les hadiths et le Coran pour devenir à leur tour des *anizat*, car celles-ci étaient considérées comme des femmes puissantes et influentes.

Aujourd'hui, je ne peux pas avoir une opinion tranchée sur les *qubaysiyat*, malgré les révélations des médias officiels sur le soutien qu'elles ont apporté au régime syrien. Dans les années qui ont précédé la révolution, leurs activités et leur influence s'étaient étendues à différentes classes sociales, et ne se limitaient plus aux seuls nantis. Je suis simplement heureuse d'avoir pris mon destin en main et d'appartenir à une famille qui respecte mes décisions.

L'importance qu'on donne aux *qubaysiyat* est totalement disproportionnée par rapport à leur rôle réel. Le régime d'Assad les a soutenues et leur a donné la permission d'exercer légalement leurs activités dans les mosquées. Si elles ont continué à se rassembler dans des maisons privées, c'est parce que les grandes familles de Damas le souhaitaient.

Je me suis révoltée contre ce système : j'ai retiré le voile à deux reprises, tout en étant profondément croyante. Ensuite, j'ai poursuivi mes études et j'ai commencé à travailler pour acquérir mon indépendance financière.

Telle était ma vie jusqu'à la révolution. Ceci explique pourquoi j'ai quitté la Syrie : quand je suis allée dans le Nord, dans les régions que les forces armées d'Assad avaient quittées, on m'a de nouveau imposé le voile. On ne pouvait plus sortir sans hijab. J'ai préféré partir. J'ai décidé de travailler dans les camps situés à la frontière turque, avec des réfugiées et des enfants. Je continue de collecter des récits de femmes, tout en travaillant pour une association féminine de la société civile.

Je n'ai pas l'intention d'aller en Europe, car je veux rester près de mon pays. J'ignore vraiment ce que le destin me réserve. Mais je garde l'espoir de retourner un jour en Syrie.

-
1. Sur ce mouvement et ses adeptes, cf. page 84 note 1.
 2. Littéralement « demoiselles », ce terme désigne les femmes qui dirigent les cercles d'enseignement religieux de la Qubaysiya.
 3. Les *tarawih* sont les prières quotidiennes du soir, exécutées après celle de l'Isha, pendant le mois du ramadan.

Lina Mohammad

Je m'appelle Lina Mohammad. J'avais 29 ans quand la révolution a commencé. J'étais journaliste. Je me suis engagée en politique en 2011, et j'ai pris part aux manifestations dès le début du soulèvement populaire.

J'ai rejoint des femmes sur la place Arnous, dans le centre de Damas, pour protester contre la répression violente des manifestants de Deraa. Notre rassemblement n'a duré que dix minutes, car des hommes de la Sûreté étaient parmi nous. Ils nous ont attaquées. J'ai été arrêtée et frappée à la nuque avec une matraque électrique.

J'ai été brutalement torturée.

Ils m'ont mise dans une cellule individuelle, d'environ quatre-vingts centimètres de long et soixante-dix centimètres de large. Un de nos tortionnaires, surnommé Abou Chamla, n'arrêtait pas de me donner des coups violents sur tout le corps. Il s'adressait à moi en employant le masculin. Ils m'ont interrogée pendant plusieurs jours en me privant de sommeil. Puis ils m'ont transférée dans d'autres unités des services de renseignement.

Je me suis effondrée à cause de la torture. Un gardien a tenté de me soutenir moralement. À plusieurs reprises, j'ai failli uriner dans mes vêtements, parce que nous n'avions le droit d'aller aux toilettes qu'une seule fois par jour. « L'enfer » : c'est ainsi que nous avons appelé le fait d'aller aux W.-C., car ils nous frappaient à l'aller et au retour. Lorsqu'ils m'ont transférée au siège des services de renseignement de Kafar Soussé, un inspecteur, qui avait le grade de général, m'a abusée sexuellement.

J'ai été incarcérée à plusieurs reprises. Entre ma première et ma

deuxième arrestation, avec d'autres activistes nous avons essayé de nous coordonner en créant un groupe appelé « Souriyoun¹ ». L'objectif était de fonder une organisation politique, indépendante des partis et de l'opposition traditionnelle. Nous étions un groupe d'hommes et de femmes, tous jeunes. Nous avons organisé plusieurs manifestations. Mais les services de renseignement avaient infiltré le groupe, et la plupart d'entre nous ont été arrêtés entre juillet et décembre 2011. Notre projet a alors pris fin. D'autres groupes de gauche ont essayé de faire la même chose. Tous ont subi le même sort.

J'ai continué à travailler à titre individuel et à participer à des manifestations. J'étais proche des « Jeunes révolutionnaires syriens », un groupe de communistes. Ils ont tous été arrêtés et ont cessé leur activité fin 2013. Plusieurs d'entre eux sont morts sous la torture, comme Rodin Ajak, Amer Zaza, Imad Ghanam, Fayez Ayoubi, les deux frères Moaz et Qusay Burhan.

J'ai pris l'initiative d'aller dans la Ghouta pour assurer la coordination entre les manifestations et les réunions politiques. Puis j'ai concentré mon activité dans la Ghouta orientale. La Sûreté contrôlait Damas, les arrestations se multipliaient, et nos amis mouraient sous la torture. Manifester n'était pas l'unique façon de s'engager dans la révolution.

J'ai fait des allers-retours dans la Ghouta assiégée jusqu'à ma deuxième arrestation dans le centre de Damas. C'était pendant une manifestation, le 12 avril 2012. Le rassemblement était organisé par le groupe « Arrêtez de tuer, nous voulons bâtir une nation pour tous les Syriens² ». Ce mouvement se tenait à l'écart de toutes les factions armées et demandait l'arrêt des combats. Je voulais être avec eux. Nous étions environ quatre cents, hommes et femmes mélangés, rassemblés devant le Parlement. Nous avions des bougies et des fleurs à la main. Je brandissais une pancarte sur laquelle j'avais écrit : « Arrêtez de tuer, nous voulons bâtir une nation pour tous les Syriens. » Comme à chaque fois dans le centre de Damas, la manifestation n'a duré que dix minutes. Les hommes de la Sûreté étaient là. Ils nous ont chargés, nous ont matraqué la tête, piétinés et renversés les uns sur les autres. L'un d'eux m'a attrapée et soulevée pour me frapper contre un mur. Je lui criais au visage : « Je veux un État de droit... Je veux un État de droit... » De l'autre côté de la rue, je les ai vus battre une femme, une Syro-

Palestinienne, qui s'était mise au milieu de la voie pour arrêter des voitures et dire : « Le peuple veut renverser le régime. » La rue s'est brusquement vidée. Quarante personnes ont été arrêtées. On m'a jetée avec vingt-cinq autres prisonniers dans un minibus. Ils ne m'ont pas torturée. Je suis sortie une semaine plus tard. L'inspecteur au siège des renseignements de Khatib a été gentil avec moi : il ne m'a pas fait de mal. J'ai appris qu'il avait fait défection quelque temps plus tard.

Après ma deuxième sortie de prison, j'ai réalisé que notre rôle, à nous les démocrates et les activistes progressistes étaient bien peu de chose face, d'une part, à la violence du régime et d'autre part, aux groupes armés de l'opposition. Je me suis alors consacrée au travail de terrain dans les zones assiégées. Dans plusieurs régions, j'ai constaté que, lorsque le régime d'Assad se retirait, les élites et la classe moyenne portaient aussi, abandonnant les plus pauvres aux mains des brigades de l'opposition. J'ai décidé de me consacrer à ces gens qui, complètement démunis, ne pouvaient pas quitter le pays. J'organisais des débats avec des civils et des combattants sur l'État laïc, la charia et la Constitution. Avec des gens tout ce qu'il y a de plus ordinaires, je coordonnais également des cercles de discussion politique sur la future forme de l'État. Je ne dormais presque pas. Bien que recherchée par les services de renseignement, je passais les barrages et me rendais secrètement dans les zones assiégées de la Ghouta.

En mai de cette année-là, le régime a bombardé le quartier de Barzé³. Les combats entre l'armée régulière et les brigades de l'Armée libre y étaient acharnés. C'était avant l'arrivée des groupes armés islamistes. Le régime avait installé des barrages de sacs de sable au milieu des rues. La nuit, les bombardements de mortiers et d'obus étaient très violents. Avec deux autres femmes et un médecin, nous y sommes allés pour secourir les gens. Nous nous sommes cachés dans une camionnette. Un sniper nous a pris pour cible et a tiré sur notre véhicule. Nous avons continué notre chemin à pied vers la mosquée transformée en hôpital de fortune. Les obus tombaient tout près de nous. Nous progressions en rasant les murs. Il fallait traverser une zone de cinquante mètres à la portée d'un tireur d'élite. Beaucoup de gens sont morts en essayant de la franchir. Nous étions tout gris : les éclats d'un obus tombé à proximité nous avaient recouverts de poussière. Nous avons réussi à échapper au sniper. Dans la mosquée, nous nous sommes retrouvés au milieu d'une scène d'épouvante.

Nous avons retiré les éclats d'obus qui recouvraient entièrement le corps d'une femme. L'engin était tombé sur sa maison, tuant son mari, sa mère et ses enfants. Elle était la seule survivante.

Il y avait des morts : quatre hommes, deux femmes et un jeune homme de seize ans. Nous avons mis les cadavres des femmes dans des linceuls. Des habitantes de Barzé nous ont aidés. Certaines étaient conservatrices et refusaient de travailler avec des hommes. D'autres n'accordaient aucune importance à ces histoires. Elles étaient déterminées et courageuses. Des vrais leaders. Des hommes ont porté les cadavres sous le feu des snipers en courant. Nous les avons suivis, et avons finalement réussi à sortir vivants.

À chaque fois, je revenais de la Ghouta épuisée, mais heureuse d'être encore en vie. C'était presque de la folie. Je n'arrêtais pas de travailler. Je crois au droit des hommes à la dignité et à la justice. Pour cette cause j'étais prête à faire tout ce qu'on me demandait.

Fin juin, un jeune homme de la Ghouta m'a contactée lors du massacre de Zamalka⁴. Mon pseudonyme était « Zéna ». Il m'a dit qu'ils avaient besoin de médicaments et de matériel de secours de toute urgence. Je me suis précipitée à Zamalka. À mon arrivée sur les lieux du massacre, j'ai vu l'enfer : du feu partout, des cadavres éparpillés, la rue couverte de lambeaux de chair humaine, des morceaux collés contre les murs des maisons, le sol jonché d'intestins. Une voiture avait explosé au milieu d'un cortège de funérailles de personnes tuées dans une manifestation. Impossible d'oublier ce moment, c'était la première fois que je voyais un tel carnage. J'étais sous le choc, pétrifiée, je ne pouvais plus bouger. J'ai cru que mon cœur allait s'arrêter de battre, que j'allais mourir. Les gens autour de moi ramassaient des restes humains. Assiégés et abandonnés à leur sort, ils n'avaient ni matériel de secours ni voiture. J'ai essayé de tirer un mort tombé sur le bord de la route, mais seule la moitié de son corps est restée entre mes mains. Impossible de trouver l'autre partie. C'était un cadavre déchiqueté. Je me suis effondrée et j'ai vomi. Les secouristes m'ont demandé de partir. Les cris des mourants me brisaient le cœur. Bouleversée, je les entendais appeler leurs mères. L'un d'eux, encore un enfant, hurlait : « Ah, maman... »

Je serais partie si je n'avais pas vu cette femme sauver un homme blessé : elle a retiré son hijab pour en faire un bandage. Je suis précipitamment revenue en arrière et, comme elle, j'ai ramassé des lambeaux de chair et des organes. Quand nous sommes arrivées à l'hôpital, il y avait déjà soixante-trois morts. On aurait dit un lieu d'épouvante : des organes humains mutilés partout. Dans cet hôpital il y avait quinze médecins pour soigner cent cinquante blessés. Lorsqu'un ami m'a appelée pour avoir des nouvelles des survivants de Zamalka, j'ai été submergée par un sentiment d'impuissance. J'ai consulté la liste des morts et me suis mise à lire les noms. J'ai regardé autour de moi : il y avait des cadavres partout, sur les lits... dans les couloirs... dans les chambres !

Après ce massacre, j'ai ressenti une immense colère. Je voulais coûte que coûte poursuivre mon combat contre Assad. Je n'avais plus peur de la mort ! C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de m'engager lorsque la bataille de Damas⁵ a commencé, et que la Brigade des martyrs de Douma est entrée dans la capitale sous la direction d'Abou Ali Khbeiya⁶. En fait, nous ne pensions pas à l'issue de cette bataille. J'étais surprise de voir des gens qui croyaient pouvoir encore réfléchir. Devenue insoutenable, la violence ne laissait plus aucune place à la réflexion. Nous étions actifs, mais peu organisés. Je ne réfléchissais pas vraiment aux stratégies militaires. Tout ce que je voulais c'était être en première ligne, c'était mon devoir. Je suis allée dans le quartier de Midane⁷, où l'Armée libre venait d'entrer. Il y avait un hôpital de campagne où je me suis installée. J'ai demandé au commandant de la brigade de transférer l'unité de soin dans un sous-sol. Je croyais encore que le régime allait s'effondrer. Tout semblait aller dans ce sens : la colère des gens contre Assad était immense. Nous pensions que les autres groupes armés de l'opposition rejoindraient la Brigade des martyrs de Douma, que la guérilla urbaine contre le régime s'étendrait, et que cela suffirait pour le renverser.

En fait, nous rêvions !

Avec moi à l'hôpital, il y avait quatre femmes dont une journaliste. Aucune de nous ne portait le hijab. Les combattants nous respectaient parce que nous étions sur le champ de bataille, et que nous affrontions la mort avec eux. Ils nous écoutaient et prenaient notre avis en considération. Ils m'ont donné un pistolet parce que j'étais sur la ligne de front, mais j'ai

refusé. L'un d'eux m'a expliqué : « Cette arme ne te servira pas à tuer, mais à te défendre si on cherche à t'assassiner ou à t'emprisonner. Défends-toi à ta façon, suicide-toi, ou fais ce que tu veux ! »

Un char de l'armée du régime était posté au bout de la rue où nous nous trouvions. L'artère principale de Midane était à sa portée. En face, les combattants ne disposaient que de grenades et d'une seule mitrailleuse. Déployés dans les ruelles alentour, ils cherchaient à provoquer les soldats manœuvrant le char en se jetant devant eux, puis en disparaissant. Le plan était de les pousser à se mettre à découvert pour braquer sur eux le lance-roquette. Nos hommes ont fini par les neutraliser. La mort était toute proche, mais je n'avais pas peur. J'appréhendais seulement de croiser le regard de celui qui me tuerait.

Nous avons attendu les renforts. Une nuit, le commandant de la Brigade a déclaré : « Personne ne viendra à notre secours. Les autres brigades de l'Armée libre auraient dû arriver il y a vingt-quatre heures, mais personne n'est venu. » Les combattants se sont alors repliés sur Hajar al-Aswad⁸, et nous ont aidés à fuir dans l'une des banlieues de Damas.

Cette expérience au cœur des combats a changé ma relation à la mort. Avant de battre en retraite, le commandant de la brigade nous a déclaré : « Cette bataille est suicidaire. Si nous restons, nous mourrons. » La mort est beaucoup plus facile que je ne l'imaginais, c'est la chose la plus facile au monde ! Après la bataille de Damas, je suis devenue une autre femme : plus courageuse et plus en accord avec moi-même lorsqu'il s'agit d'affronter la réalité. J'ai compris que la témérité qui m'a poussée en première ligne, dans une bataille perdue d'avance, était due au désespoir, mais j'ai essayé de le surmonter. J'ai vu comment ces hommes avaient été lâchés par leurs camarades de la révolution, alors qu'un seul mur séparait ces derniers des forces du régime. Ce combat cruel et risqué a eu lieu à la mi-juillet 2012. Vingt hommes sont morts dont dix-huit la veille du retrait, par manque de médicaments, car Midane était complètement encerclé. J'ai pu partir, mais mon ami médecin, qui était arrivé avec moi, est resté. Au téléphone, il m'a dit qu'il avait sous les yeux les corps des dix-huit martyrs, et que sa propre mort était inévitable, car il était presque impossible de quitter le quartier. Avec d'autres, il a fini par réussir à s'échapper.

Après la défaite de la bataille de Damas, je me suis consacrée à mon métier de journaliste. Je me sentais trahie et abandonnée. À partir de novembre 2012, je me suis impliquée dans le Réseau des médias libres, fondé quelques mois plus tôt par des jeunes d'Irbine, Sakba et Hamouriya⁹. Parmi eux, il y avait Abdel Karim Ismail. Surnommé Abou al-Majd, c'était l'un des plus grands démocrates de Syrie. Il a été tué avec toute l'équipe de presse dans un bombardement du régime, fin janvier 2013. J'ai été bouleversée lorsque c'est arrivé. Je les avais quittés deux jours plus tôt. J'étais rentrée chez moi à Damas pour me laver et me changer. Ils sont morts pendant mon absence. Avant de travailler avec eux, j'avais posé une condition qu'ils avaient acceptée : ils ne devaient pas se mêler de ma façon de m'habiller, car je ne portais pas le voile. En fait, ce n'était pas un problème pour eux. Je leur ai donné des cours sur les médias, et je leur ai appris à rédiger des dépêches. J'insistais pour qu'ils n'utilisent pas de slogans religieux, ou des mots comme « charognes » pour désigner les hommes du régime tués. Avant qu'ils ne lancent leur réseau, j'ai fait en sorte de les sensibiliser à un discours politique qui respecte l'être humain. Sur la ligne de front d'Irbine, nous travaillions dans des conditions extrêmes.

Pendant ma collaboration avec le Réseau des médias libres à Irbine, les groupes armés se sont multipliés. Le chaos était immense. Les bombardements du régime se sont intensifiés. D'énormes sommes d'argent ont été transférées aux brigades. Cela s'est fait progressivement, d'une manière obscure, notamment après la bataille de Damas. Je crois que les gens ne comprenaient pas ce qui leur arrivait. Mon expérience dans la Ghouta me fait penser que le choc de la violence brutale du régime a poussé les gens vers la religion. Les « massacres confessionnels¹⁰ » comme ceux de Daraya et de Jdaydet al-Fadl, ajoutés au fait qu'un grand nombre d'intellectuels et d'activistes de la classe moyenne de la Ghouta avaient quitté la région, n'ont fait qu'amplifier le phénomène.

Le Rassemblement des forces révolutionnaires de la Ghouta orientale¹¹ a été fondé par des activistes, des personnalités locales influentes, de confessions différentes et originaires de régions diverses. Il a fonctionné pendant un an à peu près. Il a été dissout après l'arrestation de certains membres par le régime et l'assassinat par Jaych al-Islam de plusieurs personnalités de gauche. Les rares personnes qui en ont réchappé se sont

disputées, en particulier à cause des Frères musulmans qui voulaient imposer des slogans religieux. Par la suite, la rupture a été nette entre ceux qui estimaient que les fonds de secours devaient être versés aux organismes civils et ceux qui voulaient destiner ces financements aux combattants.

Des femmes activistes issues de la classe moyenne ont accepté de se voiler lorsqu'elles ont rejoint la Ghouta. Je n'étais pas d'accord avec ce geste qui nous rabaissait. Pour moi, c'était une manière de nous soumettre aux groupes armés islamistes et à la mentalité dominante, alors que la moitié de ceux qui travaillaient dans les hôpitaux de la Ghouta étaient des femmes. Dans les bureaux de presse, par contre, nous étions peu nombreuses. Les brigades islamistes ont été jusqu'à menacer une fille parce qu'elle conduisait une voiture pour distribuer de la nourriture aux nécessiteux. C'était l'une des conséquences négatives du financement islamique. Les donateurs ont également imposé des programmes scolaires islamisés. Les populations assiégées et bombardées en permanence ont accepté leurs conditions. Ils ont exigé la séparation des garçons et des filles, prétendant que la religion interdisait de les mettre ensemble, alors qu'il ne s'agissait que d'enfants. J'ai enquêté sur la source de financement de ces écoles, et j'ai découvert qu'un riche cheikh saoudien les subventionnait, ainsi que quelques cheikhs qataris. Les cheikhs d'Arabie Saoudite et du Qatar se livraient à une concurrence effrénée pour créer des instances de législation islamique et des écoles en Syrie.

Le cours des choses n'était plus entre les mains des seuls Syriens. Cela m'attristait. J'ai été témoin de cette dérive. Je peux donner l'exemple de l'emblème des Brigades des martyrs d'Irbine : au départ c'était l'aigle syrienne avec, à l'intérieur, le drapeau de la révolution et ses trois étoiles rouges, et en dessous le slogan « Le peuple veut renverser le régime ». Sur la partie supérieure on pouvait lire « Force, dignité, État civil ». Au début de 2013, les mots « dignité » et « État civil » ont été supprimés, et le drapeau de la révolution a disparu, remplacé par un étendard blanc sur lequel on pouvait lire « Il n'y a de dieu que Dieu ». Je travaillais dans le bureau de presse, et ce qui se passait me choquait profondément. J'ai entendu une conversation sur Skype entre un commandant de l'Armée libre et un cheikh de l'un des États du Golfe. Je n'ai pas réussi à identifier ce dernier. Les combats près de Harasta faisaient rage et le commandant réclamait l'aide du cheikh. Il voulait dix millions de dollars pour acheter

des munitions, des missiles et des armes antichars, ainsi que de la nourriture. Son interlocuteur lui a demandé le nom de la bataille. Il a répondu qu'elle n'en avait pas encore. Le cheikh a alors exigé qu'on la nomme d'après lui. Le commandant a refusé en disant : « Notre objectif est de libérer notre pays de l'emprise d'un criminel, et nous ne pouvons pas donner ton nom à la bataille. » L'autre a insisté sans succès et finalement la bataille voulue par le commandant n'a pas eu lieu.

C'était l'un des rares commandants intègres. Au début, les brigades ont résisté à l'extrémisme religieux, mais elles ont fini par céder et par accepter d'adopter des slogans islamiques comme « Il n'y a de dieu que Dieu ».

Au départ, Jaych al-Islam n'était qu'une faction nommée Sariyat al-Islam. Puis elle s'est transformée en une véritable armée financée par l'Arabie Saoudite. Les Qataris, quant à eux, ont soutenu les Ajnad al-Cham, un groupe de Frères musulmans que j'ai connu lorsque je travaillais dans l'hôpital de campagne.

J'ai observé ces transformations sans penser un instant à quitter la Syrie. J'avais décidé de rester pour partager le sort de mes compatriotes. Puis mon frère a été arrêté le 10 août 2013. Je suis allée à Damas pour suivre l'affaire et contacter des avocats et des organisations de défense des droits de l'homme. Sans succès. J'ai essayé de retourner dans la Ghouta une semaine plus tard, mais j'ai été bloquée aux barrages à plusieurs reprises. Lorsque l'attaque chimique a eu lieu le 21 août 2013, on m'a demandé d'attendre que la situation s'améliore.

Au même moment, fin août, des hommes de la Sûreté sont entrés en mon absence dans la maison qui me servait de planque. Mon ami, qu'ils ont arrêté chez moi, m'a téléphoné le soir même. On se servait de lui pour me tendre une embuscade. Je me suis effondrée en pensant qu'il m'appelait sous la torture. Ma famille a décidé que je devais quitter Damas. Je suis passée de maison en maison. Le plan était de m'installer à Sweida, mais les hommes de la Sûreté ont emprisonné le jeune homme qui m'avait aidée à quitter Damas, et ils ont ensuite arrêté trois jeunes de l'une des maisons où j'avais trouvé refuge au cours de mon évasion. Je n'avais plus d'autre choix que de quitter la Syrie. J'ai parcouru des dizaines de kilomètres à motocyclette accompagnée par des activistes. On m'a demandé de porter le

hijab pour passer les barrages de Jabhat al-Nusra à Deraa, mais j'ai refusé.

Au cours de mon évasion vers Deraa, nous sommes tombés sur un barrage de Jabhat al-Nusra. Six soldats, quatre Jordaniens et deux Syriens, nous ont arrêtés. Ils voulaient m'incarcérer et me livrer à leur instance de juridiction islamique car je n'étais pas voilée. J'ai protesté. Ils ont alors braqué leurs fusils sur moi, mais les hommes de l'Armée libre qui m'accompagnaient ont aussitôt dégainé. Les armes étaient pointées de part et d'autre. J'ai dit aux types de Jabhat al-Nusra que j'allais partir avec les hommes de l'Armée libre. J'étais prête à faire l'impossible pour que plus personne ne subisse les conséquences de mes actes. Ils ont contacté leur chef, qui nous a autorisés à passer.

Je n'ai pas pu rester à Deraa parce que je refusais de porter le hijab. J'ai dû partir. Le voyage a été long et pénible et je me suis retrouvée une nouvelle fois près d'un poste-frontière de fortune tenu par Jabhat al-Nusra. J'ai quitté la Syrie en novembre 2013. Je suis maintenant réfugiée en France.

Le chagrin que je ressens est indescriptible. Pas un jour ne passe sans que je souhaite retourner en Syrie.

[1.](#) « Les Syriens » en arabe.

[2.](#) À l'origine de ce mouvement, une jeune avocate, Rima Dali, s'est postée le 8 avril 2011 devant le Parlement avec une banderole rouge sur laquelle on pouvait lire « Arrêtez de tuer. Nous voulons bâtir une nation pour tous les Syriens ». Suite à son arrestation le 10 avril 2011, une campagne a débuté pour réclamer sa libération.

[3.](#) Quartier au nord de Damas.

[4.](#) Située dans la Ghouta orientale, à 10 kilomètres de Damas, Zamalka a été le théâtre d'une explosion meurtrière le 30 juin 2012.

[5.](#) La bataille de Damas débute le 15 juillet 2012 par l'entrée des rebelles dans certains quartiers de la capitale syrienne, dont le faubourg de Midane. Les combats durent deux semaines, mais l'offensive est un échec : l'armée syrienne reprend le contrôle du centre de la ville et les rebelles sont repoussés en périphérie.

[6.](#) En septembre 2014, la Brigade des martyrs de Douma a rejoint, avec une vingtaine de groupes rebelles de la Ghouta orientale, Jaych al-Umma. Celle-ci a été démantelée par Jaych al-Islam en mars 2015 et quelques-uns de ses leaders, dont Abou Ali Khbeiya, exécutés en septembre 2015.

[7.](#) Faubourg au sud de Damas.

[8.](#) Ville dans la banlieue sud de Damas.

[9.](#) Petites villes de la banlieue de Damas.

[10.](#) Par l'expression de « massacres confessionnels », Lina Mohammad désigne les attaques du régime qui, comme dans les villes de Daraya et de Jdaydet al-Fadl, ont été perçues par les populations ciblées comme une politique d'éradication des sunnites. Jdaydet al-Fadl se trouve dans la Ghouta occidentale. L'attaque dont elle a été la cible en avril 2013 a fait de nombreuses victimes civiles.

[11.](#) Créé en janvier 2013.

Mouna Freij

Je suis Mouna Freij, j'ai 42 ans. J'étais enseignante d'anglais quand la révolution a commencé. J'ai développé ma conscience politique au contact de mes frères et de leurs amis qui étaient des opposants au régime. Entourée par un groupe d'intellectuels, je lisais beaucoup et faisais des recherches sur des sujets divers. J'ai participé aux manifestations de Raqqa contre l'avis des hommes. En mai 2011, l'un d'eux a déclaré : « Si les femmes manifestent, les hommes ne participeront pas. » Je lui ai répondu : « Reste donc chez toi, moi je vais manifester, c'est mon droit. » Nous étions seulement deux femmes dans les manifestations. J'étais membre du comité de coordination de Raqqa, je préparais les pancartes, diffusais les nouvelles sur les réseaux sociaux, filmais les manifestations et rédigeais des communiqués de presse. La présence des femmes dans les comités de Raqqa était réduite, comme pour toutes les autres activités liées à la révolution.

J'ai été licenciée de mon poste d'enseignante en 2012 en raison de ma participation aux manifestations. Huit autres femmes ont été également congédiées. Nous avons appelé à une grève pacifique. À l'époque, je rentrais tard chez moi, et je travaillais avec des collègues masculins. J'enfreignais les traditions. Étant donné l'urgence de la situation, celles-ci changeaient. Mais mes parents avaient peur du qu'en-dira-t-on, surtout en cas d'arrestation.

En mars 2012, lors d'une manifestation partie du quartier al-Bayatra, j'ai transporté un blessé chez moi. Son nom était Issam al-Mabrouk. J'ai fait venir des médecins pour le soigner : la bombe lacrymogène lancée sur nous par les hommes de la Sûreté l'avait touché à la jambe. Cet incident a intensifié la pression que mes proches et mes parents exerçaient sur moi. À cause des contacts que j'avais avec des hommes, ils regardaient mes agissements avec méfiance. Le régime n'avait jamais arrêté de femmes à

Raqqa. Les tribus se seraient révoltées, il ne voulait pas prendre ce risque.

Pendant la manifestation, les hommes de la Sûreté ont envahi les rues et tiré sur les gens. J'ai été légèrement blessée par une balle. Plus tard, le premier martyr de Raqqa a succombé à ses blessures. Il s'appelait Ali al-Babinsi¹. Toute la ville est descendue dans la rue pour ses funérailles. Et pourtant, il n'était pas originaire de Raqqa, et sa famille ne faisait pas partie du réseau des alliances tribales locales. La manifestation était gigantesque. Le cortège s'est dirigé vers la place où trône une statue de Hafez al-Assad pour la démolir. Mais la faction 17 de l'armée est intervenue et a ouvert le feu. Dix-sept manifestants ont été tués. Cet événement a été baptisé le « massacre de Babinsi ».

Je me suis impliquée dans l'aide médicale et humanitaire. Nous étions peu nombreux. Comme le personnel médical manquait, nous devions tout faire. Nous avons accueilli les déplacés d'Idlib et de Deir ez-Zor. Il fallait les nourrir. J'ai travaillé sans arrêt jusqu'à la libération de Raqqa ou plus précisément jusqu'à ce moment que nous pensions être la libération de la ville lorsque le régime d'Assad s'en est retiré. J'ai été élue au Conseil local de la révolution. J'étais la seule femme. On m'a confié la direction de l'aide humanitaire. À ce titre, j'étais responsable des entrepôts de farine que nous devions rationner, car le régime bloquait son acheminement vers la ville. Nous la distribuions gratuitement dans les villages et pour un prix modique aux boulangers.

Lorsque le régime s'est retiré de la ville en mars 2013, les groupes armés ont collaboré avec nous. L'Armée libre, avec en son sein la faction Ahrar al-Cham², dirigeait la ville. Avec d'autres femmes, nous organisions des expositions et différentes activités. Tout ceci avait lieu sous les bombes du régime. Un jour, une voiture a été prise pour cible devant nous : elle transportait des armes et des munitions, il y a eu une grande explosion, et les passagers du véhicule ont péri carbonisés.

La brigade Ahrar al-Cham s'est renforcée au détriment des autres factions de l'Armée libre. Ses membres ont commencé à s'immiscer dans nos affaires. Les choses ont alors changé, pas seulement pour les femmes, leur vie, leur liberté de mouvement et leurs activités, mais plus

généralement pour tous les activistes laïcs. En juin 2013, deux d'entre eux ont été arrêtés par des hommes d'Ahrar al-Cham. Nous nous sommes rassemblées devant le centre de la brigade pour protester et demander leur libération. Nous étions six femmes. Nous brandissions une banderole sur laquelle nous avons écrit « Instance de la jurisprudence islamique = Section de l'armée de l'air³ ». Je n'avais pas peur, nous avons attendu jusqu'à la libération des deux jeunes. Puis Jabhat al-Nusra a pris le contrôle de Raqqa. Ses émirs étaient originaires de la ville. Plus tard, certains ont été tués par Daech. Abou Louqman⁴, aujourd'hui l'un des émirs de Daech, faisait d'abord partie de cette bande. C'était un ancien détenu de la prison de Saidnaya.

Jabhat al-Nusra a beaucoup restreint ma marge de manœuvre. On m'a interdit l'accès au Conseil parce que je ne portais pas d'abaya noire. J'étais voilée par respect de la tradition et des habitudes. Cependant, je portais un jean et une veste courte. J'ai d'abord refusé de revêtir l'abaya et j'ai continué à travailler à distance par Internet. L'abaya a fini par être imposée à toutes les femmes. Des hommes de Jabhat al-Nusra m'arrêtaient dans la rue pour me donner l'ordre de porter ce qu'ils appelaient la « tenue légale ». Au travail, ils ont intercepté la voiture que je conduisais. Si je n'étais pas accompagnée par un homme de ma famille, je risquais des ennuis. Je devais transporter de la nourriture pour les déplacés, mais les hommes de Jabhat al-Nusra m'empêchaient de circuler à cause de ma tenue. De plus, ils refusaient de m'adresser la parole parce que j'étais une femme. J'ai été finalement contrainte de porter l'abaya pour poursuivre mes activités.

Quand le régime s'est retiré de Raqqa, nous avons eu peur pour le centre culturel, ses livres et son matériel. J'ai alors demandé à Jabhat al-Nusra, qui le contrôlait et le surveillait, de pouvoir y entrer. Le gardien m'a dit qu'il me fallait l'autorisation de l'émir. J'ai demandé à rencontrer ce dernier, mais on m'a dit qu'il ne recevait pas les femmes. J'ai laissé éclater ma colère. Les hommes qui m'interdisaient le passage m'ont dit : « Couvre-toi ! » Et pourtant j'étais voilée. « Je suis couverte », leur ai-je répondu. « Va-t'en et envoie des hommes pour qu'on discute ». J'ai répondu que dans mon travail c'était moi qui décidais et que j'avais de nombreux hommes sous ma responsabilité. L'esclandre a duré un certain temps. L'émir a fini par me recevoir. Il m'a adressé la parole en détournant le visage, sans me regarder dans les yeux. Je lui ai dit que je souhaitais entrer

dans le centre culturel où des couvertures pour les déplacés étaient entreposées. Il en voulait quelques-unes pour ses moudjahidin, mais j'ai refusé en disant qu'elles étaient destinées à des civils en difficulté. Au bout du compte, il m'a donné l'autorisation.

De juillet à décembre 2013, Raqqa est restée aux mains de Jabhat al-Nusra. Daech a occupé la ville en janvier 2014. Quand ses combattants ont retiré la croix de l'église Notre-Dame de l'Annonciation, nous, les civils, avons protesté et remis la croix en place. Ils voulaient nous arrêter, mais des gens sont intervenus pour nous aider. Quelque temps après, quand ils ont arrêté des jeunes appartenant à la brigade Ahrar al-Cham, nous nous sommes réunis devant les locaux de leur tribunal islamique pour demander leur libération. Je leur ai lancé : « Vous êtes pires que le régime d'Assad. » J'ai crié à un gardien cagoulé : « Tu caches ton visage, alors que les nôtres sont découverts, vous vous appelez moudjahidin et vous couvrez vos visages devant nous ? L'islam n'a rien à voir avec vos méfaits. Libérez nos jeunes de vos prisons ! » Mais ils ne l'ont pas fait.

Daech avait des cellules dormantes qui traquaient les autres groupes armés comme la Brigade des révolutionnaires de Raqqa⁵, Jabhat al-Nusra, Ahrar al-Cham. Ces derniers se sont retirés dans la direction d'Idlib. Un combat a éclaté entre Jabhat al-Nusra et Daech. La Brigade des révolutionnaires de Raqqa a combattu jusqu'à l'épuisement de ses munitions. Beaucoup sont morts. Les survivants sont partis.

Les types de Daech ont interdit aux femmes de travailler, excepté sous leur contrôle et selon leur vision des choses. Ils m'ont progressivement empêchée d'exercer mon activité. Au début, avec d'autres femmes, nous avons résisté à leurs lois qui nous imposaient de revêtir leur habit, et à leur façon de s'immiscer dans nos affaires. Lorsqu'ils ont kidnappé des civils, nous avons manifesté et brandi une pancarte avec le slogan « À bas l'État islamique d'Irak et de Cham ». C'était fin 2013. Nous étions cinquante personnes. Souad Nofal était avec nous⁶. Mais début 2014, plus personne ne bougeait. Les exécutions sommaires et les décapitations en place publique avaient fini par nous paralyser et nous terroriser.

Je ne suis plus sortie de chez moi. J'étais une activiste de la société

civile. Je savais que je serais poursuivie par Daech. Je ne pouvais plus bouger. Les bombardements se sont intensifiés et il est devenu de plus en plus difficile de quitter la ville.

Lorsque ma cousine est morte, je suis allée aux condoléances, le 12 septembre 2014. Je n'avais pas quitté la maison depuis l'occupation de la ville par Daech. Les gens qui m'ont vue ont eu peur pour moi et m'ont dit que j'étais recherchée parce que j'avais participé à une manifestation contre Daech. Je ne pouvais pas quitter Raqqa parce que cela voulait dire laisser ma mère malade seule.

Le 13 septembre, lorsque les hommes de Daech ont surgi chez moi, j'étais avec ma mère et ma belle-sœur. Nous avons l'habitude de laisser nos portes ouvertes, parce que les cours intérieures étaient considérées comme des salons de réception ; les habitants de Raqqa sont accueillants et leurs maisons toujours ouvertes. Les types de Daech étaient précédés par une femme qui parlait l'arabe classique avec difficulté, elle était française d'origine maghrébine. Je ne sais pas de quelle région exactement. Surnommée Oum Mohammad la Française, elle était venue de France pour rejoindre Daech. Elle m'a demandé si j'étais Mouna Freij. Nous étions sous le choc de cette irruption, l'électricité était coupée et on voyait à peine. Ma belle-sœur, qui a compris ce qui se passait, lui a répondu : « Non, ce n'est pas Mouna. » À cet instant, j'ai aperçu des hommes derrière la Française. J'ai immédiatement cassé mon ordinateur et me suis précipitée dans la chambre de ma mère. Les hommes ont envahi la cour intérieure, ils ont récupéré l'ordinateur. L'un d'eux m'a tirée par les cheveux et m'a traînée par terre. Il a mis son pied sur ma poitrine et braqué son fusil sur ma tête. Ma mère s'est mise à crier : « Ce n'est pas Mouna, c'est sa sœur. » Le type de Daech a hurlé : « Celui qui ose ouvrir la bouche je lui tire une balle dans la tête ! » C'était un Tunisien. Il a tiré quelques balles en l'air. Des voisins ont accouru dans la cour. Parmi les hommes de Daech, il y avait des hommes cagoulés. Cela signifiait qu'ils étaient originaires de Raqqa. Les étrangers, eux, ne se couvraient pas le visage. Le Tunisien nous parlait à visage découvert. Les voisins nous ont pris en pitié et aidés : ils ont détourné l'attention des types de Daech pendant que mon cousin m'accompagnait jusqu'au toit pour que je prenne la fuite. J'ai sauté sur la terrasse des voisins, puis par terre. Je suis passée par plusieurs maisons. Les habitants m'aidaient à éviter les points de contrôle de Daech, en me laissant passer

par chez eux. Ensuite, j'ai arrêté une voiture qui m'a conduite chez une amie. Le lendemain, j'ai pris la carte d'identité d'une autre de mes amies et j'ai quitté la Syrie.

Ma colère contre les femmes qui collaboraient avec Daech était immense, certaines étaient de Raqqa, d'autres de l'extérieur. Leur mission était d'arranger des mariages ; elles devaient trouver des épouses aux combattants de Daech. Les demandes de mariage ciblaient généralement des jeunes adolescentes qui finissaient par accepter le plus souvent sous la contrainte. Une jeune fille, Fatima, originaire du village Lahbiyyé, a comme cela été forcée de se fiancer avec un type de Daech. Âgée de 20 ans et très jolie, elle était étudiante à la faculté de sciences de l'éducation. Son cousin avait rejoint Daech. Certains habitants de Raqqa se sont enrôlés dans les rangs de l'organisation par attrait du pouvoir et pas seulement pour l'argent. Ce garçon, par exemple, a offert sa cousine à un combattant pour nouer des relations avec Daech. Cette situation s'est reproduite à plusieurs reprises à Raqqa. La jeune fille ne voulait pas épouser ce type : elle a fini par se tuer en avalant du poison. Les mariages se multipliaient avec des Tunisiens le plus souvent, avec des Saoudiens quelques fois, ou encore avec des types de Raqqa qui occupaient des postes de pouvoir. Ces hommes avaient plusieurs épouses, la polygamie s'est répandue au point de se banaliser. Les femmes avaient également pour fonction, au sein de Daech, de travailler pour la Hisba². Elles étaient chargées de traquer les filles maquillées, ou celles qui sentaient la cigarette, ou encore celles qui portaient des robes de couleurs sous leur abaya. Celle qui avait osé transgresser les règles vestimentaires était amenée en prison où elle devait payer une amende et acheter une tenue légale. Ça, c'était lorsqu'il s'agissait d'une première infraction à la loi. En cas de récidive, la contrevenante était fouettée en place publique. Si une femme relevait son niqab et montrait son visage, elle était fouettée immédiatement. Un jour, une de nos voisines a été arrêtée parce qu'elle s'était rendue chez une voisine habitant la porte à côté sans se couvrir le visage. Elle a reçu des coups de fouet devant les gens. Au centre de Raqqa il y avait à côté du stade une prison pour femmes très connue. L'établissement était dirigé par des hommes et des femmes, les hommes menaient les enquêtes et les femmes exécutaient les sentences. Des femmes bourreaux étaient spécialisées dans la torture, certaines étaient originaires de Raqqa. La première femme qui a travaillé dans la police spéciale de Daech venait de Homs. Elle avait été membre des Ahrar al-Cham et de

Jabhat al-Nusra avant de rejoindre Daech.

Les hommes de Daech ont arrêté ma belle-sœur à ma place. Ils l'ont emprisonnée avec ses enfants. Il y avait une autre détenue avec elle, une femme de 60 ans, mère de quatre enfants muets et handicapés mentaux. Elle était accusée de collaboration avec le régime. C'était une pauvre femme qui fabriquait et vendait du pain, elle était asthmatique. Il y avait aussi des filles arrêtées pour avoir transgressé les règles vestimentaires. Ces règles étaient fondamentales pour eux, ils les ont imposées par les armes. Ils ont également arrêté ma sœur parce qu'ils ont découvert qu'elle utilisait Internet. Elle et ma belle-sœur sont restées prisonnières pendant quarante-cinq jours.

Le pire c'est qu'avant la révolution, j'étais libre de faire ce que je voulais : j'avais étudié à l'université de Homs, je travaillais, j'avais des amis, des hommes et des femmes originaires de partout. On se rendait visite les uns aux autres. Brusquement ce monde vaste est devenu cloisonné. On nous interdisait l'accès à l'éducation et au travail. Nous n'avions même plus le droit de nous asseoir devant nos maisons, une tradition pourtant ancienne à Raqqa. Nous nous étions révoltés contre le régime pour réclamer plus de liberté, mais au final nos droits ont reculé de plusieurs siècles.

Je comprends la complexité de la situation syrienne, mais mes sentiments sont confus. Je réside actuellement en Turquie, et ma mère est morte seule à Raqqa. Je suis fière d'être originaire de cette ville. Je veux que le monde entende notre histoire. Les gens de Raqqa n'étaient ni des extrémistes ni des fondamentalistes, notre ville n'était pas un incubateur pour Daech. Cette organisation, comme d'autres factions radicales, nous a asservis par la force des armes. Nous avons subi une occupation. Toutes ces souffrances et tout ce sang versé... Ils nous paraissaient être le prix à payer pour la liberté. Ils nous ont conduits à l'asservissement.

[1.](#) Ali al-Babinsi a été tué le 15 mars 2012 à l'âge de 17 ans lors d'un rassemblement organisé à l'occasion du premier anniversaire du soulèvement. Le lendemain, ses funérailles ont donné lieu à la plus importante manifestation que Raqqa ait jamais connue.

[2.](#) Sur ce groupe armé, cf. page 119 note 2.

[3.](#) La Section de l'armée de l'air est l'une des branches les plus cruelles des services de renseignement en Syrie.

[4.](#) Abou Louqman, de son vrai nom Ali Moussa al-Shawakl, était le gouverneur de Raqqa sous Daech.

[5.](#) Brigade créée le 26 septembre 2012. Affiliée à l'ASL, son idéologie est nationaliste et son objectif est l'instauration d'un État démocratique civil en Syrie. En septembre 2014, le groupe s'est allié aux Kurdes de l'YPG.

[6.](#) Activiste de la ville de Raqqa, Souad Nofal a joué un rôle important dans les mouvements de protestation contre Daech.

[7.](#) Sur cette instance faisant office de police, cf. page 154 note 1.

Roula

Je m'appelle Roula, j'avais une vingtaine d'années lorsque la révolution a éclaté. Je vivais entre Lattaquié et Tartous. J'ai été élevée dans une maison ouverte à tous les Syriens. Mon père recevait beaucoup de gens, de Deir ez-Zor, de Raqqa, d'Alep ou de Homs, jamais il ne désignait qui que ce soit par sa religion. Je ne peux pas révéler les détails de ma vie personnelle pour des raisons de sécurité.

Je ne suis pas d'accord avec la réponse sécuritaire préconisée par le régime pour faire face au mouvement populaire. Mais je n'adhère pas non plus aux slogans confessionnels et religieux brandis par les rebelles après les premiers mois du soulèvement.

Lorsque les réfugiés, après avoir perdu leurs logements dans les bombardements, ont afflué dans notre région en provenance d'Alep, d'Idlib et de Homs, je me suis consacrée à eux. Je les ai soutenus notamment en organisant des cours pour les enfants. Je faisais cela secrètement au départ et ouvertement par la suite. L'animosité confessionnelle s'est beaucoup amplifiée. Certains réfugiés me considéraient comme une étrangère. Ils avaient peur de moi parce que j'étais alaouite. Mes voisins, mes parents et la majorité de mes amis m'ont eux aussi ostracisée. J'étais sans cesse interrogée sur mes activités. Le rejet social et les pressions autour de moi ont fortement limité ma capacité à intervenir auprès des déplacés. Pour moi, ces gens étaient avant tout des Syriens qui avaient perdu maison et famille. Ils étaient les victimes du régime d'Assad et de la connivence régionale et internationale. À Lattaquié, il y avait beaucoup de jeunes de différentes religions et confessions qui pensaient comme moi, mais la pression sociale et sécuritaire nous paralysait. Les services de renseignement empêchaient la formation du moindre mouvement de solidarité entre les Syriens.

Selon moi, le fait de s'impliquer dans des actions humanitaires et de

développement était un moyen de construire une forme de paix civile, de travailler à une cohésion sociale. Beaucoup d'habitants de la côte¹ ont accompli un travail humanitaire gigantesque pour soutenir les réfugiés dans la catastrophe qui les accablait. Malgré tout, des insurgés considéraient les régions contrôlées par le régime comme des zones ennemies. Dans leurs discours, le confessionnalisme et les appels au meurtre sont devenus monnaie courante. Cela nous a démoralisés et beaucoup d'entre nous, qui non seulement sympathisaient avec les déplacés mais qui, comme moi, adhéraient au principe d'une révolution pour la liberté, la démocratie et la justice, ont pris leurs distances avec le mouvement de solidarité. Une femme à laquelle je rendais visite à Raml al-Chamali², dont les enfants avaient été arrêtés et tués sous la torture, continue de répéter jusqu'à aujourd'hui : « Nous voulons une Syrie libre ! » Dans le camp de la révolution, les gens qui comme elle sont restés sur une ligne nationaliste sont devenus rares.

Je me posais beaucoup de questions sur la nécessité de clamer haut et fort ma position politique. En fin de compte j'ai préféré poursuivre silencieusement mon travail de bénévole. Les déplacés étaient mes compatriotes, je devais tout faire pour qu'ils vivent dignement. Aujourd'hui, six ans plus tard, je constate que la mort et les massacres se sont banalisés. C'est horrible ! Comment en sommes-nous arrivés à cette barbarie qui nous atteint au plus profond de nous-mêmes ? Dans toute cette folie, je pense maintenant aux enfants des réfugiés. L'éducation s'est dégradée d'une façon générale, que dire alors de celle qui est réservée aux plus pauvres ? C'est la raison pour laquelle j'ai concentré mes efforts sur l'éducation et les méthodes d'apprentissage intensif. Je n'enseignais ni la religion ni le patriotisme panarabe³ et faisais mon possible pour maintenir la mixité entre filles et garçons dans mes classes.

Lorsque j'ai su qu'un massacre avait eu lieu à Ichtribraq⁴, j'ai refusé de rester à l'écart. J'ai rendu visite aux survivants qui se sont réfugiés à Lattaquié, j'ai fait des entretiens avec eux et demandé aux responsables gouvernementaux de leur venir en aide. Ce n'était pas la religion ou l'appartenance confessionnelle qui m'importait. Je voulais documenter le massacre. Les responsables gouvernementaux les ont accueillis, se sont pris en photo avec eux, puis ils les ont abandonnés à leur triste sort. 214 personnes avaient disparu à Ichtribraq. On ne savait absolument rien du sort

qui leur avait été réservé. Jabhat al-Nusra est entré dans le village, a égorgé des femmes, des enfants et des hommes. Des gens ont été enlevés. J'ai demandé à une survivante éplorée dont les parents avaient été égorgés : « Pourquoi n'êtes-vous pas partis plus tôt ? » Elle m'a raconté qu'ils avaient essayé de fuir mais que, à un barrage du régime, les soldats les en avaient empêchés. L'officier leur a expliqué qu'il appliquait des ordres et qu'il ne pouvait pas désobéir. Ce scénario s'est répété dans plusieurs villages alaouites où des massacres ont été perpétrés. Les médias de la révolution auraient dû s'intéresser à ces récits et les diffuser. Les villageois d'Ichtibraq dormaient quand des groupes armés islamistes les ont bombardés et attaqués au petit matin. Des hommes de Jabhat al-Nusra sont apparus à la lisière du village. Cent quarante familles sur cent cinquante ont réussi à fuir. Les dix familles restantes ont été décimées, égorgées ou tuées par balles. Après avoir fui leurs maisons bombardées, les survivants ont appelé l'officier responsable du barrage, dont ils avaient gardé le numéro de téléphone. Celui-ci leur a redit que les ordres de ne pas quitter leur village étaient catégoriques. Un des survivants qui a perdu sa famille m'a raconté en pleurant que les villageois, qui connaissaient bien la topographie de la région, avaient fui à travers les vallées. Hagards et pieds nus, ils avaient marché et dormi dans la nature. Les habitants d'Ichtibraq sont des gens simples et pauvres. Pour nourrir leurs enfants, ils cultivent la terre ou s'engagent dans l'armée. Quand je les ai rencontrés à leur arrivée à Lattaquié, ils étaient loqueteux et épuisés. Ils étaient environ cinq mille. Le survivant que j'ai rencontré voulait repartir chez lui pour combattre et venger ses parents tués par Jabhat al-Nusra. Je lui ai dit : « Jusqu'à quand allons-nous nous entretuer ? Vous allez être tué pour rien, il faut plutôt réfléchir à la façon de sortir de ce cercle vicieux. » L'homme pleurait sans arrêt, je n'ai pas réussi à soulager sa peine. Ces malheureux étaient livrés à eux-mêmes. Au bout de quelques jours, le gouvernement n'a plus rien fait pour eux ; le même scénario s'est reproduit plus tard avec les réfugiés de Kafraya et de Foua⁵, qui ont déferlé par milliers à Lattaquié.

Je suis allée au secours des gens d'Ichtibraq, de Foua et de Kafraya, comme je l'avais fait pour les déplacés d'Idlib ou d'Alep. Cela ne plaisait pas aux services de renseignement qui me convoquaient en permanence pour m'interroger. Les pauvres familles d'Ichtibraq étaient dans une situation lamentable. Les réfugiés de Kafraya et de Foua l'étaient également lorsqu'ils sont arrivés à Lattaquié, mais comme ils sont chiites, la

mosquée Rasoul, qui est liée à l'Iran, les a aidés.

Parmi les témoignages que j'ai enregistrés auprès des survivantes du massacre d'Ichtribaq, voici le récit d'une femme qui a été captive de Jabhat al-Nusra :

« Ils ont égorgé mon mari, l'ont filmé et ont diffusé la vidéo. Je ne l'ai pas vue, je ne veux pas la voir, mais mes beaux-parents l'ont vue et m'ont confirmé qu'il avait été tué. Les hommes de Jabhat al-Nusra ont donné l'assaut à 8 h 30 du matin, ils ont ouvert le feu sur nous. Derrière eux, d'autres combattants lançaient des missiles sur le village. Avec un groupe de villageois, j'ai pris la fuite en direction du chemin de fer et des terrains vagues. Mon mari est resté pour défendre notre maison. Pendant notre fuite, les snipers de Jabhat al-Nusra ont essayé de nous tuer, mais nous avons survécu. L'armée du régime s'était retirée. Nous avons marché de 8 h 30 du matin jusqu'à la tombée de la nuit. Épuisés, nous nous sommes endormis dehors en pleine nature. C'était le 24 avril 2015. Nous avons été réveillés à 4 heures du matin par les cris des combattants. Nous étions presque cent cinquante personnes. J'étais avec mes quatre filles, dont l'une est handicapée mentale, ils ont tiré sur nous, nous avons essayé de fuir, mais les coups de feu nous poursuivaient, alors nous nous sommes arrêtés net. Ils nous ont donné ensuite l'ordre de gravir la colline sur laquelle ils étaient postés. Ils nous tenaient en joue. J'ai essayé de monter, mais j'ai glissé avec mes filles. Ils ont tiré et m'ont crié que si je ne parvenais pas au sommet ils tueraient mes filles et m'achèveraient ensuite. Nous avons rampé toutes les quatre. Je tremblais. Ils étaient au sommet de la colline, leurs barbes et leurs cheveux étaient longs et ils parlaient en arabe classique. J'ai cru qu'ils allaient m'égorger. Ils ont séparé les hommes et les femmes. Ils m'ont amenée avec les autres femmes et les vieillards à la prison de Harim⁶ à la région d'Idlib.

Nous étions cinquante personnes entassées dans une seule pièce. Nous dormions les uns sur les autres. On nous servait du boulgour et de la soupe tous les jours. Notre geôlier, un Irakien, était très violent, il nous fouettait et nous obligeait à manger du pain moisi. Cela dit, il nous donnait du lait pour les enfants. La nuit, les hommes de Jabhat al-Nusra frappaient sur les portes et criaient : "Préparez-vous à être égorgés, espèces de cochons, athées !" Nous nous levions tous en tremblant et nous attendions ainsi jusqu'au matin. Un jour, lorsque l'Irakien a hurlé : "Athées, préparez-vous

à être égorgés”, je lui ai répondu : “Tu crois que nous sommes tous athées, mais je prie et respecte le jeûne comme toi. Je connais Dieu et vous êtes ici pour nous dire que nous sommes des mécréants ?” Surpris, il n’a rien répondu.

Deux femmes ont accouché dans la prison de Harim. La première avec un revolver pointé sur la tête. Le bébé de la seconde est mort de froid. Un jour, l’Irakien est entré en criant qu’on devait se préparer à être égorgés. Une fillette s’est approchée de lui et lui a dit : “Cheikh, je te prie de me tuer moi.” Surpris, presque attendri, il l’a regardée et lui a répondu : “Tu es encore jeune.” La torture morale qu’ils exerçaient sur nous avait quelque chose d’étrange. Ils ont placé des haut-parleurs aux quatre coins des pièces où nous étions entassés, pour diffuser en continu des hymnes religieuses. Chaque jour, nous avions droit à un chant appelant à égorger des alaouites ! La nourriture était mauvaise, il faisait terriblement froid et nous dormions par terre. Deux de mes filles sont tombées gravement malades, elles avaient une hépatite.

J’ai fini par sortir de la prison de Harim grâce à deux choses. La première, c’est que je n’arrêtais pas de crier, de pleurer et de frapper à la porte jour et nuit, parce que je voyais mes filles avec leur teint jaune dépérir d’heure en heure. La seconde, c’est qu’ils ont eu peur d’une contagion. Un combattant étranger, je ne sais pas de quelle nationalité, m’a demandé : “Tu pries et tu lis le Coran ?” J’ai discuté de religion avec lui, je lui ai dit que je priais et que j’avais appris le Coran par cœur. Il n’en revenait pas. Les hommes de Jabhat al-Nusra nous croyaient impies. Parmi nos ravisseurs, des Syriens nous ont pris tout ce que nous avions : notre argent et nos quelques bijoux en or. Je n’avais que 8000 livres syriennes, ils s’en sont emparés, puis ils nous ont violemment fouettées. Un jour, ma fille handicapée a déchiré la page d’un coran, ils nous ont battues et m’ont donné des coups de fouet sur la nuque, sur le dos et les pieds. Ils ne nous regardaient jamais dans les yeux et répétaient : “Votre argent et vos biens sont à nous légalement, mais nous vous laissons votre honneur.” Cela m’a rassurée de les entendre parler ainsi. Je les ai observés : pas une prisonnière n’a été victime d’abus sexuel d’aucune sorte. Un combattant syrien de Jabhat al-Nusra, je n’ai jamais su d’où il venait, était très charitable avec moi. Il a eu pitié de mes filles. Il nous apportait de la nourriture. Les autres combattants désapprouvaient son comportement. Il a disparu au bout d’un mois, et nous ne l’avons plus revu. Lorsque ma deuxième fille a contracté la jaunisse, ils ont eu peur et les ont libérées

toutes les deux. J'ai failli devenir folle, je n'ai pas dormi pendant deux nuits. Puis, en février 2016, après neuf mois de captivité, ils m'ont libérée moi aussi, avec mes deux autres filles. J'ai cru qu'ils allaient nous tuer, mais ils nous ont transportées d'un endroit à l'autre, d'une voiture à l'autre. Le cheikh qui nous accompagnait m'a dit : "Nous te libérons par pitié pour tes filles, sans rançon pour l'amour de Dieu, nous sommes mieux que vous !" Je lui ai demandé : "Qui, 'vous' ? Et pourquoi nous considérez-vous comme des mécréants ?" Le "vous" désignait le régime. Cela dit, la plupart m'ont adressé la parole comme si j'étais leur sœur. Jusqu'à notre arrivée au siège des services de renseignement de l'armée de l'air de Hama, ils ont répété : "Je suis ton frère selon l'ordre de Dieu."

Ils exécutaient des jeunes gens dans la cour. C'est ce qui me terrorisait le plus. Cinq minutes après l'exécution, ils nous faisaient sortir, le sang tapissait encore le sol. J'entendais les cris des prisonniers qui les suppliaient de les épargner. L'homme qui m'a conduite à Hama m'a déclaré : "Nous ne sommes d'aucun bord, nous sommes une tribu, quiconque tuera l'un d'entre nous, nous le tuerons !" Je n'ai pas compris la présence massive des combattants du Turkestan. Je n'ai pas compris des tas de choses... Mes filles et moi, nous faisons sans arrêt des cauchemars, je vis avec elles maintenant et j'attends de retourner dans mon village. »

C'est une partie du témoignage que m'a livré cette femme, laquelle s'est retrouvée toute seule sans personne sur qui compter. Elle vit aujourd'hui dans une seule pièce, à Lattaquié, dans des conditions tragiques et dans un dénuement total.

Une autre femme âgée de 60 ans a témoigné. Elle était la seule rescapée d'une famille de trente-sept personnes enlevées par Jabhat al-Nusra. De ses trois fils kidnappés, elle n'avait aucune nouvelle. Des gens lui avaient dit qu'ils avaient été égorgés, mais elle n'y croyait pas. Elle a décidé d'aller à la prison de Harim pour voir son mari, ses enfants et ses petits-enfants emprisonnés par Jabhat al-Nusra. Voici son récit :

« Tous dans mon entourage me considéraient comme une folle, mais j'étais déterminée. Ils m'ont avertie que je serais égorgée comme les membres de ma famille. J'ai répondu : "Je m'en moque s'ils me tuent. Si je survis, je serai au moins rassurée sur le sort des miens." C'était pendant le

ramadan, je faisais le jeûne. Un accord avait été conclu avec un homme que je devais retrouver au souk des fruits et légumes de Hama. J'y suis allée revêtue du niqab pour passer les points de contrôle de Daech. Les types, étonnés de me voir prier et jeûner, étaient gentils avec moi. Je ne comprends pas pourquoi ils pensent que nous sommes des mécréants ! Ils m'ont demandé si je croyais en Dieu, j'ai répondu sans avoir peur : "Oui, vous et moi sommes les enfants d'un même pays, nous ne devons pas nous entretuer, nous sommes tous les enfants d'Adam et Ève !" Ils se sont tus. Nous ne sommes pas allés directement à Harim, nous sommes d'abord passés voir un cheikh. Ils m'ont reçue généreusement pendant plusieurs jours. Puis ils m'ont conduite à la prison. Pour y accéder, il fallait signer des papiers officiels dans des locaux qui ressemblaient aux bureaux de nos administrations. Quand je suis arrivée, le gardien a crié : "Gens d'Ichtibraq, vous avez de la visite !" J'ai vu les doigts qui se tendaient derrière les barreaux, la porte s'est ouverte, les prisonniers se sont précipités vers moi. J'ai crié : "Je veux ma famille et mes petits-enfants !" J'ai crié leurs noms un à un. Je me suis mise à les serrer contre moi, à m'imprégner de leur odeur et à les embrasser. Tous mes petits-enfants ainsi que mes belles-filles sont jusqu'à aujourd'hui détenus par Jabhat al-Nusra. Quand j'ai posé des questions sur mes fils, ils se sont mis en colère et m'ont ordonné de me taire. Je n'ai eu aucune nouvelle d'eux. Des gens disent qu'ils ont été égorgés. Je n'y crois pas ! Je tenais mes petits-enfants dans mes bras lorsque mon mari est entré, avec une longue barbe, des vêtements en lambeaux et un visage de spectre. Je me suis évanouie. Il était âgé et pourtant ils ne l'ont pas relâché. Il était en colère parce que j'étais venue à Harim, il avait peur pour moi. J'ai demandé aux geôliers de me faire prisonnière, ils ont refusé et m'ont dit : "Nous te ramènerons." Au moment de partir, mes petits-enfants se sont jetés sur moi et ont pleuré. J'ai beaucoup pleuré et encore une fois supplié qu'on me fasse prisonnière, mais ils ont refusé. Je suis restée à Harim près de deux heures et demie et j'ai rencontré environ cent vingt personnes d'Ichtibraq, réparties dans plusieurs cellules. En revanche, je n'ai eu aucune information sur mes fils. De retour à Lattaquié, je me suis adressée à toutes les autorités, j'ai contacté des responsables pour savoir ce qu'ils étaient devenus, mais je n'ai reçu aucune réponse. Je suis également allée à Damas pour avoir des informations. Pour rencontrer des responsables, j'ai été jusqu'à les attendre devant leurs maisons. On m'a chassée de différents endroits. »

La vieille dame est revenue vivante de Harim. Elle a achevé son témoignage par un long soupir. Son courage, sa tristesse et sa détermination m'ont encouragée à ne pas laisser tomber les familles de déplacés.

Au début du soulèvement populaire, j'ai travaillé sur la question des détenus, mais l'arrivée des réfugiés et l'urgence de la situation humanitaire m'ont obligée à me tourner plus spécifiquement vers le soutien aux familles de prisonniers. La pression sécuritaire était énorme. Lorsque la Sûreté m'interrogeait au sujet des visites rendues aux familles de détenus, ma seule réponse était : « Ce sont des civils, ils ne sont coupables de rien, ils n'ont rien fait. »

L'afflux des réfugiés à Raml al-Chamali s'est intensifié ; ils venaient de la région d'Alep, d'Idlib et de Homs. Pour être sincère, quand ils m'ont vue arriver, ils se sont d'abord méfiés : personne n'était à l'abri de représailles, les coups pouvaient venir de n'importe où. Ils pensaient que j'étais envoyée par les services de sécurité parce que j'étais alaouite. Après un certain temps, ils ont commencé à me faire confiance. Pour y parvenir, j'insistais sur la nécessité de recréer un lien entre tous les Syriens. Malgré la pression de la Sûreté, j'ai réussi à fonder un groupe de soutien pour tous les déplacés, quelles que soient leurs origines et leurs religions. Nous étions des jeunes, des femmes et des hommes, de confessions et de milieux sociaux différents. Certains de nos amis ne voulaient pas assister à nos réunions par peur des services de sécurité. Ils craignaient qu'on les accuse de trahir leur communauté et de subir le sort réservé aux alaouites opposants : atteintes à leur réputation sociale et mise au ban de la société orchestrée par les *mukhabarat*. Cela dit ils ne nous laissaient pas tomber. Ils nous soutenaient de différentes manières, en nous envoyant des dons notamment. Ils étaient nombreux. Avec le temps, comme nous nous contentions d'accomplir un travail humanitaire, certains ont osé afficher ouvertement leur solidarité.

Les clivages confessionnels à Lattaquié me faisaient très peur. Le moindre incident dans la rue pouvait provoquer un embrasement et faire disparaître des gens. Aujourd'hui, la haine sectaire s'est considérablement développée. Il y a sept ans, elle était peu perceptible. Elle est due aux meurtres, à la violence et aux déplacements forcés commis par le régime. Les discours sectaires des médias de la révolution ont aussi une

responsabilité dans tout cela. Nous devons appeler les choses par leur nom et admettre que nous en sommes arrivés là. C'est notre façon – à moi et à d'autres – de faire face à ce sectarisme confessionnel et social. Et nous travaillons également à construire des ponts entre nous parce que nous sommes avant tout des êtres humains.

L'analphabétisme et l'ignorance dominaient dans les régions d'où venaient les réfugiés. J'ai fait le constat de ce désastre. J'ai réalisé que je ne connaissais pas véritablement la Syrie. Quel est notre avenir dans ce pays ? L'UNICEF exigeait du gouvernement qu'il travaille sur la question des enfants. Les écoles publiques de Lattaquié étaient bondées. Et nous étions confrontés à la corruption. Raml al-Chamali, où nous travaillions, était une zone défavorisée avec un taux élevé de pauvreté. L'État n'en avait que faire et, en général, ne s'intéressait pas aux déplacés. Les institutions de l'État et les ONG qui travaillaient dans les municipalités étaient de mèche dans cette négligence : les tas d'ordures s'entassaient dans les quartiers où s'étaient installés les déplacés, comme Raml al-Chamali et Qnénes. Pauvres et délaissés, ces quartiers étaient envahis par la vermine et les maladies.

De la fin 2011 jusqu'au début 2017, en plus de l'enseignement, nous avons travaillé dans le secteur médical et alimentaire. Le soutien financier que nous recevions s'est arrêté. Les organisations internationales nous ont expliqué que, dans les zones contrôlées par le régime, l'État était toujours présent et que, en lien avec les agences des Nations unies, il prenait en charge les déplacés. Mais c'était faux. Je refusais de passer sous silence les agissements de l'ONU et de ses agences qui en réalité ne faisaient rien pour les réfugiés. J'écrivais des rapports pour expliquer la situation et rendre compte de l'abandon dont faisaient l'objet ces personnes. Cela m'a valu d'être convoquée plusieurs fois par les services de renseignement.

J'ai le sentiment de m'être perdue, de ne plus être une femme. Ma vie personnelle a été réduite à néant. Une réfugiée d'Alep m'a raconté que des combattants habillés en civil et cagoulés s'étaient introduits chez elle et avaient violé ses filles devant ses yeux. Comment vivre avec tous ces crimes commis autour de nous ? Nous avons un million de déplacés d'Alep, majoritairement pauvres. Certains, des commerçants et des personnes fortunées, sont choyés par les services de sécurité parce qu'ils paient des pots-de-vin, alors que les plus démunis sont abandonnés à leur sort. Dans

les villes comme dans leurs environs, ce sont les plus pauvres qui paient le prix de cette guerre.

J'étais préoccupée par l'éducation des enfants, ainsi que par l'urgence alimentaire et médicale. Il fallait intégrer des réfugiés appartenant à diverses confessions et venant de différentes régions, en particulier du Nord. Les alaouites avaient fui cette région et leurs villages : Ballouta, Istebrié, Balata, Abou Makké⁷. Les hommes de Jabhat al-Nusra sont entrés dans ces localités, d'où l'armée du régime s'était retirée, pour égorger et enlever des familles entières. Ils n'y sont restés que quarante-huit heures. Les villageois qui ont fui, après avoir vu leurs proches se faire enlever et tuer, ne voulaient plus retourner chez eux. J'ai essayé d'organiser des réunions entre les déplacés originaires des environs d'Alep et d'Idlib et les réfugiés des villages alaouites. Au début c'était très dur, parce que chaque partie considérait l'autre comme responsable de la mort de ses proches. Après de longues et pénibles négociations, ils ont fini par accepter de se parler et ont laissé leurs enfants étudier côte à côte sur les bancs de la même école. Je pense que les passerelles entre les êtres humains se construisent de cette façon, par petites touches. Beaucoup de jeunes gens en sont conscients : ceux-là s'attellent jour et nuit, en silence, avec dévouement et patriotisme, à la tâche de les bâtir.

Nous avions constamment des problèmes avec les services de sécurité. Pas un jour ne passait sans qu'ils mettent en vigueur de nouveaux arrêtés qui entravaient la vie quotidienne et ouvraient la voie à la corruption et à l'enrichissement de certains.

Avant de quitter la Syrie, je suis allée en compagnie d'un cheikh rendre visite à une famille de déplacés installée à al-Raml al-Chamali. Des enfants de 10 ou 12 ans riaient dans la rue en fredonnant ces mots, « Nous allons exterminer les alaouites ». Embarrassé, le cheikh s'est excusé. Je lui ai répondu d'une seule traite : « Ne vous excusez pas. Faites votre travail, c'est à vous d'extraire ce poison de leur cœur. Je fais mon boulot, faites le vôtre avec ces jeunes ! »

Piégée dans un cercle vicieux, j'étais au bord de la dépression et de la folie. Ma résistance s'est effondrée. Je vivais dans la peur d'être arrêtée. Je

ne sais pas si je retournerai un jour dans mon pays. Je ne sais pas si je suis toujours une femme ou autre chose. Je ne sens plus rien. Ni colère, ni amour, ni haine, ni bonheur, je ne désire rien, absolument rien. Cette haine m'a détruite. Aujourd'hui je vis dans un pays dont je ne souhaite pas révéler le nom pour des raisons de sécurité.

1. Le littoral méditerranéen en Syrie, désigné par l'expression « la côte » (*Sahel*), avec sa principale ville Lattaquié, est réputé être pro-régime en raison de la forte proportion d'alaouites qui y résident. Roula tente de déconstruire cette représentation commune.

2. Quartier au nord de Lattaquié.

3. Le patriotisme panarabe était une matière obligatoire dans les écoles syriennes.

4. Village alaouite près de Jisr al-Choughour, dans la région d'Idlib. Le massacre a été commis par Jabhat al-Nusra le 24 avril 2015 : 200 personnes ont été égorgées, parmi elles des femmes et des enfants. Un grand nombre de villageois ont été enlevés.

5. Ces deux villages chiites des environs d'Idlib, région à majorité sunnite, étaient assiégés par les factions armées de l'opposition. Le vendredi 14 avril 2017, suite à un accord entre le régime syrien et l'opposition, leurs habitants ont été évacués en direction de Lattaquié. En échange, les habitants assiégés de Zabadani et de Madaya (région de Damas) ont été autorisés à quitter leurs villes vers la région d'Idlib.

6. Ville située dans le gouvernorat d'Idlib, à la frontière turque. Elle a été conquise par les rebelles djihadistes en décembre 2012.

7. Un ensemble de villages des environs de Lattaquié.

Rim

Je m'appelle Rim. Quand la révolution a commencé, j'avais 50 ans et j'étais fonctionnaire au ministère de l'Information.

J'étais dans ma cuisine lorsque la première manifestation a eu lieu à Barzé¹ le 5 avril 2011. Les manifestants venaient de la mosquée Salam, ils appelaient à la liberté et à l'abrogation des lois relatives à l'état d'urgence. « Le peuple syrien n'accepte pas l'humiliation ! » criaient-ils. Les hommes de la Sûreté les ont dispersés. Au cours du rassemblement suivant, ils ont tué trois hommes. J'ai alors décidé de soutenir l'insurrection et de transformer ma maison en lieu de réunion. J'ai rencontré des jeunes de Barzé et fait la connaissance de Tammam al-Saab². Ce dernier était un révolutionnaire intègre, un militant exceptionnel. Il avait souvent une banderole sur laquelle il avait écrit : « Nous voulons une Syrie démocratique et pluraliste. »

Je vivais à Barzé depuis 1987. La majorité des femmes du quartier travaillaient dans des entrepôts, car leurs maris avaient été pour la plupart emprisonnés par le régime dans les années 1980. Entre le régime des Assad et Barzé il y avait une histoire ancienne de vengeance qui avait commencé par un conflit entre les Brigades de défense³ et les habitants du quartier quand Rifaat al-Assad avait décidé d'interdire le hijab⁴. Un homme de Barzé a tué un officier qui avait arraché le voile d'une femme. De plus, les trois quarts des terrains du quartier avaient été confisqués par l'État sans que quiconque soit jamais indemnisé. En 2001, lorsqu'une délégation du Vatican s'est rendue à Saidnaya, l'État a tracé une route pour le cortège en détruisant des maisons sans indemniser leurs habitants. La première revendication de la population a été de récupérer ses droits sur les terrains confisqués.

À Barzé, les gens se connaissent tous, même s'ils appartiennent à des classes sociales différentes. Au début de la révolution, les plus riches

aidaient les plus pauvres. Ils se considéraient comme les membres d'une même tribu et tous étaient fiers d'appartenir au quartier.

Après une agression sexuelle commise lors d'une manifestation, les hommes de Barzé ont interdit aux femmes de participer aux rassemblements. C'était à la fin de 2011. Je suis allée voir ceux qui avaient pris cette décision pour leur dire que les femmes représentaient cinquante pour cent de la société. Mais pour eux, notre participation était religieusement illicite. Je leur ai rappelé que la moitié de ceux qui participaient aux rassemblements organisés par le régime étaient des femmes. Ils m'ont alors répondu : « L'honneur des femmes est une ligne rouge. » Après un long débat, ils ont fini par nous autoriser à manifester, mais séparément des hommes.

Un jour d'avril 2012, je traversais la rue lorsqu'une voiture a déboulé. Elle roulait vite et avait des vitres teintées. L'un des passagers a saisi ma main au passage et m'a jetée à terre en me tirant. Puis il m'a subitement lâchée et la voiture a reculé pour m'écraser. J'ai vu les pneus s'approcher de ma tête, mais j'ai réussi à reculer. J'ai eu la force de me relever, mais un autre type a tendu la main pour me redonner un coup et me renverser une nouvelle fois. Les gens hurlaient autour de moi parce qu'ils croyaient que j'étais morte, mon visage et ma tête étaient couverts de sang. Les hommes de la voiture ont volé mon sac et tiré des coups de feu en l'air. À l'hôpital, on m'a demandé ce qui s'était passé, j'ai dit à des inspecteurs que la voiture n'avait pas de plaque d'immatriculation, ce qui voulait dire qu'elle appartenait aux services de renseignement ou aux *chabbiha*. Ils m'ont demandé de témoigner à la télévision et de dire que des hommes de Barzé m'avaient attaquée parce que je ne suis pas voilée. J'ai refusé. La semaine suivante, un type de la Sûreté m'a appelée et a demandé à rencontrer mon mari au sujet du renouvellement de la carte d'identité qui m'avait été volée. Il voulait que le rendez-vous ait lieu dans un jardin public et non pas dans les locaux de la Sûreté, c'était inhabituel. À notre grande surprise, il a rendu à mon mari ma carte d'identité et mon sac. J'avais plusieurs fractures et des blessures sur tout le corps. J'ai arrêté d'aller au travail.

J'ai compris ensuite que c'était une stratégie employée par la Sûreté pour discréditer les manifestants.

Les chars du régime ont commencé à bombarder Barzé le premier jour du ramadan 2012. Nous nous sommes réfugiés dans les sous-sols. Tammam al-Saab a été tué par un sniper. C'était le leader de la révolution pacifique dans le quartier, mais la chaîne de télévision officielle l'a présenté comme un « terroriste ». Les hommes de la Sûreté sont entrés à Barzé et ont brûlé les maisons des activistes pacifiques. Des viols et des enlèvements ont eu lieu. Les habitants de Barzé se sont organisés en groupes armés pour se défendre et protéger les manifestations. Après les rassemblements, ils se cachaient dans les vergers qui eux aussi étaient bombardés.

Suite à la création de l'Armée libre, les hommes du régime se sont mis à nous bombarder à partir d'Ich al-Warwar⁵, un quartier loyaliste. Puis un conseil local a été créé avec le soutien des islamistes et des sommes d'argent importantes ont afflué. Des dissensions sont apparues dans le groupe des activistes, parmi lesquels certains pensaient que l'islam était la solution. Il y avait des modérés et des laïques, mais ils ont été soit liquidés, soit arrêtés par le régime. La méfiance entre les gens s'est installée après un désaccord sur la distribution des fonds.

Les manifestations se sont espacées, puis ont complètement disparu à cause des attaques aériennes et des coupures de routes par le régime. Les habitants de Barzé vivaient sous les bombardements dans leurs maisons détruites. Ils n'étaient pas religieux, mais ils n'ont pas protesté contre les activités secrètes de Jabhat al-Nusra qui a créé des cellules pour inciter les gens à croire que la religion était leur salut et la base de tout. Ils distribuaient secrètement de l'argent et instillaient leurs idées dans les esprits. J'étais menacée à cause de mes positions contre Jabhat al-Nusra. Nous les femmes, nous étions contre ce qui se passait, mais notre avis n'avait aucun poids.

Durant le siège, les bombes pleuvaient et la révolution s'est transformée en guerre. C'était un enfer. Nous ne pouvions plus sortir de Barzé, car les bombardements ne s'arrêtaient pas et les barrages étaient très nombreux. Jusque-là, j'avais tenu bon, mais avec le siège, la faim, les bombes, tous ces morts... ma résistance et mon courage se sont effondrés. Avec mon mari, nous ne voulions pas partir. Les gens qui sont restés étaient les plus simples et les plus pauvres. Ils me considéraient comme l'une des leurs. Ils m'ont beaucoup appris. Le char numéro 182 était posté devant notre maison, son

canon dirigé contre nous. Pourtant je n'avais pas peur parce que je me sentais entourée. J'étais habitée par l'amour de mon prochain.

Un jour, notre voisine est sortie de chez elle pour arroser des fleurs. Le char a ouvert le feu. Elle a été décapitée. Nous étions assiégés à ce point : nous ne pouvions même plus mettre le nez dehors.

Au bout d'un mois de siège, l'Armée libre a disparu. Avec elle, des amis combattants sont aussi partis. C'est à ce moment-là que Jabhat al-Nusra est apparu. Nous avons essayé de quitter le quartier mais c'était impossible, car il y avait trois snipers embusqués autour de notre maison. Le régime a posté des tireurs d'élite partout, au point qu'il était même impossible de jeter nos poubelles. Je préparais du pain chez moi dans une poêle. Lorsque les réservoirs d'eau ont été bombardés, le sous-sol où nous conservions de la nourriture a été inondé. Tout a été détruit et nous n'avons plus fait de pain.

Mes voisins m'ont donné la force de rester en vie. Avant, je me considérais comme une intellectuelle, ouverte d'esprit, et je les voyais, eux, comme des conservateurs religieux. Malgré nos différences, nous nous entraidions. Ma parole était respectée. Avec la révolution, le siège et la guerre, les gens se sont vraiment révélés. Nous nous sommes acceptés et avons appris des choses les uns des autres. Ils m'ont inculqué le sens du partage. Au début du soulèvement, ils ont fait preuve à mon égard d'une amitié inconditionnelle. Face à la mort, nous étions unis comme une famille. Je pleurais sur l'épaule de ma voisine et celle-ci pleurait sur la mienne. Lors des bombardements, nous partagions tout ce que nous avions, malgré le manque de nourriture et d'eau. Le concept de honte a disparu de notre vie, la question des traditions et des coutumes a perdu de sa prépondérance. Nous étions des êtres humains face à la mort, il n'y avait plus aucune trace de haine entre nous. Je garde le souvenir du jour où mon voisin religieux, qui ne m'avait jamais serré la main auparavant, m'a prise dans ses bras pour me dire adieu. Assiégés, nous avions le sentiment que la mort pouvait surgir à tout moment, que la tasse de café que nous buvions serait la dernière et que nous nous regardions pour la dernière fois. Pourtant nous avons survécu et la vie a continué ! Les valeurs morales que j'ai observées chez mes voisins comptent dorénavant beaucoup pour moi.

L'idée même de fuir me brisait le cœur, c'était les trahir. Je voulais rester dans ma maison avec les miens, résister avec eux. Nous nous sommes préparés pour le siège. Nous avons fait l'impossible pour rester, pour ne pas abandonner nos maisons et ne pas nous trahir les uns les autres en prenant la fuite... Environ cinquante familles étaient restées malgré les bombardements. Nous avons décidé de rester tous ensemble, mais chaque matin nous découvrions que l'une d'elles avait quitté le quartier. Les gens avaient honte d'avouer leur peur devant les autres. Je ne les blâme pas, car la situation s'était beaucoup dégradée ; moi-même j'envisageais parfois de partir.

Il y avait des militantes parmi nous qui, malgré le blocus et les bombes, secouraient les blessés et apportaient de quoi manger aux combattants assiégés dans les vergers. La plus courageuse n'avait que 20 ans : elle descendait dans le lit de la rivière pour apporter au péril de sa vie de la nourriture aux gens, surtout aux enfants. Lorsqu'un obus est tombé sur un bâtiment voisin et a tué une famille entière, elle est allée ramasser les membres des corps déchiquetés.

Nous avons vu des corps en lambeaux partout. Nous ne comprenions pas pourquoi le régime s'en prenait ainsi à nous. Ceux qui nous bombardaient étaient nos compatriotes. Ils prétendaient que les habitants de notre quartier étaient des terroristes. Je vivais parmi eux et je peux affirmer que, jusqu'à l'émergence brutale de Jabhat al-Nusra, les extrémistes étaient peu nombreux.

Avec Jabhat al-Nusra, notre vie, à nous les femmes, a changé. Nous avons participé activement aux manifestations jusqu'à l'automne 2012, mais la montée des islamistes nous a obligées à arrêter.

Nous avons vécu les différentes étapes du siège. Celui-ci était tantôt continu, tantôt discontinu. Cela dépendait des affrontements, car le régime fermait toutes les sorties de Barzé après chaque combat. Au début du siège, à l'automne 2012, on ne trouvait plus de nourriture et de produits de première nécessité. Mais la période la plus difficile a été février-mars 2013, surtout dans la deuxième moitié de mars, car, comme le régime, Jabhat al-Nusra avait placé des tireurs entre les bâtiments. Nous ne sortions plus de

nos maisons. Il n'y avait plus d'électricité, d'eau, ni de nourriture. Internet était disponible uniquement dans les bâtiments où il y avait encore de l'électricité.

Dans notre immeuble, pendant les bombardements, les habitants des étages supérieurs descendaient habiter chez nous. Nous partagions tout : le peu de nourriture qui nous restait, ainsi que nos peines et nos rares moments de bonheur. La nouvelle que l'un de nous avait survécu nous réjouissait, mais immédiatement après il fallait pleurer la mort d'un autre.

Un jour, une bombe thermobarique a été larguée sur nous. Elle a creusé un grand trou dans notre jardin, la terre a tremblé autour de moi. Je suis restée sourde pendant une journée entière. Nous n'avons pas entendu l'explosion, car ce genre de bombe produit un appel d'air. Les habitants de Damas et des autres banlieues, eux, l'ont entendue.

Nous étions convaincus que nous allions être tués dans un bombardement un jour ou l'autre. Lors des raids aériens, les vitres des fenêtres volaient en éclats sur nous, les objets de la maison tombaient. Et nous finissions enterrés sous les décombres. Mais à chaque fois, nous sortions vivants des ruines. Je n'arrive pas à croire que je vis encore !

Les derniers jours, il n'y avait plus de pain. Avec mes voisins, nous avons cuisiné ce qu'il nous restait de riz et de boulgour. Nous étions sur le point de mourir, translucides, incapables de penser à quoi que ce soit. Mais nous étions à l'unisson : nous riions et pleurions ensemble comme si nous étions les miroirs les uns des autres. Nous avions un réservoir d'eau au sous-sol que nous partagions avec les voisins. Nous buvions très peu. Nous n'avions plus rien. Nous avons essayé de partir, car nous étions en train de mourir de soif et de faim. Au check-point du régime, les soldats nous ont refoulés en nous traitant de terroristes. Je suis retournée à la maison avec mon mari et nous avons décidé de mourir ensemble. Nous avions faim et nous n'avions pas dormi depuis des jours. Les odeurs des poubelles que nous ne pouvions pas jeter nous étouffaient. Notre voisin a été tué par un sniper alors qu'il essayait de jeter ses ordures. Les rats et les insectes pullulaient. Finalement, les hommes de la Sûreté sont venus pour nous annoncer qu'il y avait une trêve et que nous devions quitter les lieux, car le

régime voulait vider le quartier de sa population. J'avais un petit sac, déjà prêt, dans lequel j'avais mis tous mes papiers officiels. J'ai laissé ma maison comme elle était et nous sommes partis précipitamment sous les tirs qui continuaient malgré la trêve. Nous étions vingt civils, les derniers à quitter Barzé. Ils nous ont fouillés minutieusement avant de nous laisser sortir.

À une centaine de mètres du poste de contrôle, la vie était complètement différente. Nous étions sales et nos visages étaient couverts de poussière. Je pleurais. Mes voisins sont partis chacun dans une direction différente. Lorsque j'ai regardé derrière moi vers le lieu que je quittais, je me suis évanouie.

En quittant Barzé, j'ai vu que l'Armée libre n'était effectivement plus là. Il y avait uniquement des extrémistes barbus, vêtus de longues tuniques qui ressemblaient aux tenues afghanes. J'ai compris qu'ils appartenaient à Jabhat al-Nusra. Nous étions le 21 mars 2013 et c'était la première fois que je les voyais de près.

Nos efforts ont été vains, mais nous avons fait tout notre possible pour la réussite de la révolution. Pendant le siège, nous avons lancé des projets de microcrédit pour que les femmes puissent acquérir une autonomie financière. Les habitantes de Barzé étaient de vraies battantes. Elles s'impliquaient dans leur travail comme des hommes. Elles tenaient des magasins, enseignaient dans les écoles et dirigeaient des jardins d'enfants. C'est dans les hôpitaux de campagne que leur travail était le plus dur. Elles m'ont communiqué leur force et appris la simplicité. Comme elles connaissaient peu de choses sur les droits des femmes, j'ai organisé des stages pour travailler avec elles sur cette question. Nous n'avions pas le même niveau de conscience – et c'est normal dans la société syrienne – mais la plupart étaient d'accord pour refuser la militarisation de la révolution.

Après mon départ de Barzé, j'ai demandé l'asile en France. J'habite à Paris maintenant. Mais en réalité je vis toujours là-bas chez moi à Barzé, comme si je n'étais pas vraiment ici, en France.

1. À l'origine un village de la Ghouta orientale, Barzé est devenu un quartier de Damas au début des années 1950.

2. Surnommé « l'oncle de la révolution », Tammam al-Saab était l'un des activistes pacifiques les plus connus de Barzé. Il s'est engagé dès le début de la révolution. Il a été tué par un sniper le 20 juillet 2012.

3. Milices dirigées par Rifaat al-Assad, le frère cadet du président Hafez al-Assad. Après un conflit entre les deux frères, à l'issue duquel Rifaat al-Assad a quitté la Syrie en 1984, ces milices ont été fusionnées avec l'armée syrienne pour former la quatrième division militaire et la Garde républicaine. Elles étaient connues pour leur brutalité.

4. Au début des années 1980, Rifaat al-Assad et ses milices s'engagent dans une tentative de laïcisation forcée de la société. Entre autres actions, ils entreprennent d'arracher le voile des musulmanes dans la rue.

5. Quartier pauvre majoritairement alaouite situé dans la banlieue nord de Damas.

Alia

Je m'appelle Alia. J'avais 23 ans lorsque la révolution a éclaté, et j'étais étudiante à la faculté d'ingénierie technique d'Alep, en spécialité biotechnologie. Dans la ville d'où je suis originaire, Maarat al-Nouman¹, les manifestations ont commencé en mars 2011.

Ma mère a vécu les événements de 1982 à Hama. Trente ans plus tard, elle était encore terrifiée. Elle nous a raconté comment elle a survécu au massacre. Ses récits résonnent en moi, ils font partie de mon existence. Elle m'a par exemple raconté qu'une amie enceinte, qui habitait dans une maison voisine, a été violée par des hommes des Brigades de défense. Elle est morte après s'être vidée de son sang. Ma mère a été profondément marquée par la peur du viol, par la peur que le déshonneur soit jeté sur sa famille. Car le viol dans notre société est vécu comme une honte par les proches des victimes. Lors du massacre de 1982, beaucoup de femmes ont subi ce sort.

L'une des voisines de ma mère avait quatre filles et un bébé. Elle a caché le nourrisson dans un placard de la cuisine pour que les hommes des Brigades de défense ne le trouvent pas. Mais il a pleuré et ils l'ont tué. Ma mère avait un seul frère et cinq sœurs. Le 26 février 1982, avec trois de ses sœurs elle a pu s'échapper dans un char grâce à l'aide d'un proche qui était haut fonctionnaire. Pour passer de la maison au char, elle a piétiné des cadavres qui jonchaient les rues. Mon grand-père avait tout organisé parce qu'il avait peur que ses petites-filles soient violées. Après leur départ, les Brigades de défense ont envahi la maison. Ils ont emmené mon grand-père qui n'est jamais réapparu. Depuis ce jour, ma grand-mère est paralysée. Tout cela explique pourquoi ma mère était contre la révolution. Elle me disait : « Vous ne connaissez pas la famille Assad, elle brûlera toute la Syrie et ne tombera jamais ! » Pour ne pas l'effrayer, je n'ai pas participé aux protestations.

J'observais de notre maison les manifestations à Maarat al-Nouman. J'ai vu des hommes tirer sur des gens depuis une Mercedes et les écraser. Lors du rassemblement du « vendredi des tribus » le 5 juin 2011², j'ai vu un hélicoptère survoler les manifestants et les mitrailler. Ma mère était inquiète pour moi, elle me surveillait tout le temps. En raison de ce qu'elle avait vécu, elle était terrifiée. Elle ne voulait pas que je sorte à cause des barrages. Mon père m'a fait quitter la ville et m'a envoyée à Alep. Il est resté seul avec ma mère. J'ai passé mon dernier examen à l'université d'Alep le 30 juin. C'était le jour dit du « volcan d'Alep³ ». Nous étions dans les salles d'examen lorsque les *chabbiha* sont entrés avec des couteaux, des bâtons et des fusils. Je suis sortie. Dehors, il y avait un rassemblement d'étudiants dans la cour en face de la faculté de médecine. Quand les manifestants ont appelé à la chute du régime, les *chabbiha* les ont brutalement chargés.

Je suis retournée à Maara. J'ai écrit des slogans contre le régime sur ma page Facebook. Mon mari, lui, a participé aux manifestations. L'armée du régime était toujours là. J'apprenais l'anglais dans un institut de langues. J'étais en cours lorsqu'une manifestation a eu lieu devant le bâtiment. Trois jeunes hommes ont été tués. Le check-point de l'armée se trouvait devant le bâtiment. Les hommes de la Sûreté ont tiré sur le cortège des funérailles qui s'est organisé ensuite, faisant de nouvelles victimes. Ils ont également lancé des bombes à clous sur les gens. Je suis restée enfermée dans l'institut toute la journée.

Les femmes de notre ville n'ont pas participé aux manifestations, car notre société est conservatrice. Lorsque certaines, des femmes éduquées et des universitaires, ont voulu descendre dans la rue, on leur a dit que la politique n'était pas leur affaire. En réalité, les gens avaient peur qu'elles soient arrêtées et violées et que cela entraîne le déshonneur des familles.

Maarat al-Nouman a été complètement libérée en novembre 2012. Depuis ce jour, le régime ne cesse de nous bombarder. Je n'ai pas quitté ma ville, et je ne le ferai jamais, malgré les bombes thermobariques, les roquettes à sous-munitions et les barils d'explosifs.

Dans notre ville, à la différence des autres régions, les Ahrar al-Cham⁴ ne se sont pas mêlés de la vie des habitants. Ils combattaient avec la légion du Cham sur la ligne de front et leur siège était à l'extérieur de Maara. Il y a quatre ans, ils ont revu leur discours et expulsé les radicaux de leur mouvement. Ils ont même essayé d'intégrer des intellectuels et des universitaires en leur proposant des postes de direction. Ils n'étaient pas contre l'éducation des femmes. L'un de leurs responsables religieux, un cheikh, a même déclaré ouvertement qu'il était inacceptable d'épouser des petites filles.

Pour répondre aux besoins des populations bombardées et déplacées, mon mari et moi avons créé en 2012 une organisation humanitaire appelée Sourire d'espoir (*Basmat Amal*). Notre famille a soutenu projet. J'ai pris en charge le bureau de presse. Mais les bombardements intensifs rendaient notre travail compliqué et limitaient considérablement la liberté de mouvement des femmes. En réalité, seuls les combattants pouvaient circuler. Nous nous cachions dans les sous-sols. Des jeunes hommes se chargeaient de la logistique. Puis la phase des bombardements aux barils d'explosif a commencé avec son cortège de massacres. Les gens cachés dans les sous-sols mouraient étouffés sous les décombres. Les avions en général nous bombardaient de 6 heures du matin jusqu'à la fin de la journée. À un moment donné, pendant trois journées consécutives, il y a eu plus de trente raids aériens par jour. Les habitants de Maarat al-Nouman ont alors quitté la ville. Une semaine plus tard, il n'y restait presque aucune femme, seulement ma mère, des membres de ma famille et moi. Notre ville de 150 000 habitants est devenue un lieu fantomatique. Il y avait uniquement des médecins et des combattants. À plusieurs reprises, les obus sont tombés sur ma chambre, à chaque fois j'ai échappé de peu à la mort. Nous avons finalement été obligés de quitter la ville pour nous réfugier dans la montagne. Deux mois plus tard, à notre retour, nous avons trouvé notre maison complètement détruite.

J'appartiens à un milieu aisé, mais avec ma famille nous avons refusé de quitter la ville. Mon rêve était de participer à l'éducation scientifique, technique et culturelle des pauvres, en particulier des femmes. J'étais choquée par leurs conditions de vie. À titre d'exemple, notre voisine âgée de 34 ans a treize enfants ! Les femmes restées à Maara étaient les plus démunies. Avec mes proches, nous avons décidé de faire quelque chose

pour notre pays. Mon père nous a demandé de partir, mais ma mère et moi avons refusé. Je suis croyante et attachée à ma religion. Cela ne m'empêche pas de croire en la science et de vouloir une Syrie unie et démocratique.

En 2013, Maarat al-Nouman, cette ville historique ancienne, était morte. Il n'y avait plus d'école, plus de nourriture, plus rien à vendre, plus de magasin. Nous achetions ce dont nous avons besoin à l'extérieur. Les femmes ont presque toutes disparu. Nous restions cloîtrés chez nous. Nous vivions dans un paysage de ruines.

Nous avons créé un centre d'éducation pour les femmes à Maarat al-Nouman, ainsi que d'autres centres similaires dans la zone rurale d'Idlib, en coordination avec des militantes de la Ghouta. Au début, nous avons défini les objectifs qui nous unissaient dans ce réseau de femmes. Ensuite, nous avons travaillé sur l'autonomisation économique, l'éducation culturelle et politique, et le soutien psychologique, social et éducatif. L'année 2013 était centrée sur l'éducation. Nous avons organisé des sessions d'alphabétisation, ainsi que des cours d'anglais, de français et de mathématiques. Lors de notre première réunion, qui rassemblait les responsables, nous avons défini nos valeurs et nos principes. Nous voulions former une équipe cohérente malgré la guerre. Notre objectif était de contredire l'idée commune selon laquelle ce qui est offert gratuitement est de mauvaise qualité. Nous avons convenu de fournir le meilleur niveau d'éducation. Puis, nous avons annoncé la création de notre centre. Au début, seules des jeunes filles âgées de 12 à 18 ans sont venues. Les gens pensaient que notre centre était réservé à cette génération. Il a fallu annoncer qu'il était ouvert à toutes les femmes. Nous souhaitons offrir une éducation à celles qui en avaient été privées à cause des traditions, du mariage précoce, de la maternité et de la guerre.

Des femmes de tous âges se sont inscrites à nos cours d'anglais et d'informatique, comme, par exemple, Mme Isaaf qui avait 50 ans. Après s'être formée chez nous, elle est devenue directrice d'un autre centre pour soutenir à son tour les femmes. Elle vit toujours à Maarat al-Nouman. Son parcours exemplaire correspondait aux objectifs de développement et de soutien que nous nous étions fixés. D'autres étudiantes de notre centre ont enseigné à leur mari ce qu'elles apprenaient, en particulier dans le domaine de l'informatique. Nous travaillons sous les obus du régime qui

provenaient notamment de la vallée de Deif. De nombreuses batailles se sont déroulées autour de nous. Notre volonté de continuer envers et contre tout était inébranlable.

Chaque matin, à l'ouverture du centre, les femmes arrivaient malgré les bombes. Les voir ainsi venir pour s'instruire en défiant la mort nous stimulait. Nous aurions pu mourir à tout moment. Les avions nous bombardaient sans cesse, mais cela n'a pas mis un terme à notre activité. Une femme m'a fait cette supplique : « Ne fermez pas le centre, vous êtes la seule source d'espoir qui nous permet de continuer à vivre ! Nous voulons nous instruire, ici nous sentons que nous existons, nous apprenons beaucoup. Vous nous avez ouvert l'esprit au monde et aux autres civilisations. » Ses mots m'ont touchée ; de telles paroles me consolaient, me protégeaient même de la peur et de la dépression. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas fermé le centre, en dépit de la brutalité des bombardements.

Nous organisons des séminaires au cours desquels nous proposons des sujets de débat. L'enthousiasme des femmes et leur courage exceptionnel m'ont surpris. Elles se sont ouvertes aux autres et ont construit des relations sociales plus larges. Le réseau qu'elles forment ensemble constitue une nouvelle force dans la ville.

Le lancement du projet a été difficile à cause des bombardements continus. Au début de la deuxième année, en 2014, le nombre des femmes ne dépassait pas les cent vingt. En 2015, nous avons commencé les cours d'autonomisation économique et les formations professionnelles pour les aider à être indépendantes. Nous avons également organisé des semaines culturelles avec une série de conférences sur les droits des femmes et l'éducation des enfants. Outre les bombardements, nous avons rencontré des difficultés avec la Hisba⁵ de jurisprudence islamique qui a restreint notre marge de manœuvre. Nous avons de nombreuses activités secrètes, avec l'idée qu'un jour nous pourrions réaliser d'autres projets interdits par les autorités religieuses extrémistes du moment. Dans une société en guerre, il faut élaborer des stratégies de survie. Les groupes armés radicaux ne pouvaient pas exercer un contrôle absolu sur toute la ville. Nous avons pris la mesure de la situation pour nous adapter. Sans exiger la couleur noire, ils ont tenté d'imposer aux femmes le port des robes longues, mais même ça ils

n'y sont pas arrivés. Ils ont également essayé de contrôler les vêtements des femmes dans les écoles et les centres. C'était une période difficile, mais nous avons fait face.

Comme il était impossible de laisser les enfants seuls sous les bombardements, nous avons créé une crèche dans notre centre pour encourager les mères à sortir de chez elles. Nous avons organisé des programmes d'enseignement particuliers pour eux. En outre, nous avons mis en place une bibliothèque diversifiée, avec des livres de littérature, de culture générale, de sciences et de religion. Les filles de 15 à 20 ans étaient les plus enthousiastes pour la lecture. Dans l'objectif d'encourager les femmes à lire, nous avons remis un prix à l'une d'elles : elle avait lu vingt livres en vingt jours.

En 2017, nous avons déménagé dans un lieu plus spacieux, car le nombre de femmes concernées par nos activités s'est accru. Notre nouveau centre dispose de douze salles. Nous avons porté à six le nombre des sessions sur l'autonomisation économique. Nous avons aussi intensifié le soutien psychologique en organisant des échanges approfondis entre les femmes et les psychologues. Nous avons une salle de formation, dans laquelle nous mettons en place des programmes de leadership, ainsi que des ateliers de formation qui visent à développer des compétences en matière de gestion, de planification de projets et de stratégies de mise en œuvre.

Notre travail ne s'est pas limité à Maarat al-Nouman, il a touché les villages environnants, dans la campagne d'Idlib. J'avais conscience du caractère un peu fou du projet. Nous pouvions mourir à chaque instant sous un bombardement tout en étant à la merci des nombreux groupes armés intégristes. Mais j'étais convaincue que c'était notre seul moyen de résister.

Les cours d'autonomisation économique étaient relativement nouveaux. Les veuves en bénéficiaient. Nous avons fait en sorte qu'elles puissent travailler chez elles. L'une d'elles, qui avait cinq enfants, a ouvert un atelier de fabrication d'accessoires. Elle emploie cinq filles qui sont dorénavant toutes indépendantes financièrement. Aujourd'hui son atelier exporte ses produits dans les villages voisins. Nous avons aussi formé des infirmières. Elles ont fait leurs stages dans différents hôpitaux qui en ont embauché

quatre pour travailler dans les villages environnants. Grâce à ces formations, et parce qu'elles étaient obligées de travailler après la mort de leur mari, ces femmes ont acquis une liberté de mouvement qui les a rendues indépendantes socialement et financièrement. Cela contredit l'idée très répandue selon laquelle la révolution et la guerre ont obligé les femmes à se replier sur elles-mêmes. Toutefois, cette liberté reste relative et varie d'une région à l'autre.

En ce qui me concerne, je ne m'attendais pas à vivre cet enfer. Nous étions des pacifistes et nous réclamions simplement des réformes. La réaction violente du régime a provoqué cette guerre et les interventions militaires des Russes, des Iraniens et des Américains. Je ne quitterai pas la Syrie, je ne me laisserai pas abattre. Je veux un État juste et démocratique, voilà ce que je me répète plusieurs fois par jour lorsque les avions nous bombardent.

J'ai beaucoup évolué grâce au travail que j'ai entrepris. J'ai vécu dans des conditions très dures, sans électricité, sans eau... avec l'omniprésence de la mort. Mais l'expérience extraordinaire de travailler avec des femmes dans un contexte de guerre et de révolution m'a fait mûrir et m'a permis de rencontrer des gens de toutes conditions. Nous ne quitterons pas notre pays, nous continuerons d'éduquer nos enfants et de former d'autres femmes, en dépit de notre situation difficile. Depuis des années, des êtres humains, des civils pour la plupart, sont quotidiennement tués en Syrie sans que la communauté internationale, malgré tous ses discours sur les droits de l'Homme, bouge le petit doigt. Nous n'avons pas confiance en elle. Notre cause est juste, je crois en elle, et je refuse que la Syrie soit divisée. L'éclatement de notre pays est très douloureux. C'est d'une cruauté sans bornes ! L'histoire se souviendra de ce que le monde a fait aux Syriens, l'humanité en aura honte. Je reste ici avec mes enfants et continuerai de leur faire répéter que la Syrie unie est leur pays, que nous sommes un peuple uni au-delà des appartenances religieuses, qu'Idlib fait partie de la Syrie et que nous rejetons l'extrémisme religieux.

Les gens ici détestent l'extrémisme, les armes et le chaos. Ils veulent vivre dans un pays où ils ont des droits et des devoirs égaux. Bien qu'elle ait vécu le massacre de Hama en 1982, ma mère m'a transmis ces valeurs. Elle a surmonté toutes ces violences avec noblesse, tolérance et patriotisme.

Je lui dois les valeurs positives que je porte en moi, je suis fière d'elle et fière de toutes les femmes de mon pays qui lui ressemblent.

[1.](#) Maarat al-Nouman, ou Maara, se situe au sud d’Idlib, à 84 kilomètres d’Alep. Deux célèbres sites antiques se trouvent dans ses alentours : le royaume d’Ebla à l’est et celui d’Apamée au sud-ouest.

[2.](#) En adoptant ce nom, les manifestants cherchaient à inviter les tribus du nord-est du pays à participer à la révolution.

[3.](#) La participation au mouvement révolutionnaire à Alep atteint son apogée le 30 juin 2011, jour baptisé « volcan d’Alep ».

[4.](#) Sur ce groupe armé, cf. page 119 note 2.

[5.](#) Sur cette instance, cf. page 154 note 1.

Hazâmi Adi

Je m'appelle Hazâmi Adi. J'ai 77 ans. Quand la révolution a commencé, je vivais à Homs et je dirigeais une école à Hama. Je faisais tous les jours l'aller-retour entre les deux villes. Mon mari s'est engagé politiquement dans la révolution. J'étais très étonnée de voir les gens s'impliquer de cette façon dans le soulèvement. Je n'aurais jamais pensé qu'un mouvement de protestation populaire d'une telle ampleur puisse avoir lieu en Syrie. L'appareil répressif du régime avait rendu terrifiant le simple fait de parler politique.

À Homs, en mai 2011, après l'assassinat de manifestants par des hommes de la Sûreté, les femmes ont organisé un rassemblement dans le quartier de Dablan. Des Syriennes de toutes les confessions étaient présentes. Plus tard, les femmes chrétiennes et alaouites ont disparu des défilés. La pression sociale et sécuritaire a fait que les minorités ont fini par se mettre en retrait. Je connais une femme qui vit à Ikrima, un quartier loyaliste de Homs composé majoritairement d'alaouites. Avec ses filles, elle a participé aux premières manifestations. Puis on ne l'a plus revue. Elle m'a expliqué que les *chabbiha* l'avaient menacée d'enlever ses filles. Je revois encore les habitants de Hamidiya, un quartier chrétien de Homs, debout sur leurs balcons, lancer du riz et du sucre sur les défilés pacifiques qui passaient devant chez eux.

Avec le mouvement de protestation, les traditions ont changé. Dans un quartier proche du nôtre, il y avait une femme conservatrice dont le mari était parti en voyage. Elle a accueilli des dizaines de jeunes gens qui fuyaient les hommes de la Sûreté. Elle les a cachés jusqu'au lendemain matin. Ce faisant, elle a cassé le carcan social qui nous était imposé. Quand les voisins ont appris la nouvelle, elle leur a dit : « Je n'ai peur de personne. Ce sont tous mes frères. Je ne connais ni leur religion ni rien sur eux. Je n'ai

peur de personne et j'assume mes actes. » Les voisins l'ont félicitée et ont apporté de la nourriture aux jeunes fugitifs.

Dans les premiers mois de la révolution, des hommes avec de fausses barbes se sont infiltrés dans les rassemblements. Ils prenaient des photos d'eux-mêmes et les diffusaient en prétendant être des insurgés. Avec mon mari nous connaissions de nombreux jeunes protestataires de Homs. Aucun n'était extrémiste. La même chose s'est produite à Hama. Je l'ai vu de mes yeux, car je faisais des aller-retours entre les deux villes.

Ma plus grande peur était que le soulèvement prenne une tournure confessionnelle. Un jeune insurgé m'a raconté qu'avec son groupe il avait déployé des efforts considérables pour faire comprendre aux alaouites des villages autour de Homs que les manifestations étaient contre Assad, et non contre eux. Par exemple, lorsqu'en mai 2011 les étudiants de ces villages ont demandé aux autorités que des centres d'examen soient ouverts dans leurs localités en raison des manifestations à Homs, les rebelles ont envoyé des lettres aux notables alaouites. Ils ont affrété des bus pour se rendre dans les villages, rencontrer les habitants, leur dire que Homs leur était ouverte et qu'ils étaient tous les enfants d'un même pays. Quand les étudiants sont venus en ville pour passer les épreuves, les rebelles les ont accueillis avec des roses et ont formé une barrière de protection pour les rassurer.

J'ai une amie alaouite qui, au début, était pour la révolution. Puis elle a changé d'avis parce que d'après elle des sunnites auraient fait sauter des bonbonnes de gaz dans son quartier. La vérité c'est que l'appareil sécuritaire a créé des incidents entre sunnites et alaouites pour réveiller les démons du sectarisme.

À Homs j'ai participé au sit-in de l'Horloge le 18 juin 2011. Il s'est transformé en une manifestation gigantesque qui ressemblait dans son organisation au rassemblement de la place Tahrir au Caire. Des petits commerçants ont donné de la nourriture, des boissons et des tentes aux manifestants. Le premier jour, ils étaient peu nombreux, puis davantage. Des débats politiques étaient organisés entre des gens souvent influencés par les hommes de religion et des intellectuels démocrates qui avaient

rejoint les insurgés. Mon mari y était. Quand les jeunes ont proposé le slogan « La religion est pour Dieu et la nation est pour tous¹ », les cheikhs n'ont pas protesté. La vague démocratique lancée par l'insurrection était plus forte qu'eux. Ils sont sortis du bois quand le régime s'est mis à arrêter, tuer et faire disparaître les démocrates. Ils sont en partie responsable de la destruction des idéaux de la révolution.

Lors du massacre de l'Horloge², j'étais chez moi, tout près de la place où il a eu lieu. Mon mari, lui, assistait au sit-in. J'ai entendu les tirs de balles et de canon à 2 heures du matin. Les manifestants étaient pacifiques et complètement sans défense. Le bruit était terrifiant, j'avais l'impression d'être sur un champ de bataille. Un nombre considérable d'hommes de la Sûreté secondés par les chars de l'armée ont pris d'assaut la place de l'Horloge. J'ai observé la scène depuis le toit de mon immeuble. Je les ai vus entrer dans les tentes et tirer sur des manifestants endormis qui avaient refusé d'évacuer. Ceux-ci étaient environ deux mille cinq cents. Juste avant, la Sûreté avait envoyé un émissaire, un cheikh qui avait une certaine influence spirituelle, pour les avertir que, s'ils ne mettaient pas fin au sit-in, les forces de l'ordre tireraient à balles réelles. Après s'être concertés, les insurgés avaient décidé de rester. Ils se sont retrouvés sous un déluge de feu. J'ai eu peur et je me suis cachée parce que des snipers se sont déployés sur les toits en face de chez moi. Ils tiraient sur tout le monde, même sur les gens qui ne faisaient que regarder ce qui se passait. J'ai vu des jeunes essayer de fuir en courant entre les balles. J'étais persuadée que mon mari avait été tué, mais des jeunes l'ont fait passer par une ruelle et l'ont aidé à revenir à la maison. Les soldats du check-point à l'entrée de notre rue l'ont arrêté. Mais comme il est âgé, ils n'ont eu aucun soupçon. Le chaos était immense. Dix minutes plus tard, des hommes armés jusqu'aux dents ont lancé l'assaut contre notre immeuble. Ils avaient finalement appris que mon mari avait participé au sit-in. Je me suis jetée à plat ventre sur le sol et mon mari s'est enfui par le toit.

Plus tard, il m'a raconté que des gens avaient été tués sous ses yeux. Le nombre des victimes a atteint 275 personnes. Ce massacre a été appelé le « massacre de l'Horloge ». Après cet événement, mon mari a poursuivi ses activités en secret.

Ma maison est devenue un lieu de réunion politique : des jeunes – étudiants à l’université, intellectuels pacifistes – venaient discuter de la situation. Ils désiraient mieux connaître l’histoire politique de la Syrie. Ce sont eux qui ont créé le comité de coordination de Homs. Si la population rejoignait leur mouvement, il y aurait, pensaient-ils un espoir de faire tomber le régime. Ils ont tous fini par être tués ou emprisonnés par la Sûreté. Pas un jour ne passait sans qu’un des leurs ne soit assassiné. Ceux qui ont réchappé ont pris la fuite. L’appareil sécuritaire avait infiltré le mouvement pacifiste, des indics avaient pris en photo les leaders. Ceux qui étaient identifiés étaient tués d’une balle dans la tête les uns après les autres. Les urgentistes et les médecins qui tentaient de secourir les gens ont connu le même sort.

Les jeunes révolutionnaires pensaient que la communauté internationale finirait par réagir. Lors de nos débats, je disais que la militarisation de la révolution était le dernier joker du régime : en cas de lutte armée, les insurgés ne pourraient jamais faire le poids face à l’armée régulière. Les armes étaient un piège tendu par les autorités. À cause des massacres, les rebelles ont fini par tomber dedans.

Nous discussions également de la nécessité d’empêcher une réaction confessionnelle aux exactions commises dans les quartiers sunnites par des *chabbiha* venant de Zahra et d’Ikrima. Des filles de familles conservatrices et religieuses ont été emprisonnées par ces derniers. Elles ont été abusées sexuellement. La violence sexuelle est l’une des principales causes des divisions sectaires et de leur exacerbation. Des femmes des deux bords ont été enlevées, car les sunnites s’y sont également mis, kidnappant des habitantes des quartiers alaouites.

Puis la Sûreté a entrepris de détruire les magasins des commerçants qui avaient aidé les insurgés. C’était encore une fois jouer la carte confessionnelle.

Un jour, les *mukhabarat* ont tué un chrétien connu et jeté sa dépouille dans le quartier chrétien de Hamidiya en prétendant qu’il avait été tué par des manifestants. Lors des funérailles de cet homme, la ville entière, toutes

religions et confessions confondues, est descendue dans la rue. Mon mari y est allé. Il s'est mis en tête du cortège pour clamer : « Un, un, un, le peuple syrien fait un. » Avec d'autres démocrates, il a fait son possible pour que le projet d'Assad de confessionnaliser la révolution échoue. Il a fini par être emprisonné. De mon côté, je suis restée à Homs jusqu'à la fin de 2011. J'ai travaillé avec les jeunes rebelles sur les deux fronts du confessionnalisme et de la militarisation. Concernant ces points, ils m'avouaient avec franchise que c'était plus fort qu'eux. Ils disaient qu'ils ne pouvaient pas rester les bras croisés, alors qu'on les tuait et qu'on enlevait leurs femmes. Je leur demandais : « Avez-vous des avions et des chars ? » Ils répondaient : « Non, nous n'avons que des kalachnikovs. » Je rétorquais que c'était bien insuffisant, qu'ils ne feraient pas le poids et que le régime profiterait de la situation pour clamer au monde entier que la révolution était une insurrection armée. Mes paroles ne les ont pas convaincus : ils ont fini par prendre les armes. Le régime avait bien planifié les choses. Il ne serait pas parvenu à ses fins sans l'immixtion des États étrangers, tant ceux qui ont armé les révolutionnaires que ceux qui ont soutenu Assad. L'achat des armes a commencé après le massacre de l'Horloge. Le phénomène s'est accéléré avec les bombardements continus de notre quartier.

La corruption s'est généralisée. Des pots-de-vin, parfois énormes, étaient payés pour libérer les prisonniers. J'étais contre. Je disais aux révolutionnaires qu'ils corrompaient tout. Ils voulaient simplement libérer leurs amis. L'appareil sécuritaire a transformé la prison en opération commerciale lucrative.

Je rendais visite à mon mari en prison, je m'informais de ce qui se passait derrière les barreaux. Je continuais également de débattre avec les jeunes. Après chacune de mes réunions à Homs, je partais directement à Hama pour y organiser les mêmes activités. À l'époque j'avais 72 ans, mais j'avais le sentiment de renaître.

J'étais à Hama lors du « massacre des Enfants de la liberté ». Les habitants de Hama s'étaient mis d'accord avec le gouverneur et la Sûreté pour l'organisation d'une manifestation. Le gouverneur avait promis de ne pas user de la force et, en contrepartie, les manifestants s'étaient engagés à ne pas s'en prendre aux bâtiments de l'État et à ne pas brandir de

banderoles réclamant la chute du régime. Les revendications devaient se limiter à des questions de réforme comme l'abrogation de la loi relative à l'état d'urgence ou le remaniement de l'article 8 de la Constitution³. Les noms de Bachar al-Assad et de Hafez al-Assad ne devaient pas être prononcés. Une des conditions était également qu'après leur dispersion les manifestants nettoient les lieux de leur défilé. La Sûreté militaire et le gouverneur ont accepté et autorisé la manifestation. Il était convenu que la police et non pas la Sûreté soit présente. Les gens sont sortis de leurs quartiers pour rejoindre le rassemblement avec leurs enfants. Ceux-ci avaient revêtu leurs habits des grandes occasions. Seuls des slogans réclamant des réformes étaient brandis. Les cortèges venus de différentes parties de la ville devaient se rejoindre sur la place Assi qui se trouve au centre du quartier Marabet⁴. Les enfants portaient des roses et marchaient en tête de cortège. Leurs parents leur avaient demandé de donner les fleurs aux policiers. Les manifestants venus de Marabet sont arrivés en premier. À l'entrée du quartier, ils se sont arrêtés au niveau du Khan Rostom en scandant les slogans convenus. Les enfants se sont avancés pour donner les roses aux policiers. À ce moment, les portes du caravansérail se sont ouvertes et une mitrailleuse a ouvert le feu. Les hommes se sont alors jetés sur leurs enfants pour les protéger. Les morts et les blessés ont été transportés à l'hôpital Hourani. Là-bas, les couloirs du bâtiment se sont couverts de sang. L'armée a occupé la banque du sang et a confisqué toutes les poches. Les médecins ont estimé le nombre de morts à 147 personnes, ce chiffre a atteint les deux cents plus tard. Courageusement, des femmes qui participaient à la manifestation ont formé un bouclier humain autour de l'hôpital afin d'empêcher les types de la Sûreté d'y pénétrer pour achever les blessés. Elles étaient nombreuses. Elles ont également pris contact avec une chaîne de télévision pour raconter ce qui se passait. Ce massacre a été nommé le « massacre des Enfants de la liberté ». C'était le 3 juin 2011.

Le lendemain, je suis rentrée à Homs pour y suivre le déroulé des manifestations avec les jeunes.

Je suis une fille de Hama. Je suis née à Marabet et j'ai grandi dans le quartier de Mahatta. J'ai connu les transformations de la ville avant et après l'arrivée d'Assad au pouvoir. J'avais six ans quand les Français se sont retirés de la Syrie en 1946. J'ai vu leurs chars quitter la caserne en direction

de Homs et passer devant chez nous. Les engins arboraient le drapeau français. Avec mes trois frères, nous étions postés devant la maison pour regarder la scène. Parmi la foule, il y avait des indépendantistes qui jetaient des œufs et des tomates sur les Français. Le lendemain nous avons célébré la libération.

La première manifestation à laquelle j'ai assisté a eu lieu en 1948. Les habitants de Hama sont descendus dans la rue pour protester contre l'augmentation du prix du pain. Les femmes étaient peu nombreuses. Les protestataires criaient : « Dieu est grand, il n'y a de dieu que Dieu. » Ils se sont dirigés vers le Khan Rostom, jusqu'au bâtiment gouvernemental responsable de la hausse des prix. Ils portaient un cercueil. Ils l'ont ouvert pour en sortir des pierres qu'ils ont jetées sur le bâtiment.

J'étais à l'école de filles de Hama. Mon père était un nationaliste arabe opposé aux Turcs. Mon grand-père maternel, cheikh Tawfiq al-Chiryazi, était le mufti chaféite de la ville. C'était un homme religieux rigoriste, le contraire de mon père qui, lui, était ouvert. J'étais tiraillée entre le milieu de mon père, avec ses débats intellectuels, politiques et culturels, et l'entourage religieux de ma mère. Quant à mes frères, ils ont choisi des tendances politiques très différentes (l'un était nationaliste arabe, le second socialiste et le troisième religieux). À cette période, la Syrie connaissait une mobilisation politique importante. La population de Hama était divisée en deux parties, d'un côté le peuple majoritairement socialiste et de l'autre l'élite féodale traditionnelle⁵. Quant aux Frères musulmans, ils ont perdu à deux reprises les élections parce qu'ils se sont ralliés aux familles féodales pour contrer la vague libérale progressiste. Dans les années 1950, j'ai commencé à fréquenter des socialistes et à les soutenir alors que je n'avais que 12 ans et pas le droit de vote.

Je n'étais pas voilée. Mon frère religieux a essayé de m'imposer le hijab, mais mon autre frère socialiste s'est mis de mon côté pour lui tenir tête. Je me contentais de porter un petit fichu. Mon père était versé en théologie et assez religieux, mais il n'était pas partisan du voile. Il avait coutume de dire : « Il n'y a pas de voile dans l'islam. Ceci étant, il existe bien une préconisation de se couvrir la tête avec un foulard léger. » J'ai retiré ce fichu après avoir obtenu mon diplôme universitaire en 1964.

L'Association de la femme arabe⁶ dont j'étais membre menait des activités citoyennes et politiques à Hama. Nous organisions des cours d'alphabétisation, notamment dans les villages des alentours. En 1952, nous avons créé une garderie pour les travailleuses, qui accueillait des enfants à partir de l'âge de trois mois. J'ai fait des conférences sur les droits de la femme, ce qui a provoqué un conflit avec celles qui, au sein de l'association, étaient proches des Frères musulmans. Puis les clubs culturels comme le club Ibn Khaldoun et les clubs sportifs comme Yaqza ont été créés... Les femmes ont participé aux campagnes électorales.

Depuis que je suis petite, j'adore lire. Quand mon père a perdu la vue, j'ai été chargée de lui faire la lecture des journaux et de livres entiers. D'une façon générale, les femmes de la bourgeoisie et de la classe moyenne tenaient à ce que leurs filles reçoivent une éducation. Je suis entrée à l'université de Damas en 1958-1959, car à l'époque il n'y avait pas d'autre université excepté deux filières d'ingénierie à Alep. Fait rare à cette époque, j'ai vécu seule à Damas, malgré l'opposition de ma famille maternelle traditionnelle. Mon père a pris mon parti et j'ai pu vivre seule et indépendante.

À Damas, où je suis restée jusqu'en 1964, je suis devenue une militante. J'ai participé aux activités politiques organisées par les étudiants. Nous étions opposés au dictateur Abd al-Hamid al-Sarraj et à Gamal Abd Nasser⁷. Nous avons manifesté contre eux. Nous voulions une Syrie démocratique et le pays était prêt à cela. Nous nous sommes associées à des femmes et des jeunes filles de partout : de la région côtière, de Damas, de tous les pays arabes, du Bahreïn à la Jordanie en passant par l'Arabie Saoudite. Nous étions de tendance nationaliste arabe et avons fondé un groupe nommé « Avant-garde estudiantine ».

Je ne suis pas retournée vivre à Hama avant 1967. Après mes études universitaires, j'ai dirigé l'école Faria Chaybaniya à Hassaké⁸, ce qui m'a donné l'occasion de me familiariser avec la composition démographique très diverse de la population dans cette partie du pays. Toutes les confessions et les religions y étaient représentées : les Yazidis, les syriaques

catholiques, les syriaques orientaux, les syriaques rattachés aux coptes d'Égypte, les Arméniens, les Assyriens, les Chaldéens. Chaque groupe avait sa propre Église. Les chrétiens – orthodoxes et catholiques – et les Kurdes formaient la moitié de la population.

En 1965, tout en continuant d'enseigner en Syrie, j'ai décidé de poursuivre mes études à l'université Saint-Joseph de Beyrouth. Chaque semaine je faisais des allers-retours entre le Liban et la Syrie.

J'ai cherché à mieux connaître la société libanaise. À son contact, je me suis beaucoup enrichie. J'ai fréquenté des groupes proches de Musa Sadr⁹ et me suis rapprochée de l'Organisation de libération de la Palestine. Je vivais dans un immeuble où se trouvait un bureau de l'OLP. J'allais à la bibliothèque de l'université pour lire. Dans ce lieu, j'ai fait connaissance avec des Arabes de toute la région, en particulier des Palestiniens. Je me suis liée d'amitié avec des gauchistes et des nationalistes chiites. Il faut comprendre qu'à l'époque, dans les villages chiites que je fréquentais, on ne parlait jamais de confessionnalisme.

Comme j'ai bénéficié d'une bourse de l'État pour faire mes études, j'ai été ensuite affectée dans différentes régions du pays. Une grande chance pour moi, car cela m'a permis de mieux connaître la société syrienne. J'ai enseigné dans une école chrétienne où j'ai eu de longues conversations avec un prêtre nommé Afram Chahrestan. Après avoir obtenu ma maîtrise, j'ai fait une demande pour poursuivre mes études en France, mais le ministre de l'Éducation ne m'a pas accordé l'autorisation de quitter le pays. Les baassistes, qui étaient sur la défensive, considéraient l'Occident comme un ennemi.

Je me suis installée à Masyaf¹⁰ où j'ai été au contact d'une nouvelle composante de la société syrienne, décidément très diverse. Là-bas j'ai rencontré des cheikhs ismaéliens. J'ai fréquenté assidûment la bibliothèque de l'un d'eux. La richesse et la diversité religieuse et ethnique de notre pays m'étonnaient à chaque fois. Nous étions au début des années 1960, dans une période de transformations brutales. La politique et le combat pour la démocratie m'intéressaient toujours. C'est la raison pour laquelle, quand je

suis revenue à Hama pour travailler dans une école de la « Maison des enseignantes de la campagne¹¹ », je me suis durablement impliquée dans les questions d'enseignement et de développement relatives aux femmes. J'ai trouvé là un espace approprié pour faire un travail de conscientisation politique.

Selon moi, entrer en contact avec les gens de tous les milieux et entretenir un dialogue avec eux, c'est faire œuvre de patriotisme. Mon père a été de ceux qui se sont révoltés en 1925 contre l'occupation française. Dans les années 1920, il était le seul à avoir engagé un dialogue avec les cheikhs alaouites. Il disait qu'il ne fallait pas diviser la population en fonction des appartenances religieuses et qu'on devait agir pour le dialogue entre les représentants des différentes communautés. C'est ce principe que j'ai voulu mettre en application.

En 1961, nous donnions à l'université une représentation en anglais d'une pièce de Shakespeare. Gamal Abd Nasser devait y assister. Nous l'attendions, prêts à crier des slogans appelant à sa chute. Mais il n'est pas venu. Nous avons alors organisé un sit-in contre lui et Abd al-Hamid al-Sarraj dans le restaurant de l'ancienne université située près du musée.

La faculté de Damas était sur trois niveaux. Dédié aux activités artistiques, le troisième niveau, où se trouvaient les instruments de musique, était un espace ouvert à tous. Nous y organisions des soirées littéraires, musicales et poétiques. L'université était le centre de nos activités politico-culturelles. Il y avait parmi nous des baassistes, des communistes et des Frères musulmans. C'est pendant cette période que le mouvement des *qubaysiyat*¹² a émergé à Hama. Au début, il s'agissait d'un petit groupe de femmes actives dans les familles de l'élite féodale. Après le bombardement de Hama en 1964¹³ et la défaite de la guerre des Six Jours en 1967, leur présence est devenue plus visible. Quand je suis revenue à Hama, j'ai eu un différend avec elles qui a dégénéré en conflit, car j'étais contre leurs alliés féodaux. Les grandes familles de l'élite traditionnelle se tournaient vers les instances religieuses pour retrouver leur pouvoir politique. C'était la principale raison de leur alliance avec les *qubaysiyat*.

L'activisme des *qubaysiyat*, dont la cheikha locale s'appelait Muazzaz al-Adam, a pris progressivement de l'ampleur. Au début, elles n'étaient pas très offensives. C'est après les événements de Hama, qui ont profondément marqué la ville, qu'elles ont commencé à se donner des airs importants. En résumé, quand le Comité militaire baassiste¹⁴ s'est emparé du pouvoir –, on parlait alors du gouvernement ADaS : *a* pour alaouite, *d* pour druze et *s* pour ismaélien¹⁵ – les hamawis ont bien vu que les officiers sunnites étaient marginalisés¹⁶. Les Syriens voulaient une unité fédérale avec l'Égypte, mais ils refusaient d'être absorbés par elle. Une partie des officiers baassistes soutenait l'unité avec l'Égypte, mais à condition de restreindre le pouvoir absolu de Gamal Abd Nasser et de donner une marge de liberté plus importante aux Syriens dans l'administration de leur pays. Ils sont entrés en conflit avec des officiers sunnites et ont exécuté deux cents d'entre eux en juillet 1963 en les accusant d'entretenir des liens avec Gamal Abd Nasser et de préparer un coup d'État militaire. Les habitants de Hama ont pensé que c'était un complot contre le courant unioniste nassérien dans lequel les sunnites étaient majoritaires. La question des liens avec Gamal Abd Nasser a provoqué un conflit entre les officiers syriens. À l'époque mon oncle paternel était ministre de l'Économie : il a démissionné. En 1964, les Frères musulmans se sont mis à recruter et à armer des hommes de Hama. Ils prétendaient que les sunnites étaient pris pour cible par la clique au pouvoir. Ils ont fait alliance avec le Baas irakien et appelé à l'insurrection armée. Je pense que c'est à ce moment-là que l'islamisation de la ville a débuté. Le Baas irakien a joué un rôle dans cette affaire : non seulement en étant militairement présent, mais aussi sur le plan religieux et confessionnel. Quand l'insurrection a éclaté, les baassistes au pouvoir ont bombardé toute la ville, les mosquées en particulier. Des femmes ont été emprisonnées. J'étais à Damas à ce moment-là. Le bombardement de Hama explique l'intransigeance violente qui plus tard est apparue dans la ville. C'est dans ce contexte que les *qubaysiyat* ont émergé. Leur mouvement a pris une ampleur visible à la fin des années 1960.

À cette époque, notre combat au sein de l'Avant-garde estudiantine se déroulait surtout à Damas. Il a abouti à la fondation de l'Union estudiantine en 1964. Je prenais part aux réunions de toutes les organisations sans être affiliée à aucun parti. Notre groupe a commencé ses activités pendant la période de l'union avec l'Égypte et de la rupture qui s'est ensuivie. Nous étions contre Gamal Abd Nasser et le pouvoir dictatorial qu'il exerçait sur

la République arabe unie. Cependant, nous étions favorables à l'union avec l'Égypte, à certaines conditions. Puis la première conférence de l'Union estudiantine a eu lieu. C'était après l'insurrection de Hama et le bombardement de 1964. D'une façon générale, on peut dire que c'est à partir de là que les baassistes ont commencé à nourrir de l'animosité envers notre ville. Ils l'ont complètement négligée. Pendant mon séjour à Damas, j'ai été souvent confrontée à une forme de discrimination quasi raciste parce que j'étais originaire de Hama. Et pourtant, même si cela restait secret, je menais un combat commun avec les baassistes.

Après la défaite de juin 1967, j'ai fait une terrible dépression. Je préparais ma maîtrise au Liban. J'ai pris la décision d'arrêter la littérature et de me consacrer à la lutte. J'ai adhéré au Fatah¹⁷ à Hama. J'y suis restée de 1968 à 1974. Je suis devenue membre du Conseil de la révolution du mouvement. J'ai assisté au congrès du Fatah à Damas. J'étais active dans le secteur de la communication et dans le domaine caritatif. Je donnais des conférences dans les camps palestiniens. Avec d'autres j'ai mis en œuvre de nombreux projets. Notre action s'étendait jusqu'à la Jordanie. J'ai rejoint les Palestiniens sur la ligne de front. J'étais avec eux dans les tranchées. Je n'ai pas porté les armes, mais je suis restée avec eux. Puis je suis allée à Amman. J'ai fait tout cela à la fin des années 1960, en coordination avec l'Association de la femme arabe de Hama. C'était l'époque de Salah Jadid¹⁸ qui fermait les yeux sur les activités du mouvement de libération de la Palestine. Salah Jadid était bien plus important que Hafez al-Assad, et plus modéré. Hafez al-Assad ne s'est fait connaître qu'après mars 1963 lorsqu'il est devenu ministre de la Défense. Il était d'ailleurs en charge de ce portefeuille lors de la défaite de juin 1967. Je pense que l'erreur de Salah Jadid a été de quitter l'armée pour se consacrer au parti Baas. Il pensait que le Baas pourrait tenir tête à l'armée.

À Hama j'ai fondé des groupes d'enseignantes. Nous avions des réunions où nous discussions de politique. C'est à cette époque que j'ai découvert le marxisme par le biais d'Elias Marcos¹⁹ avec lequel j'ai noué une relation d'amitié très forte. Je connaissais également bien Yassin al-Hafiz²⁰, le rédacteur des principes théoriques du Baas qui plus tard s'est opposé à la doctrine du parti unique. J'ai fait la connaissance de Hafiz en fréquentant la bibliothèque Haqika²¹ qu'il a fondée à Beyrouth. J'évoluais dans des

milieux strictement politiques. Elias Marcos et Yassin al-Hafiz m'ont fait lire des livres qui ont complètement changé ma conception de la politique et de la culture.

Quelques mois avant le coup d'État de Hafez al-Assad en 1970, le syndicat des enseignants a organisé des élections libres à Deir ez-Zor et Hama. Ni le Baas ni l'armée ne s'immisçaient dans l'organisation des scrutins à l'époque. Les candidats étaient nassériens, socialistes, indépendants et Frères musulmans. Je me suis présentée comme indépendante. J'ai gagné les élections. Je voulais changer les choses dans l'enseignement. J'étais persuadée que c'était là la clé pour faire évoluer la société. Je voulais que ce secteur reste hors de l'influence du Baas et de l'armée. Je visitais constamment les écoles. J'avais fini par être très populaire, c'est la raison pour laquelle j'ai gagné les élections sans difficulté. J'ai ciblé la tranche des enseignants du secondaire. À cette époque, les scrutins étaient transparents et démocratiques au point que la femme qui ouvrait les bulletins de vote les lisait à voix haute. Ensuite le décompte se faisait devant tout le monde. Les Frères musulmans et les baassistes ont perdu. Seuls les indépendants ont gagné.

Après l'arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad, l'étau s'est resserré autour de moi. J'avais ouvertement pris position contre le coup d'État militaire. Mon engagement en faveur de la démocratie me séparait des hommes qui en avaient été les maîtres d'œuvre. En 1965, on m'a proposé de devenir membre du conseil de commandement de la révolution. J'ai refusé, car pour moi ce qui s'était passé en 1963 n'était pas une révolution²², mais simplement un coup d'État. Après la défaite de 1967, des politiciens et des activistes ont été arrêtés. Ils avaient présenté une proposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale, réunissant tous les courants pour libérer le Golan occupé par Israël. Abd al-Karim al-Joundi²³ les a fait emprisonner. Parmi eux, il y avait Jamal al-Atassi et mon oncle Abd al-Karim Zouhour Adi. Celui-ci m'a envoyé un courrier de prison pour me dire de cesser mes activités politiques. Abd al-Karim al-Joundi lui avait adressé des menaces me concernant. Ils n'avaient aucune limite.

Dans les articles que je publiais dans *Fidâ'*²⁴, je critiquais l'instrumentalisation abusive de la question palestinienne par les militaires

au pouvoir. J'ai adopté une lecture ouverte de la religion islamique et je condamnais l'arriération dans laquelle nous vivions. Je m'élevais contre le côté formel et vide de la guerre médiatique, un embrigadement qui instillait une haine délirante. J'ai essayé de renouveler le discours concernant Israël et le combat des Palestiniens. Les conférences que je donnais sur la signification de la lutte suscitaient des débats intenses avec le public.

En 1970, j'ai fait une conférence au centre culturel de Hama qui s'intitulait : « Comment pense l'ennemi ? » L'objectif était de montrer l'écart entre le discours des médias israéliens et leurs véritables objectifs. Il fallait comprendre cela pour répliquer tout en poursuivant la lutte afin de libérer nos territoires occupés. J'affirmais que l'élite intellectuelle n'avait pas une vision claire des enjeux du conflit israélo-arabe. Ces propos ne plaisaient pas aux baassistes. À cette époque je vivais chez mes parents. Des amis, et parmi eux des hommes, me rendaient visite. J'avais imposé cela à mon entourage. Ma mère m'a énormément soutenue.

Je savais que les hommes ne prenaient pas au sérieux l'action politique des femmes. Et donc je me comportais comme un homme au point d'oublier qui j'étais. Je redoutais les réactions de la société tout en voulant y imprimer ma marque. Pour cette raison, je devais tenir ma féminité à l'écart et faire preuve de la même force que les hommes. C'est la posture que j'ai également adoptée dans mes activités en faveur de la résistance palestinienne. J'ai de fait nié ma féminité. J'étais convaincue que mon combat ne serait pas pris au sérieux si je ne me comportais pas ainsi.

J'ai quitté la résistance palestinienne en 1974, suite à un désaccord politique et idéologique.

Après 1974, j'ai été socialement et politiquement ostracisée, un tournant nouveau dans ma vie et aussi l'un des signes de la dérive que commençait à connaître la société syrienne.

Deux ans plus tôt, en 1972, le roi Hussein de Jordanie a annoncé son projet d'un royaume réunissant la Jordanie et la Palestine²⁵. Avec d'autres, j'ai décidé de participer à des manifestations contre ce projet. Des étudiants

ont quitté leurs classes et sont allés frapper aux portes des salles de cours pour faire venir les autres élèves. Les jeunes filles sont sorties. Parmi elles, il y avait Rola al-Roukbi, la fille du combattant Fayçal al-Roukbi²⁶. Les étudiantes brandissaient des slogans hostiles au projet d'union du royaume. Elles sont arrivées sur la place Assi. Le gouverneur a demandé qu'une délégation soit formée pour lui présenter les revendications. Cette manifestation était la seule organisée en Syrie contre le projet du roi Hussein. Elle ne rassemblait que des femmes. Les filles étaient très fières de ce qu'elles avaient fait. Elles se sont réunies chez moi juste après. Hama était un véritable bastion de résistance, le centre de la lutte palestinienne, au point que Hafez al-Assad, alors ministre de la Défense, avait envoyé un télégramme de menace à peine voilée au responsable du Fatah qui s'y trouvait pour qu'il quitte la ville. C'était avant le coup d'État militaire de 1970.

J'étais active politiquement au sein de deux groupes : le rassemblement des étudiantes et celui des enseignantes. Le directeur de l'Éducation m'a fait savoir, ainsi qu'à d'autres enseignantes, qu'il voulait nous envoyer en mission d'enseignement au Koweït et dans les Émirats. Nous devions quitter le pays. C'était l'occasion de gagner un bon salaire. Mon nom était en tête de la liste des enseignantes qu'on souhaitait envoyer là-bas. J'ai refusé en disant au directeur de l'Éducation : « Pourquoi faites-vous cela ? Vous voulez vider le pays de ses forces démocratiques ? »

Les autres enseignantes ont accepté la proposition et sont parties. Je suis restée seule. Au même moment, dix-huit directrices d'école appartenant à la tendance socialiste libérale ont été démisées de leurs fonctions et révoquées. Elles ont été remplacées par des cheikhas de la *Qubaysiya* qui étaient toutes des élèves de Muazzaz al-Adam. Ce changement a eu lieu après la manifestation des jeunes filles de Hama contre le projet d'union du roi Hussein. Pour moi, il était clair que Hama était livrée aux islamistes et vidée de ses forces démocratiques. Après mon refus de partir au Koweït, j'ai été relevée de mes fonctions de directrice d'école. On m'accusait d'exercer une influence négative sur mes élèves du secondaire et de la Maison des enseignantes. Celles-ci avaient entre 17 et 22 ans. La direction de l'Éducation de Hama a ordonné mon transfert dans une école primaire d'une région reculée.

Hafez al-Assad a conforté son pouvoir entre 1974 et 1975, en donnant carte blanche aux religieux et en écartant l'avant-garde démocratique que nous constituions.

Je me suis mariée en 1974. Je ne pouvais plus rien faire. J'avais un sentiment d'échec, l'impression d'être revenue au point de départ, que toutes les luttes que nous avons menées n'avaient servi à rien. On m'a même interdit de publier mes articles dans le journal *Fidâ'* de Hama. Et pourtant les sujets que je traitais n'avaient pas grand-chose de subversif : ils portaient sur l'implication politique de la femme dans notre ville, et le développement des associations féminines à Hama dans les années 1950 et 1960.

J'ai quitté Hama en 1978 après que notre mouvement, à nous les démocrates, a été verrouillé de toutes parts. Je pense que Hafez al-Assad, intelligent comme il était, avait compris que, pour asseoir son pouvoir, les religieux étaient moins dangereux que les démocrates. Aucune décision officielle n'a été prise pour interdire mes activités, mais des instructions sécuritaires secrètes ont été données pour resserrer l'étau autour de moi et m'empêcher de travailler.

Je suis partie en Algérie de 1978 à 1984. Là-bas, j'ai travaillé dans une école. Le massacre de Hama de 1982 a eu lieu pendant mon absence. Il est la cause principale de la mainmise des religieux sur notre ville. J'ai eu deux enfants. Quand je suis revenue à Homs, j'ai enseigné à la Maison des enseignantes. Et j'ai repris mes activités culturelles. J'ai donné de nombreuses conférences dans différentes villes sur l'éducation, l'histoire des idées et d'autres sujets liés aux droits des femmes et à la cause palestinienne.

Dans les années 1990, je suis devenue membre du Congrès nationaliste arabe et islamique²⁷ et du Congrès des partis et des personnalités nationalistes²⁸. J'ai assisté à leurs sessions et y ai fait des interventions jusqu'en 2008. J'ai été parmi les signataires de la déclaration des 99 en 2000²⁹. Nos revendications étaient les suivantes : « Fin de l'état

d'urgence et de la loi martiale en vigueur depuis 1963, amnistie générale pour les détenus politiques, les prisonniers d'opinion, ainsi que les personnes poursuivies pour des raisons politiques, libéralisation dans tous les domaines, instauration du pluralisme politique et intellectuel, liberté de réunion, de presse et d'expression, abrogation des lois, des restrictions, de toutes les formes de censure sur la vie publique pour permettre aux citoyens de s'exprimer sur leurs intérêts dans le cadre d'un consensus collectif et d'une concurrence pacifique, construction des institutions, permettre au plus grand nombre de participer au développement du pays et à son épanouissement. »

Nous pensions que des réformes viendraient vraiment après l'accession au pouvoir de Bachar al-Assad. Avec mon mari, nous avons organisé dans notre maison à Homs un forum de discussion politique et intellectuelle. Jusqu'au déclenchement de la révolution en 2011, j'ai poursuivi mes activités au sein des comités qui, suite à la déclaration des 99, ont été créés pour réactiver la société civile. Parmi ces comités, se trouvaient les collectifs de défense de la cause des femmes. Assad fils a finalement emprisonné les activistes, confisqué les libertés et interdit toute activité politique. L'ouverture économique dont il parlait était destinée à faciliter les contrats d'investissement au bénéfice de sa famille et de ses proches.

Quand la révolution a commencé, j'étais prête. J'ai finalement été obligée de quitter la Syrie. Je sais que je n'y retournerai jamais. J'ai presque 80 ans aujourd'hui, et je continue d'écrire des articles politiques pour des sites Internet³⁰. Je suis maintenant réfugiée en France. Je rêve toujours d'une Syrie démocratique qui peut-être verra le jour pour les générations futures.

[1.](#) Ce slogan célèbre a été prononcé par Saad Zaghloul, leader nationaliste égyptien, lors de la révolution contre l'occupation britannique en 1919. Déjà à l'époque il avait provoqué une polémique avec les religieux.

[2.](#) Au sujet de ce massacre, cf. page 170 note 1.

[3.](#) L'article 8 limitait le pouvoir au seul parti Baas.

[4.](#) Quartier situé au cœur de la ville de Hama.

[5.](#) Après la défaite contre Israël, la Syrie entre dans une période de grand remous politique. Entre 1949 et 1955, le pays connaît quatre coups d'État successifs suivis d'un intermède démocratique (1955-1958) et de l'expérience de l'union avec l'Égypte, la République arabe unie (1958-1961). Cette décennie est également marquée par l'entrée dans l'arène politique de la classe moyenne et la montée en puissance de formations qui, malgré leurs idéologies différentes (communiste, socialiste et nationaliste), ont en commun de vouloir mettre fin à la domination de l'ancienne élite féodale. Dans les années 1950, à Hama et dans sa région, c'est en particulier le Parti arabe socialiste fondé par Akram Hourani qui rencontre un succès.

[6.](#) Association fondée par Moufida al-Roukbi en 1950 à Hama. Elle est toujours active aujourd'hui dans les domaines de l'éducation et du caritatif.

[7.](#) Hazâmi Adi évoque ici la période de l'union avec l'Égypte ou République arabe unie (1958-1961). Les espoirs fondés dans cette union ont été très vite déçus, la population de la « province du Nord » (la Syrie) se voyant marginalisée et exclue du jeu politique au profit de la « province du Sud » (l'Égypte). Au cours de cette période, Abd al-Hamid al-Sarraj, un officier syrien originaire de Hama, a joué un rôle central, occupant les positions clés de ministre de l'Intérieur, de ministre des Affaires sociales et des Waqfs et de secrétaire du Comité exécutif syrien. Après le coup d'État qui a mis fin à la RAU en 1961, Sarraj s'est enfui au Liban, puis a vécu en exil en Égypte.

[8.](#) Ville du nord-est de la Syrie.

[9.](#) Clerc chiite, né à Qom (Iran) en 1928 d'une famille libanaise. Il arrive au Liban en 1959 où il joue un rôle politique majeur dans la défense et la mobilisation de la communauté chiite jusque-là marginalisée économiquement et exclue de la scène politique. Musa Sadr a disparu dans des circonstances mystérieuses en 1978.

[10.](#) Ville de l'ouest de la Syrie, dans le gouvernorat de Hama. La population de Masyaf regroupe des ismaéliens, des chrétiens et des alaouites.

[11.](#) Dans les années 1960, des « Maisons des enseignantes de la campagne » sont créées pour former des institutrices dans les zones rurales.

[12.](#) Sur ce mouvement, voir page 84 note 1.

[13.](#) En avril 1964, un an après la prise de pouvoir par le Baas, des émeutes ont eu lieu à Hama, organisées par les Frères musulmans. Lors de la répression, la vieille ville a été partiellement détruite par l'armée.

[14.](#) Fondé en 1959 par cinq officiers dont Hafez al-Assad, ce comité a organisé le coup d'État de mars 1963 qui porte le Baas au pouvoir.

[15.](#) Les officiers baassistes qui, en mars 1963, prennent le pouvoir sont majoritairement issus des « minorités » – alaouite, druze et ismaélienne – des zones rurales jusque-là marginalisées. Dans le même temps, l'élite traditionnellement urbaine et sunnite est écartée, en particulier au sein de l'armée, une institution qui sera vite soumise à l'hégémonie alaouite.

[16.](#) Durant les premiers mois qui ont suivi le coup d'État de 1963, le principal souci du parti Baas et du Comité militaire a été d'épurer le commandement armé et les allées du pouvoir de leurs divers alliés indépendants et unionistes nasséristes. De fait, ces purges successives ont principalement touché des personnalités sunnites.

[17.](#) Mouvement de libération de la Palestine fondé en 1959, au Koweït.

[18.](#) Officier baassiste, Salah Jadid a été chef du gouvernement syrien de 1967 à 1970. En septembre 1970, lors des opérations menées par l'armée jordanienne contre les fedayin de l'OLP (Septembre noir), il envoie une aide militaire aux combattants palestiniens. Mais Hafez al-Assad, alors ministre de la Défense, refuse d'envoyer un soutien aérien, ce qui contraint les forces syriennes à faire machine arrière. Le 13 novembre 1970, après un coup d'État orchestré par Hafez al-Assad, il est démis de ses fonctions et arrêté. Il est mort en prison le 19 août 1993.

[19.](#) Penseur marxiste originaire de Lattaquié (1927-1991).

[20.](#) Penseur marxiste originaire de Deir ez-Zor (1930-1978).

[21.](#) *Haqiqa* voulant dire « vérité » en arabe.

[22.](#) Dans l'historiographie officielle syrienne, le coup d'État de 1963 est désigné comme la « révolution du 8 mars ».

[23.](#) Colonel de l'armée, sunnite de Salamiyé, Abd al-Karim al-Joundi était, au moment des faits décrits, ministre de la Réforme agraire et chef des services de renseignement.

[24.](#) Fondé en 1961 par Muhammad al-Hafez, *Fidâ'* est un quotidien régional s'intéressant à l'actualité du gouvernorat de Hama.

[25.](#) Le 15 mars 1972, le roi Hussein de Jordanie a annoncé vouloir créer sous son autorité un royaume arabe réunissant la Transjordanie et la Cisjordanie. Ce projet a été rejeté à la fois par Israël, l'OLP et les États arabes de la région.

[26.](#) Grand médecin de Hama, Fayçal al-Roukbi a combattu contre l'État d'Israël dans les rangs des armées arabes en 1948. Sa fille Rola al-Roukbi deviendra une militante des droits de la femme et une figure de la scène culturelle et intellectuelle syrienne.

[27.](#) Ce congrès, dont la première session s'est tenue en 1994, vise à réconcilier les deux principaux courants idéologiques antagonistes qui se sont partagé l'essentiel de la vie politique dans le monde arabe au cours des dernières décennies, le nationalisme arabe et l'islamisme. Il se tient tous les deux ans.

[28.](#) Hazâmi Adi évoque probablement le Congrès nationaliste arabe, également connu sous le nom de Congrès panarabe ou Congrès national arabe, qui regroupe des nationalistes arabes, ayant pour but l'unification du monde arabe, la défense des causes arabes et la démocratisation des régimes arabes. Le siège du parti se trouve à Beyrouth, au Liban, mais le

Congrès se tient dans un pays arabe différent chaque année. Le congrès s'est tenu pour la première fois en 1990 à Tunis.

[29](#). Signée par des intellectuels de tendances politiques variées, la « déclaration des 99 » (ainsi nommée en raison du nombre de ses signataires) est rendue publique le 27 septembre 2000, peu de temps après l'annonce, par Bachar al-Assad, de réformes politiques et dans le contexte de l'éphémère « printemps de Damas ».

[30](#). Hazâmi Adi écrit notamment pour l'hebdomadaire *Enab Baladi*, créé par des activistes pacifistes en 2011 dans la ville de Daraya.

Zaina Erhaim

Je m'appelle Zaina Erhaim, j'ai 32 ans. Quand la révolution a commencé, je faisais mes études universitaires à Londres. J'ai ressenti une immense joie en apprenant qu'il y avait eu une manifestation dans le quartier de Hariqa à Damas¹, car je rêvais d'une Syrie démocratique. Avant la révolution, j'ai été convoquée à plusieurs reprises dans les locaux de la Sûreté à cause de mon travail de journaliste. J'avais écrit plusieurs articles sur l'éducation que nous avons reçue dans notre enfance, ainsi que sur la peur qui faisait de l'autocensure une partie inhérente de notre constitution psychologique.

Sur Internet, je me suis mise à aider les activistes à titre personnel. Avec Razan Zaitouneh et une troisième femme, j'ai fondé le bureau d'information des comités de coordination locaux. Nous travaillions seize heures d'affilée sur Internet tous les jours. Nous rassemblions les informations que nous transmettaient les jeunes insurgés pour les reformuler et les traduire. J'étais en charge de les diffuser partout dans le monde. J'utilisais un pseudonyme. C'était début avril 2011. Le mois d'août de la même année, j'ai décidé de rentrer à Damas où j'ai vécu l'euphorie du début de la révolution. Je pleurais d'émotion dans les manifestations. Je n'arrivais pas à croire que nous étions réellement en train de scander : « Musulmans et chrétiens, nous voulons tous la liberté. »

Après avoir passé l'été 2011 à Damas, je suis allée à Alep et à Idlib où j'ai participé aux mouvements de protestation contre le régime. Les armes n'étaient pas utilisées à ce moment-là. À Idlib je mettais le niqab parce que je suis originaire de cette ville. Là-bas, tout le monde me connaît, et mes proches étaient des alliés du régime, des *chabbiha*. Les femmes qui participaient aux manifestations portaient toutes le niqab comme moi.

Je me suis rendue dans le quartier de Salah al-Din à Alep et dans les

alentours d'Idlib. Là-bas, j'ai vu pour la première fois des voitures brûler. J'ai décidé de rester dans la campagne d'Idlib, la région qui m'a vue naître. C'est là que mon combat devait avoir lieu. J'ai habité dans la famille d'un martyr à Maaret Misrin². Je participais à des manifestations et je filmais les événements. Je prêtais main-forte aux jeunes journalistes de la révolution en les aidant à préparer les bulletins d'information. Je me suis mise à filmer et à interviewer les chefs de l'Armée libre et des Ahrar al-Cham.

En 2012, j'ai rédigé un rapport sur les groupes armés et les différentes milices du régime et de la révolution. Les partisans de la révolution m'ont attaquée en m'accusant de trahison et de déloyauté parce que j'avais rencontré des personnes appartenant aux deux bords. Je n'ai pas compris la raison de ces accusations alors que j'étais de leur côté. Je ne faisais que décrire la situation et les protagonistes le plus objectivement possible. Leur réaction signifiait que la simple idée de dialoguer avec qui que ce soit en dehors du cadre restreint de la révolution était bannie. Cela m'a profondément choquée. J'ai été obligée de partir un temps en Turquie parce que ma vie était en danger. Puis, j'ai pris la décision de ne pas capituler et d'expliquer ma position aux brigades de l'opposition. J'ai discuté avec un chef de l'Armée libre. Malgré le danger, je voulais trouver une solution pour rester dans mon pays. J'ai cherché à savoir qui avait prononcé une fatwa me condamnant à mort. Si je laissais l'affaire en suspens, je prenais le risque de paniquer et de ne plus pouvoir revenir. Je suis allée voir l'Armée libre à Binnich³ d'où venait l'accusation de trahison. J'ai également rencontré les membres du comité de coordination local et demandé une réunion avec les journalistes. J'ai présenté devant eux mon rapport et mon point de vue. Je voulais leur démontrer ma probité. J'ai fait venir les hommes que j'avais interviewés : ils ont confirmé qu'ils m'avaient donné ces informations et que je n'avais commis aucun délit. Après avoir délibéré, ils m'ont autorisée à rester.

En 2012, un autre événement terrible s'est produit, qui m'a profondément attristée. Dans la campagne d'Idlib, il y a deux localités chiïtes, Foua et Kafraya⁴, entourées par des villages sunnites. Avant la révolution, leurs habitants entretenaient de bons rapports avec leurs voisins sunnites. Puis les relations se sont détériorées. Je suis moi-même d'une famille sunnite... Je connais un chiïte pro-révolution de Foua qui a participé aux manifestations de Binnich. Quand il a été obligé de quitter la Syrie, les révolutionnaires ont

refusé de l'aider pour la seule raison qu'il était chiite. Il était cerné de toutes parts ! Il y avait aussi beaucoup de cas d'enlèvements dans les deux camps. Les femmes de Foua étaient autorisées à passer les barrages. Les hommes non. Cette situation a duré jusqu'en 2013. Tout contact ensuite a été suspendu, personne ne pouvait plus sortir de Foua. Devant l'ampleur du désastre sectaire, j'ai voulu travailler sur les relations entre sunnites et chiites et recréer des liens entre eux. Ceci me paraissait très important pour bâtir un avenir de paix. Je filmais les gens des deux côtés, à Foua et à Binnich.

J'ai préparé une émission sur l'impact humain de la guerre et les souffrances endurées par la population. J'ai appelé un chef de milice à Foua, qui était pro-régime, pour l'interviewer. Il s'appelait Abou Abdou. Il m'a donné son accord. Ceci évidemment ne plaisait pas aux gens de la révolution, mais j'ai fait ce qui m'a semblé juste et humain. Je me suis donc rendue à Foua avec une équipe de journalistes. J'ai rencontré différents groupes armés qui dépendaient du régime. Les hommes de l'une de ces milices ont accusé Abou Abdou de trahison et ouvert le feu sur nous. Nous avons négocié pendant vingt-quatre heures avec eux pour qu'ils ne nous arrêtent pas. Juste après, Abou Abdou a organisé notre départ. Pour lui j'étais une fille de la région, de la campagne d'Idlib et j'étais syrienne. Il mettait un point d'honneur à me protéger. Le milicien qui a voulu m'arrêter était membre du Parti social nationaliste syrien⁵. Ils ont décidé d'appeler un hélicoptère de Damas pour évacuer l'équipe venue avec moi. Quant à moi, Abou Abdou devait me raccompagner le lendemain matin jusqu'au barrage qui séparait Foua des autres villages de la campagne d'Idlib.

En pleine nuit, un homme nous a informés que des miliciens étaient postés devant la maison et qu'ils voulaient me tuer. J'ai regardé par la fenêtre et j'ai vu effectivement la maison entourée de militaires. Je devais fuir. Nous sommes sortis par la porte de derrière et avons filé en passant d'une cour de maison à l'autre. Le lendemain matin, je suis montée dans la voiture d'un autre chef appelé Abou Ali qui m'a conduite au barrage. Il m'a dit que les « voyous armés » (c'est ainsi qu'il désignait les rebelles) allaient tirer sur nous. J'étais dans une situation pénible, prise au piège du sectarisme. Les habitants de Foua et de Kafraya étaient quelques mois plus tôt nos voisins, des Syriens comme nous. Abou Abdou et Abou Ali m'ont sauvé la vie et pourtant ce sont des chiites pro-régime, donc, en principe,

mes ennemis. Nous n'avons pas réussi à passer le barrage. Il a fallu rester un jour de plus à Foua. Je suis finalement partie le surlendemain matin. Ironie du sort : lorsque j'ai raconté cette histoire en détail à un ami, il m'a avoué qu'il faisait le guet de l'autre côté du barrage au moment où Abou Ali me parlait des « voyous » qui s'y trouvaient. Il m'a dit qu'il aurait pu me tuer parce qu'il s'apprêtait à lancer une bombe sur notre voiture, mais l'électricité a été coupée à Binnich, et il n'a pas pu le faire. Par la suite, les révolutionnaires m'ont accusée à leur tour d'être un agent du régime.

Comme beaucoup d'autres femmes, j'ai poursuivi mes activités dans les régions libérées du régime sans porter le voile. Jusqu'à la fin de 2013, nous avons travaillé dans les différents domaines de l'urgence humanitaire et dans des ateliers de formation théâtrale et journalistique. Lorsqu'il a été décrété que les femmes ne pouvaient pas sortir sans le hijab, j'ai mis le voile. En 2015 j'ai été obligée de revêtir la tenue intégrale. En 2016, j'ai quitté définitivement la Syrie.

Jusqu'à mon départ, je me suis impliquée dans des projets pour aider les activistes médiatiques⁶ en collaboration avec l'Institut des études sur la guerre et la paix⁷. Mon rôle consistait aussi à collaborer avec des institutions, des réseaux et les bureaux des médias des conseils locaux. Lorsque Jabhat al-Nusra est apparue et a menacé les activistes, nous avons immédiatement soutenu ces derniers. Je me suis par exemple rendue à Raqqa en 2013 pour évaluer la situation et les besoins afin qu'ils puissent poursuivre leur travail de terrain. J'ai circulé sans voile devant les types de Daech. J'ai vu l'église qu'ils ont démolie. Puis ils ont enlevé le père Paolo⁸. J'ai alors fui la ville et n'y suis plus retournée.

Je suis allée en 2013 à Alep pour apprendre à des jeunes à écrire des articles de presse. J'ai découvert qu'il n'y avait pas de journalistes femmes. J'ai décidé d'en chercher pour les former. La mixité était interdite par les groupes armés. Je viens d'un milieu conservateur, je connais bien les réserves de notre société sur ce sujet. Mais les choses allaient bien au-delà : on nous imposait des règles strictes et rigides sur la séparation des sexes. Je suis ensuite revenue dans la campagne d'Idlib où j'ai travaillé en tant que formatrice dans un centre de femmes. Comme à Alep, j'ai entrepris de chercher des jeunes filles qui souhaitaient se former au journalisme. Nous en avons recruté deux. Maintenant, elles sont sept à vivre de ce travail.

L'une d'elles, âgée d'environ 25 ans, est mère de cinq enfants. Elle écrit sous un pseudonyme sur l'aggravation de la violence familiale due à la guerre. La plupart des femmes, quelle que soit leur région d'origine, n'utilisent pas leur véritable nom pour signer. Cela convient à leur mari : non seulement les activités de leur épouse restent secrètes, mais elles rapportent de l'argent au foyer.

J'ai travaillé dans la campagne d'Idlib jusqu'en 2014. Lorsque Daech a commencé à se battre avec les autres brigades, je me suis de nouveau installée à Alep. Je me contentais de courtes incursions dans la campagne d'Idlib.

À Alep, en raison de l'interdiction de la mixité, les femmes étaient privées de formation. J'ai fondé le centre « Mon espace » qui leur proposait des cours d'informatique, d'anglais et de français. Mais lorsque le régime a repris la région, nous avons été obligés de fermer le centre.

Je suis tombée enceinte de ma fille. J'ai continué à beaucoup travailler et voyager jusqu'au troisième mois de grossesse. J'ai décidé d'accoucher à l'étranger. Mon projet était de revenir plus tard à Alep où mon mari était resté. Mais Jabhat al-Nusra m'a accusée de trahison et m'a condamnée à mort.

Ma vie, c'est moi qui l'ai construite à la force du poignet : j'ai fait des études de journalisme et de traduction et j'ai beaucoup travaillé pour obtenir une bourse et faire un master à Londres. En Angleterre j'ai créé un blog où je publiais mes articles. Je voulais faire quelque chose de nouveau. Je suis contre le régime d'Assad, mais je considère les soldats morts dans les rangs de l'armée comme des victimes. Je conserve mon sens de l'humanité, et je n'adhérerai jamais au discours sectaire et violent des partisans de la révolution.

J'ai essayé de documenter l'expérience des femmes à travers cinq courts-métrages. Ces femmes se sont rebellées sur plusieurs fronts : contre le régime, contre la société, contre la religion et les traditions, contre Daech et les groupes armés islamistes de l'opposition.

Je me sens maintenant comme droguée. Je suis incapable d'éprouver de la joie ou de la peine, ou de l'amour envers qui que ce soit. J'élève ma fille par devoir et sentiment de responsabilité. Les échecs de la révolution, la violence qu'on nous a fait subir, les massacres commis par Assad... Tout cela m'a brisée. Je n'ai pas encore fait le deuil de la révolution, de toutes ces déceptions pour rien. Nous sommes descendus dans les rues pour protester, mais au final nous n'avons fait que renforcer l'oppression que subissaient les gens. J'ai le sentiment d'avoir participé à cette destruction. Je sais que je n'y suis pour rien, mais je culpabilise. Je me sens responsable.

Les groupes armés islamistes ont confisqué nos libertés. En 2013 par exemple, j'ai brandi une bannière à Kafranbel⁹ avec le slogan suivant : « La liberté pour mes amis Aktham Abou al-Hassan et Muhammad Nour, détenus dans les prisons de l'État islamique ». Tous deux activistes, ils ont été enlevés par Daech. En représailles, les brigades d'Ahrar al-Cham ont confisqué mon passeport lors d'un passage à un barrage de Bab al-Hawa. L'un d'eux m'a dit : « C'était joli la banderole que tu portais. » C'était une façon de me menacer indirectement. Il m'a aussi réprimandée parce que je circulais sans voile et sans être accompagnée par un *mouhram*, un homme de ma famille. Les femmes n'avaient pas le droit de voyager seules. Pour me déplacer, je m'inventais des proches et des *mouhrams* partout. Je lui ai lancé : « Tu veux que je te prouve qu'une femme est capable de combattre à ta place ? »

J'ai pris conscience de l'ampleur de la catastrophe dans laquelle nous trouvions. Ce qui fait mal – outre l'inaction de la communauté internationale, l'anomie sociale et religieuse, la destruction du pays et la résistance d'Assad –, c'est la haine que les gens ressentent les uns envers les autres pour des choses futiles. J'ai tout fait pour l'empêcher, et je ressens cette animosité comme mon plus grand échec. De nouvelles formes de violence, d'oppression, d'exploitation, de nouveaux profiteurs ont vu le jour. Je me suis beaucoup remise en question, nous nous sommes insurgés contre un régime brutal pour nous retrouver confrontés à des dictatures religieuses violentes. Les islamistes et les organisations qu'ils ont créées contrôlent nos moindres paroles. Ils nous ont empêchés de respirer. Le régime Assad nous a opprimés politiquement, eux ils nous tyrannisent politiquement et socialement. L'oppression des islamistes est beaucoup plus violente sur nous les femmes. Un jour, j'ai brandi une pancarte sur laquelle

j'avais écrit des mots de solidarité adressés aux personnes tuées dans la salle de rédaction de *Charlie Hebdo* à Paris. J'ai été aussitôt accusée d'athéisme parce que j'exprimais ma sympathie pour des victimes françaises. La Hisba m'a convoquée pour me soumettre à un interrogatoire, et m'a traînée dans différentes branches de la Sûreté islamique. On a interrogé mon mari. Pourtant j'avais accepté de porter le voile intégral. À cette époque je formais des femmes aux outils de l'information. Mais à cause de la pancarte, elles aussi s'en sont prises à moi. M'interrompant brutalement, l'une d'elles m'a lancé : « Tout sauf le Messenger de Dieu, je ne veux plus avoir aucun rapport avec toi. » Elle a dit qu'elle m'avait vue sur une photo en train de défendre des ennemis de l'Islam. J'ai témoigné au tribunal en expliquant que j'avais agi ainsi pour attirer l'attention du monde sur notre cause. Je voulais à tout prix qu'on cesse d'interroger mon mari. Et je ne voulais pas être bannie de mon propre pays par les islamistes. J'avais peur d'être obligée d'arrêter mon travail et mes activités, tout cela pour avoir simplement exprimé ma solidarité envers les victimes de *Charlie Hebdo*.

J'ai quitté la Syrie à contrecœur. Je vis actuellement en Turquie. Nous sommes vaincus. Nous revendiquions plus de liberté et de dignité et nous n'avons obtenu qu'asservissement et humiliation. Je me contente de prendre des nouvelles de mes amis. Je voudrais qu'ils sortent vivants des zones bombardées et assiégées. Je pense que cette catastrophe mettra un terme à notre rêve. Tout s'est effondré.

-
1. Sur cette manifestation, cf. page 71, note 2.
 2. Petite ville du nord-ouest de la Syrie, faisant partie administrativement du gouvernorat d’Idlib.
 3. Ville sunnite située à 7 kilomètres à l’est d’Idlib.
 4. Sur ces deux villages, cf. page 290, note 1.
 5. Créé en 1932 à Beyrouth, ce mouvement politique, intellectuel et militaire est aujourd’hui actif principalement en Syrie et au Liban. Il défend une idéologie pansyrienne et autoritariste. Depuis le déclenchement de la guerre en Syrie, sa branche militaire combat aux côtés de l’armée du régime syrien.
 6. L’expression « activistes médiatiques » désigne les activistes qui ont filmé le soulèvement syrien puis la guerre et se sont au fil des mois professionnalisés pour, d’une part, répondre à la demande des médias internationaux qui n’avaient pas accès au terrain et, d’autre part, enregistrer les preuves des violences commises par le régime et les groupes armés islamistes.
 7. L’Institute for War and Peace Reporting a été fondé en 1993. Son objectif est de publier des études sur les pays en guerre et de contribuer à la rédaction de rapports approfondis et exhaustifs sur les droits de l’homme. L’IWPR participe également à la fondation de médias locaux indépendants, à la formation de journalistes, de rédacteurs et de producteurs.
 8. Paolo Dall’Oglio, père jésuite d’origine italienne et activiste pacifiste, a vécu 30 ans à Mar Moussa, un couvent situé à 90 kilomètres au nord de Damas. Il a joué un rôle important dans la révolution syrienne et critiqué vigoureusement le régime de Bachar al-Assad. Daech l’a enlevé en 2013 dans la ville de Raqqa.
 9. Ville de la région d’Idlib devenue célèbre pour ses graffitis et banderoles satiriques fustigeant le régime et les groupes djihadistes.

Fatima

Je m'appelle Fatima. Je suis originaire de la ville de Quneitra¹ et j'ai 27 ans. J'étais étudiante en quatrième année de pharmacie à l'université de Damas lorsque la révolution a débuté. Au départ, je n'ai pas compris les raisons qui ont poussé les gens à se soulever, car il nous était interdit d'avoir la moindre conscience politique. Depuis notre plus jeune âge, on nous apprenait qu'il était défendu d'aborder des questions politiques. Mes parents ont eu très peur quand j'ai commencé à participer aux manifestations. Mais ils n'ont rien dit et m'ont simplement demandé de ne pas aborder le sujet devant eux.

J'ai eu vent de disparitions d'amis arrêtés pour avoir pris part à des manifestations. Je discutais des événements avec mes camarades de l'université, en particulier ceux originaires de Deraa. En août et septembre 2012, j'ai participé aux manifestations à Quneitra, à l'insu de mes parents. Au départ, j'étais la seule fille présente dans ces rassemblements et à les filmer. Quand les hommes de la Sûreté chargeaient et arrêtaient les manifestants, je me cachais. Les protestataires avaient entre 18 et 19 ans, ils brandissaient le drapeau de la révolution en clamant : « La Syrie est à nous, elle n'est pas la propriété de la famille Assad. » Un jour, une manifestation est partie d'une mosquée : les forces de l'ordre sont entrées dans la salle de prière pour battre l'imam. Dans un autre rassemblement, ils ont battu et arrêté les gens sous mes yeux. Il y avait très peu de femmes.

Je n'aurais jamais imaginé que des manifestations puissent avoir lieu dans ma petite ville, parce qu'elle était quadrillée par les hommes de la Sûreté. En revanche, je n'ai pas participé aux protestations qui sont parties de mon université à Damas. Lors de ces manifestations, un grand nombre de personnes ont été arrêtées. Je me suis contentée d'observer. J'ai pris conscience de l'injustice dans laquelle nous vivions. Il m'était dorénavant impossible de me taire. Je me suis mise à imprimer des tracts et à les

distribuer avec un ami. Je travaillais à l'époque dans une pharmacie tout en poursuivant mes études. Je communiquais par Skype avec les bureaux d'information des comités de la révolution et je collectais des dons pour les déplacés venus à Damas en provenance de Hajar al-Aswad, de Homs et de Nahr Aiché. J'ai également essayé avec quelques amis de créer une association caritative pour l'achat de médicaments et de vêtements.

En 2012, en pleine période d'examens, les forces de la Sûreté ont appelé mes parents pour me convoquer. J'y suis allée tout de suite. Ils m'accusaient de collaborer avec l'Armée libre, ce qui était complètement faux : je n'ai jamais travaillé avec des militaires. J'ai été arrêtée pendant deux jours pour être interrogée, puis on m'a relâchée.

Des rumeurs selon lesquelles je fricotais avec des terroristes ont circulé, mais je ne leur ai prêté aucune attention. J'ai continué mes activités qui consistaient à fournir des médicaments et à venir en aide aux blessés. J'étais en permanence à la recherche de doses d'insuline, notamment pour les régions assiégées comme Daraya.

Je travaillais de longues heures à la pharmacie, je ne pouvais pas laisser les gens mourir sans leur venir en aide. Un jour, un militaire blessé de l'armée du régime a débarqué, il n'avait pas d'argent. Je travaillais avec une collègue pro-régime qui a pourtant refusé de lui donner le traitement dont il avait besoin. Je l'ai fait malgré son opposition, ce qui a créé un différend entre nous. J'ai accompli mon devoir par humanité. De nombreux soldats du régime venaient chez nous : je les ai toujours aidés à faire leurs pansements. Ils étaient pauvres, je devais leur porter secours.

Les hommes de la Sûreté ont pris d'assaut notre maison pour m'arrêter. Ils me connaissaient tous. J'avais prodigué des soins à la plupart d'entre eux. Au début, ils ont été gentils, ils étaient surpris d'apprendre que j'étais recherchée. J'ai caché la carte SIM de mon téléphone portable. Mon père a toujours rêvé d'un grand avenir pour moi. Il a insisté pour m'accompagner, mais ils ont refusé. Ils m'ont conduite au siège de la Sûreté que Jabhat al-Nusra avait fait exploser quelque temps avant. En entrant, j'ai vu des couloirs bondés de prisonniers torturés. Des jeunes aux vêtements déchirés, le corps couvert de bleus et les yeux bandés. Un grand type m'a prise en

charge, en criant sur les hommes qui m'avaient laissée voir les détenus. Ils m'ont bandé les yeux et accusée de collaborer avec les terroristes. Puis, ils m'ont amenée chez l'inspecteur qui m'a insultée et violemment battue. J'ai senti la présence de plusieurs hommes autour de moi, ils m'ont tous rouée de coups et m'ont posé des tas de questions dont j'ignorais les réponses. Quand je répondais que je ne savais rien, ils me frappaient encore plus fort. Ils ont fait venir un type qui m'a cognée avec une rage haineuse alors que j'étais enchaînée. Je crois qu'il voulait me tuer.

Un autre inspecteur n'arrêtait pas de répéter qu'il n'était pas un monstre en reprenant la même litanie sur mes liens avec les terroristes. Je répondais : « Je n'ai rien à voir avec ces accusations. » Il était originaire de Homs et était effectivement plus gentil que les autres. Il m'a dit : « Je crois en Dieu tout comme toi, et vous voulez nous tuer, nous les alaouites. Pourquoi ? Réponds-moi ! » Je lui ai répliqué : « Je ne fais aucune différence entre les Syriens. Je ne m'intéresse pas à la religion des gens. » Je lui ai aussi dit que j'étais venue en aide à des personnes de tous les bords, que j'étais syrienne avant toute chose et que je ne comprenais rien à ce qu'il disait à propos des alaouites, des chiïtes ou des sunnites. Il a fini par me laisser tranquille sans m'avoir torturée. Des hommes sont venus me chercher. Ils m'ont obligée à dormir sur un banc d'école dans le couloir par lequel j'étais entrée. Ils m'ont enveloppée dans une couverture crasseuse pour me cacher : pas un seul cheveu ne devait dépasser. J'ai failli suffoquer. Autour de moi il y avait ces jeunes hommes nus. Je n'ai pas fermé l'œil et j'avais peur de tourner la tête, car les types m'avaient dit que je devais faire semblant d'être morte. Je n'ai pas compris pourquoi.

J'ai tremblé jusqu'à l'aube. J'étais incapable de contrôler mes dents qui claquaient tellement fort que tout le monde m'entendait. Je suis restée ainsi, dans cet état hystérique, pendant deux jours. Ils m'ont menacée de m'exposer toute nue dans le couloir où se trouvaient les jeunes hommes dévêtus si je refusais de manger. Je me suis aussitôt exécutée alors qu'ils continuaient de me frapper sauvagement. Je suis restée deux jours debout face à un mur sans bouger. Ils me battaient et me donnaient des coups de pied en passant.

Ils m'ont fait subir la torture de la « chaise allemande ». Ils m'ont mise à plat ventre sur une chaise métallique, ensuite ils ont introduit mes épaules et

mon dos dans le cadre jusqu'à ce que mon corps soit complètement courbé. J'ai hurlé de douleur. Un tortionnaire originaire de Deraa a posé son pied sur mon dos. De temps à autre, il écrasait mes mains sur les chaînes métalliques qui s'enfonçaient dans ma peau. La douleur était insoutenable. Ils ont continué à m'infliger ce martyre pendant deux jours. Entre les séances, je subissais une torture morale. Ma cellule était ce couloir où j'étais à chaque fois enveloppée dans une couverture au milieu d'hommes nus.

Je leur ai dit que j'étais une simple pharmacienne, que j'avais aidé tout le monde y compris les soldats du régime et que j'avais fait cela par devoir humain.

Les séances de torture aux électrodes ont débuté par les pieds. Ma gorge se desséchait à cause des décharges électriques. On me donnait à boire et on recommençait à me torturer. Les cartilages de mes genoux ont fini par se déchirer, mes mouvements sont devenus douloureux. Encore aujourd'hui, je ne peux plus bouger les jambes normalement à cause de l'inflammation des articulations causée aussi par l'humidité de la prison. Ils ont continué de me torturer, mais j'ai arrêté de réagir. J'ai arrêté de pleurer et de crier. J'étais anéantie, brisée et choquée par les accusations portées contre moi.

La dernière fois que j'ai été battue, c'était quand ils m'ont demandé de secourir un jeune homme. Ils l'avaient sauvagement torturé. Ils ont été pris de panique lorsque l'un d'eux a crié qu'il était mort. Ils auraient voulu lui extirper quelques informations avant son décès. Ils m'ont demandé de le soigner. Le sang giclait de tout son corps, ses plaies étaient ouvertes et profondes, et sa chair en lambeaux. Il haletait parce qu'il agonisait. J'ai demandé du sel, car sa tension était basse. J'avais très peur qu'il meure entre mes mains, j'étais couverte de sang. Ils lui ont apporté des sucreries, de la nourriture et du sel. Un officier m'a saisie par la gorge et a essayé de m'étrangler parce que j'avais bougé de ma place pour essayer de sauver le jeune homme. Lorsque j'ai réussi à lui dire que j'exécutais les ordres d'un autre gradé, il m'a relâchée.

Le lendemain ce même officier m'a une nouvelle fois saisie par la gorge et soulevée contre le mur. Je suffoquais. Il a prétendu m'avoir protégée de

séances sexuelles. Il a ajouté que j'étais une fille cultivée et éduquée et que je devais m'opposer au chaos qui se répandait dans le pays. Ensuite, il m'a transférée au tribunal. J'avais toujours les yeux bandés et j'ignorais ce qui se passait autour de moi.

Le personnel de la prison n'était pas composé que de brutes épaisses. Des gardiens ont été moins durs, presque gentils avec moi. Rien à voir avec ces inspecteurs capables de passer la flamme de leurs briquets sur les corps nus des jeunes gens dont j'entendais les cris.

Début juin 2013, on m'a transférée dans les locaux de la branche Palestine à Damas où je suis restée jusqu'au 10 mars 2014. Ils m'ont jetée dans une petite cellule de quatre mètres carrés avec douze autres filles. Le nombre des détenues augmentait au fil des jours. Nous étions vingt-sept quand je suis sortie. J'étais devenue à moitié folle, je posais sans arrêt des questions sur la chaise allemande. Je ne pouvais pas m'arrêter de parler, je n'arrivais pas à me contrôler. Depuis que j'ai subi la chaise allemande, j'ai perdu toute assurance. Encore aujourd'hui, j'ai un sentiment d'insécurité permanent, qui restera probablement jusqu'à ma mort.

Un jour, une prisonnière a chanté. Sa voix était belle, poignante. Pour la première fois depuis mon arrestation, j'ai éclaté en sanglots en l'entendant. Qu'on m'accuse de terrorisme me bouleversait. Je sais bien que les islamistes nous ont confisqué la révolution, mais la terreur exercée par le régime et les hommes de la Sûreté leur ont ouvert la voie. Mes geôliers prétendaient que tous les insurgés étaient des terroristes, c'était complètement faux.

Dans notre cellule, il y avait une femme qui avait fait partie des *chabbiha* du régime. Elle avait prétendu que trois femmes avaient comploté avec l'Armée libre pour la kidnapper. Lorsque l'inspecteur a découvert son mensonge, il l'a fait arrêter et a libéré les femmes. Cela m'a étonnée parce que cette dame était alaouite comme l'inspecteur, tandis que les trois autres étaient des sunnites. J'étais anéantie par tout ce qui se passait... Ils pensaient que nous étions révoltés contre eux parce qu'ils étaient alaouites et, dans notre camp, beaucoup de gens considéraient tous les alaouites comme des criminels. Les Syriens ne se connaissent pas les uns

les autres, des barrages de crainte et d'ignorance se sont dressés entre les communautés, empêchant que s'établissent des relations humaines entre elles. Ce constat m'a affligée. J'étais brisée psychologiquement.

En prison je n'arrivais pas à manger à cause de l'odeur des corps enflés d'abcès et couverts de gale et de boutons. Il y avait des cafards partout. Une détenue faisait des crises de nerfs chaque fois qu'on nous apportait à manger. Sa famille était assiégée dans le camp de Yarmouk. Elle hurlait que le régime d'Assad affamait ses parents. Les gardiens venaient la tabasser. Elle n'arrêtait pas d'insulter Bachar al-Assad. Elle m'a protégée pendant toute la période de mon incarcération. Elle était à la fois cultivée, généreuse et très loyale, mais elle était aussi capable de mordre une prisonnière pour une cigarette. Un jour, elle a eu ses règles. Nous n'avions ni savon ni serviettes hygiéniques dans notre cellule. Elle s'est mise à hurler : « Je veux du savon ! » Les gardiens ont fini par lui en donner un morceau. Elle l'a fourré dans sa bouche et l'a avalé en pleurant. Il y avait une caméra fixée au plafond qui nous filmait jour et nuit. Une autre fois, elle s'est approchée de l'objectif de la caméra et a crié très fort : « Écoutez... écoutez, l'homme à cause duquel vous m'avez emprisonnée trafiquait des armes pour vous, pas pour l'Armée libre ! »

Après une longue attente, l'examen de mon cas a enfin commencé. J'en aurais presque fait la fête. L'inspecteur qui m'a fait venir était surnommé Daas, « celui qui piétine ». Tous les inspecteurs s'appelaient ainsi : il y avait Daas I^{er}, Daas II, ... Ils méprisaient les intellectuels et les insultaient en permanence. Avec moi, ils ont procédé de la même façon que dans les autres centres de la Sûreté où j'ai été emprisonnée, excepté la chaise allemande.

Le jour de mes 24 ans j'étais encore en prison. J'étais anéantie.

Je supervisais la distribution des médicaments aux prisonnières.

S'il n'y avait pas eu cet accord entre le régime et les factions armées de l'opposition, je serais restée en prison. J'ai eu de la chance. Après ma libération, j'ai tout de suite quitté la Syrie et suis maintenant réfugiée en Europe où j'essaie de reprendre mes études.

Je dors très peu et je ne crois plus en rien, pas même en la justice. Je fais des cauchemars. La prison est toujours en moi. Je ne supporte pas d'être enfermée dans une pièce, même dans ma chambre. J'ai immédiatement le sentiment de revenir dans ma cellule. Je tourne en rond comme un lion en cage. Je préfère rester seule, la solitude me protège. Je parle bien anglais et j'ai des qualifications scientifiques, mais je me sens brisée.

Je n'oublierai jamais ces jeunes gens au corps déchiqueté qui tombaient sur moi, nus, agonisants. Je n'oublierai jamais la terreur qui me serrait la gorge. Je n'oublierai jamais la privation de sommeil, les interrogatoires qui pouvaient survenir à toute heure de la nuit.

Je rêve tout le temps de mes parents.

Je n'oublie pas non plus que nos geôliers mangeaient la même nourriture que nous, immonde et sans sel. Eux aussi étaient prisonniers dans ces sous-sols. Ils étaient pauvres comme nous. Certes, c'étaient eux les persécuteurs et nous étions leurs victimes. Nous étions leurs prisonniers. Mais quelque part, on peut dire qu'en nous torturant, ils se sont eux-mêmes faits prisonniers. Je sais que la mécanique de l'oppression est complexe, nos gardiens ne pourront jamais pleinement comprendre l'horreur qu'ils nous ont fait subir, même ceux qui étaient parfois gentils avec nous. À tout instant un détenu risquait de mourir entre leurs mains sous la torture.

La justice doit être impartiale : j'espère que ces hommes seront jugés, et qu'ils prendront la mesure de l'injustice et de l'oppression qu'ils nous ont fait subir. Ce qui est cassé en moi ne sera pas reconstruit, ils m'ont privée du droit de vivre dans mon pays auprès de ma famille. Mes geôliers hantent tous mes cauchemars. Je ne veux pas oublier ce qu'ils m'ont fait. J'ai fait l'expérience au plus profond de moi du déni de justice que subissent les Syriens. Cette expérience me maintient en vie et m'encourage à poursuivre mon combat contre la tyrannie que ces hommes représentent. Finalement, ce sont eux les barbares. Ils ont perdu leur humanité alors que moi j'ai gagné la mienne.

¹. La ville dont il est question dans ce témoignage est « Quneitra la nouvelle » également appelée Madinat al-Baas (Ville du Baas). Elle a été construite dans les années 1980 pour remplacer la Quneitra historique, entièrement détruite par Israël pendant les guerres de 1967 et de 1973. Elle se trouve dans la partie du Golan administrée par la Syrie, à 12 kilomètres au nord de l'ancienne Quneitra. D'après une estimation, en 2010, elle comptait 4 500 habitants.

Faten

Je m'appelle Faten. J'avais 24 ans lorsque la révolution a débuté. Je suis née à Douma¹ et je continue de vivre dans cette ville que je ne quitterai jamais. Ma famille était contre le parti Baas. Avec mes frères et sœurs, toute notre enfance nous avons baigné dans les récits d'arrestation et de torture des 1980. Un grand nombre de pharmaciens et de médecins arrêtés par le régime sous prétexte qu'ils étaient Frères musulmans étaient originaires de Douma.

Je suis croyante et pratiquante. Enfant, j'ai fréquenté les cercles de la *qubaysiya*² et j'ai même atteint un rang élevé dans leur hiérarchie. J'avais besoin d'appartenir à un groupe et de donner un sens à ma vie, chose que les partis politiques tolérés par le régime, tous corrompus, ne pouvaient me donner. Cependant j'ai fini par quitter la *qubaysiya*. Je me suis engagée comme bénévole dans une association caritative. J'ai essayé de développer mes compétences dans le domaine en suivant des stages de volontariat de l'UNESCO. J'ai également fondé avec quelques amis à Douma un centre d'éducation sociale pour les enfants pauvres. Parallèlement à ces activités, je poursuivais mes études de géographie à l'université de Damas.

J'ai ouvert dans ma maison des cercles d'apprentissage du Coran. Je suis très pratiquante, mais ouverte d'esprit. L'islam constitue la base de mes réflexions et j'ai acquis une bonne connaissance des sciences religieuses. Cela ne m'empêche pas de vouloir une Syrie laïque, car la diversité communautaire syrienne ne permet pas l'instauration d'un califat islamique et je pense que le droit civil ne contredit pas la religion ; c'est l'homme qui, individuellement, est responsable des infractions à la loi divine.

Pour ma famille, le nom des Assad est associé à des souvenirs douloureux. Nous savions depuis longtemps que nous ne vivions pas dans un État de droit. La colère grandissait chez les gens dont les croyances et

les traditions religieuses étaient bafouées. Dans les années 1980, les cousines de mon père ont été obligées de retirer leur voile à l'école. Leurs parents leur ont interdit d'y retourner. En conséquence, deux générations de filles ont été privées d'éducation à Douma. Quant à moi, j'ai eu de la chance parce que cette interdiction a été levée quand j'ai eu l'âge d'aller à l'école. Mais le mal était fait : nous avons deux générations de femmes analphabètes.

La première manifestation à laquelle j'ai participé a eu lieu le 3 avril 2011. Ce jour-là, les hommes de la Sûreté ont tué onze personnes. Nous pleurions en scandant : « Liberté, liberté ! » Ensuite, je n'en ai plus raté aucune. Les femmes qui y prenaient part avaient eu, pour la plupart, des proches assassinés dans les mouvements de protestation précédents. Les hommes se mettaient toujours devant et les femmes derrière. Le dernier grand rassemblement a eu lieu après la libération de Douma le 25 octobre 2012. Par la suite les femmes ont arrêté de descendre dans la rue, et les hommes étaient beaucoup moins nombreux à cause des bombardements continuels. Ceux-ci visaient notamment les mosquées, points de départ des défilés.

À la fin de 2016, nous n'étions plus que quatre femmes à manifester. Nous organisions des campagnes de protestation et de soutien en solidarité avec Alep. La mobilisation civique et pacifique s'est peu à peu éteinte et beaucoup de gens cultivés ont quitté Douma.

Dans notre ville, il y avait des mouvements religieux comme la Naqchbandiya³ et le salafisme. Il y avait aussi des partis politiques comme celui des socialistes. Aucune de ces mouvances, religieuses ou pas, n'a épargné les femmes.

J'ai été arrêtée deux fois par le régime, en janvier 2012 et le 25 septembre de cette même année.

Avec des amies, j'ai créé le comité de coordination des femmes révolutionnaires de Douma. Nous étions bénévoles dans les domaines de l'aide humanitaire et de l'information. J'ai été l'une des premières journalistes de notre comité. Par la suite, mon travail dans la

communication et l'information s'est développé. Nous étions vingt-neuf femmes à travailler jour et nuit, en charge d'assurer la sécurité et la protection des déserteurs de l'armée du régime. Nous leur fournissions un hébergement et de la nourriture. J'ai fait entrer un groupe de journalistes étrangers à Douma. Cela m'a valu une première arrestation.

J'étais sur le point d'obtenir ma licence lorsque Abd al-Nasr Chamir, le chef de la brigade al-Baraa⁴, a fait enlever quarante-huit Iraniens en septembre 2012. Ce jour-là, j'étais en route vers l'université. Des hommes du régime m'ont arrêtée. Ils m'ont conduite à la branche 215 « Escadron des assauts » de Kafar Soussé⁵. Ils m'ont torturée pendant un mois complet pour obtenir des informations sur les Iraniens kidnappés. Les types qui m'ont arrêtée étaient en contact direct avec Bachar al-Assad. Ils ont fait preuve d'une grande inventivité dans leurs techniques de torture. Ils ne m'ont pas fait subir de sévices sexuels, mais ils sont allés très loin pour me rabaisser et m'humilier.

Je suis sortie suite à un accord entre les Iraniens et la brigade al-Baraa, conclu grâce à l'organisation turque IHH⁶. On m'a conduite dans la résidence de l'ambassadeur d'Iran. Celui-ci m'a conviée à sa table. « Nos pèlerins sont chez vous », m'a-t-il dit. En effet, les autorités iraniennes prétendaient que les hommes kidnappés étaient des pèlerins. Certes la majorité d'entre eux étaient des civils, mais parmi eux il y avait dix-sept membres de la Garde révolutionnaire iranienne. Je n'ai rien répondu. Après tout je n'étais pas responsable de leur enlèvement. Et ces hommes n'étaient certainement pas des pèlerins. L'ambassadeur a été cordial avec moi et m'a suggéré de quitter la Syrie avec la délégation turque qui menait les négociations. De leur côté, les négociateurs turcs m'ont proposé tout de suite de travailler pour eux. Les otages iraniens étaient réellement détenus par un groupe armé de Douma. Nous étions cinq femmes et trois hommes à avoir été enlevés par le régime pour procéder à l'échange. Le chef de la brigade al-Baraa exigeait notre libération. L'accord a mis du temps, mais il a été finalement conclu et nous sommes sortis de prison.

Je suis rentrée à Douma et me suis directement engagée dans la Défense civile⁷.

Une grande partie de la population a quitté la ville le 25 octobre 2012, le jour du premier raid aérien. Seuls les plus pauvres sont restés. Nous avons décidé de fonder un centre éducatif pour les enfants appelé Iqraa⁸. Il a ouvert ses portes le 1^{er} décembre 2012. Une semaine plus tard, nous avons deux cent cinquante enfants. Zahran Allouch⁹ est venu nous voir en personne pour nous proposer son aide. À l'époque, il commandait Jaych al-Islam. Nous avons accepté sa proposition à condition qu'il ne s'immisce pas dans nos affaires. Par la suite, nous avons ouvert quatre autres centres pour subvenir aux besoins de la population. C'est à cette date également qu'a été créé le Conseil consultatif islamique de Douma composé de seize cheikhs, choisis en fonction d'un système de quota parmi les soufis et les salafistes. Seuls trois d'entre eux appartenaient à d'autres tendances religieuses. C'était une sorte de haut conseil. Cette instance a mis en place une police, des prisons, un système judiciaire et un conseil local. Les cheikhs du Conseil consultatif islamique ont nommé leurs proches, souvent des membres des groupes armés, pour travailler dans ces nouvelles structures. C'est à partir de ce moment que des pressions ont été exercées sur notre centre, sur la Défense civile et sur l'ensemble des activistes.

Il y avait à Douma plusieurs factions armées dont Liwa al-Islam, la brigade al-Baraa, les Martyrs de Douma, les Lions de la Ghouta, les Lions d'Allah, les Chabab al-Houda. Les courants salafistes consolidaient leur emprise sur la population. Je suis entrée en conflit avec eux parce que, selon moi, l'enseignement et la justice ne devaient pas être sous la tutelle des militaires. J'ai fait valoir mon titre de directrice d'Iqraa pour interdire l'entrée du centre aux hommes armés. Les factions distribuaient leurs insignes aux enfants, elles offraient des bandeaux à leur nom pour que les gens les portent en signe d'allégeance. J'ai imposé le drapeau de la révolution dans tous les centres et interdit les bannières des groupes armés. C'était ma façon de refuser leur contrôle. Le système éducatif que nous avons adopté n'était pas religieux. Avec mes collaboratrices, nous voulions réaliser notre rêve de créer une génération différente, nous avons mis en place un programme éducatif original et avons inventé de nouvelles méthodes d'enseignement. Nous avons nettoyé les écoles et les avons équipées nous-mêmes. Nous étions très attentives aux questions d'hygiène : pour lutter contre les épidémies de poux, nous avons fait venir des coiffeurs. Nous donnions des vêtements à nos élèves pour qu'elles se changent et restent en bonne santé. Des gens ont prétendu que je constituais

un danger pour l'éducation des enfants parce que mes convictions religieuses étaient perverties. J'ai essayé de dialoguer avec eux tout en refusant de me plier à leurs exigences. Le bras de fer que j'ai engagé a été très dur. Au même moment, les bombardements s'intensifiaient. J'avais de plus en plus de contraintes financières, car mon frère qui était notre soutien de famille a été arrêté et j'ai donc dû subvenir aux besoins de mes proches. Douma s'était vidée de sa population instruite et de ses intellectuels. Ceux qui sont restés ont été tués les uns après les autres. Je m'opposais ouvertement aux factions armées en leur disant : « Je me suis révoltée contre l'oppression d'Assad et vous me persécutez en retour. Je ne céderai pas à vos ordres ! »

Au début de 2013, il est devenu clair qu'aucune femme ne pourrait jamais obtenir de position d'autorité, excepté celles qui se soumettraient aux ordres de ces hommes. Les factions armées n'étaient pas les seules à se comporter ainsi : les salafistes, les Frères musulmans et même les laïcs ne valaient pas mieux.

Lors du siège de Douma, j'ai perdu trente kilos. Nous sommes devenus très pauvres. J'ai continué à travailler avec le comité de coordination des femmes révolutionnaires, mais très vite j'ai eu un conflit avec ses membres parce que Jaych al-Islam avait fini par tout contrôler. La montée en puissance des hommes armés s'est accompagnée d'une radicalisation religieuse. La tenue salafiste est devenue la règle, ainsi que le port du *mandil*, ce foulard qui couvre entièrement le visage des femmes et tombe jusqu'à mi-poitrine. J'ai refusé de le porter et j'ai continué de mettre des vêtements colorés et des baskets. Cela me distinguait des autres femmes et me faisait apparaître comme une excentrique. Le paradoxe, c'est que les types qui voyaient en moi une mécréante étaient ceux-là mêmes qui, avant la révolution, me considéraient comme une grande dévote.

Ils ont imposé aux femmes de rester chez elles de façon indirecte. Les bombardements et les combats les ont aidés. La polygamie a augmenté, des histoires de gamines mariées à 13 ou 14 ans ont circulé. La religion n'est pas la seule en cause dans ce domaine : le facteur économique a joué un rôle tout aussi important. Je pense que l'une des pires conséquences de la guerre a été cette régression sociale. Plusieurs raisons ont contribué à cela. Entre autres, le fait que les gens éduqués ont déserté la ville et laissé la

place aux plus incultes pour la diriger. Certes, une partie des riches commerçants de Douma est restée, mais certains d'entre eux étaient des salafistes. Je suis contre l'idée selon laquelle l'extrémisme religieux aurait surgi de nulle part ou serait seulement la conséquence de la violence du régime. Il a toujours existé à Douma. Avant la révolution, le régime avait jeté en prison la plupart de cheikhs salafistes. Zahran Allouch lui-même était originaire de notre ville. Il était détenu à Saidnaya et a été libéré avec un certain nombre de ses acolytes extrémistes en mars 2012. Je suis de Douma et je sais exactement ce qui s'y est passé : l'Arabie Saoudite et le Qatar rivalisaient pour soutenir les groupes armés. Par exemple, la Légion al-Rahman était soutenue par le Qatar, et Jaych al-Islam par l'Arabie Saoudite depuis sa création en 2012. Des jeunes éduqués, bien élevés et engagés ont rejoint les rangs de cette dernière alors qu'elle n'était encore qu'un bataillon nommé Sariyat al-Islam. Ils ont prétendu qu'ils n'avaient aucune ambition politique. Tout a changé par la suite.

On a voulu occulter certains faits. Par exemple, on a affirmé que la tenue afghane n'existait pas avant la révolution. C'est faux ! Il y avait des salafistes qui s'habillaient de cette façon, et les femmes s'étaient mises à porter des gants noirs avant le soulèvement. Lorsque Zahran Allouch a pris le pouvoir, les gens ont embrassé sa doctrine pour intégrer son cercle. Ils se sont de cette façon arrogé le pouvoir militaire et économique. Faire preuve d'intransigeance religieuse était devenu une façon de se rapprocher du pouvoir.

Je suis convaincue que la religion musulmane n'impose rien sous la contrainte, mais ces gens ont imposé leur vision des choses par la force. Un jour, nous avons décidé d'organiser une fête en l'honneur des organisations qui travaillaient à Douma. Il nous fallait une autorisation du genre de celles que délivrait la Sûreté du régime. L'un des cheikhs de la Hisba m'a expliqué que cette fête était contraire à la loi divine, parce qu'elle réunissait des hommes et des femmes. J'ai essayé de dialoguer avec lui en invoquant des arguments religieux et légaux, mais il a menacé de m'arrêter avec ceux qui m'accompagnaient si nous maintenions cette fête. Ce type allait jusqu'à organiser des patrouilles de surveillance des fêtes de mariage pour vérifier qu'aucun homme ne se trouvait dans la partie réservée aux femmes. La musique était interdite prétendument en application de lois islamiques. Les filles qui portaient des robes colorées et laissaient voir une parcelle de leur

corps étaient punies. À la Hisba, des femmes exécutaient les châtiments ordonnés par des hommes. Ceux qui travaillaient pour la Hisba n'étaient pas religieux avant la révolution, le pouvoir qu'ils avaient sur les gens leur faisait tourner la tête. Les épouses des hommes armés de l'opposition occupaient souvent des postes importants. Elles se sont enrichies grâce aux donations destinées à des projets de secourisme et de développement. Tout cet argent était dilapidé parce qu'on le confiait à ces femmes mariées à des hommes influents dans les groupes armés. Elles faisaient partie d'un système de corruption. Avec leurs maris, elles formaient une classe de nantis face à une masse de gens misérables. Et nous, les femmes activistes engagées dans la révolution, nous avons été socialement rejetées parce que nous avions plus de 20 ans et que notre travail impliquait qu'on circule et qu'on côtoie des hommes. Cette situation a poussé beaucoup d'entre nous à fuir la Ghouta. Même les étudiantes en médecine, originaires de Douma, ont été obligées d'arrêter leurs activités de secourisme et de quitter le pays à cause de la pression des hommes qui limitait leur liberté et leurs mouvements.

Dans l'ensemble, les femmes étaient exclues des centres de pouvoir dans la Ghouta. Elles se tenaient à l'écart en partie parce qu'elles avaient peur des réactions de la société. Elles redoutaient notamment la Hisba, car les punitions que celle-ci infligeait nuisaient à leur réputation et exposaient leurs parents à l'exclusion et à la honte.

En 2016, nous avons organisé une manifestation de femmes pour réclamer l'unification des groupes armés de la Ghouta. Seules quinze femmes y ont participé, majoritairement des divorcées ou des veuves. Les autres sont restées chez elles parce qu'elles avaient peur de ne pas pouvoir se marier dans une société devenue toujours plus conservatrice à cause de la guerre. Le simple fait d'avoir participé à des protestations et fait de la politique signifiait avoir eu des relations avec des hommes. Même nos amis nous disaient qu'ils n'épouseraient pas des femmes qui de près ou de loin avaient côtoyé des hommes. Et puis maintenant, je l'ai déjà dit, les hommes n'ont que l'embarras du choix : le mariage précoce est devenu monnaie courante et la polygamie encouragée et normalisée. Ils ont changé à cause du repli de notre société, à cause du siège, des bombardements et de l'extrémisme religieux soutenu financièrement. Eux-mêmes sont désorientés et subissent une immense pression sociale.

Les femmes n'avaient aucun pouvoir décisionnaire, elles étaient réduites au rôle de simples exécutantes. Dans le secteur éducatif à Douma, elles constituaient 80 % des employés. Pourtant, aucune n'occupait un poste de direction. « Ne connaîtra jamais la prospérité le peuple qui confie ses affaires à une femme », ce hadith était devenu le leitmotiv des hommes qui nous dirigeaient. Cela me rendait furieuse. J'ai fondé les premiers centres éducatifs. Dès le début de la révolution, j'ai fait partie de ceux qui ont persuadé les rebelles qu'il était nécessaire de préserver les institutions de l'État, les écoles en priorité. Dans les locaux du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de la Ghouta, seize départements ont été créés pour gérer différents secteurs : l'enseignement supérieur, la médecine, etc. Tous ces départements étaient dirigés par des hommes, et les postes de premier et second rangs étaient confiés à des hommes également. Leurs salaires étaient beaucoup plus élevés que les nôtres. Sans qu'aucune loi l'exige, cette discrimination était bien réelle. Les hommes occupaient les postes administratifs et restaient derrière leur bureau, et nous, les femmes, étions jour et nuit sur le terrain dans les écoles pour assurer l'éducation des enfants. Nous avons protesté et revendiqué l'égalité des revenus. En vain. Personne n'a voulu nous entendre. Nous travaillions dans ces conditions sans relâche, malgré les bombes et les massacres. Même dans les conseils locaux, nous n'étions là que pour faire de la figuration. Les hommes nous considéraient comme inférieures. La montée en force du radicalisme religieux a intensifié cette discrimination. À cela, s'est ajouté le fait qu'à cause de la violence, les gens ne se faisaient plus confiance.

La pression sociale que je subissais en tant que femme m'atteignait plus que les bombardements. Nous étions assiégés et pilonnés par le régime et les Russes, et de surcroît nous étions harcelées par les factions armées de l'opposition et par notre entourage. Le moindre pas de côté et c'en était fini de notre réputation. En conséquence, les femmes sont devenues excessivement prudentes et se sont mises à tout accepter pour assurer leurs arrières et ne pas compromettre leur chance de se trouver un mari.

À Douma, il y avait une prison pour femmes. Elle a été créée début 2012, après la libération de la ville, au moment où la Brigade des Martyrs de Douma dominait. Cette prison sur deux niveaux était dirigée par une femme épaulée par des adjointes. C'est elle-même qui exécutait les basses œuvres.

Elle a fait emprisonner un grand nombre de personnes sous prétexte qu'elles travaillaient pour le régime. C'est elle également qui a organisé le kidnapping de femmes alaouites et druzes à Jaramana¹⁰, qui a négocié leur libération avec les familles et a encaissé les rançons. Parmi ces filles, il y avait une handicapée mentale nommée Salwa Saour qu'elle torturait elle-même. Le médecin a dit qu'il fallait l'interner. La gamine a réussi à s'enfuir, mais elle a été rattrapée. Puis on a annoncé qu'elle s'était suicidée. On a envoyé sa dépouille à sa mère qui a déclaré que des marques de torture étaient visibles sur sa peau.

On ignore tout des centres de détention qui dépendaient de Zahran Allouch. Il y avait, entre autres, la prison dite « du repentir », un lieu tenu secret dont personne ne pouvait s'approcher. Nous ignorions où il détenait les femmes. Lorsque Jaych al-Islam a kidnappé les mères et les épouses des officiers d'Adra¹¹, personne n'a su où elles étaient cachées.

Quand Razan Zaitouneh et Samira al-Khalil ont été kidnappées¹², mes parents, comme tout le monde, ont commencé à avoir peur pour nous, les femmes activistes. Les enlèvements ont provoqué un mouvement de panique et ont rendu notre travail plus difficile encore. Nous étions de plus en plus marginalisées. Je sentais l'étau se resserrer autour de moi. Et puis il y avait ces massacres qui s'enchaînaient...

J'ai assisté à tous les massacres commis à Douma. Le plus dur pour moi a été celui qu'on a ensuite appelé le « massacre des élèves ». Il a eu lieu le 15 décembre 2015. L'aviation russe nous bombardait la nuit, et les MiG du régime le jour. Comme les raids s'intensifiaient, les cours ont été suspendus. Les enfants n'ont pu venir en classe que dix-sept jours pendant ce trimestre. Avec des amies, j'ai décidé d'organiser une campagne appelée « J'ai le droit d'apprendre ». Nous avons mis en place des activités prises en charge par des féministes de Douma. Le jour du massacre, nous étions rassemblées dans un institut qui se trouvait à l'intérieur d'un complexe scolaire réunissant plusieurs écoles. Nous étions cinq femmes dans une salle de classe, entourées d'élèves du cycle élémentaire. La première bombe a été lancée à 8 heures du matin. C'était une de ces bombes à sous-munitions qui explosent et libèrent neuf à treize autres bombes freinées par des parachutes. Quelques minutes auparavant, à seulement trois cents mètres de nous, un autre engin avait explosé sur le marché aux légumes bondé. Une troisième a été larguée sur l'école élémentaire des filles à vingt

mètres de nous... et là le monde s'est écroulé sur nos têtes. On ne voyait plus rien. J'ai couru et me suis jetée sur une amie parce que je savais que les explosions se succéderaient. J'ai pensé un instant que nous étions sauvées, mais j'ai vu que mon amie avait une plaie ouverte au crâne. Les hurlements des fillettes étaient terrifiants. Nous avons attendu que les sous-munitions finissent d'exploser. Puis j'ai aidé mon amie à se relever, j'ai mis ma main sur sa tête blessée et nous nous sommes précipitées vers un centre médical. Là-bas, j'ai assisté à la scène la plus horrible de ma vie. J'avais déjà vu des cadavres et des choses terribles. Mais voir ces fillettes leur cartable encore sur le dos avec des membres mutilés était au-dessus de mes forces. Aucun mot n'est assez fort pour décrire une scène pareille. Il y avait un espace réservé aux femmes et aux enfants. Je revois encore une petite qui s'appelait Ranim al-Mmlih : je me rappelle de la couleur de son cartable... Elle avait le pied amputé. Son image me hante. Les élèves avaient entre 6 et 9 ans. Les bombes continuaient de pleuvoir. Certaines fillettes étaient éventrées, mais elles étaient toujours conscientes et elles hurlaient. Je suis restée avec elles jusqu'à la fin de la journée. Je leur tenais la main.

Une scène m'a beaucoup émue. J'ai demandé à une gamine un crayon et un bout de papier. Mais elle a refusé de m'en donner parce que sa maman lui avait dit de ne pas gaspiller les feuilles car elle n'avait pas les moyens de lui acheter de nouveaux cahiers. Après une longue négociation, elle a accepté de me donner la moitié d'une page, son nom était Layla al-Khatib. Elle a survécu.

Je suis rentrée chez moi, les vêtements couverts de sang. Je riais comme une hystérique. Tout ceci me paraissait absurde et vain : j'avais, en tant que directrice d'école, lancé une campagne pour l'éducation des enfants... et en retour des avions avaient sciemment visé et tué des élèves et leurs enseignants. Ma famille était terrifiée de me voir dans cet état.

Après ce carnage, j'ai été prise de crises de boulimie. Impossible de me contrôler. J'ai souffert de troubles intestinaux. L'instant où j'ai vu certains de mes élèves morts et d'autres amputés a constitué un tournant. Plus rien n'avait de sens. Nous tombions comme des mouches, voilà tout. J'étais dans un cycle de mort sans fin. Les soldats savaient qu'il y avait des enfants dans les écoles et pourtant ils les ont bombardées. Il y a eu quarante-huit

victimes ce jour-là. En outre, nous avions trois cas d'amputation de pied et cinq enfants gravement blessés au ventre. En deux heures de bombardement continu, les soldats ont mis Douma à feu et à sang. Ils prétendaient éradiquer le terrorisme, Daech et l'extrémisme religieux, mais en réalité ils bombardaient les écoles. J'ai survécu à la mort des dizaines de fois, des missiles sont tombés près de moi très souvent. Je me demande tout le temps pourquoi je suis toujours en vie. Pour être témoin de toutes ces monstruosité ? Malgré toutes ces tragédies, je suis terrifiée à l'idée d'être obligée de quitter Douma, à l'idée d'être expulsée vers le nord de la Syrie comme les habitants de Deraa et d'Alep¹³. Je garde l'espoir de pouvoir faire quelque chose pour ma ville, c'est pourquoi je refuse de partir.

Nous n'étions pas prêts pour la révolution, nous aurions dû entreprendre de grands changements sociétaux. La révolution a dévoré ses enfants, et ceux qui s'étaient insurgés contre Assad sont devenus des monstres comme lui. Moi qui suis pourtant une fille de Douma, j'ai été menacée de mort à deux reprises. La première fois, j'étais en train de projeter un film sur le mouvement féministe en Angleterre, soudain des hommes armés et masqués ont pris d'assaut le centre où nous nous trouvions et ont menacé de me tuer sous prétexte que je poussais les femmes à la rébellion et à la perversion. La seconde fois, le commandant d'un groupe armé a menacé de me tuer parce que je n'avais pas suivi ses ordres. J'étais accusée d'athéisme à cause d'un article paru dans un magazine. Ces types sont toujours prêts à vous accuser de mécréance et à vous tuer. Je suis une musulmane pieuse, de surcroît versée en droit islamique et en *fiqh*. J'ai pour principe de ne pas me soumettre aveuglément aux militaires, aux despotes ou aux dirigeants, quels qu'ils soient. J'ai toujours, chevillé au corps, cet espoir de changement qui était le nôtre lorsque la révolution pacifique a commencé. Je viens d'achever aujourd'hui une campagne de sensibilisation aux dommages provoqués par le mariage précoce des jeunes filles. Quand j'ai vu l'impact de cette campagne sur les femmes, j'ai senti une force renaître en moi. Je dois toujours aller de l'avant, rien ne me stoppera si ce n'est la mort.

-
- [1.](#) Ville située dans la Ghouta, au nord-est de Damas.
 - [2.](#) Sur ce mouvement religieux, voir page 84 note 1.
 - [3.](#) Confrérie soufie très puissante en Syrie qui se réclame de Bahaa al-Din Naqchband (1317-1388).
 - [4.](#) Abd al-Nasr Chamir, surnommé Abou al-Nasr, est un ancien officier de l'armée syrienne qui a fait défection en 2012 et a commandé la brigade al-Baraa, puis la légion al-Rahman à partir de 2013. Cette faction armée était notamment active dans la Ghouta orientale.
 - [5.](#) Cette branche appartient aux services de renseignement militaire. Elle est connue pour torturer massivement ses détenus. De nombreux activistes ont trouvé la mort dans ses locaux de Kafar Soussé.
 - [6.](#) L'Insani Yardim Vakfi, IHH, est une ONG turque, active en Turquie et à l'étranger. Avec le Qatar, elle a joué un rôle central dans les négociations qui ont abouti à la libération de 48 Iraniens enlevés par la brigade al-Baraa et plus de 2000 Syriens détenus par le régime de Bachar al-Assad.
 - [7.](#) Sur la Défense civile, voir page 116 note 2.
 - [8.](#) *Iqraa* veut dire « Lis » en arabe.
 - [9.](#) Né à Douma en 1971, Zahran Allouch est le fils du cheikh salafiste Abdullah Allouch. Il a fait des études religieuses en Syrie qu'il a poursuivies en Arabie Saoudite. Salafiste radical, il a été emprisonné à Saidnaya en 2009 et libéré par le régime syrien après le déclenchement de la révolution. Il a commandé par la suite Jaych al-Islam dans la Ghouta. Il a été tué dans un raid russe en 2015.
 - [10.](#) Petite ville au sud-est de Damas, majoritairement habitée par des druzes et des chrétiens.
 - [11.](#) Il s'agit des personnes kidnappées dans la ville d'Adra, au nord-est de Damas, par Jaych al-Islam en 2013.
 - [12.](#) Sur l'enlèvement de ces deux activistes des droits de l'homme, cf. page 93 note 2.
 - [13.](#) Après la reprise des territoires contrôlés par les rebelles (Alep, Deraa, la Ghouta notamment) par l'armée du régime, d'importants transferts de population ont eu lieu vers la province d'Idlib, dans le nord du pays. La reddition de Douma, dernier bastion rebelle, a eu lieu en avril 2018. Elle a été suivie par un nouveau déplacement de population. Comme elle le craignait, Faten et sa famille ont été expulsées vers la région d'Idlib. Elles sont aujourd'hui réfugiées en Turquie.

Postface

Dix-neuf femmes parlent, la vingtième se tait

« Notre force avait quelque chose d'étrange. »

Sara

On dit parfois que certains livres brûlent. C'est l'image à laquelle on est tenté de recourir après la lecture des dix-neuf témoignages ici réunis par Samar Yazbek. Mais c'est une pauvre image, impuissante à dire ce que *lire* fait ici au lecteur – ou à ces textes. Car lire ces récits, c'est d'abord projeter leur matière très loin de soi pour la dissoudre dans l'oubli, tant la charge de réalité qu'ils transportent est violente, lourde, amère, tant le sentiment outrancier d'injustice et de mal absurdement subi semble intolérablement remporter la partie. Ces récits diffèrent de ceux qu'on pouvait lire jusqu'ici sur la Syrie¹ : huit ans de guerre ont relégué les espoirs révolutionnaires dans le domaine du souvenir, désormais tragique, pour certains même torturant ou coupable, comme le montrent les récits de « vies brisées » qui émergent aujourd'hui, émanant d'exilés². À lire ce recueil-ci on s'éprouve d'abord cruellement privé d'horizon d'espoir, comme les Syriens le sont aujourd'hui de toute perspective politique au sein de leur pays saccagé, occupé et multi préempté : on sait ce qu'il en est du « retour » et de la « reconstruction » en Syrie en ce moment même. Pour le lecteur, et plus encore la lectrice, le bagage semble impossible à porter. Et de fait il n'y a pas de « bagage » possible, et il n'y en aura pas. Ce livre ne s'emporte pas dans les soutes : il y mettrait le feu.

Et pourtant, au moment précis où la conscience, jalouse du périmètre d'insouciance qu'elle croit nécessaire à la vie (mais que la vie pulvérise toujours), tente d'éliminer de son champ de vision ces scènes terribles, il est déjà trop tard : quelque chose de vital a été reçu sous la gifle, qui déréalise celle-ci, l'écarte comme un désagrément subsidiaire et fait reprendre la lecture, afin de comprendre ce qu'on y reçoit, d'assimiler ce qu'on

commence à saisir, de démêler l'exceptionnelle richesse de ces textes, de recueillir la signification de ces incroyables parcours.

Car à chaque récit quelque chose de bouleversant a lieu : une femme sans formation politique – sauf exception pour deux plus âgées, dont le récit de vie donne au livre une profondeur historique très précieuse (Hazâmi, Douha³) – surmonte la peur au cours des soulèvements de 2011 et décide d'*agir*. Elle le fait en fonction de ses talents et des urgences du jour, consciente de transgresser un ordre (« J'enfreignais les traditions. Étant donné l'urgence de la situation, celles-ci changeaient. » Mouna) ; et ce saut dans l'inconnu fait d'elle une *activiste*, mot devenu douloureux tant il désigne la catégorie à exterminer : l'ennemi du régime n'a pas été et n'est pas le djihadiste, comme ces textes l'illustrent avec clarté, mais le partisan d'une « Syrie libre et démocratique », l'homme, la femme, l'enfant qui *désirent* une société libre et une nation unie, et qui se mettent au travail avec une ardeur presque folle (« C'était presque de la folie. Je n'arrêtais pas de travailler. Je crois au droit des hommes à la dignité et à la justice. » Lina). C'est en voulant cette Syrie-là que ces femmes sont devenues des sujets politiques, aux prises avec les réalités d'un pays qui leur était inconnu, mais très vite aussi d'une guerre (« Après la bataille de Damas, je suis devenue une autre femme. » *Ibid.*) : en manifestant, en filmant, en rassemblant des informations et documents pour les « comités de coordination », en s'impliquant parfois dans les Conseils locaux qui durent remplacer les institutions d'État, plus rarement en rejoignant l'Armée syrienne libre, et presque toujours, très vite, en secourant les déplacés des zones sinistrées et en soignant les blessés. Enfin et surtout, ces femmes qui ont fait des études ont presque toutes agi sur le front de l'éducation, créant des écoles et des centres destinés à instruire les enfants et les femmes, à former celles-ci à l'autonomie économique. On sait combien le régime, qui s'acharne à présent sur les écoles et les hôpitaux d'Idleb, a mué en cibles toutes ces activités vouées à la *vie*. Dans ces récits on voit « d'en bas » ce que produit cet acharnement – comme lors du « massacre des élèves » de Douma qui fait dire à la jeune directrice d'école : « Plus rien n'avait de sens » (Faten). On sait aussi comment les femmes – et les enfants – ont été jetés en prison et soumis à la torture⁴, ce que montrent ici plusieurs témoignages d'enfer (Zayn, Mariam, Douha, Amia, Fatima).

Dans les zones insurgées certaines femmes ont néanmoins réussi à mener, sous les bombes et le siège, dans des conditions inimaginables, des projets d'envergure avec un succès qui irrita leurs entourages masculins, car

elles dérangeaient les normes patriarcales ou les visées de pouvoir. Les conflits qui se sont installés à l'ombre de la guerre entre responsables civils et chefs militaires, ou entre chefs locaux et population civile, recoupent en partie celui des femmes avec les hommes qui leur ont barré la route. Conflit latent, puis ouvert, tragique aussi car ces femmes ont été empêchées non seulement d'agir, mais de vivre, d'abord par le régime, puis par les conseils ou brigades, djihadistes ou non. L'enlèvement en décembre 2013 de Razan Zeitouneh au bureau du Centre de documentation des violations des droits humains, qu'elle avait créé à Douma avec l'ambition de documenter aussi les crimes des rebelles, en est l'image la plus nette⁵. Son histoire est complétée ici par le récit de Zeina Arhim, qui avait travaillé avec elle et qui quitta la Syrie trois ans plus tard devant l'obligation de porter le niqab. Avec Samira al-Khalil, enlevée elle aussi le même jour, Razan s'était jointe dès le début aux activités du centre « Women Now for Development », qu'avait créé Samar Yazbek : centre de formation destiné à la culture des libertés, des droits humains et de la dignité parmi les femmes, toujours géré aujourd'hui par Samar Yazbek⁶.

* * *

Dès qu'on évoque le rôle qu'ont pris les femmes dans la résistance civile, on dit qu'il a été décisif tout en rappelant les lourds obstacles rencontrés et la régression que leur a imposée le fanatisme religieux⁷ : l'échec de la révolution a mis un coup d'arrêt à leur émancipation. Mais cela montre à quel point leur action a été révolutionnaire. Leur lutte contre l'analphabétisme avait et a un caractère profondément politique au-delà de la « cause » des femmes. Elle exprime une sensibilité extrême à la pauvreté, aux iniquités sociales et aux responsabilités des élites, quelles qu'elles soient⁸. Les témoignages reviennent souvent sur le départ des classes aisées et éduquées qui assèche la révolution, abandonne les plus pauvres au régime ou aux factions, et les livre à l'obscurantisme religieux (Faten). La condition féminine n'a pas été le but premier ni ultime de ces combats féminins : c'est en agissant pour la dignité de tous que ces femmes ont découvert que leur *droit à l'action* devait être gagné, avant de comprendre que cette bataille leur serait volée, remplacée par une lutte pour vivre,

enterrer les morts, enregistrer les crimes. Après s'être battues sur tous ces fronts elles ont dû s'enfuir pour n'être pas anéanties, au prix d'un chagrin amer que l'exil ne saurait guérir, mais seulement compliquer, qui plus est pour celles dont le combat était celui d'une nation : dans ces récits, les moments les plus poignants sont souvent ceux du départ (« Lorsque j'ai regardé derrière moi vers le lieu que je quittais, je me suis évanouie. » Rim). Souvent celle qui parle dit à la fin que cette guerre l'a *détruite*, qu'elle n'est plus une femme, que la souffrance et la désillusion sont allées trop loin – ce *trop loin* qu'ont rendu possible la violence inouïe du régime, l'impunité dont il a bénéficié et le nihilisme que celle-ci a projeté dans l'illimité, ouvrant les vannes horribles du « sang des martyrs ». « Voir ces fillettes leur cartable encore sur le dos avec des membres mutilés était au-dessus de mes forces », dit Faten, prise dans un « cycle de mort sans fin ». Mais ce cycle est lui aussi sans cesse brisé : la même sent une « force renaître » en voyant l'effet que produit sur les femmes une campagne sur le mariage précoce des jeunes filles : « J'ai senti une force renaître en moi. Je dois toujours aller de l'avant, rien ne me stoppera excepté la mort. »

Pour parler de ce qu'ont fait ces femmes avant de quitter leur pays, le mot courage est dérisoire. Courageuses, elles le sont *invraisemblablement*, c'est même là leur signe de reconnaissance, ce qui leur donne leur air de famille : chacune est sœur d'Antigone, la jeune fille qui se disait « venue au monde pour partager non la haine, mais l'amour », et se découvre vouée à la mort : « Nous nous sommes soulevées pour la vie et c'est la mort que nous récoltons » (Sara). Mais là où l'héroïne de Sophocle décidait de mourir pour affirmer les « lois non écrites » du deuil dû aux frères – qu'il fût l'ami ou l'ennemi de la cité –, elles ont, elles, travaillé à survivre et travaillé à la vie – la vie de tous, et ce *tous* était éminemment politique. Un *monde* émerge alors, qui refait exister un horizon même si la scène qui s'ouvre est celle d'une guerre effroyable et d'un pays en lambeaux – comme ces corps épars qu'une jeune fille tente, affolée, de recoudre pour les livrer aux familles (Zayn). Ce monde redevenu *humain* est de part en part *étrange*, comme la *force* qui revient à ces femmes sans qu'elles sachent pourquoi, ni d'où : parfois d'une grosseur (« J'étais envahie d'une grande force. » Doua), ou d'enfants privés de leurs parents et qu'il faut élever à leur place, parfois juste de la nécessité de « tenir bon », parce que sinon « les choses empireraient ». Revenues à la vie elles semblent ne pas y croire vraiment, pas plus qu'à leur mort. « À chaque nouveau massacre, je perdais un morceau de moi-même. Je mourais, puis je ressuscitais », dit Sara. Qui

dit encore, se souvenant de la décision de fêter un mariage peu après une attaque chimique : « C'était pour moi étrange : j'allais pour la première fois filmer des vivants. »

* * *

Richesse de sens, et richesse de faits. Extraordinaire *document* que ce livre, d'un apport historique immense, car il nous renseigne avec une précision inédite sur mille choses ignorées ou semi-sues, caricaturées ou déformées, sinon effacées, tant ces événements sont en France observés de loin (s'ils le sont), à travers des cadres qui formatent les regards, qu'il s'agisse d'inerties et hystéries médiatiques ou de legs culturels liés aux mythiques « Proche-Orient » ou « Middle East » au sein de la galaxie orientaliste. L'origine militaire et géopolitique de ces mots se fait toujours sentir dès que ces vies emmêlées et déchirées se retrouvent épinglées en objet de science ou de causerie politique sur les « communautés » sunnite, alaouite, chrétienne, druze, etc., mots dont le bourdonnement donne envie de se boucher les oreilles. On les entend ici beaucoup, mais tout autrement : leur sens est noué à chaque vie comme le chiffre d'un piège mortel ou d'une extermination programmée. Ce livre, en particulier les récits de femmes alaouites, d'un immense intérêt sur ce plan (Roula, Leila), montre l'usage meurtrier de ce jeu de rôles identitaires, d'abord par le régime, puis par les factions en guerre, et le prix démentiel qu'ont payé pour eux les Syriens. C'est pourquoi ceux qui se conçoivent aujourd'hui comme des *citoyens* récusent fermement ces catégories et refusent absolument d'être identifiés ainsi. Samar Yazbek en fait partie.

Précision *inédite* au sens strict, parce que ces événements sont *dits*, au sens fort : vécus intensément de l'intérieur, analysés avec une intelligence extra-lucide et narrés dans un langage simple, sensible et clair, ce qu'on doit aussi au travail exigeant de l'auteure et des traducteurs. Au-delà des documents, ces récits sont d'exceptionnels *témoignages*, qui racontent chacun comment une femme s'est « levée pour la vie », comment on l'a fait plier, comment elle s'est battue avant de sauver sa vie en fuyant. Or cette histoire est aussi celle de l'auteure, qui vit aujourd'hui en France. Journaliste et romancière, Samar Yazbek s'est mise en retrait ici après avoir

livré deux témoignages à caractère littéraire : *Feux croisés*, journal haletant des trois premiers mois de la révolution à Damas, écrits du fond d'une solitude née d'une triple rupture – avec sa famille, avec son milieu alaouite, avec le régime –, puis *Les Portes du néant*⁹, récit de la descente aux enfers d'un pays, vécue dans une position brûlante de témoin externe et interne à la fois : très menacée par sa prétendue « trahison¹⁰ », Samar Yazbek a dû rapidement s'exiler avec sa fille, mais elle est retournée clandestinement trois fois en Syrie en 2012 et 2013 pour y observer le tourbillon fou de la militarisation et de la radicalisation dans le nord du pays. Ces deux livres elle les avait rédigés dans une sorte de transe, qui lui faisait projeter les faits sur la scène littéraire d'un cataclysme cosmique, scène où elle était présente en tant qu'auteure, scénographiant la femme-témoin et son corps mué en caisse de résonance survoltée, sismographique. Elle a décidé cette fois de se retirer derrière les voix d'autres femmes, et cette évolution remarquable – qu'on peut comparer à celle de Zabel Essayan lors de l'extermination des Arméniens en 1915¹¹ – donne une ampleur nouvelle à son œuvre de témoin historique. Souvent dans *Feux croisés* elle disait vouloir « rejoindre les femmes », avec qui il était plus facile de parler dans la rue, et manifestait avec elles. Ici ce geste silencieux prend une autre profondeur.

Ces femmes issues de différentes communautés ont vécu dans des régions différentes – et cette diversité voulue fait parcourir la quasi-totalité du pays à travers une multiplicité de situations. Sur la fameuse « mosaïque » multiconfessionnelle on apprend et on comprend beaucoup : moins sur la poignante utopie des insurgés de la première heure – « un, un, un, le peuple syrien sera un », cri fameux des premières manifestations où chrétiens et alaouites côtoyaient sunnites et kurdes lors des « vendredis » au sortir des mosquées, seuls lieux de rassemblement autorisés – que sur le pugilat et le carnage qui lui ont fait suite, aux soins d'un machiavélisme d'État qui s'illustre ici dans sa sinistre efficacité¹². Ces récits échantillonnent l'art de diviser pour régner (mais « règne » est une antiphrase), et les effets de la « carte du sectarisme », jouée sans frein jusqu'à ses extrémités¹³ : l'extermination d'un pourcentage raisonnable de sunnites comme mesure d'« assainissement », et le sacrifice de populations alaouites dans la manipulation terrifiante du pogrome – ainsi lors du massacre d'Ichtiabraq le 24 avril 2015, village où deux cents personnes furent égorgées par Jabhat al-Nosra, sous les yeux de soldats qui empêchèrent la population de fuir, comme le raconte ici une jeune alaouite, qui comprit alors jusqu'où pouvait aller ce régime pour attiser la terreur et

la haine (Roula).

L'autre complexité qu'éclairent ces récits est celle des « groupes rebelles » : outre les clivages idéologiques entre le sécularisme démocratique de l'Armée syrienne libre, le salafisme nationaliste de Jaych al-Islam et le djihadisme gradué d'al-Nosra et de Daech, il y a les conflits intestins, alliances du moment et luttes de pouvoir muées en véritables guerres – entre l'ASL et Hayat Tahrir al-Cham, entre Jabhat al-Nosra et Jaych al-Islam, entre l'une ou l'autre de ces armées et Daech. Ce livre, où ces guerres et rivalités sont observées par des femmes qui les prennent en horreur, voyant se répéter un « jeu de dupes » (Souad), est pourtant une réponse *par le fait* à ceux qui s'acharnent à identifier « rebelles » et « islamistes » tout en effaçant la résistance civile. Il fait comprendre le lien entre militarisation du conflit et radicalisation religieuse, le rôle délétère qu'y a joué l'argent saoudien, et montre à quel point Daech était une force d'*occupation* haïe (« Ces types n'étaient pas syriens. [...] Ils parlaient l'arabe classique. » Souad) : la régression intégriste réduisait à néant les libertés chèrement acquises, écrasait un monde de traditions sociales et faisait de l'*existence féminine* un problème (« Tout ce qui touchait à notre présence et à notre apparence les rendait dingues. » *Ibid.*). Ces clivages de fond sont ici parfaitement clairs, de même que les collusions entre le régime d'Assad et les brigades salafistes, qui quittent le domaine des allégations pour celui de l'observation. Collusions qu'autorisaient leurs « nihilismes en miroir », selon les termes de Yassin al-Haj Saleh dans *La Question syrienne*¹⁴ : le nihilisme du régime (« Assad ou nous brûlons le pays ») et celui des djihadistes se ressemblent par leur négation de l'histoire et du monde. Le pacifisme résolu de ces femmes, qui croît à proportion de leurs désillusions et leur fait renvoyer dos à dos ces violences, exaspérées, pratique le « contre-nihilisme » qu'invoque celui-ci, mais à la manière d'une expérience vitale (« Pour moi le régime ou Jaych al-Islam c'était égal. » Myriam Hayed).

Enfin les querelles sur le voile, qui rituellement agitent les champions français de la République laïque, à proportion qu'en face on se refuse à combattre une oppression n'émanant pas de « mâles blancs », pourraient un peu s'assagir en se confrontant aux expériences *réelles* dont témoignent ces femmes. Qu'elles portent le foulard ou le refusent, toutes ont été forcées un moment de faire plus – selon les conjonctures hijab ou niqab, et autres tartufferies de pieds qu'on ne saurait voir –, toutes sont très claires sur leur *décision* de se voiler ou dévoiler, et sur leur liberté atteinte et reprise. Elles

n'en sont pas moins assignées à cette *question* entêtante du voile, obligées d'aller d'un piège à l'autre, décidant de se voiler pour passer l'octroi *et* de se dévoiler pour vivre, tentant d'agir à l'intérieur de ces pièges jusqu'à l'impossible (« J'ai décidé de quitter la Syrie, car je ne pouvais rien faire » Amal). Ces récits rendent insupportable toute complaisance molle pour ces violentes captations du corps féminin, mais également inepte toute stigmatisation pavlovienne *du* voile : ici, les plus pieusement voilées sont les plus dégoûtées par les lubies de Daech, qu'elles jugent « sans rapport avec la religion » – ce que confirment les témoins des bataillons féminins de l'EI, viviers de corps d'autochtones offerts en mariage aux djihadistes venus du Maghreb et d'Europe¹⁵. Mais ces femmes ont vu le chemin de leur émancipation barré *avant* que ne s'abatte sur elles le délire totalitaire de Daech. Quels que soient les conflits des forces en présence, celles-ci ont été une puissance d'oppression pour les femmes, qu'étouffait jusque-là une culture patriarcale soutenue par le régime derrière la vitrine de la modernisation (« J'ai mené un combat acharné contre la société et les *qubaysiyat* pour obtenir ce droit. Je ne pouvais donc pas accepter qu'on m'impose de nouveau le voile. » Rana). Ce chemin, elles se l'étaient frayé de haute lutte en allant contre leurs familles – parfois grâce au soutien d'un père ou d'une mère – mais aussi, souvent, contre les chefs locaux ou soldats d'une « Armée libre » peu disposée à les voir se libérer, elles, d'un ordre social protecteur et profitable. Leur travail acharné, qu'elles ont imposé avec ténacité, avec ou sans voile, a été utilisé et parfois refusé au détriment de la cause commune, mais pas *reconnu*.

* * *

La multiplication des témoignages de la révolution et de la guerre, et l'impressionnante richesse de leur « mémoire créative », visuelle et écrite, peuvent faire penser que les Syriens entrent à présent dans ce qu'on appelle en France « l'ère du témoin » (Annette Wieviorka). Mais la singularité des histoires doit rester première. Du fait de leur expérience politique les Syriens possédaient une « littérature de prison », qui s'est profondément renouvelée au cours des années 2000-2010, quand ceux qui avaient passé une partie de leur vie dans l'effarant univers carcéral de l'ère Hafez ont

raconté leur expérience en faisant voler en éclats toute culture héroïque et martyrologique : en particulier dans ces grands livres que sont *La Coquille* de Moustafa Khalifé, *Treize ans dans les prisons syriennes* d'Aram Karabet, et *Récits d'une Syrie oubliée* de Yassin al-Haj Saleh¹⁶.

Ce dernier, à l'issue de l'effort cathartique qui lui fait ressaisir sa monstrueuse expérience carcérale comme l'histoire d'une « émancipation personnelle » et d'une « seconde enfance », prononce un plaidoyer pour une écriture à venir, affranchie de l'idéologie et donnant voix à l'expérience de chacun, mais conçue comme un acte politique : « Refuser qu'on nous confisque notre expérience est un acte de résistance. » En 2016, dans un texte qui fera date, il dit l'avènement d'une « nouvelle écriture syrienne », écriture démocratique ou « d'en bas », issue d'une « société déracinée », débarrassée des cercles littéraires et même de la distinction entre écrivain et non-écrivain, une écriture tragique car en lutte contre le non-sens, qu'il dit « habitée ». Il y distingue six caractéristiques : centralité de l'expérience personnelle, acceptation du conflit, radicalisme critique (à l'égard du pouvoir, des oppositions, des islamismes, de l'ordre mondial et de « nous »), perspective mondiale, mélange des genres (écrit, image, voix), confiance en soi face aux tabous politique, communautaire, religieux, sexuel. Rappelant que cette écriture d'en bas n'empêche pas l'essor d'une écriture créative et savante, il cite Razan Zeytouneh et Nayla Mansour et écrit :

« Si ce qui précède a une part de vérité, alors nous sommes à la veille d'une grande transformation, qui concerne la politique, la religion, la langue, la société, à laquelle participent les femmes en grand nombre, et dont l'horizon est mondial. C'est une révolution. [...] je fais l'hypothèse qu'une nouvelle génération d'auteurs, hommes et femmes, réalisera chacun dans son domaine la révolution qui ne s'est pas réalisée dans la réalité¹⁷. »

La « mémoire créative de la révolution syrienne » – pour reprendre le titre du précieux site d'archives qu'a créé Sana Yazigi¹⁸ – montre que les femmes ont une place décisive dans cette écriture ouverte au monde, et que le témoignage peut devenir du grand art – comme on le voit dans les « traces » de l'expérience carcérale que livrent les œuvres saisissantes

d’Azza Abo Rebieh et de Najah Albukai. Or si les femmes prennent une si large part à cette révolution de chacun, c’est que l’autre révolution avait pour elles été une *révolution totale*. Comme le dit ici Zeina Rahim, « ces femmes se sont rebellées sur plusieurs fronts : contre le régime, contre la société, contre la religion et les traditions, contre Daech et les groupes armés islamistes de l’opposition. » Chacune s’est vue obligée de faire ce que résume Dima : « Je devais continuer non seulement à vivre, mais à résister. » Chacune aurait pu ou voulu dire ce que dit Fatima : « Ils ont perdu leur humanité, moi j’ai gagné la mienne. » Et chacune à présent dit ce que dit Mouna : « Je veux que le monde écoute notre histoire. »

CATHERINE COQUIO

1. Joumana Maarouf, *Lettres de Syrie*, trad. N. Bontemps, Paris Buchet-Chastel, 2014 ; Majd al-Dik, *A l'Est de Damas, au bout du monde. Témoignage d'un révolutionnaire syrien*, avec N. Bontemps, Paris, Don Quichotte, 2016 ; Nathalie Bontemps, *Gens de Damas*, Neuilly-sur-Seine, Al Manar, 2016 ; et les livres de Samar Yazbek évoqués plus bas.

2. Cécile Hennion, *Le Fil de nos vies brisées*, Paris, Anne Carrière, 2019, montage de témoignages d'Alepins en exil et des souvenirs de l'auteure.

3. Hazâmi Adi, 77 ans, évoque l'indépendance (1946), le nassérisme, le coup d'État de Hafez, les répressions des années 80, ses engagements pro palestiniens, syndicalistes et marxistes ; Douha Achour, 52 ans, évoque ses années de lutte clandestine et son arrestation, enceinte, en 1993, avant son engagement révolutionnaire.

4. Voir le documentaire de Manon Loizeau et Annick Cojean, *Syrie, le cri étouffé* (2017).

5. Cf. Justine Augier, *De l'ardeur*, Actes Sud, 2017.

6. <https://women-now.org/>

7. Cf. Leila al-Shami et Robin Yassin-Kassab, *Burning Country. Au cœur de la révolution syrienne*, Paris, L'Échappée, 2019, p. 101 et 246.

8. « Comme les alaouites des milieux défavorisés, les sunnites pauvres étaient envoyés à la mort et on leur mentait. » (Leila)

9. *Feux croisés. Journal de la révolution syrienne* (2012), trad. Rania Samara, Paris, Buchet-Chastel, 2012 ; *Les Portes du néant* (2015), trad. Rania Samara, préface de Christophe Boltanski, Paris, Stock, 2016.

10. *Feux croisés* (p 42), le 29 avril 2011 : « J'ai écrit deux articles sur le mouvement de contestation et j'ai parlé des exactions, des arrestations et des meurtres perpétrés par les forces de sécurité. La réponse n'a pas tardé : une avalanche de messages sur les blogs des services secrets m'accuse de connivence avec les Américains. Ils ont toujours un argument pour détruire ceux qui soutiennent un point de vue différent du leur. Je suis coincée entre mon angoisse, mon inquiétude pour ma famille qui est directement menacée et le scandale qui secoue mon village, car le régime leur a fait croire que je trahissais ma communauté et mon pays. »

11. Auteure de *Dans les ruines* (1911) qui témoignait des traces des massacres de Cilicie en 1909, Zabel Essayan, romancière consacrée dans les milieux arméniens d'Istanbul, se mit en 1915 à collecter des témoignages et à en réécrire certains, dont celui, majeur, de Haig Toroyan (1917) : *L'Agonie d'un peuple*, traduction, introduction et postface de Marc Nichanian, Paris, Garnier, 2013.

12. Voir Farouk Mardam-Bey, Subhi Hadidi et Ziad Majed, *Dans la tête de Bachar al-Assad*, Arles, Actes Sud, 2018.

13. Voir Friedrike Stolleis (ed.), *Playing the Sectarian Card. Identities – Affiliations of Local Communities in Syria*, Beyrouth, Friedrich Ebert Stiftung, 2015. <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/beirut/12320.pdf>.

14. Yassin al-Haj Saleh, *La Question syrienne*, trad. F. Mardam-Bey, N.

L. Aïssaoui et Z. Majed, Arles, Actes Sud, 2016. Sur la question du nihilisme je renvoie à mon texte : <https://lundi.am/A-quoi-bon-encore-le-monde-Nihilisme-naivete-negation>.

15. Voir Ahmed al-Haj Saleh, « Hajar et le bataillon féminin de Daech », dans Franck Mermier (éd.), *Écrits libres de Syrie. De la révolution à la guerre*, Paris, Garnier, 2018, p. 97-111. La vie à Raqqa sous l’EI, est racontée dans Yassin Swehat, « Racha, une jeune fille de Raqqa », *ibid.*, p. 105-111.

16. Voir Catherine Coquio, « Syrie : littérature de prison et témoignages d’expérience », in Régis Salado et Carine Trevisan (dir.), *Écrits, images et pensées de prison*, Paris, Hermann, 2019.

17. Yassin al-Haj Saleh, « L’écriture habitée. À propos de quelques caractéristiques de la nouvelle écriture syrienne », *Écrits libres de Syrie*, *op. cit.*, p. 18 et 26. Texte paru dans une version arabe plus longue dans le site cocréé par l’auteur, *aljumhuriya.net* (15 janvier 2016).

18. <https://creativememory.org/>